

Sarajevo achève sa réunification dans le désenchantement

Offensive parlementaire contre la grande distribution

International.....	2	Agenda.....	24
France.....	6	Abonnements.....	24
Société.....	10	Météorologie.....	24
Cartes.....	12	Mots croisés.....	24
Horizons.....	13	Culinaire.....	25
Entreprises.....	16	Guide culturel.....	27
Finances/marchés.....	19	Communication.....	28
Aujourd'hui.....	21	Radio-Télévision.....	29

INTERNATIONAL

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996

EX-YOUGOSLAVIE La réunion des dirigeants bosniaque, croate et serbe, convoquée lundi 18 mars à Genève par le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a décidé

que la force multinationale de l'OTAN - l'IFOR - intensifierait ses patrouilles dans les anciens quartiers serbes de Sarajevo passés sous le contrôle des autorités bosniaques.

● LES OCCIDENTAUX du « groupe de contact » ont, d'autre part, menacé de priver de toute aide les secteurs qui refuseront de faire fonctionner les structures fédérales. Ils ont obtenu la promesse des présidents serbe et croate que des militaires soupçonnés de crimes de guerre par le Tribunal de La Haye lui seraient déferés avant la fin du mois. ● A SARAJEVO,

la réunification de la ville, effective mardi 19 mars, a été marquée par de multiples incendies et pillages, alors que sa démilitarisation fait toujours l'objet de négociations.

La Bosnie entre dans la deuxième phase du plan de paix

Alors que la restitution aux Bosniaques, mardi 19 mars, du quartier serbe de Grbavica a mis fin à la division de Sarajevo, les Occidentaux accentuent leurs pressions sur les ex-belligérants pour les contraindre à appliquer le volet civil des accords de Dayton

GENÈVE
de notre envoyée spéciale
Chaque réunion sur la Bosnie se termine désormais par un accord. Celle que le secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, a convoquée, lundi 18 mars à Genève, s'est conclue par la réaffirmation solennelle des engagements pris à Dayton et par l'annonce d'une série de mesures concrètes pour remédier aux difficultés qui surgissent dans l'application du plan de paix, comme s'était achevée, un mois plus tôt, une semblable réunion convoquée par Richard Holbrooke à Rome.

Cependant, outre les proclamations de bonnes intentions, très sujettes à caution, des principaux intéressés - Serbes, Croates et Musulmans -, la réunion de Genève a apporté aussi quelques éléments nouveaux du côté des Occidentaux. Elle a conclu, en particulier, que l'IFOR, qui était représentée à Genève par l'amiral Smith, intensifierait ses patrouilles dans les quartiers serbes de Sarajevo soumis ces dernières semaines au banditisme serbe puis bosniaque.

Cette mission de police n'entraîne pas jusque-là des attributions de l'IFOR. Le Suédois Carl Bildt, chargé de coordonner les aspects civils du plan de paix, et donc le

transfert des quartiers serbes de Sarajevo sous autorité bosniaque, n'a pas trouvé de justification convaincante pour expliquer à la presse pourquoi cette décision intervenait aussi tard. Quant aux dirigeants américains, Warren Christopher, et le secrétaire d'Etat adjoint John Korbhum, ils ont souhaité que les mesures annoncées à Genève restaurent suffisamment de confiance pour que les Serbes, qui peuvent légitimement prétendre vivre à Sarajevo et qui ont fui l'intimidation, reviennent s'y installer. Le document produit à Genève prévoit que les appartements désertés par ces gens seront maintenus vacants pendant six mois.

DES OBJECTIFS RÉAFFIRMÉS
L'objectif, central dans l'accord de Dayton, de voir Sarajevo réunifiée comme capitale multinationale de l'Etat bosniaque, a donc été réaffirmé à Genève. Celui de donner une réalité à la Fédération croato-musulmane l'a été également. Cette Fédération, qui est en principe, avec la République serbe de Bosnie, l'une des deux entités constitutives de l'Etat bosniaque, n'existe pour l'instant que sur le papier. Le président croate, Franjo Tudjman, qui a barre sur les Croates de Bosnie, et le vice-président bosniaque, Ejup



FANCHO

Ganic, qui représentait à Genève le gouvernement de Sarajevo, ont réitéré les engagements pris le mois dernier à Rome et qui sont restés depuis quasiment lettre morte : mise en œuvre de l'accord sur la réunification de la ville croate bosniaque de Mostar, mise en place des autorités municipales et cantonales, libre circulation des per-



sonnes, droit au retour des réfugiés qui ont fui les combats croato-musulmans en 1992, etc.

Là encore, l'élément nouveau vient plutôt des Occidentaux qui, pour la première fois, brandissent la menace de priver de toute aide financière les secteurs qui refuseront de faire fonctionner les structures bicommunautaires ou fédérales.

Les trois parties se sont de nouveau engagées à réunir les conditions pour que des élections libres puissent se tenir en septembre 1996, en promettant, notamment, le libre accès aux médias de tous les partis dûment enregistrés en Bosnie.

Enfin, Warren Christopher a obtenu des présidents serbe, Slobodan Milosevic, et croate, Franjo Tudjman, la promesse que des militaires soupçonnés de crimes de guerre par le tribunal de La Haye lui seraient déferés avant la fin du mois. Zagreb affirmait depuis des semaines ne pouvoir livrer le général Blaskic avant qu'il ait été effectuée la modification de la législation sur l'extradition, qui s'oppose au Parlement croate.

Du côté serbe, le problème porte sur deux officiers qui ont eu le tort de se repentir, devant la presse étrangère, des exactions qu'ils ont commises à Srebrenica et qui sont depuis détenus à Belgrade pour crimes de guerre. C'est dire qu'on est encore loin de la comparaison de MM. Radovan Karadzic et Ratko Mladic - les chefs bosno-serbes - devant le tribunal international, bien que Warren Christopher, selon l'un de ses adjoints, l'ait réclamée à Genève à Slobodan Milosevic.

C. T.

Vers l'échéance

« J + 120 »

Lancé le 20 décembre 1995, le processus de paix en Bosnie atteint le 20 mars l'échéance de « J + 90 », marquée par le transfert complet de souveraineté, dans plusieurs zones du pays, entre la Fédération croato-musulmane et la République serbe de Bosnie. A partir de cette date, la mission de la force multinationale (IFOR) change de nature. Après avoir été la seule force à assurer la sécurité, l'IFOR doit maintenant se consacrer à surveiller la zone de séparation entre les deux entités composant la Bosnie-Herzégovine. La Fédération et la RS doivent se mettre d'accord sur le tracé exact de cette démarcation, 430 points restant encore en litige. Avant le 20 avril, « J + 120 », les troupes des ex-belligérants devront être dans leurs casernes ou démobilisées. Après le 11 juin, l'ensemble sur les zones louches, datant de 1991, sera levé, et les ex-belligérants pourront en disposer, en respectant des plafonds négociés ou imposés. - (APR)

La réunification de Sarajevo s'est achevée dans un climat tendu

SARAJEVO
de notre correspondant
La réunification de Sarajevo s'est terminée dans la pagaille et la fumée noire des incendies, marquant toutefois la fin d'une étape cruciale du processus de paix. La restitution aux Bosniaques du quartier de Grbavica, qui a eu lieu mardi 19 mars à l'aube, met fin à quatre années de présence de l'armée serbe autour de la capitale de Bosnie-Herzégovine. L'IFOR - force multinationale de l'OTAN - se félicite des résultats obtenus en trois mois, même si la paix demeure très fragile, et si l'application globale des accords de Dayton est loin d'être réalisée.

A Grbavica, les « voyous » et les policiers serbes de Pale, associés dans leur volonté de forcer les gens

à partir, ont semé la terreur ces derniers jours, malgré le renforcement des patrouilles de l'IFOR. L'arrestation spectaculaire d'une dizaine de pillards et d'incendiaires par les forces internationales n'a pas permis de prévenir un nouvel exode de la population. Seuls de rares vieillards sont demeurés dans leurs appartements, luttant contre les incendies avec de pauvres baches.

A Sarajevo donc, et ailleurs, la carte de partage du pays dessinée à Dayton devient effective. Les échanges de territoires devraient être achevés entre les deux entités, la Fédération croato-musulmane et la République serbe, qui contrôlent respectivement 51 % et 49 % de la Bosnie-Herzégovine. Les troupes de l'OTAN sont déployées le long de la ligne de front, ainsi que sur les li-

néaires stratégiques. Selon un porte-parole de l'IFOR, 80 % des routes bosniaques ont été rouvertes à la circulation, et les autres devraient l'être d'ici le mois prochain. De chaque côté du front, une zone de 2 kilomètres a été entièrement déminée, et une zone de 10 kilomètres doit être débarrassée des armes lourdes, chars, canons et mortiers.

A Sarajevo, ces conditions n'ont pas encore été remplies par l'armée bosniaque, malgré les rappels à l'ordre de l'IFOR. Pour les défenseurs de Sarajevo, obtempérer signifie abandonner leur ville, car l'ensemble des quartiers se trouvent dans cette « zone de séparation ». Il faut donc désertifier la principale base militaire, la caserne Tito, et surtout le quartier général de l'armée. L'état-major, la police militaire et les services de renseignement se trouvent géographiquement au cœur du secteur interdit. Les Bosniaques, qui désirent conserver ces centres vitaux à Sarajevo, ont prié l'OTAN de leur accorder une dérogation spéciale concernant ces unités non combattantes. Refusée. « Aucune exception à cette exigence n'a été accordée et aucune ne le sera », a indiqué un porte-parole de l'IFOR.

L'OTAN n'a pas exclu l'emploi de la force s'il fallait obliger le commandement bosniaque à quitter Sarajevo, mais un expert occidental estime que d'autres moyens de pression vont porter leurs fruits, notamment le chantage à l'aide économique. « Les Américains tiennent les Bosniaques, résume-t-il. Sans leur feu vert, pas un dollar n'arrivera à Sarajevo. Et n'oublions pas les promesses américaines de renforcer l'armée bosniaque. Pour recevoir des armes, elle doit d'abord se conformer aux accords signés sans sourcilier. »

Le volet militaire de l'accord de Dayton devrait donc être clos, et l'IFOR en retire une réelle crédibilité. Mis à part des incidents isolés, n'impliquant que des hommes munis d'armes légères, le cessez-le-feu a été parfaitement respecté. Les centaines de « check-points » qui couvraient le territoire bosniaque ont été démantelés, même si certains barrages policiers conservent une rigueur quasi militaire. La démobilisation a commencé, et les jeunes gens retournent à la vie civile. L'immense majorité des prisonniers de guerre a été échangée, même si 217 hommes demeurent officiellement en prison, et que des milliers d'autres sont toujours por-

tés disparus. Ces trois premiers mois du mandat de l'OTAN en Bosnie - fixé à un an - se sont déroulés à une cadence accélérée, sous la pression américaine du président Clinton ayant promis au peuple américain que les GI seraient de retour à l'automne prochain.

Le succès incontestable de l'OTAN ne doit pas masquer la réalité : les ingrédients existent toujours pour une reprise de la guerre

Lors de la passation de pouvoir entre la Forpronu et l'IFOR, le 20 décembre 1995, nul ne semblait croire que le calendrier serait respecté. Pourtant, il le fut sans faux pas majeur, hormis une brève interruption des relations entre l'IFOR et les Serbes de Bosnie, au mois de février, après l'arrestation de deux officiers serbes par la police bosniaque. Les deux officiers ont été transférés à La Haye, où l'un, le général Djukic, a été inculpé par le Tribunal pénal international (TPI) pour « crimes de guerre ».

Désormais, les civils devraient

jouer un rôle accru en Bosnie-Herzégovine, les soldats de l'OTAN assurant « l'absence de violence relative ». Sous la houlette du haut représentant de l'Organisation internationale, le Suédois Carl Bildt, différentes organisations vont s'atteler aux tâches qui les attendent, notamment l'organisation d'élections démocratiques et le retour des réfugiés dans leurs foyers. D'ores et déjà, M. Bildt a réaffirmé le soutien de l'IFOR, mais l'OTAN est restée à l'idée d'un engagement de sa mission.

Les principaux obstacles qui attendent les équipes internationales sont les fossés demeurant entre les trois entités ethniques qui composent le pays. Non seulement la Fédération croato-musulmane et la République serbe ne s'entendent sur aucun sujet, mais la Fédération est elle-même minée par des divergences profondes entre Croates et Bosniaques. Ainsi, la ville de Mostar est toujours divisée, les institutions fédérales sont en panne, et aucune année conjointe n'a été formée depuis les accords de Washington en mars 1994.

Dans ce climat encore tendu, la communauté internationale paraît hésiter à verser les fonds promis pour la reconstruction du pays et la relance de l'économie. Pourtant, la paix ne sera durable que quand les réfugiés auront pu reconstruire leurs maisons, et quand les anciens combattants auront retrouvé un emploi.

Côté bosniaque, on commence à croire sincèrement que la stabilité

va s'installer. Les Sarajévins, qui déplorent le partage de facto d'un pays « véritablement unifié », sont soulagés par la liberté de séjour de la capitale. Ils espèrent que la réunification de la ville permettra de sauvegarder son caractère multi-ethnique, notamment grâce au retour des exilés, qu'ils soient musulmans, serbes ou croates. Le départ des 50 000 Serbes qui vivaient autour de la capitale ne les inquiète pas, puisqu'ils étaient majoritairement des campagnards, déjà déplacés en 1992, ou des extrémistes venus assiéger la ville. Ils attendent que les 150 000 réfugiés musulmans puissent également partir, et retrouver leurs terres en Bosnie orientale.

Côté serbe et croate, dans les « républiques » autoproclamées, l'atmosphère est différente. L'objectif demeure d'entériner la division de la Bosnie-Herzégovine, puis de se confédérer avec la Serbie et la Croatie. Sur le terrain, l'armée républicaine bosniaque ne contrôle qu'environ 35 % du territoire, ce qui ne permet pas au gouvernement de Sarajevo d'être indépendant de ses voisins. La Bosnie loyaliste demeure une enclave, encerclée par Serbes et Croates, sans accès à la mer ni à aucun pays ami. Le succès incontestable de l'OTAN ne doit pas masquer la réalité : les ingrédients existent toujours pour une reprise de la guerre. Les premiers pas vers la paix viennent tout juste d'être esquissés.

Rémy Ourdan

Les Cahiers de médiologie

n°1 La Querelle du spectacle

320 pages illustrées. 50F

Comité de

R. Debray,
D. Bougnoux,
L. Merzeau,
C. Bertho,
P.-M. de Biasi,
J.-M. Frodon

rédaction

Fr.-B. Hoyghe
M. Melot
M. Nicolas
J. Perriault
M. Sicard
B. Stiegler
S. Tisseron

Dossier

I - De Louis XIV au CD Rom

II - L'ardente obligation du spectacle

Kiosque

L'actualité médiologique

Anthologie

Le spectacle, de Platon à Daney

GALLIMARD

LE RENDEZ-VOUS MANQUÉ

Les Européens ne sont allés qu'à reculons à la réunion de Genève sur la Bosnie, dans laquelle ils voyaient une manifestation d'autoritarisme américain : elle avait été assez cavalièrement convoquée au dernier moment par Warren Christopher, le secrétaire d'Etat, et elle semblait couper l'herbe sous le pied à une autre rencontre sur la Bosnie prévue de longue date pour le 23 mars à Moscou. En campagne électorale, l'administration américaine se livre actuellement à un véritable activisme sur tous les fronts de l'actualité internationale. Elle était désireuse, en l'occurrence, de démontrer que c'est bien elle qui

dirige l'intervention en Bosnie.

Mais qui la dirigerait sinon elle, et fallait-il pour autant juger superflue cette énigme rencontre sur la Bosnie ? Certes, certains des engagements pris lundi 18 mars par les dirigeants serbes, croates et musulmans l'ont été, une fois encore, en toute mauvaise foi et ne seront pas tenus. Tel sera sans doute le cas pour la promesse faite d'encourager les Serbes de Sarajevo à venir se réinstaller dans la ville qu'ils ont fuie. C'est à Genève pourtant qu'a été la seule mesure qui aurait été susceptible d'accompagner efficacement le transfert des quartiers serbes de Sarajevo sous autorité bosniaque, à savoir la décision d'y intensifier la présence de l'IFOR. Elle arrive beaucoup trop tard et c'est cela qu'il faut regretter. Le rendez-vous du 19 mars - celui de la res-

tauration de Sarajevo comme symbole de la coexistence des différentes communautés de Bosnie - a été manqué, et la faute en incombe en partie à la mauvaise gestion du problème par les Occidentaux.

Le pari de Dayton, qui est de faire revivre ensemble Serbes, Croates et Musulmans après quatre années de guerre, n'a une toute petite chance d'être gagné que moyennant des efforts constants de la part des puissances qui parviennent le plan de paix. Chaque réunion permet à ces puissances de faire pression sur les ex-belligérants et de grignoter un peu de terrain sur les extrémismes de tous bords. Quels qu'en soient les motifs, l'activisme vaut mieux à cet égard que l'attentisme.

Claire Tréan

Je vis en 1996

Les négociations entre la droite et les régionalistes conditionnent l'avenir du paysage politique espagnol

José Maria Aznar aura du mal à obtenir l'investiture du Parlement

Deux semaines après leur courte victoire aux élections du 3 mars, les dirigeants du Parti populaire (PP, droite) ont engagé des pourparlers avec les nationalistes basques et catalans afin de constituer une majorité. Ces négociations s'annoncent difficiles et rien ne permet de dire que José Maria Aznar, président du PP, obtiendra, début avril, l'investiture du Parlement afin de pouvoir constituer un gouvernement.

MADRID
de notre correspondant
José Maria Aznar et Jordi Pujol, président de Catalogne, homme-chef par lequel passe toutes les formules de stabilité gouvernementale, se sont rencontrés pour la première fois dimanche 17 mars. Un entretien de quatre heures au cours duquel M. Aznar a remis à son interlocuteur un document de base où figurent les propositions de pourparlers. Du côté catalan, on ne semble pas enclin à précipiter les choses. « Pour établir un pacte, il faut un climat adéquat et du temps, ce dont nous ne disposons pas », a assuré, la semaine dernière, Jordi Pujol dans un entretien au quotidien en langue catalane *Avui*. Pour lui, ce « climat de confiance mutuelle (...) ne peut s'obtenir en quinze jours, ni un mois, ni deux ». A plusieurs reprises, le président de la Generalitat (gouvernement de Catalogne) n'a pas écarté la possibilité de nouvelles élections dans le courant de l'été, même s'il n'y est pas favorable, pas plus qu'aucune des principales formations politiques.

Actuellement, on ne peut même pas parler de divergences puisque les conversations se sont encore à leurs premières, mais seulement de tentatives pour surmonter la méfiance existant entre les nationalistes et le PP, fruit des attaques répétées de la droite au cours de la

précédente législature. Joaquim Molins, porte-parole de CIU (Convergence et Union, le parti de M. Pujol), a carrément fait remarquer la semaine dernière que, jusqu'à présent, « José Maria Aznar ne nous a pas démontré qu'il avait la carrure d'une personne capable de diriger un projet susceptible de donner des solutions aux problèmes ».

COMPROMIS

Pourtant, les analystes et l'examen des programmes de CIU et du PP attestent qu'il y a plus de points de convergence que de divergence entre les deux partis, notamment sur le terrain économique et politique. Le PP est par ailleurs disposé à faire des concessions et à abandonner une partie non négligeable de son programme afin de trouver des solutions de compromis. Tout dépend en réalité des promesses qui seront formulées par les Catalans et les Basques, surtout dans le domaine délicat de l'extension du statut d'autonomie de ces deux régions. Certains transferts de compétences ne devraient pas poser de graves problèmes, mais la marge de manœuvre est souvent plus étroite pour ce qui concerne des dossiers plus sensibles comme la revendication des Basques de gérer directement l'INEM (ANPE) ou la Sécurité sociale, ce qui implique le démantèlement d'orga-

nismes nationaux. Au-delà des frictions passées et des ressentiments accumulés entre les partisans du centralisme hispanique et les tenants de la reconnaissance des différences régionales, ce qui va se jouer dans les semaines à venir est tout simplement le fondement du modèle institutionnel qui régira l'Espagne dans un proche avenir. Cela implique nécessairement du temps et de la prudence est important. Le principal enseignement des élections après celles de juin 1993 - qui avaient donné une majorité relative aux socialistes - est que désormais aucun parti n'est en mesure de gouverner seul et que la survie du gouvernement dépend foncièrement de l'appointement par les nationalistes, notamment les Catalans.

Ceux-ci, après avoir revendiqué pendant longtemps leur voix au chapitre, détiennent de facto la possibilité de voir leurs revendications satisfaites, mais cette opportunité a aussi pour corollaire l'immense responsabilité d'assurer la viabilité de l'Etat et la stabilité du pouvoir. Comme l'a fait remarquer à juste titre José Bonell, ministre des transports et des travaux publics, Jordi Pujol porte la responsabilité des élections anticipées, en ayant refusé de continuer à appuyer Felipe Gonzalez. C'est donc aujourd'hui à lui de l'assumer en

favorisant l'établissement d'une majorité solide. Comme s'il avait été pris à son propre jeu.

Après trois années de tensions politiques et d'une intense crispation, le pays a cependant retrouvé une certaine sérénité. Le PP triomphant a dû revenir à plus de modestie et au sens des réalités à la suite de sa demi-victoire. Le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol), rassuré par sa défaite honorable, joue avec délectation la carte de l'alternance responsable. Toute la classe politique, consciente de l'enjeu, fait des efforts de modération comme « si le peuple, par son mandat du 3 mars, avait donné une leçon aux politiques », selon la formule de Santiago Carrillo, l'ancien dirigeant du Parti communiste.

L'Espagne apprend l'art du consensus, du dialogue, de la pondération puisqu'il semble bien que le cycle des majorités absolues soit terminé. En dehors du départ prochain des socialistes, au pouvoir depuis plus de treize ans, c'est bien une ère nouvelle qui s'ouvre et celle-ci ne peut passer que par le respect des idées des autres. Après tout, une fois comptabilisés les suffrages des Espagnols résidant à l'étranger, la différence des voix entre le PP et le PSOE n'est plus que de 290 412 bulletins, soit 0,97 %.

Michel Bôle-Richard

La France pourrait remplir les critères de Maastricht en 1997

M. Balladur plaide pour l'union monétaire en 1999

MALGRÉ LES GRÈVES du mois de décembre 1995 et la morosité de la conjoncture, les déficits publics de la France, qui ont atteint 5 % du PIB en 1995, devaient être ramenés à 3,4 % en 1997, selon une étude de la Deutsche Bank datée du 13 mars. « Certes, ce niveau est supérieur à la limite de 3 % prévue par le traité de Maastricht. Mais en raison de la marge d'interprétation prévue la France devrait néanmoins remplir le critère du déficit », écrivent les économistes de la première banque allemande. Ainsi, la France devrait être prête à temps pour passer à la monnaie unique selon les échéances prévues. L'ensemble des autres critères du traité (dette publique, inflation, niveau des taux d'intérêt, stabilité du taux de change) seront respectés sans difficultés.

Les économistes de la Deutsche Bank, qui estiment que la croissance française atteindra 1,5 % en 1996, s'attendent à une légère reprise en milieu d'année, même si la consommation et les exportations risquent d'être décevantes. Ce début de reprise, en ajoutant ses effets aux économies budgétaires déjà engagées, devrait faciliter le réajustement des finances publiques à l'horizon de 1997. Pour 1997, la Deutsche Bank prévoit une croissance de 2,4 %, favorisée par les investissements et les exportations.

En raison de la faiblesse de la conjoncture, les économistes de la Deutsche Bank n'excluent pas, pour 1996, un léger dérapage budgétaire. Officiellement, le déficit de l'Etat pour 1996 devrait atteindre 287,5 milliards de francs cette année, sur la base d'une prévision de croissance de 2,8 %. « Il y a un risque non négligeable de voir ce déficit dépasser », selon la banque allemande, qui pense que les mesures récentes de soutien à la conjoncture prises par Paris devraient contribuer à porter le déficit à 300 milliards de francs à la fin de l'année (4,4 % du produit intérieur brut).

Le passage de la France à la monnaie unique dépendra donc très clairement des objectifs définis dans le budget 1997. Or, remarquent les économistes de la Deutsche Bank, « les économies

qui s'imposent devraient être plus difficiles à faire accepter dans le contexte des élections législatives qui doivent avoir lieu au printemps de 1998 », avant d'ajouter : « Les plus grands points d'interrogation, dans nos pronostics, résident dans nos prévisions de croissance et dans l'hypothèse de nouvelles tensions sociales. »

« PRIORITAIRE »

D'autre part, à Bruxelles, où il a rencontré, lundi 18 mars, Jean-Luc Dehaene, le premier ministre belge, et Jacques Santer, le président de la Commission européenne, Edouard Balladur a vigoureusement plaidé pour que l'entrée dans l'union monétaire se fasse bien en 1999.

Le respect de cette date a pour l'ancien premier ministre « un caractère prioritaire ». Selon lui, c'est un événement du même ordre d'importance que la mise en place du Marché commun en 1957 et manquer ce rendez-vous prévu par le traité pourrait avoir des conséquences graves, y compris la remise en cause du projet de monnaie unique.

La décision à prendre, début 1998, lorsqu'il faudra établir la liste des pays prêts à accéder à la monnaie unique, sera une décision politique. Pour y figurer, il faudra certes que des progrès significatifs aient été accomplis en matière de convergence, sans qu'il soit pour autant indispensable que les seuils fixés par le traité soient encore parfaitement atteints.

M. Balladur a insisté sur l'importance qu'il y aurait à obtenir alors des Etats-Unis qu'ils mettent fin à la sous-évaluation du dollar. Cette normalisation, actuellement refusée par Washington, « conditionnera la réussite durable de l'union monétaire européenne ». M. Balladur est convaincu que le sort du projet d'union monétaire dominera la conférence intergouvernementale (CIG) qui s'ouvrira le 29 mars à Turin. « Les institutions de l'Union ne seront pas les mêmes selon qu'on arrivera ou qu'on n'arrivera pas à la monnaie unique à la date prévue. Il serait imprudent de vouloir conclure la conférence sans savoir où l'on en est sur l'union monétaire. »

La campagne électorale italienne débute dans la confusion

Une nouvelle affaire embarrasse le parti de M. Berlusconi

ROME
de notre correspondante
Le lancement, lundi 18 mars, de la campagne pour les élections législatives du 21 avril est presque passé au second plan tant l'Italie est accablée par un nouveau mélodrame politico-mondain. Pourtant, les Italiens ne s'étonnent plus de rien, après quatre ans d'enquête Mani pulite (Mains propres) sur la corruption généralisée. Tout a commencé avec l'arrestation pour « corruption », la semaine dernière, du chef des juges pour les enquêtes préliminaires de Rome, Renato Squillante (*Le Monde* du 14 mars). Avec un zèle qui n'est pas étranger à une certaine rivalité entre magistrats, les juges anticorruption de Milan ont « coincé » leur collègue de Rome, envoyant ce dernier dans la prison de l'« Opera » à Milan.

A partir de là débute le mélodrame, car le témoin principal de l'accusation n'est autre qu'une belle antiquaire milanaise, Stefania Ariosto, ancienne compagne déqu-

de Vittorio Dotti, avocat de Fininvest, le groupe de Silvio Berlusconi. Lequel Vittorio Dotti était, jusqu'à samedi, également chef du groupe parlementaire de Forza Italia, le parti fondé par M. Berlusconi en 1994.

ACCUSATIONS

Déchaînée, Stefania Ariosto explique aux enquêteurs que le juge Squillante aurait touché des pots-de-vin colossaux à la fin des années 80, pour « arranger » les affaires de grosses sociétés, dont Fininvest. Cette dernière aurait notamment eu besoin d'un coup de pouce, au moment de sa grande bataille pour contrôler la maison d'édition Mondadori. Et la dame d'accuser l'autre avocat de Fininvest, Cesare Previti, l'ex-ministre de la défense de Silvio Berlusconi. C'est lui, dit-elle, qui servait d'intermédiaire pour les pots-de-vin.

Embarras de Vittorio Dotti ; agacement de Cesare Previti, qui porte plainte pour diffamation ; mauvaise humeur surtout de Silvio

Berlusconi, déjà passablement irrité d'être, ces jours-ci, l'objet d'une enquête préliminaire à Palerme, pour « concours externe d'association mafieuse ». Et tous ces remous, uniquement à travers elle, se tait depuis l'arrestation du juge romain. Exaspéré, Silvio Berlusconi somme M. Dotti, l'ancien avocat de la Fininvest, de faire taire son amie ou du moins de défendre ses propos. Vittorio Dotti refuse. Il apprendra, samedi, qu'il a été radié des listes électorales de Forza Italia.

Qu'importe, dimanche il passait

sans remords à l'ennemi, ralliant, en « indépendant », l'« Oliver », la grande coalition de centre-gauche. Ce qui en dit long sur l'engagement politique des uns et des autres. Et les adversaires de Silvio Berlusconi, qui ont aussi failli recruter dans leurs rangs Stefania Ariosto, sont ravis de l'oubaine en cette période où chaque voix compte. Cet imbroglio embarrassant a duré quelques heures, après quoi la candidature de M. Dotti a finalement été refusée par les dirigeants de l'« Oliver ».

Marie-Claude Decamps

Les discussions sur l'interdiction des essais nucléaires progressent

GENÈVE
de notre correspondant
A l'issue d'un petit déjeuner, lundi 18 mars, avec les représentants des puissances nucléaires (Chine, France, Grande-Bretagne, Russie), Warren Christopher a estimé que les divergences apparues lors des travaux de la conférence sur le CTBT (traité d'interdiction complète d'essais nucléaires) ont de fortes chances d'être apaisées. Le secrétaire d'Etat américain a insisté sur la nécessité de conclure positivement pour le 30 juin les travaux sur le CTBT. Il a aussi semblé soucieux de ne pas pousser dans leurs retranchements les représentants de la Chine et de la Russie, dont les réticences ont freiné les négociations, et qui refusent toujours « l'option zéro » (interdiction de toutes les explosions nucléaires), préconisée notamment par la France. L'ambassadeur français à la conférence du désarmement, Joëlle Bourgois, a ainsi rappelé l'engagement de Paris à signer le CTBT dans les délais prévus. Mardi, Boutros Boutros-Chali devait lancer un vibrant appel pour la conclusion du traité

lors d'une séance exceptionnelle de la conférence du désarmement : « Pour la première fois depuis l'avènement de l'ère nucléaire, devait déclarer le secrétaire général de l'ONU, un débat peut véritablement s'engager. (...) La communauté internationale reconnaît aujourd'hui clairement que le désarmement nucléaire et la non-prolifération des armes nucléaires sont dans l'intérêt des Etats, qu'ils soient ou non dotés de telles armes. »

Isabelle Viciniac

■ L'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne a indiqué, lundi 18 mars, qu'elle n'était pas en mesure d'accréditer la thèse du Pentagone, pour qui la Russie avait procédé récemment à un essai nucléaire clandestin de très faible puissance (*Le Monde* du 9 mars). A Genève, le ministre russe des affaires étrangères a estimé que cette rumeur « ne correspond pas à la réalité ». Cependant, le secrétariat d'Etat américain a demandé des éclaircissements à Moscou. - (Reuter).

BFCE Banque Française du Commerce Extérieur



LE PNB PROGRESSE DE 6 % ET LE RÉSULTAT NET DE 14 % EN 1995

Le Conseil d'Administration de la BFCE, réuni le 12 mars 1996 sous la présidence de M. Francis Gavio, a arrêté les comptes de l'exercice 1995.

Résultats consolidés (en millions de FF)	1994	1995	Variation
Produit net bancaire	2 115	2 251	+ 6 %
Résultat brut d'exploitation	708	792	+ 12 %
Résultat net, part du groupe	224	255	+ 14 %
Fonds propres (normes Cooke)	7,9	8,1	
Ratio Cooke	9,6 %	9,9 %	

Une activité en croissance soutenue dans tous les métiers de banque d'entreprise

Dans un contexte toujours difficile pour l'activité bancaire, la BFCE a réussi à faire progresser, en France et à l'étranger, ses encours de crédits aux entreprises et à augmenter sensiblement le volume des opérations de service. Les encours de capitaux gérés pour le compte de tiers sont en nette augmentation. Les activités de marché ont réalisé une excellente performance. Enfin, la gestion du portefeuille de participations de la banque d'affaires a dégagé un niveau élevé de plus-values. Les activités concurrentielles d'exploitation (92 % du PNB) progressent ainsi de 11 % par rapport à 1994.

Ces progrès, qui traduisent un élargissement de la part de marché de la BFCE, ont plus que compensé le déclin régulier des activités exercées pour le compte de l'Etat, l'incidence du tassement des marges et l'effet défavorable de la forte baisse du cours moyen du dollar.

Le PNB consolidé de l'année s'accroît ainsi de 6 %, pour s'établir à 2 251 millions de francs.

Une nette augmentation du résultat brut d'exploitation

Les charges d'exploitation et d'amortissement augmentent modérément et le résultat brut d'exploitation progresse de 12 %, ressortant à 792 millions de francs. La politique de gestion prudente des risques a continué de porter ses

fruits. Néanmoins, les dotations de l'exercice aux provisions pour risques d'entreprises augmentent du fait de la nécessité de provisionner les engagements sur Eurotunnel et de la volonté de poursuivre la constitution de provisions à caractère général. Elles s'élèvent au total à 398 millions de francs.

Une progression notable du résultat net et un renforcement continu de l'assise financière

Après une nouvelle dotation de 80 millions de francs au Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG), élément des fonds propres de la banque, et après impôts et opérations extraordinaires, le résultat net consolidé s'établit à 255 millions en part du groupe, soit une

progression de 14 %. Grâce à la dotation au FRBG et à la fraction des résultats portés en réserves, les fonds propres prudentiels s'accroissent à nouveau de plus de 200 millions de francs, atteignant 8,1 milliards. Le ratio de solvabilité (Cooke) est ainsi porté à 9,9 %, dont 5,7 % au titre du noyau dur, traduisant la poursuite du renforcement de l'assise financière de la banque.

La rentabilité des fonds propres, appréciée par le ratio bénéfice net sur capital et réserves, s'établit à 6,92 %, contre 6,15 % en 1994.

1996 verra la mise en œuvre progressive du rapprochement avec le Crédit National conduisant à la constitution d'un nouveau groupe intégré au début de 1997.

Les conditions de vie des Mexicains ne cessent de se dégrader

La crise financière a entraîné une chute de 40 % du pouvoir d'achat des bas salaires

Cent cinquante mille personnes ont défilé, lundi 18 mars, dans les rues de Mexico, pour protester contre la privatisation de la pétrochimie mexicaine, mais surtout pour réclamer des emplois et des hausses de salaire. En effet, la crise financière ouverte à la fin de 1994 dans le pays a provoqué la fermeture de 15 000 entreprises, la perte de 800 000 emplois et une baisse de 40 % du pouvoir d'achat du salaire minimal.

MEXICO
de notre correspondant
Il y a deux semaines, le ministre mexicain des finances, Guillermo Ortiz, dans un accès de réalisme, reconnaissait que la production chuterait encore de 3 % au premier trimestre et que la reprise économique n'aurait pas lieu avant le mois de mai. Il était encore plus optimiste que les chefs d'entreprise, qui tentent désespérément de réorienter leur production vers l'exportation pour compenser la chute brutale de la consommation interne.

« Nous sommes entrés dans une phase de récupération graduelle, mais les gens ont l'impression que ce n'est pas le cas », a précisé le ministre. Depuis la dévaluation brutale de la fin 1994, les prévisions gouvernementales ont en effet perdu toute crédibilité auprès des Mexicains. Le produit intérieur brut (PIB), qui devait augmenter de 4 % selon le budget initial de 1995 a finalement chuté de 6,9 %, la plus forte baisse depuis 1932. L'inflation, qui devait être ramenée à 4 %, a bondi à 52 %. Et, pour cette année, les experts du secteur privé estiment que l'inflation atteindra 30 % au lieu des 20,5 % annoncés et que la croissance sera largement inférieure à 3 %.

De fait, les Mexicains vivent un étrange paradoxe. La communauté internationale, qui a apporté une aide financière massive à leur pays, ne manque pas une occasion de les féliciter pour leurs efforts, mais leurs conditions de vie ne cessent de se dégrader et ils ne croient guère à une amélioration à court terme. Avec plus de 800 000 emplois perdus en 1995, alors qu'arrivaient 900 000 nouveaux venus sur le marché du travail, quelque 1,7 million de personnes de plus ont été condamnées à survivre dans une économie informelle de plus en plus saturée. Les travail-

leurs payés au salaire minimal ont perdu 40 % de leur pouvoir d'achat et la consommation des ménages s'est effondrée, provoquant la fermeture de plus de 15 000 entreprises.

La baisse du coût de la main-d'œuvre et surtout la brutale dépréciation du peso ont eu des effets positifs sur la balance commerciale

Aujourd'hui, le Mexique détient désormais deux records en Amérique latine : il a devancé le Brésil pour le montant de la dette extérieure, qui a bondi à 158 milliards de dollars, et les salaires mexicains sont passés à la queue du peloton par leur niveau de revenu. Depuis 1987, selon une étude de l'Université nationale autonome de Mexico, le pouvoir d'achat des smicards a baissé de 63,1 %. La hausse de 10 % du salaire minimum prévue en avril ne permettra pas de freiner cet appauvrissement, ni de relancer la consommation.

La baisse du coût de la main-d'œuvre et surtout la brutale dépréciation du peso mexicain, qui a perdu plus de 50 % de sa valeur depuis décembre 1994, ont eu en revanche des effets positifs sur la balance commerciale, en décongestionnant les importations et en favorisant les exportations. Après un déficit de 18,4 milliards de dollars en 1994, on a enregistré l'an dernier un excédent de 7,3 milliards. Cela a ramené le déficit des comptes courants à

654 millions, au lieu des 29,4 milliards de 1994, qui avaient contribué à la crise financière et révélé les faiblesses structurelles de l'économie mexicaine.

Certains industries doivent leur survie aux exportations. C'est notamment le cas de la sidérurgie et de l'automobile, qui ont pu compenser la chute des ventes sur le marché intérieur (-70 % pour les voitures) par une augmentation substantielle à l'étranger, essentiellement aux États-Unis. Auparavant déficitaire dans ses échanges avec les États-Unis, qui absorbent 83 % de ses exportations, le Mexique a connu en 1995 un excédent de près de 15,4 milliards de dollars, qui a compensé largement le déficit traditionnel avec l'Europe et le Japon.

Après un bond de 31 % en 1995, les exportations devraient croître encore de 20 % cette année, selon la Banque nationale pour le commerce extérieur, Bancomext, qui déplore cependant le nombre très restreint d'entreprises capables de développer leurs ventes à l'étranger. Cinq cent cinquante firmes, pour la plupart filiales de multinationales, assurent en effet 80 % des exportations, concentrées sur trois secteurs : automobile, ap-

pareils électriques et machines. Le reste est couvert par 3 500 PME qui ont besoin de l'aide financière de l'État pour s'aventurer hors des frontières.

C'est pourquoi la sous-traitance (les *maquilladoras*) reste la principale responsable de l'excédent commercial (5,1 milliards de dollars sur 7,3 milliards) et le seul secteur à avoir augmenté ses investissements et sa main-d'œuvre en 1995. Les autres branches industrielles ont cependant connu l'an dernier, une croissance de leurs exportations proportionnellement plus forte (47,1 % contre 19,2 %). Les nouveaux exportateurs, favorisés pour l'instant par le taux de change, sauront-ils consolider cet avantage au-delà de la crise en modernisant leurs entreprises et en payant des salaires décents à leurs employés pour éviter la dégradation du climat social ? La voie est étroite, dans la mesure où les responsables de la politique économique ont décidé d'accorder la priorité à la lutte contre l'inflation en laissant les taux d'intérêt s'envoler vers la barre des 50 %, quitte à rendre le crédit prohibitif et donc retarder la reprise économique.

Bertrand de la Grange

Cent cinquante mille manifestants à Mexico

Au moins 150 000 personnes ont manifesté, lundi 18 mars, dans les rues de Mexico pour protester contre la politique sociale du gouvernement et la privatisation de la pétrochimie. C'est la plus importante journée de protestation qu'a connue la capitale mexicaine depuis un an. Les manifestants réclamaient notamment des emplois, des hausses de salaire et des prêts pour le logement.

La manifestation initiale, qui a fourni le gros des troupes, était organisée par l'opposition de centre-gauche. Elle protestait contre la privatisation d'une grande partie de la pétrochimie du groupe d'Etat Pemex, à l'occasion du 50^e anniversaire de la nationalisation du pétrole, en 1938, par le président Lazaro Cardenas. Selon l'opposition, la vente de la pétrochimie, annoncée au début de l'année par le gouvernement mais attendue depuis 1992, serait le prélude à une privatisation de toutes les activités du groupe, y compris l'extraction et le raffinage du brut.

Le Laos s'intègre lentement aux économies asiatiques

Le VI^e congrès du Parti communiste ne promet pas d'ouverture politique

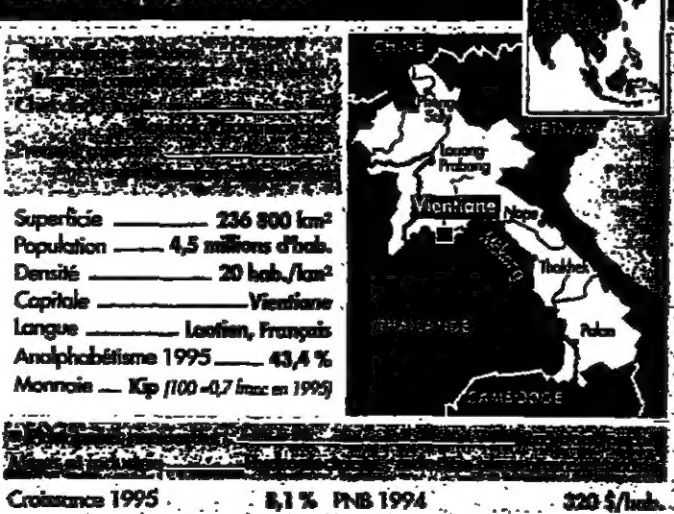
VIETNAME

De notre envoyé spécial
Dix ans après la réouverture du Laos au reste du monde, l'insatiable croissance des bourgs de la vallée du Mékong illustre la revitalisation d'un pays toujours peu peuplé, enclavé et pauvre. Le Laos des montagnes et des vallées, des plaines et des plateaux, où il faut souvent des heures de marche pour rejoindre un village par un sentier de montagne, ne sera pas gagné de sitôt par la fébrilité envahissante des grands centres de l'Asie du Sud-Est. La moitié seulement d'une population estimée à 4,5 millions d'habitants y vit toujours du troc. La vie, cependant, s'y améliore au fil des années.

Voilà un peu plus de vingt ans, 300 000 Laotiens, soit 10 % de la population de l'époque, dont une bonne partie de l'élite, avaient fui la prise du pouvoir par le Parti révolutionnaire populaire lao (PRPL), officiellement fondé en 1955 et dont le VI^e congrès s'est ouvert, lundi 18 mars, à Vientiane. Cette émigration avait laissé le pays exsangue. En dépit d'une méfiance encore sensible de part et d'autre, notamment parce que les communistes n'envisagent toujours pas de déléguer la moindre parcelle d'un pouvoir qu'ils monopolisent depuis 1975, certains de ces Laotiens d'outre-mer reviennent dans leur pays, offrant un précieux savoir-faire acquis dans des sociétés occidentales.

UNE CROISSANCE DE 7 %
Parallèlement, les investissements étrangers viennent de franchir la barre du milliard de dollars, ce qui reste fort modeste mais ne tient pas encore compte, pour l'essentiel, d'investissements à venir dans l'hydroélectricité, dont le Laos est considéré comme le réservoir régional le mieux nanté. Depuis

Laos : un pays enclavé



l'adoption, en 1986, d'un « nouveau mécanisme économique », autrement dit le glissement vers une économie de marché, le taux de croissance s'est situé entre 6 % et 7 % d'une année sur l'autre. En 1995, il aurait même été, selon les statistiques officielles, de 8,1 %. Le FMI estime cependant qu'il a tourné autour de 7 %, notamment en raison de graves inondations qui ont provoqué un déficit alimentaire évalué à 200 000 tonnes de riz.

Quoi qu'il en soit, le Laos fait mieux que vivre, même si l'émigration de la vallée du Mékong et de certains de ses affluents n'affecte guère l'économie de subsistance de nombreuses minorités ethniques, lesquelles forment la moitié de la population. Si le tiers des recettes budgétaires reste assuré par une aide étrangère, dont l'Etat aura donc besoin pendant encore quelques années, la reconstruction d'un pays dont plu-

sieurs pans ont été dévastés par les bombardements américains au tournant des années 70 s'élève : réhabilitation du commerce, réfection de tronçons routiers et même de pistes autrefois impraticables en saison des pluies.

Envers de la médaille existe. En dépit d'une interdiction décrétée en 1989, la déforestation continue notamment dans le centre et le Sud. L'emprise économique de la Thaïlande sur la vallée du Mékong continue de se renforcer. En outre, alors que de nombreux champs et rizières sont encore truffés de mines, l'Etat n'a pas les moyens d'assurer la couverture - santé et éducation - de milliers de villages perdus dans les montagnes. Même si un pont proche de Vientiane, financé par l'Australie, relie depuis avril 1994 - et pour la première fois - les berges thaïlandaises et laotiennes du Mékong, le pays commence à peine à tirer réelle-

ment profit de sa vocation naturelle au transit entre la Chine méridionale, le Vietnam et la Thaïlande, trois pôles de développement qui l'entourent.

Le VI^e congrès du PRPL ne devait guère modifier ce tableau. Le parti, dont l'autorité ne semble pas battue en brèche, a bien l'intention de continuer de gérer, seul, les réformes économiques amorcées à la fin des années 80, quand Vietnamiens et Soviétiques sont partis.

ADHESION A L'ASEAN EN VUE

Des sept membres du bureau politique de 1982, il n'en reste plus que deux en vie : Nounak Thounmavanh, 80 ans, chef de l'Etat, et le général Khamtay Siphandone, 72 ans, premier ministre et président du PRPL. Jusqu'ici, les changements à la direction du parti, l'un des plus secrets d'Asie, n'ont été le fait que de décès ou de semi-retraites pour cause de maladie. Rien ne semble préfigurer que cette règle soit modifiée dans les années à venir, même lorsque l'on qualifie Khamphoui Keobualapha, vice-premier ministre en charge du développement, d'« étoile montante » face au général Choummaly Sayasone, ministre de la défense au profil plus « révolutionnaire », donc plus conservateur.

Les derniers héritiers du Pathet Lao, le front qui avait géré les guerres contre les Français et les Américains, vont donc continuer de s'adapter à l'air du temps en gérant prudemment une ouverture qui se réalise sans emphase. Et, tout aussi prudemment, les Laotiens suivent un mouvement qui pourrait être marqué, dès l'an prochain, par l'adhésion de leur pays à l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean). Sans tambours ni trompettes.

Jean-Claude Pomonti

Emeute sanglante en Irian Jaya après la mort en prison d'un indépendantiste mélanésien

DIJAKARTA. Cinq personnes ont été tuées - un militaire et quatre civils - lors d'une émeute, vifs selon l'agence indonésienne de presse Antara - lors d'une émeute, lundi 18 mars, près de l'aéroport de Jayapura, capitale de la province d'Irian Jaya, en Papouasie indonésienne. Des étudiants mélanésiens s'étaient rassemblés pour accueillir la dépouille mortelle de Thomas Wapal Wainggal, condamné à vingt ans d'emprisonnement en 1988 pour avoir proclamé une Mélanésie indépendante, et mort le 12 mars dans une prison de Djakarta « des suites de problèmes cardiaques ». Les étudiants, qui voulaient transporter sa dépouille à l'université, se sont heurtés aux forces de l'ordre. Ils ont incendié des voitures, des bâtiments et un marché. La semaine précédente, d'autres émeutes sanglantes s'étaient produites dans deux villes minières de Irian Jaya, et trois personnes avaient été tuées dans les rangs papous (Le Monde du 14 mars). L'Irian Jaya possède d'importantes mines de cuivre et un gisement d'or considéré comme le plus important du monde, exploité depuis trente ans par un consortium anglo-américain. - (Reuters).

L'Europe renforce sa législation anti-hormones

BRUXELLES. Par quatorze voix contre une, celle de la Grande-Bretagne, les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne (UE) ont adopté, lundi 18 mars à Bruxelles, trois règlements qui renforcent leur législation anti-hormones. L'interdiction d'utiliser celles-ci dans la production de viandes est élargie à des substances de synthèse (les « béta-agonistes ») que ne couvrait pas jusqu'ici la directive européenne. En outre, il a été décidé de renforcer les contrôles, tant au niveau des exploitations qu'à celui des abattoirs, mais aussi de durcir les sanctions frappant les éleveurs surpris à frauder. Dans le cadre de la procédure engagée par les États-Unis contre l'UE auprès de l'Organisation mondiale du commerce, des consultations doivent débuter le 27 mars à Genève. Si elles d'aboutissent pas à un compromis, elles seront suivies par la constitution d'un tribunal d'arbitrage qui devra juger si l'UE est en droit, aux yeux de la réglementation internationale, d'interdire l'importation de viandes aux hormones. - (AFP).

EUROPE

RUSSIE-CHINE : Le président Boris Eltsine devrait se rendre en Chine du 24 au 26 avril, ont indiqué, lundi 18 mars, des sources diplomatiques moscovites citées par l'agence Itar-Tass. Cette visite, reportée fin 1995 en raison des emmets de santé de M. Eltsine, devrait permettre la signature d'une « déclaration » sur les grandes questions internationales et la situation dans la région Asie-Pacifique. - (AFP).

POLONIE : Les chantiers navals de Gdansk, berceau du syndicat Solidarité, sont au bord de la faillite après le rejet par la banque Handlowy, leur principal créancier, d'un projet de restructuration des dettes, a indiqué, lundi 18 mars, la direction des chantiers. Les chantiers, qui emploient 7 200 personnes, ont enregistré 35 millions de dollars de pertes en 1995 contre 50 millions en 1994. - (AFP).

BULGARIE : Le petit-fils de l'ex-dictateur communiste Todor Jivkov, Todor Slavkov, vingt-cinq ans, soupçonné de viol, a été assigné à résidence surveillée, lundi 18 mars, après avoir passé treize mois en détention. Les proches de M. Slavkov, qui depuis septembre 1994, a été reporté au 16 avril en raison de l'absence de deux autres accusés. - (AFP).

SLOVÉNIE : Les journalistes de la télévision et de la radio publiques sont en grève depuis lundi 18 mars après le refus de la direction de leur accorder une augmentation de 10 %. Le salaire moyen d'un journaliste de la télévision slovène équivaut environ à 3 000 francs. - (AFP).

VATICAN : 3,5 millions de dollars ont été versés en 1995 par le Conseil civil unum à des pays frappés par des calamités naturelles ou des guerres civiles. Le Conseil civil unum est chargé de coordonner l'activité d'assistance de l'Eglise catholique et la fondation Jean Paul II pour le Sahel. Ces pays aident par le Vatican sont le Bangladesh à la Russie, en passant par l'Irak, le Liban, le Pakistan, etc. - (AFP).

PROCHE-ORIENT

IRAK : Les Nations unies ont annoncé, lundi 18 mars, que les pourparlers dits « pétrole contre nourriture », qui se sont achevés sans succès le 18 mars, devraient reprendre avec l'Irak le 8 avril. Ces discussions ont pour objectif de permettre l'exportation d'une partie du pétrole irakien pour acheter des produits de première nécessité. Par ailleurs, l'ONU a annoncé lundi que, le 15 mars, l'Irak a refusé à ses inspecteurs l'accès à des sites de missiles. - (AFP).

QATAR : Le ministre des affaires étrangères a accepté, dimanche 17 mars, la nomination du Saoudien Jamil El Houjjan comme secrétaire général du Conseil de coopération du Golfe (CCG) qui regroupe, outre ces deux pays, Bahreïn, les Émirats arabes unis, Koweït et Oman. Hostile à la désignation d'un Saoudien, le Qatar s'était retrouvé isolé au sein du CCG lors du choix du nouveau secrétaire général, en décembre 1995. - (AFP).

AFRIQUE

ZIMBABWE : Robert Mugabe a été proclamé vainqueur, mardi 19 mars, de l'élection présidentielle avec 57,7 % des voix. Il était le seul candidat en lice, ses deux rivaux s'étant désistés au dernier moment. La commission électorale a déclaré que Robert Mugabe, soixante-douze ans, à la tête du pays depuis seize ans, était réélu pour un nouveau mandat de six ans. - (Reuters).

MAROC : Le ministre français chargé des anciens combattants et victimes de guerre, Pierre Pasquini, a entamé, lundi 18 mars, à Rabat, une visite de travail de trois jours, au cours de laquelle il signera un protocole d'accord de coopération avec le haut commissaire marocain aux anciens résistants, Mohamed Benjeloun. - (AFP).

ÉCONOMIE

UNION EUROPÉENNE : « Le traité de Maastricht laisse une certaine marge d'interprétation des performances économiques » des pays pour le passage à la monnaie unique, « mais cette marge est limitée », vient de déclarer le président de la Bundesbank, Hans Tilmeyer, a ainsi cité en exemple le critère sur la dette publique qui permet à un pays dont la dette « diminue suffisamment et se rapproche de la valeur de référence à un rythme satisfaisant » de rejoindre la monnaie unique. - (AFP).

SUÈDE : Le produit intérieur brut a augmenté de 3 % en 1995, au lieu des 3,5 % attendus (3,4 % en 1994), selon l'Office national des statistiques, par suite d'une chute brutale au dernier trimestre 1995 (à 1,6 %). Pour 1996, la croissance devrait être inférieure aux prévisions officielles (2,7 %). - (AFP).

ONU : La France est, à ce jour, le seul membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies à avoir payé sa contribution pour 1996 (69,7 millions de dollars, soit 349 millions de francs) au budget régulier de l'Organisation, a indiqué lundi 18 mars un porte-parole de l'ONU avant de préciser que, par ailleurs, l'ONU devait 216 millions de dollars à Paris au titre d'avances faites pour les opérations de maintien de la paix. L'annonce du versement de la contribution française a été faite quelques jours avant une visite officielle en France du secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali. - (AFP).

Jeudi 15 Mars

Deux anciens ministres rwandais en exil vont créer un nouveau parti d'opposition

Parallèlement, le sommet des pays de la région des Grands Lacs s'est achevé sans résultat notable

Premier ministre et ministre de l'intérieur, pendant un an, au sein du gouvernement d'union nationale mis en place à Kigali, le 19 juillet 1994, après la victoire du Front patriotique rwandais (FPR), Faustin Twagiramungu et Seth Sendashonga, tous deux hutus, ont décidé de créer un parti politique d'opposition qui militera pour une nouvelle Constitution et le partage du pouvoir entre la majorité hutue et la minorité tutsie.

L'ANCIEN premier ministre rwandais, Faustin Twagiramungu, et l'ex-ministre de l'intérieur Seth Sendashonga, dissident du Front patriotique rwandais (FPR) au pouvoir à Kigali, vont créer un nouveau parti d'opposition. Cette formation, dont le nom provisoire est *Forces politiques unies (FPU)*, sera lancée officiellement le 26 mars à Bruxelles, a annoncé, lundi, M. Twagiramungu.

Le FPU militera notamment pour une nouvelle Constitution qui garantisse un partage du pouvoir entre la majorité hutue et la minorité tutsie, sur la base des accords d'Arusha en Tanzanie, signés en août 1993. « Les détenteurs du pouvoir à Kigali doivent se conduire en hommes d'Etat et non en conquérants militaires », a déclaré M. Twagiramungu, déplorant que « de nombreux dirigeants du FPR, souvent nés en Ouganda ou au Burundi, pensent qu'ils peuvent gouverner le Rwanda en éliminant leurs opposants. Une réconciliation nationale

est possible, mais il faut dire que Hutus et Tutsis peuvent vivre ensemble et que le pouvoir doit être partagé », a estimé l'ancien premier ministre. Aussi longtemps que le pouvoir restera entre les mains des militaires tutsis du FPR, les réfugiés hutus ne pourront pas rentrer au Rwanda.

Hutu modéré, membre du Mouvement démocratique républicain (MDR), M. Twagiramungu a été écarté du pouvoir, en août 1995, après un différend avec l'homme fort du régime, le général Paul Kagame, vice-président et ministre de la défense. M. Twagiramungu, qui réside depuis lors en Belgique, entend s'allier, au sein du FPU, avec l'ancien ministre de l'intérieur, Seth Sendashonga, hutu comme lui et membre dissident du FPR, majoritairement tutsi.

Réfugié à Nairobi au Kenya, M. Sendashonga, qui devait arriver, mardi, à Bruxelles, avait été limogé du gouvernement après avoir stigmatisé le comportement de l'Armée patriotique

rwandaise (APR), issue du FPR. L'ancien ministre, qui a fait l'objet d'une tentative d'assassinat à Nairobi, a appelé la communauté internationale à reconnaître le massacre de Hutus par l'APR, qualifié de « second génocide ». Quelques deux millions de Hutus sont toujours réfugiés dans les pays voisins du Rwanda et la situation menace la stabilité de l'ensemble de la région des Grands Lacs. Selon M. Twagiramungu, « un débat national entre Rwandais de l'intérieur et de l'extérieur, doublé d'une concertation au niveau international, est indispensable » pour sortir de cette impasse.

VIDEO POUR LES REFUGIES

Le problème des réfugiés rwandais a été au centre des discussions du sommet des pays de la région des Grands Lacs convoqué, samedi, à Tunis, à l'initiative de l'ancien président américain, Jimmy Carter. La réunion s'est achevée, lundi, sans qu'aucune décision d'importance ait été ar-

rêtée. La seule initiative des chefs d'Etat des cinq pays de la région - Zaïre, Ouganda, Tanzanie, Rwanda et Burundi - aura été d'enregistrer une cassette vidéo destinée à être diffusée dans les camps de réfugiés pour inciter ceux-ci à rentrer chez eux.

Sans résultat concret à présenter, au terme de trois jours d'entretiens, M. Carter a souligné, lundi, à Tunis, l'engagement personnel et moral des chefs d'Etat réunis. Il a présenté la déclaration finale du sommet, qui répertorie, dans ses grandes lignes, celle du précédent sommet organisé, en novembre 1995, au Caire. Aucun progrès notable n'a été enregistré depuis lors. Le prochain sommet est d'ores et déjà prévu, en mai, à Atlanta, aux Etats-Unis, siège du Centre Carter et de la chaîne de télévision câblée CNN, où l'ancien président américain - dont l'initiative est soutenue par le département d'Etat - envisagerait de monter un « coup » médiatique. (AFP Reuters.)

Après l'élection présidentielle, la rébellion sierra-léonaise annonce un cessez-le feu

La trêve, signée pour deux mois, reste fragile

QUELQUES HEURES avant que les habitants de Freetown ne fêtent dans les rues l'élection d'Ahmed Tejan Kabbah à la présidence de la République, le gouvernement militaire - qui doit s'effacer devant M. Kabbah - annonçait, dimanche 17 mars, la conclusion d'un cessez-le-feu avec la rébellion du Front révolutionnaire uni (RUF).

Ce cessez-le-feu, d'une durée de deux mois, a été proposé par le RUF, qui a aussi suggéré une rencontre entre le chef de la hunte au pouvoir, le général Julius Maada Bio, et son dirigeant, l'ancien capitaine Foday Sankoh. Le RUF avait déclaré un cessez-le-feu unilatéral dans les semaines qui ont précédé le premier tour du scrutin présidentiel et les élections législatives, les 26 et 27 février. Mais la rébellion avait repris les armes et vainement tenté de troubler le déroulement des opérations de vote, s'en prenant aux électeurs. Plusieurs personnes avaient eu les mains tranchées à coups de machette.

Lors d'une première rencontre avec des représentants de la junte, organisée à Abidjan en même temps que le premier tour, le RUF avait rejeté l'idée d'un arrêt des combats et annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas les nouvelles autorités civiles. Or le gouvernement militaire a annoncé qu'il procéderait, comme promis, à la remise du pouvoir aux civils dans les deux semaines après la proclamation des résultats. Si la rencontre entre le général Bio et le capitaine Sankoh doit y avoir, elle aura lieu avant la fin de mars. L'incertitude est totale, puisque la rébellion, dont les buts politiques sont toujours restés très flous, a annoncé qu'elle rouvrirait les hostilités si un gouvernement civil arrivait au pouvoir.

La tâche de M. Kabbah sera donc extrêmement compliquée. Pour le moment, le nouveau président dis-

pose de quelques atouts. Son élection par plus de 60 % des 1 022 754 votants a été reconnue par son adversaire, John Karefa-Smart, qui avait pourtant demandé et obtenu l'annulation de 70 000 suffrages exprimés dans des conditions douteuses. Le nouveau chef de l'Etat est issu du Parti du peuple de Sierra Leone (SLPP), formation née sous la colonisation britannique, et qui fit office d'opposition aux régimes de Siaka Stevens et de Joseph Momoh jusqu'à ce que ce dernier instaure le multipartisme, après les élections de 1977. Il devient le premier président musulman de l'histoire du pays, rompant avec la traditionnelle domination créole, celle des descendants de négres marrons déportés de la Jamaïque ou d'esclaves libérés par la marine royale anglaise au XIX^e siècle, sur la vie politique.

UN PAYS RUINE

Comme ses concurrents, M. Kabbah a promis le retour à la paix et à la prospérité. Mais la loyauté de l'armée, qui avait pris le pouvoir en 1992 pour mettre fin à la guerre civile, reste incertaine. Les militaires, mal payés et mal encadrés, se confondent souvent avec les rebelles, et la population ne leur fait plus du tout confiance. En outre, les mercenaires sud-africains de la société Executive Outcome pourraient demander leur dû aux nouvelles autorités.

En face, l'attitude du RUF, dont les contours et les structures restent très mal connus, soulève autant d'interrogations. La ruine de l'économie - qui s'appuyait essentiellement sur l'exploitation minière (titane, bauxite, diamants) et le tourisme - est totale. Mais divers trafics, dont celui des diamants, continuent de susciter d'importants flux d'argent qu'un retour à la paix pourrait tarir. (AFP, AP, Reuters.)

Les partenaires de l'Afrique du Sud critiquent sa diplomatie

JOHANNESBURG

correspondance

Proposition de rencontre avec les dirigeants du Hamas palestinien, entrevue avec un représentant de l'EFIS algérien qui succède à une rencontre avec le dirigeant noir musulman américain Louis Farrakhan : les récentes initiatives du président Nelson Mandela trahissent la maladresse et la confusion de la diplomatie sud-africaine.

Au lendemain du dernier attentat-suicide à Jérusalem, le chef de l'Etat s'est déclaré prêt à recevoir des représentants du Hamas, à l'occasion de leur éventuelle visite en Afrique du Sud, en avril, à l'invitation d'une association islamiste. Cette déclaration, bien qu'accompagnée d'une condamnation ferme des attentats, a provoqué une vague de protestations outragées des responsables de l'importante communauté juive et des partis politiques d'opposition. Réactions d'autant plus vives que la déclaration de M. Mandela fait suite à sa récente rencontre avec l'une des figures de l'ex-Front islamique du salut (FIS), Anouar Haddad, quelques jours seulement après une vague d'attentats meurtriers en Algérie.

IMAGE DE RECONCILIATEUR

Cette attitude de la main tendue à tous les interlocuteurs, même au plus mauvais moment, s'explique en partie par la gestion très personnelle de la politique étrangère par le chef de l'Etat. « Ma ligne de conduite est de recevoir quiconque demande à me voir, que je partage ou non ses idées », a expliqué M. Mandela. Une des lignes directrices de la diplomatie de l'après-apartheid est pourtant la dé-

fense des droits de l'homme et de la démocratie. Mais M. Mandela, misant sur son image de réconciliateur, semble convaincu des vertus du dialogue, même avec une organisation terroriste, quelles que soient les circonstances. « Le président Mandela est une personnalité très forte et une figure sur la scène internationale. Il est très sollicité. Tout le monde veut avoir affaire à lui. C'est ce qui explique son rôle prépondérant dans la politique étrangère sud-africaine », affirme Greg Mills, directeur des études à l'Institut sud-africain des relations internationales.

Ce rôle n'est parfois à la cohérence de la diplomatie sud-africaine et place cette dernière dans des positions difficiles. Comme dans le cas de la rencontre de M. Mandela avec M. Haddad. Le gouvernement algérien l'a qualifié d'ingérence dans ses affaires intérieures et a menacé de rappeler son ambassadeur en Afrique du Sud. Le vice-ministre des affaires étrangères, Aziz Belad, a dû se rendre à Alger pour dissiper le « malentendu ».

Mais les contradictions de la politique étrangère sud-africaine ont une cause plus profonde que l'implication de M. Mandela. Elle reflète la difficulté de la « nouvelle Afrique du Sud » à se positionner sur une scène régionale et internationale où l'on attend beaucoup d'elle, en raison de son poids économique et de la personnalité de son président. Face à cette responsabilité, ce pays a dû mal à définir des priorités. La République sud-africaine affiche la volonté d'assumer le rôle de chef de file régional auquel sa puissance économique la prédispose (Le Monde du 27 janvier)

tout en gardant comme priorité la résolution de ses problèmes intérieurs.

Pretoria a adopté la même attitude à l'égard des pays industrialisés. M. Mandela cherche à attirer leurs investisseurs pour financer son programme de reconstruction. Les récentes visites du chancelier allemand Kohl et du vice-président américain, Al Gore, s'inscrivent dans ce cadre. Mais, quitte à déplaire aux grandes puissances, le chef de l'Etat souhaite en même temps rester fidèle aux amitiés nouées entre son parti, l'ANC, et certaines nations au temps de la lutte contre l'apartheid.

FIDEL CASTRO INVITE

C'est sur ce fondement que M. Mandela a récemment annoncé son intention d'inviter en Afrique du Sud Fidel Castro, le président cubain, et le colonel Mouammar Kadhafi, le Guide de la révolution libyenne. « Ce sont des amis qui étaient avec nous quand nous étions seuls. Les ennemis des pays occidentaux ne sont pas mes ennemis, a-t-il affirmé. Et je ne suis pas prêt à me faire dicter ma conduite par qui que ce soit ».

Les Etats-Unis ont fait connaître leur mécontentement, mais ne souhaitent pas aggraver leurs relations avec l'Afrique du Sud, déjà refroidies par la rencontre de M. Mandela avec M. Farrakhan. L'opposition s'est indignée de voir l'ANC faire passer sa dette morale avant les intérêts du pays. Elle reproche aussi au parti de M. Mandela l'établissement de relations avec Taiwan - au grand mécontentement de Pékin - qui, selon le Parti national de Frederik De Klerk, s'expliquent avant tout par la

contribution de la Chine nationaliste à la campagne de l'ANC, en avril 1994.

« Ce genre de comportement n'est pas sérieux de la part d'un pays qui aspire à une position majeure sur la scène internationale », déplore Jean-Jacques Cornish, spécialiste des questions diplomatiques au quotidien The Star. Mais, pour M. Mills, il s'agit plutôt des soubresauts d'une mutation : « La nouvelle Afrique du Sud n'a pas encore clairement défini où sont ses intérêts. C'est normal. Il lui faudra du temps pour trouver sa place sur la scène internationale. »

Frédéric Chambon

Un double attentat à la bombe a fait six morts et vingt-six blessés en Kabylie

DEUX JOURS à peine après la fin du congrès du Front des forces socialistes (FFS) qui s'est tenu, du 13 au 16 mars, au Club des pins, près d'Alger, en présence de son président Hocine Ait Ahmed, et qui a donné un zeste d'animation à une vie politique au point mort, la Kabylie fait de nouveau la « une » de la presse locale. Six personnes ont été tuées et vingt et une autres blessées, lundi, dans l'explosion d'une voiture piégée, près du commissariat central de Tizi-Ouzou, à une centaine de kilomètres de la capitale.

Malgré le silence des services de sécurité sur les circonstances de l'attentat, des habitants ont

confirmé à l'AFP que l'explosion avait eu lieu, en début d'après-midi, à l'entrée ouest de la capitale berbère, aux abords immédiats du commissariat central, qui a été endommagé. Le bâtiment, de construction récente, est situé non loin de la gare routière, zone extrêmement fréquentée. Un autocar qui circulait à proximité a été touché, selon des témoins.

Peu après l'attentat, Mostefa Benmansour, ministre de l'intérieur, s'est rendu sur les lieux, confirmant par la rapidité de ce déplacement que l'explosion avait bien visé le siège de la police de Tizi-Ouzou. Le même jour, cinq enfants ont été blessés par l'ex-

plosion d'une bombe, apparemment de faible puissance, dans le petit village montagnard de Zeboudj Kara, à une quinzaine de kilomètres de Tizi-Ouzou.

D'autre part, Robert Pelletreau, secrétaire d'Etat adjoint algérien pour les affaires du Proche-Orient, a entamé, lundi, une visite de quarante-huit heures en Algérie, qui constitue, selon l'agence officielle APS, une « normalisation à haut niveau » et devrait permettre de dissiper la « fièvre » des relations entre Alger et Washington. M. Pelletreau est porteur d'un message du président Bill Clinton à son homologue algérien, Liamine Zeroulou. (AFP)

**Suivez
La ligne verte,
le suspense
ne fait que
commencer...**



Librio

100 titres à 10€



« C'était d'abord par les chevilles que les dients de la Miss prenaient connaissance de leur mort... »

FRANCE

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996

PARLEMENT Les projets visant à limiter l'emprise de la grande distribution se succèdent au Parlement. Après avoir été adopté par l'Assemblée nationale le 7 mars, le gel des

ouvertures de magasins à grande surface doit être examiné mercredi 20 mars par le Sénat. Le même jour, l'Assemblée se saisira du projet de loi sur la concurrence, qui met en cause

certaines pratiques des distributeurs. **● ISOLÉS** face à un pouvoir qui privilégie le petit commerce, les agriculteurs et la petite industrie, les grands groupes de distribution

trouvent d'autant moins de relais parlementaires que la loi de 1995 interdit le financement des campagnes électorales par les entreprises. **● L'URBANISME COMMERCIAL**, qui

doit faire l'objet d'un prochain projet de loi, est surveillé de près par le gouvernement, qui a introduit un recours devant le Conseil d'Etat contre une décision de la commission nationale.

La grande distribution est désarmée face à l'hostilité du pouvoir

A la veille de l'examen de textes importants, les grands groupes commerciaux découvrent qu'ils n'ont plus de relais à l'Assemblée nationale, où la majorité emboîte le pas au gouvernement pour durcir les règles de la concurrence et soutenir les petits commerçants

LA GRANDE DISTRIBUTION s'apprête à passer de riches mais périlleuses heures parlementaires. La très attendue réforme du droit de la concurrence, révisant l'ordonnance de 1986, doit être examinée mercredi 20 mars par l'Assemblée nationale. Ce projet de loi, pierre de touche d'une politique gouvernementale en faveur des PME, des « petits » commerçants ou industriels, n'est qu'un premier volet. D'ici une quinzaine de jours, un texte plus restrictif en matière d'urbanisme commercial doit être présenté au conseil des ministres.

Tandis que la CGPME (Confédération générale des petites et moyennes entreprises) se félicite de « concurrence et urbanisme commercial » les deux mâchoires d'une même dentelle, explique, ravi, son secrétaire général, Dominique Barbey, la grande distribution prend conscience, effarée, de l'ampleur de sa disgrâce. « Que faire ? Le mercredi,

Alain Juppé me reçoit à Matignon au titre des « entreprises citoyennes ». Deux jours plus tard, le vendredi, il me traite de prédateur », confie un grand des « hypers ». Quant au président de la République, le 7 mars, dans le Doubs, il a franchi un cran supplémentaire. « Le développement des grandes surfaces est une erreur sur le plan de l'emploi, de la qualité de vie et de l'aménagement du territoire. C'est un phénomène qui va s'enrayer. Ce n'est pas une forme moderne de distribution », a-t-il déclaré devant de jeunes apprentis.

LA GAUCHE DISCRÈTE Le temps n'est plus où M. Chirac, premier ministre, libéralisait les relations commerciales par la voie de la fameuse ordonnance de 1986. La pression du « terrain » est énorme. Résultat, à l'Assemblée, les représentants de la majorité rivalisent de zèle contre les grandes surfaces. Sur le thème de la défense des petits, les

groupes de travail s'activent. Il y a d'abord l'Amicale parlementaire PME, aujourd'hui présidée par Henri Cui (RPR, Yvelines). C'est devant cette association, alors animée par Jacques Godfrain, que M. Chirac avait annoncé, en septembre 1993, sa détermination à combattre les pratiques de la grande distribution.

Il y a, aussi, le groupe d'études PME, animé par Jean-Paul Charé (RPR, Loiret), rapporteur de la commission de la production et des échanges pour le projet de loi sur la concurrence. Il y a, enfin, Audace pour l'emploi et ses quarante « députés-patrons », qui, sous la houlette d'Hervé Novelli (UDF-PR, Indre-et-Loire), éminent grise d'Alain Madelin, abandonne son ultralibéralisme lorsqu'il s'agit de faire entendre la voix des petits.

L'opposition, elle, est plutôt absente du débat. Affaire de sociologie politique et de géographie urbaine, sans doute : les banlieues, les périphéries de grandes agglomérations, lieux d'implantation privilégiés des hypermarchés, sont souvent dirigées par la gauche, et les activités de distribution sont importantes pour les maires. Au surplus, le sujet est « sensible » : l'affaire Destrade, du nom de l'ancien député socialiste des Pyrénées-Atlantiques impliqué dans des financements occultes par des grandes surfaces, a laissé des traces.

La grande distribution est en effet victime, aussi, de ces pratiques. Comme l'explique un parlementaire, quiconque monterait au créneau pour la défendre se verrait désormais soupçonné d'avoir été payé

par les hypers. Dès lors, c'est le désert. « Les points sont coupés. Sans doute est-on allé trop loin », reconnaît François-Michel Gonnat, président (UDF-PR) de la commission de la production et des échanges, qui aurait souhaité l'existence d'un système de lobbying plus équilibré, « à l'américaine ».

DÉCUS PAR FRANÇOIS PINAULT

Pour les distributeurs, le coup est rude, car ils n'ont pas pu immédiatement anéantir le changement de ton. « Pendant de très nombreuses années, la grande distribution a été choyée par les pouvoirs publics. Depuis Pompidou et la circulaire Fontanet, elle était considérée comme un vecteur de lutte contre l'inflation et elle incarnait une certaine modernité. Elle avait le sentiment de bien vivre, d'être parfaitement insérée dans l'environnement national. La profession n'a pas vu les nuages s'accumuler, confirme Jérôme Bédier, le président de la Fédération des entreprises de commerce et de distribution (FED). Tout comme la CGPME, il situe les prémices d'un revirement à deux ou trois ans, c'est-à-dire au lendemain du référendum sur le traité de Maastricht, de la colère des maires-chercheurs, des négociations du GATT.

La FCD peine à jouer son rôle de lobby. Alors que la Fnsea, pour les agriculteurs, mais aussi l'UNCA pour les artisans et la Cgpm pour les petits patrons - deux organisations rivales - étaient prêtes, dès l'automne, à faire taire leurs divergences, la grande distribution a eu du mal à mettre l'ensemble des repré-

sentants d'accord. D'abord, parce que la FCD est jeune - sa création date de juin 1995 - et parce qu'elle n'a pas eu le temps de constituer des contre-relais suffisants ; ensuite, parce qu'elle ne regroupe pas toute la profession. Les « indépendants », comme Leclerc et Intermarché, n'en sont pas membres.

Enfin, la grande distribution n'est pas homogène. Chacun a conservé sa mentalité de franc-tireur. D'au-

tre, la grande distribution a tous les corporatismes. Il a vu M. Chirac, n'en a rien retenu et a décidé de prendre l'opinion à témoin. La FCD, qui s'est efforcée de jouer l'apaisement, a développé ses arguments, distribué des plaquettes, proposé une « table ronde », contacté des parlementaires, écouté les propos apaisants de Pierre Méhaignerie, le président (UDF-FD) de la commission des finances. Sans effet notable.

La fin d'une manne

La grande distribution a longtemps été un pourvoyeur de fonds importants pour les partis et les candidats. Désormais, comme toutes les entreprises et, plus généralement, les personnes morales (à l'exception des partis ou groupements politiques), les grandes surfaces ne peuvent plus financer les candidats. La loi du 19 janvier 1995 le prescrit formellement. Ce renforcement de la législation sur les financements politiques avait été souhaité par Philippe Séguin et mis en œuvre par le gouvernement d'Edouard Balladur après une série d'affaires politico-financières. Il n'interdit pas les dons individuels, plafonnés, cependant, à 30 000 francs.

Ceux espèrent que François Pinault se fasse l'écho auprès du président de la République des préoccupations de la profession. N'est-il pas lui-même distributeur ? Erreur ou grande naïveté : qu'il s'agisse de la Fnac ou du Printemps, son groupe travaille avant tout en centre-ville !

Les grandes surfaces ne peuvent compter sur elles-mêmes. Pour Michel-Edouard Leclerc, qui déclare « jouer l'après-législatif de 1998 », l'affaire est entendue : « Nous ne pouvons faire passer aucune idée. Le Parlement est plus que jamais la

Un grand distributeur avait invité Philippe Mathot (RPR, Ardennes), membre d'Audace pour l'emploi, à se rendre compte sur le terrain de la politique sociale de son enseigne. L'élu s'est montré intéressé. Cela ne l'a pas empêché, lors du vote de la prolongation du gel des grandes surfaces, de défendre un amendement - non retenu - visant à instaurer une taxe supplémentaire pour les distributeurs qui ne font pas d'efforts suffisants en matière sociale.

Caroline Monnot

La bataille de l'article 6

La « guerre de l'article 6 » - le dernier de l'avant-projet de loi sur la concurrence - aura-t-elle lieu, à l'Assemblée nationale, lors de l'examen du texte présenté par le gouvernement ? Des députés se proposent de rétablir par voie d'amendement cet article, qui figurait dans le texte initial avant de disparaître du projet déposé à l'Assemblée. Il s'agissait de normaliser la concurrence entre entreprises publiques et entreprises privées en proscribant des pratiques abusives telles que le recours à la fourniture gratuite de biens ou services sur des marchés ouverts à la concurrence ou l'utilisation d'informations ou d'activités sous monopole pour se diversifier dans des secteurs déréglementés.

Le Conseil d'Etat, saisi de l'avant-projet, avait recommandé l'extension de ces dispositions aux sociétés privées concessionnaires de service public comme, par exemple, les compagnies d'eau. Le gouvernement a préféré supprimer l'article.

Le maire de Saint-Denis demande une dérogation liée au Stade de France

SI LES SÉNATEURS ne s'y opposent pas, Saint-Denis échappera - au même titre que les villes nouvelles et les zones de redynamisation urbaine - au gel provisoire de l'implantation des grandes surfaces inscrit dans le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier examiné par le Sénat le 20 mars.

Franck Bruneau, maire de la ville et député de Seine-Saint-Denis, avait déposé, le 7 mars, le congrès de l'Association des maires ville et banlieue pour surveiller l'adoption par l'Assemblée d'un amendement visant à permettre, près du futur Stade de France, l'ouverture d'un magasin Décathlon de 10 000 mètres carrés. « En règle générale, je suis plutôt opposé aux centres commerciaux, mais la diabolisation dont ils font l'objet risque de devenir excessive, tout comme l'a été leur développement anarchique aux portes de villes », ex-

plique M. Bruneau, qui précise avoir refusé toute ouverture de grande surface alimentaire en plus des deux supermarchés de la ville (Carrefour en centre-ville, Casino à la porte de Paris).

« Les grandes surfaces auraient dû être traitées de manière urbanistique, comme partie intégrante d'un développement local maîtrisé. C'est ce que nous négocions avec Décathlon, dont la ville souhaite qu'il participe à l'aménagement du futur quartier du Cornillon », continue le maire, qui a posé à la chaîne d'articles de sport des conditions d'ouverture pour son installation aux portes du stade et pour un éventuel musée international du football, loi assisté en gestation. Les contraintes sont à la fois esthétiques (un immeuble sur trois étages, orné d'une façade digne de ce nom) et culturelles : le magasin sera conçu comme un centre d'animation, où les clients pourront tester le matériel sportif, afin de

contribuer à faire des achats du stade un lieu de vie permanent.

« En banlieue, une grande surface spécialisée dans les loisirs, le sport ou l'habitat peut être attractive pour les commerces environnants, à condition de répondre à un besoin », estime le maire de Saint-Denis, soutenu dans sa démarche par deux députés RPR, Raoul Bédier (Seine-Saint-Denis) et Gilles Carrez (Val-de-Marne). Le coût de construction, pour Décathlon, de son magasin de Saint-Denis sera beaucoup plus élevé que celui des magasins standardisés posés à l'entrée des agglomérations. « Si l'on veut insérer en outre plus tôt une gestion intelligente des grandes surfaces, nous n'en arriverons pas à cette hostilité outrancière des élus », conclut M. Bruneau.

Pascal Sauvage

Limitation de la liberté commerciale

● RUPTURE - Le projet de loi sur « la loyauté et l'équilibre des relations commerciales », examiné mercredi 20 et jeudi 21 mars à l'Assemblée nationale, vise à rééquilibrer les rapports de forces entre producteurs et grande distribution. Ce texte constitue un revirement majeur dans le droit de la concurrence en ce qu'il limite la liberté commerciale instaurée par l'ordonnance de 1986.


● SANCTIONS - Le texte prévoit des sanctions plus sévères pour la revende à perte. Le prix de revente ne pourra être inférieur au prix d'achat majoré du coût du transport. Pour

les produits directement fabriqués ou transformés par les grandes surfaces (baguettes à 60 centimes par exemple), il crée la notion de « prix abusivement bas ». Le « déréglage des relations commerciales », c'est-à-dire le retrait brusque d'un rayon des produits d'un fournisseur, est également combattu. Il devra faire l'objet d'un préavis du distributeur. Le texte du gouvernement esquisse l'interdiction du refus de vente sans la supprimer formellement.

● SURENCHÈRE - Le projet de loi a été durci davantage par les députés lors de son examen en commission de la production et des échanges, puis en commission des finances. Le gouvernement s'apprête à recadrer le débat.

M. Raffarin conteste en justice l'autorisation d'un hypermarché à Tours

Le ministre des PME applique la politique gouvernementale de maîtrise des grandes surfaces



Reconversion des industries d'armement
Ordonnance sectorielle et de développement régional
Région de la Région Centre
120 F

Production d'armement
Mutation du système d'armement
Jean-Paul Raffarin
120 F

La Défense en Europe
De la guerre du Golfe au conflit en Bosnie
Jean-Paul Raffarin
120 F

documentations
20, rue Voltaire, 93344
Paris 19ème
Téléphone : 01 40 15 70 00
Télécopieur : 01 40 15 70 01
36 15 ou 36 16 Ladoce

POUR LA PREMIÈRE FOIS depuis que la décision ultime d'implantation d'une grande surface commerciale a été, en 1993, retirée au ministre de tutelle du commerce, le titulaire du poste, Jean-Pierre Raffarin, a fait usage de la faculté qu'il conserve de contester devant la justice une décision de la Commission nationale d'équipement commercial (CNEC). Il a déposé, lundi 18 mars, devant le Conseil d'Etat, un recours en annulation contre l'autorisation par la CNEC, le 19 décembre 1995, d'un centre commercial Casino de 16 300 m² à La Riche (Indre-et-Loire), dans la banlieue de Tours.

Le dossier de cette grande surface est exemplaire des affrontements qui opposent les commerçants et artisans, appuyés par leur ministre, qui applique la politique gouvernementale de protection des PME, à la grande distribution.

Casino s'est retrouvé propriétaire d'un hypermarché Rallye de 7 970 m², vétuste et peu rentable, à Chambay-lès-Tours, autre banlieue de Tours, et a déposé une demande de transfert-extension à La Riche. S'inscrivant dans une zone d'aménagement concerté (ZAC), le projet comporte un hypermarché Géant de 9 800 m², un

magasin spécialisé dans l'équipement de la personne de 1 200 m², une galerie marchande de treize boutiques de 4 300 m², un centre auto de 300 m² et une station de distribution de carburants de 300 m².

Depuis 1991, le projet a rencontré la franche hostilité de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Tours, présidée par Michel Marchais, et de la Chambre des métiers, présidée par Jean-Denis Mercier. Les statistiques avancées par les opposants mettaient en parallèle l'augmentation de 96,5 % des surfaces de vente des hypermarchés et supermarchés du secteur entre 1985 et 1995 et la baisse de 11 points des dépenses dans le commerce de détail durant ce même laps de temps. Entre 1990 et 1994, 475 établissements ont fermé dans l'agglomération, soit une diminution de 10,8 %.

« AU PLUS PRÈS DU TERRAIN »

La commission départementale d'équipement commercial (CDEC) a suivi, le 16 octobre 1995, l'avis unanime de rejet formulé par les services de l'Etat et par les chambres consulaires ; elle a refusé son accord par six voix contre une, celle de la commune d'in-

plantation. Saisie par le groupe Casino, la commission nationale a donné, elle, un avis favorable, estimant que le dossier était équilibré puisqu'il s'inscrivait dans une ZAC et qu'il réalisait un véritable transfert d'activité dans une banlieue plutôt défavorisée. Cette décision a suscité une vive émotion à Tours, où plusieurs centaines de professionnels se sont rassemblés, le 15 janvier, pour manifester leur opposition. A MM. Marchais et Mercier s'est joint le député du secteur, Hervé Novelli (UDF-PR), pour persuader le ministre des PME de s'opposer à l'autorisation de la CNEC. M. Raffarin s'est laissé d'autant plus vite convaincre qu'il estime que les décisions doivent être prises « au plus près du terrain ».

Dans son recours en Conseil d'Etat, M. Raffarin reprend l'argumentaire des organisations consulaires et démontre que l'autorisation accordée à Casino « aboutit à créer sur l'agglomération de Tours (...) une densité en magasins de commerce de détail de grande surface excessive par rapport aux principes posés par la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat », dit-il Royer.

Celle-ci stipule que « les pouvoirs publics veillent à ce que l'essor

du commerce et de l'artisanat permette l'expansion de toutes les formes d'entreprises, indépendantes, groupées ou intégrées, en évitant qu'une croissance désordonnée des formes nouvelles de distribution ne provoque l'écrasement de la petite entreprise et le gaspillage des équipements commerciaux ».

DEMANDE D'ANNULATION

La densité en hypermarchés et supermarchés de la zone de chalandise serait portée par le projet Casino à 334,25 m² pour mille habitants alors que la moyenne nationale est de 241,5 m², soit un dépassement de 43,5 %. Le ministre note encore que le nouvel hypermarché n'accroîtrait, certes, la superficie de vente nette que de 2 130 m², mais que son chiffre d'affaires ferait plus que quadrupler celui de l'actuel Rallye. Il conclut donc : « L'emprise de ce nouvel équipement, dans une agglomération déjà bien pourvue en grandes surfaces de distribution, ne peut que s'opérer au détriment du tissu commercial de la zone de chalandise. » Il demande à la juridiction administrative d'annuler la décision de la CNEC, qu'il estime infondée.

Alain Faujas

Service ISO

سكنا من الاجل

Sept élections cantonales

DOUBS

Canton de Saint-Hippolyte (2^e tour).

L. 3 472 ; V. 2 574 ; A. 25,86 % ; E. 2 496.
André Péquignot, div. d., m. de Bief, 1 324 (53,04 %)... ÉLU.
Michel Loichot, PS, m. de Saint-Hippolyte, 1 172 (46,95 %).

[Après un ballottage hâtif, M. Péquignot emporte le second tour de cette élection destinée à pourvoir au remplacement de Roger Macabrey (app. RPR), décédé. Éliminé au premier tour, le candidat Front national n'avait obtenu aucune voix, tandis que le candidat du PCF avait appelé à voter pour M. Loichot.

10 mars 1996 : L. 3 474 ; V. 2 312 ; A. 33,44 % ; E. 2 238 ; André Péquignot, 1 083 (46,39 %) ; Michel Loichot, 940 (42,89 %) ; Léon Collin, FN, 117 (5,22 %) ; Jean-Luc Javeau, PC, 78 (3,48 %).

HAUTE-GARONNE

Canton de Toulouse-XIV (1^{er} tour).

L. 25 768 ; V. 11 305 ; A. 56,12 % ; E. 10 880.
Guy Leguevaques, PS, s., m. de Launaguet, 5 229 (48,06 %) ; Grégoire Camello, RPR, d., m. de Castelginest, 3 491 (32,08 %) ; Henri Balsas, FN, 1 039 (9,54 %) ; Adolphe Rubio, PC, 963 (8,85 %) ; Christian Danciale, div., 101 (0,92 %) ; Bernard Guégan, div., 57 (0,52 %)... BALLOTAGE.

[Le décès de Claude Comas (PS), sénateur, ne mettrait pas en péril l'équilibre politique du conseil général, présidé par Pierre Izard (PS). Dans ce canton traditionnellement à gauche, M. Leguevaques, qui a succédé à M. Comas au Sénat, amène de plus de 11 points le score obtenu par celui-ci en 1992 et manque de peu son élection au premier tour. M. Rubio progresse aussi, ce qui permet au socialiste de compter sur une réserve de voix pour le second tour. À droite, M. Camello, député, accroît 1 738 voix de retard sur son concurrent.

22 mars 1992 : L. 25 351 ; V. 16 992 ; A. 27,78 % ; E. 16 201 ; Claude Comas, PS, 5 949 (36,71 %) ; Grégoire Camello, RPR, 4 818 (29,73 %) ; Joseph Colzani, Verts, 2 116 (13,06 %) ; Hugues Soudag, FN, 1 957 (12,07 %) ; Jean-Pierre Barbotin, PC, 1 191 (7,35 %) ; Christian Danciale, div., 170 (1,04 %).

HERAULT

Canton de Béziers-IV (1^{er} tour).

L. 22 746 ; V. 11 051 ; A. 51,50 % ; E. 10 749.
Claude Villeneuve, div. d., m. de Valras, 2 943 (27,37 %) ; André Gélis, UDF-PR, m. de Sérignan, 2 509 (23,34 %) ; Aimé Couquet, PC, 2 027 (18,85 %) ; Yves Unterreiner, FN, 1 678 (15,61 %) ; Jean-Michel Duplax, PS, 1 406 (13,08 %) ; Jean Riant, MDC, 103 (0,95 %) ; Robert Sanchez, PR, 83 (0,77 %)... BALLOTAGE.

[Rapporté par la loi sur le conseil des maires, Raymond Couderc (UDF-PR) avait donné sa démission après son élection comme maire de Béziers. Lors de ce premier tour, M. Gélis, investi par la majorité pour lui succéder, est devancé par M. Villeneuve, en faveur duquel il s'est retiré et qui sera donc seul au second tour, aucun des autres candidats n'étant en mesure de se maintenir.

22 mars 1992 : L. 21 649 ; V. 14 299 ; A. 39,97 % ; E. 13 581 ; Raymond Couderc, UDF-PR, 4 702 (34,62 %) ; Yves Unterreiner, FN, 2 999 (19,99 %) ; Aimé Couquet, PC, 2 438 (17,95 %) ; Roger Toussas, PS, 1 788 (13,17 %) ; Jean-Paul Chaboussou, GE, 1 426 (10,50 %) ; Régine Bartolomé, Verts, 634 (4,67 %).

HAUTE-LOIRE

Canton de Brioude-Nord (1^{er} tour).

L. 5 165 ; V. 3 005 ; A. 41,81 % ; E. 2 896.
Jean-Jacques Faucher, div. d., m. de Brioude, 1 380 (47,65 %) ; Jean-Noël Lhéritier, div. g., 893 (30,83 %) ; Robert Perron, PS, 227 (7,83 %) ; Marc Maurin, PC, 187 (6,45 %) ; Pierre Pommaret, Verts, 116 (4,00 %) ; Hélène Le Guézennec, FN, 93 (3,21 %)... BALLOTAGE.

[Il s'agit d'être le successeur de Jean-Paul Chambriard (UDF-PR), sénateur et ancien maire de Brioude, décédé. Dans ce canton, qui avait pourtant majoritairement voté pour Lionel Jospin au second tour de l'élection présidentielle, la gauche plurielle de sa division. M. Faucher, candidat unique de la majorité, se profile pour filer l'élection dès le premier tour. Au second tour, il affrontera M. Lhéritier, qui a largement devancé le candidat officiel du PS.

22 mars 1992 : L. 5 143 ; V. 3 867 ; A. 34,81 % ; E. 3 633 ; Jean-Paul Chambriard, UDF-PR, 1 691 (46,54 %) ; Jean-Noël Lhéritier, PS, 1 322 (36,38 %) ; Pierre Pommaret, Verts, 265 (7,29 %) ; Marc Maurin, PC, 189 (5,03 %) ; André Girou, FN, 172 (4,73 %).

RHÔNE

Canton de Lyon-III (1^{er} tour).

L. 13 497 ; V. 3 642 ; A. 73,01 % ; E. 3 591.
Gilles Bona, Verts, m. du 1^{er} arrondissement de Lyon, 1 202 (33,47 %) ; Emmanuel Hamelin, RPR, 750 (20,88 %) ; Gabriel Caillat, div. d., m. du 4^e arrondissement de Lyon, 502 (13,97 %) ; Régis Delepoille, FN, 366 (10,19 %) ; Marie-Françoise Probert, RPR, 361 (10,05 %) ; Raphaël Thaller, PC, 215 (5,98 %) ; Jean-Marc Chaffringeon, div. g., 55 (1,53 %) ; Christian Vesque, MPF, 51 (1,42 %) ; Jean Brière, écol., 40 (1,11 %) ; Michel Chomarat, div. d., 40 (1,11 %) ; Eric Sauze (Nat. et Sol.), 9 (0,25 %)... BALLOTAGE.

[M. Bona arrive en tête de cette cantonale partielle provoquée par l'annulation de l'élection de M. Caillat, lequel ne peut se maintenir au second tour. La droite sera représentée par M. Hamelin, soutenu par le RPR et l'UDF. La majorité dispose d'une nette majorité sur le papier, mais ses divisions rendent aléatoires les reports de voix, dans ce canton situé dans la circonscription de Michel Noir, ancien maire de Lyon.

20 mars 1994 : L. 13 133 ; V. 6 097 ; A. 33,57 % ; E. 5 954 ; Marie-Françoise Probert, RPR, 1 489 (25,00 %) ; Gabriel Caillat, div. d., 1 229 (20,64 %) ; André Bivas, PS, 1 003 (16,84 %) ; Gilles Bona, Verts, 820 (13,77 %) ; Régis Delepoille, FN, 580 (9,74 %) ; Yves Rommel, PC, 357 (5,99 %) ; René Masy-Rougier, MRG, 180 (3,02 %) ; Michel Douzet, MDC, 179 (3,00 %) ; Eric Sauze, NS, 64 (1,07 %) ; Paul Rozet, div. d., 35 (0,89 %).

VAUCLUSE

Canton de Pernes-lès-Fontaines (1^{er} tour).

L. 10 762 ; V. 6 115 ; A. 43,19 % ; E. 5 974.
Hervé de Chirée, RPR, m. de Pernes-lès-Fontaines, 1 875 (31,38 %) ; Claude Lapeyre, PS diss., m. de Pernes-lès-Fontaines, 1 131 (18,93 %) ; Bernard Senet, div. g., sout. PS et PC, 1 122 (18,78 %) ; Robert Rouch, UDF-PR, 953 (15,95 %) ; Laurence Simon-Juttet, FN, 541 (9,05 %) ; André Bonnet, div. d., 182 (3,04 %) ; Jocelyn Cartier, div. d., 170 (2,84 %)... BALLOTAGE.

[M. de Chirée arrive en tête du premier tour de cette élection organisée à la suite de l'annulation de Gilbert Espenon (div. d.), qui avait omis de faire certifier ses comptes de campagne par un expert-comptable. À gauche, M. Lapeyre devance M. Senet, qu'avait décidé de soutenir le PS et le PCF.

30 mars 1994 : L. 10 357 ; V. 7 090 ; A. 31,54 % ; E. 6 812 ; Gilbert Espenon, div. d., 3 677 (53,97 %) ; Roger Bonnier, MRG, 1 729 (25,38 %) ; Laurence Simon, FN, 804 (11,80 %) ; Jean Bomey, PC, 602 (8,83 %).

HAUTS-DE-SEINE

Canton de Cligny (1^{er} tour).

L. 18 396 ; V. 7 757 ; A. 57,83 % ; E. 7 581.
Gilles Catoire, PS diss., m. de Cligny, 1 736 (22,89 %) ; Pierre Sandré, div. d. sout. RPR et UDF, 1 152 (15,19 %) ; Guy Schmaus, PC, c. r., c. m., 1 115 (14,70 %) ; Catherine Marques Alfarroba, div. g., c. r., adj. m., 1 055 (13,91 %) ; Alain Gallais, FN, c. m., 1 042 (13,74 %) ; Rémi Muzéau, RPR diss., c. m., 1 009 (13,30 %) ; Mireille Gilton, Radical, adj. m., 182 (2,40 %) ; Alain Fournier, écol., 172 (2,26 %) ; Vincent Boec, MDC, c. m., 108 (1,42 %) ; Jacques Boussaboua, ext. d., 10 (0,13 %)... BALLOTAGE.

[En dépit de la dispersion des candidats de gauche, M. Catoire arrive en tête du premier tour de cette cantonale provoquée par la démission de Didier Schuller (RPR), recherché par la justice, et semble en position pour l'emporter au second tour. Il sera opposé à M. Sandré, qui, candidat officiel de la majorité, ne devance que de 143 voix M. Muzéau, ancien bras droit de M. Schuller et menacé d'incrimination par le RPR. Le PCF et le FN progressent chacun de 4 points. Daniel Valliant, numéro deux du PS, a appelé « au rassemblement de l'ensemble des forces de gauche derrière la candidature de Gilles Catoire ». Le pourcentage des voix recueillies par M. Sandré et M. Muzéau est inférieur de 10,61 points au pourcentage des voix obtenu en 1994 par M. Schuller. À 35,52 %, la gauche progresse de 8,28 points par rapport à 1994.

20 mars 1994 : L. 19 334 ; V. 10 635 ; A. 44,88 % ; E. 10 579 ; Didier Schuller, RPR, 4 059 (39,30 %) ; Gilles Catoire, PS, 3 282 (31,13 %) ; Guy Schmaus, PC, 1 122 (10,81 %) ; Alain Gallais, FN, 1 010 (9,73 %) ; Marc Legall, MRG, 386 (3,71 %) ; Françoise Lemeau, div. d., 219 (2,11 %) ; Paul Duprez, GE, 206 (1,98 %) ; Robert Crémieux, ext. g., 145 (1,39 %).

Gigastorage n'avait pas fourni les renseignements nécessaires au versement d'une prime par la Datar

Un accord de principe avait été donné pour 13,5 millions de francs

Le dossier Gigastorage, qui est la cause de la mise en examen et de l'incarcération du patron de cette entreprise d'informatique et de deux res-

pensables politiques de Belfort (lire le « Point de vue » de Jean-Pierre Chevènement à ce sujet page 14), avait été examiné par la Datar, saisie

d'une demande d'aide de l'Etat. Faute de réponse de l'entreprise au questionnaire qui lui avait été adressé, la prime accordée n'a pas été versée

DANS SA SÉANCE

du 7 novembre 1995, le comité interministériel d'aide à la localisation des activités (Ciala), qui dépend de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar), avait examiné plusieurs dossiers présentés par des sociétés françaises ou étrangères sollicitant des aides pour créer des emplois dans des zones prioritaires. Parmi ces dossiers figurait celui de Gigastorage - dont le financement est à l'origine de la mise en examen et de l'incarcération de Christian Proust, président du conseil général du Territoire de Belfort (Le Monde daté 17-18 mars et du 19 mars) -, Belfort étant considérée comme une zone qui a besoin d'efforts particuliers de la part des pouvoirs publics.

Sous l'autorité de Pierre-Henri Pailler, qui était encore à l'époque patron de la Datar (et qui est maintenant directeur de cabinet de Frank Borotra, ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications, donc particulièrement attentif au sujet), le Ciala avait donné son accord pour accorder à l'entre-

prise une prime d'aménagement du territoire (PAT), sur crédits d'Etat, de 13,5 millions de francs, correspondant au plafond légal d'aide par emploi, soit 50 000 francs.

UNE LETTRE DU 20 DÉCEMBRE 1995

Le dossier affichait un investissement de 145 millions de francs pour 270 emplois, mais, au vu d'un rapport commandité par le ministère

de l'industrie et rédigé par un expert indépendant, ainsi que d'une étude financière du Crédit national, la décision du Ciala était assortie de conditions très rigoureuses au sujet des engagements de création d'emplois, de la caractéristique commerciale des produits fabriqués, du plan de financement, etc.

On indique, à la Datar, que le rôle du Ciala est d'examiner le dossier en termes d'aménagement du

territoire, mais pas d'apprécier si les capitaux peuvent être qualifiés de « douteux » quant à leur origine ou leur nationalité. Comme c'est l'habitude, le ministre chargé de l'aménagement du territoire (c'était Jean-Claude Gaudin depuis quelques semaines) a signé, le 20 décembre 1995, une lettre à l'attention du PDG, Biser Dimitrov, l'informant de la décision favorable de l'administration et lui indiquant qu'il devait se mettre en contact avec la Datar pour régler les modalités d'exécution du projet et du versement correspondant de l'aide.

Dans ce but, le PDG devait renvoyer à la Datar une « fiche de spécification » détaillée. Ce document n'est revenu que partiellement rempli aux services de l'actuel délégué à la Datar, Raymond-Max Aubert, qui a demandé à M. Dimitrov des compléments et des explications. La fiche, dûment complétée, n'était toujours pas arrivée à la Datar à la mi-mars et, de ce fait, aucun acompte sur la PAT n'a été versé.

François Grosrichard

Téléphonez
les mains libres

Nokia
Itineris un kit
auto

Agences
France Télécom

France Telecom

Le Front national lance un avertissement à la majorité

LE FRONT NATIONAL a lancé, lundi 18 mars, un sérieux avertissement à la majorité RPR-UDF. A l'issue de la réunion de son bureau politique, le FN a indiqué qu'il « entend, à l'avenir, sanctionner systématiquement les élus du RPR et de l'UDF si le pouvoir en place maintient l'ostacisme et les attaques antidémocratiques dont il se rend coupable à l'égard du FN, de ses représentants et de sa presse nationale ». Constatant, « avec satisfaction », la défaite de la majorité dans l'élection législative partielle du Var, dimanche, le Front national a ainsi appelé ses électeurs à « faire battre » Yves Marchand, maire sortant et député (UDF-FD), en ballottage difficile avant le second tour de l'élection municipale de Sète, dimanche 24 mars.

Le président du FN, Jean-Marie Le Pen, a précisé, à l'issue de la réunion du bureau politique de son mouvement, que les responsables de la majorité « ne peuvent plus entretenir le rêve de recevoir nos voix et de nous en payer par le mépris ».

DÉPÊCHES
■ **PARTI COMMUNISTE** : Robert Hue, secrétaire national du PCF, a assuré, lundi 18 mars, à Valence (Drôme), que « le Parti communiste ne s'inscrit [vair] pas actuellement dans la recherche d'accords électoraux en vue de telle ou telle échéance législative future ». « C'est important les élections, mais il faut d'abord réfléchir à la construction politique nécessaire aujourd'hui », a ajouté M. Hue.

■ **DÉCEPTION** : Lionel Jospin, premier secrétaire du Parti socialiste, a estimé, lundi 18 mars, qu'à travers les dernières élections législatives partielles « les Français ont fait passer un formidable sentiment de déception de la politique du président de la République ». Venu soutenir François Doublin, maire d'Argentan et candidat (DVG) à l'élection législative partielle du 24 mars dans l'Orne, le « patron » du PS a ajouté que les Français avaient un « sentiment d'irritation contre la politique conduite par le premier ministre ».

■ **RÉFORME** : Edouard Balladur, ancien premier ministre, a déclaré, lundi 18 mars, sur France 2, qu'il jugeait la réforme fiscale « indispensable » et qu'il souhaitait sa mise en œuvre « le plus vite possible pour que la France comble son retard avec les autres pays », alors qu'Alain Juppé avait évoqué, la veille, « une réforme fiscale à cinq ans ».

■ **USAGERS** : l'Association des usagers de l'administration et des services publics, que préside Jean-Claude Delarue, a « accueilli avec intérêt les premières mesures annoncées par le premier ministre en faveur des usagers des services publics », lors de son intervention à la télévision, le 17 mars. Mais l'ADUA juge qu'il faut « aller beaucoup plus loin », notamment en indemnisant rapidement les « victimes d'abus ou de carences de l'administration ».

■ **PATRONAT** : François Perigot, président de l'Union des confédérations de l'industrie et des employeurs d'Europe (Unice), a reçu le 18 mars le soutien de la Fédération allemande de l'industrie (BDI) pour sa réélection à ce poste dans trois mois. Cet appui est d'autant plus significatif que le « patron des patrons » allemands, Klaus Muirman, qui doit quitter la présidence de la Fédération allemande des employeurs (BDA), a manifesté son intention d'être candidat contre M. Perigot qui préside l'Unice depuis quinze mois.

■ **COMMERCE EXTÉRIEUR** : la balance des transactions courantes a enregistré, en 1995, un solide record de 84,5 milliards de francs, selon les statistiques publiées, mardi 19 mars, par le ministère de l'économie et des finances. Cela représente une augmentation de près de 40 milliards de francs par rapport à 1994 et confirme, selon le ministère, « le caractère durable du redressement de nos échanges extérieurs ».

A la Réunion, Jacques Chirac est apparu comme le vrai « patron » de l'outre-mer

Le chef de l'Etat ne s'est pas interdit de répondre lui-même aux attentes des élus du département

Jacques Chirac achève, mardi 19 mars, sa visite à la Réunion. Après avoir rencontré les « forces vives », le chef de l'Etat doit célébrer l'anniver-

saire de la loi de 1946 sur la départementalisation. Dans son discours, il s'adressera à l'ensemble des habitants des quatre départements

d'outre-mer. Ce voyage aura été pour M. Chirac l'occasion de confirmer que l'outre-mer appartient au « domaine réservé ».

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION

de notre envoyé spécial

Devant une vingtaine de responsables politiques et économiques, réunis lundi dans la salle des fêtes du lycée agricole de Saint-Joseph, au sud de l'île de la Réunion, Jacques Chirac s'est interrogé à voix haute sur les dispositifs d'aide à l'emploi. « Peut-on faire mieux ? », a-t-il demandé. « L'apprentissage est-il suffisamment adapté ? », a-t-il répété.

Le président de la République n'ignore rien des difficultés particulières de l'outre-mer, notamment de celles de la Réunion, mais il ne veut pas décevoir. C'est une banalité que de le dire : il aime réellement le contact direct avec les hommes, les femmes, les enfants de l'ancien empire français. Et, plus la chaleur est accablante,

plus l'épreuve physique que représente le bain de foule tourne au défi vis-à-vis de lui-même, vis-à-vis de ses collaborateurs, aussi, qu'il éprouve. Mais le président de « la France pour tous » doit aussi faire simple. Si simple même que ses services, trop zélés, tentent d'empêcher les photographes de saisir l'image d'un président qui descendrait d'un hélicoptère... Et, comme de coutume, les enfants des écoles, dispensés d'une journée de classe, sont munis de petits drapeaux tricolores et de tee-shirts « Bienvenue, Chirac » fournis par la mairie (RPR) de Saint-Joseph, pour faire foule.

M. Chirac n'a nul besoin de décoder lorsqu'un directeur d'administration lui parle de l'importance du « secteur informel » dans l'économie locale. « Vous avez parlé du travail au noir, enchaîne-t-il.

Enfin, vous avez dit ça mieux que ça... » Il n'a pas plus besoin d'aide pour percer les mystères de la LRU, la ligne budgétaire unique, qui commande, dans la loi de finances, la politique du logement social outre-mer. « J'ai demandé au gouvernement de rétablir la LRU au niveau de 1995 », affirme-t-il.

HARMONISER LES SALAIRES

Qu'un président du comité des pêches évoque la concurrence sauvage des îles voisines de l'océan Indien, et voilà aussitôt le ministre délégué à l'outre-mer, Jean-Jacques de Peretti, renvoyé vers le plaignant. Quand, enfin, la question devient trop locale, Margie Sudre, secrétaire d'Etat à la francophonie et présidente du conseil régional de la Réunion, est appelée à la rescousse.

Lundi, confirmant que les DOM

appartiennent au « domaine réservé », il a annoncé lui-même trois décisions attendues par les élus de la Réunion. « Quel qu'il arrive, je veux dissiper une crainte, a-t-il dit. Le service militaire adapté sera maintenu dans les départements d'outre-mer. » Le chef de l'Etat a aussi confirmé qu'un quartier de Saint-Denis-de-la-Réunion bénéficierait de la procédure d'exonération fiscale dite des « zones franches ». Il a surtout donné son accord à la création d'un « observatoire » chargé d'étudier les conditions de la mise en œuvre d'une meilleure « harmonisation des salaires » à la Réunion.

Un temps réticent vis-à-vis de la délicate réforme des « sursollicitations » pratiquées outre-mer, M. Chirac s'est, semble-t-il, laissé infléchir, dimanche soir, lors d'un dîner avec les principaux élus de l'île, par la volonté commune de ces derniers de mettre progressivement un terme à ce système. Répondant à Christophe Payet, président (PS) du conseil général de la Réunion, qui lui réclamait cinq cents postes supplémentaires par an d'enseignants pendant cinq ans pour rattraper un important retard, le chef de l'Etat est convenu que, « pour le moment, l'Etat [n'avait] pas les moyens ». Il faut, a-t-il dit, faire « un effort d'imagination » pour trouver « des moyens spécifiques ». M. Chirac s'est bien gardé d'aller plus avant. Mais, en acceptant de se laisser convaincre sur un sujet difficile, le chef de l'Etat a voulu démontrer que l'écoute du terrain peut ne pas être qu'un exercice de pure forme.

J. I.

Jean-Louis Saux

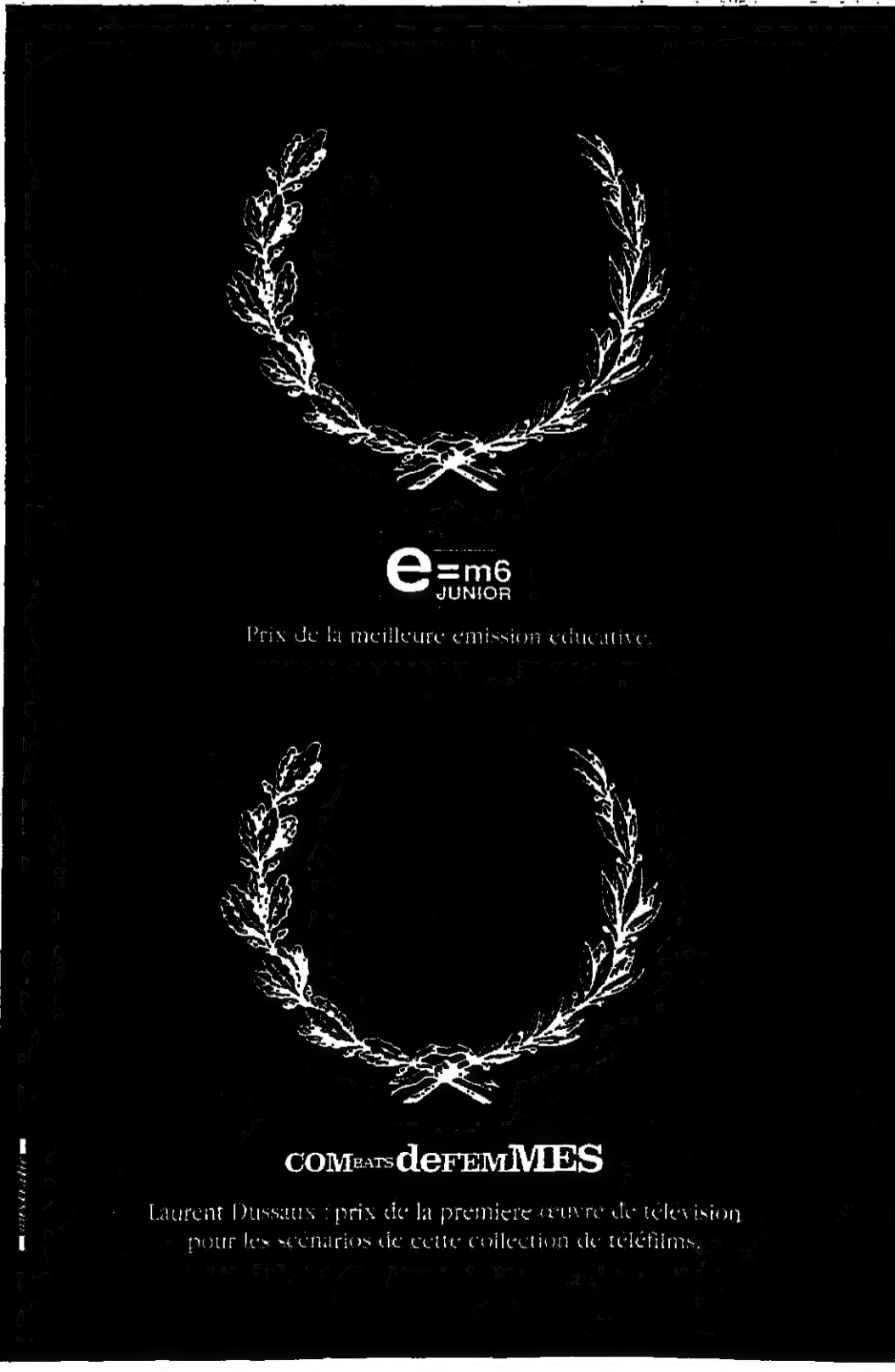
Le service militaire adapté accueille plus de 3 000 recrues

CRÉÉ EN 1961 pour mieux intégrer les conscrits d'outre-mer et leur donner une formation professionnelle, le service militaire adapté (SMA) est géré par le ministère délégué à l'outre-mer et implanté majoritairement dans les départements d'outre-mer ainsi qu'à Mayotte, en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie. Il rassemble plus de 3 000 appelés pour dix mois, encadrés par quelque 600 officiers et sous-officiers.

L'instruction militaire représente 30 % du temps sous les drapeaux, et la formation professionnelle se voit attribuer les 70 % restants, selon les besoins économiques des départements ou des territoires. Cette période de formation fait la caractéristique du SMA. Cette période recouvre une remise à niveau scolaire et la création de chantiers-écoles, où les stagiaires reçoivent sur place les rudiments d'une formation technique et accélérée pour adultes grâce à des moniteurs du niveau d'un BTS, eux-mêmes instruits pendant quatre mois à Fréjus (Var) et Béziers au SMA par

un contrat d'une durée de deux à trois ans. A l'issue de leur stage, quelque 85 % des recrues du SMA obtiennent une attestation - qui consacre leur formation - de l'éducation nationale ou de l'administration du travail. Selon des statistiques officielles, les deux tiers des jeunes garçons placés au SMA trouvent un emploi dans l'année qui suit leur retour à la vie civile ou bénéficient d'un nouveau stage de perfectionnement. Au total, cette formule dispose d'un budget annuel de l'ordre de 450 millions de francs.

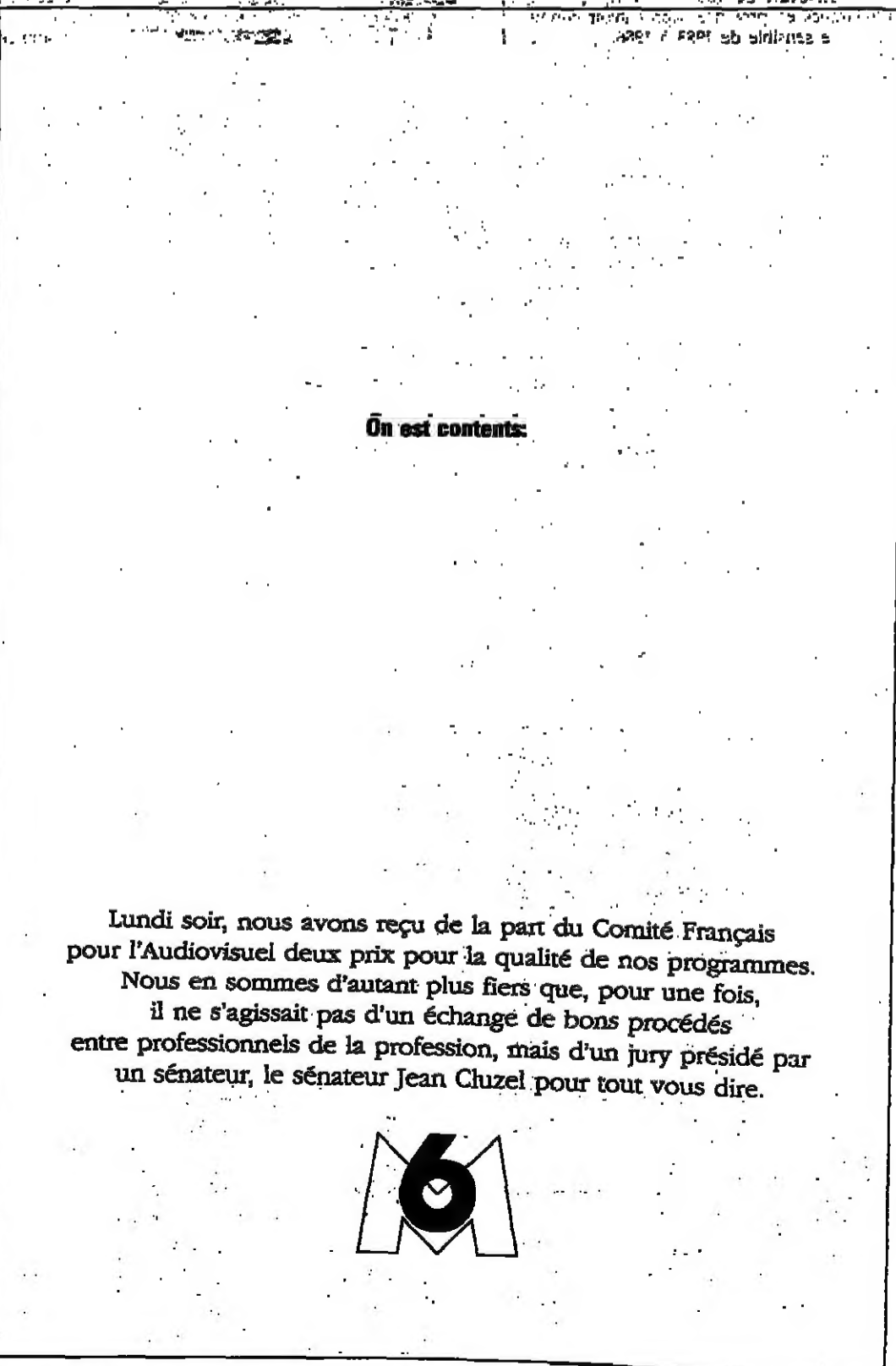
Non directement transposable à la métropole, le SMA inspire aujourd'hui les partisans d'un service dit d'intégration sociale, où l'éducation nationale et la défense deviendraient des partenaires pour organiser, au profit de recrues volontaires, des stages de remise à niveau de leurs connaissances de base et une formation professionnelle.



e=m6 JUNIOR
Prix de la meilleure émission éducative.

COMBATS de FEMMES

Laurent Dussaux : prix de la première œuvre de télévision pour les scénarios de cette collection de téléfilms.



On est contents:

Lundi soir, nous avons reçu de la part du Comité Français pour l'Audiovisuel deux prix pour la qualité de nos programmes. Nous en sommes d'autant plus fiers que, pour une fois, il ne s'agissait pas d'un échange de bons procédés entre professionnels de la profession, mais d'un jury présidé par un sénateur, le sénateur Jean Chuzel pour tout vous dire.

M6

Service 1550

Les conseils régionaux rouvrent le chantier de la régionalisation de la SNCF

Pour la première fois, les collectivités locales disposent d'une expertise financière

Les présidents des conseils régionaux, vers qui l'Etat souhaite transférer des responsabilités en matière de transports locaux, doivent se ren-

contrer, mercredi 20 mars à Paris, pour ouvrir le dossier de la régionalisation de la SNCF, à la lumière d'un audit qui constitue une première : les

comptes de la SNCF, avec leur dimension régionale, n'avaient, jusqu'à maintenant, jamais été mis à plat publiquement.

LES PRÉSIDENTS des conseils régionaux doivent se retrouver à Paris, mercredi 20 mars, avec sous le bras une brochure au titre sévère : « Expertise des relations financières futures entre les régions et la SNCF ». Dans un « futur » qu'il souhaite proche, l'Etat voudrait confier à ces élus la responsabilité des transports de voyageurs sur leur territoire (Le Monde du 11 novembre 1995). La loi Pasqua sur l'aménagement du territoire fixait même au début de 1996 l'annonce des expérimentations en la matière, mais il reste encore beaucoup à négocier.

« Il s'agit d'un événement historique : c'est la première fois que l'entreprise publique accepte de voir des collectivités locales mettre leur nez dans ses comptes », se réjouit le sénateur Hubert Haenel (RPR), « père » du processus de régionalisation de la SNCF. L'expertise doit permettre de lancer les discussions sur des bases concrètes. Elle vient de parvenir à ses commanditaires : le ministère des transports, la direction de la SNCF et les conseils régionaux. Les deux derniers se plaignaient, par exemple, qu'avec une subvention de 4 milliards de francs par an, l'Etat ne verse pas une quote-part suffisante pour combler le déficit

des lignes secondaires. L'audit le confirme : il manque 600 millions de francs, sur un déficit total de la SNCF de 17 milliards. La régionalisation est loin d'apparaître comme un sous-dossier du vaste chantier sur l'avenir de l'entreprise publique, dont les grèves des cheminots de novembre-décembre 1995 ont révélé l'urgence. « C'est même une priorité absolue », indique Claude Martinand, directeur des affaires économiques et internationales au ministère de l'équipement, du logement, des transports et du tourisme : « Le trafic régional est l'un des rares qui croît depuis vingt-cinq ans, explique-t-il. Or il est loin d'être le secteur-phare de la technocratie ferroviaire... »

M. Martinand est l'auteur d'un récent rapport qui doit servir de base au débat national sur l'avenir du transport ferroviaire lancé par le gouvernement. C'est au sein des régions - dans les assemblées d'élus et dans les conseils économiques et sociaux - que commenceront les discussions sur l'avenir du rail, avant de se poursuivre dans quelques semaines à l'échelon national pour finir probablement devant le Parlement avant l'été.

Il ne faut évidemment pas

compter sur les petites dessertes auvergnates ou bretonnes pour relever les moyennes de voyageurs, mais sur les trains de banlieue de l'agglomération lilloise, par exemple, ou les liaisons entre cités comme Saint-Etienne, Lyon et Grenoble. Les régions urbaines peuvent espérer parvenir à une situation rentable. C'est donc, logiquement, parmi elles que se recrutent les candidates à l'expérimentation.

L'Alsace, terre du sénateur Haenel, le Nord-Pas-de-Calais, Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, le Centre ont fait part de leur bonne volonté. Les autres observent. Mais plus le temps passe, plus monte l'inquiétude sur le sort de la SNCF, et plus s'émousse l'enthousiasme des volontaires pour un transfert de compétences à haut risque. L'intérêt pour l'audit lui-même (il a coûté 2 millions de francs) a tendance à fondre.

VIELLISSEMENT DU MATÉRIEL

La balle est donc dans le camp du gouvernement, quelque part entre le bureau d'Anne-Marie Idrac, secrétaire d'Etat aux transports, et le ministère des finances. Comme souvent, la question est simple : qui paiera ?

Les sommes en jeu sont astro-

nomiques : « Le parc de matériel actuel a vingt-six ans de moyenne d'âge. Pour le maintenir à ce stade, il faudrait investir 1 milliard de francs par an, explique Philippe Pauchet, directeur des transports à la région Centre. Le ramener à vingt ans nécessiterait environ 800 millions de francs supplémentaires. Et si rien n'est fait les voyageurs désertent les wagons vétustes... » Le « coup » des lycées transférés en pitieux état aux régions en 1986 reste dans toutes les mémoires.

Les élus veulent aussi savoir à qui va échoir l'entretien des infrastructures. Ils souhaitent obtenir une garantie de recettes, histoire de se prémunir contre quelque catastrophe que l'on réserve au type système de réservation Socrate ou longue grève... Les obstacles ne manquent pas pour freiner une volonté politique déjà hésitante. Seulement, « si on ne se lance pas rapidement dans un processus Haenel, prévient... M. Haenel lui-même, il sera impossible d'améliorer le service aux voyageurs. Alors, la CGT aura raison d'annoncer la fermeture de 6 000 kilomètres de lignes. Rappelons-nous : la SNCF est mortelle ».

Martine Valo

Les Franciliens sont 30 % plus riches que les provinciaux

LA CRISE A BEAU FRAPPER tout le monde, elle ne le fait pas avec la même intensité selon les régions. Ainsi le revenu moyen des Franciliens demeure-t-il supérieur de 30 % à celui des provinciaux, selon le numéro de mars d'Insee Première, publié mardi 19 mars. En 1992, le revenu disponible brut (après impôt) moyen d'un Francilien était de 103 600 francs contre 80 300 francs en province. Après avoir connu une baisse sensible de 1983 à 1986, cet écart s'est stabilisé depuis 1987. La prééminence de l'Ile-de-France s'explique par la présence de nombreux sièges sociaux, donc de postes générateurs de salaires élevés et d'important revenus de propriété.

Les écarts entre régions de province sont, en revanche, assez faibles. L'Alsace connaît les revenus les plus importants, avec un écart de 8 % par rapport à la moyenne. Ce score est dû en partie à une forte proportion d'emplois qualifiés et à la proximité des marchés du travail suisse et allemand plus rémunérateurs. A l'opposé, Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Franche-Comté et Corse sont les régions où le revenu par habitant est le plus faible. Pour les trois premières, cette faiblesse s'explique par une population jeune et des niveaux de salaires peu



élevés. La Corse paie, elle, une situation qui dure depuis plusieurs années avec les salaires les plus bas de la métropole.

Dans presque toutes les régions, du fait de l'aggravation de la crise, les prestations sociales ont augmenté plus vite que les salaires. Mais les régions où les salaires dominent sont plus vulnérables que celles où les prestations constituent une grande partie des ressources. Les auteurs de l'étude mettent ainsi en évidence le partage de la France par une ligne La Havre-Marseille. Les régions situées à l'est de cette ligne sont celles où le salaire s'est développé plus vite au XIX^e siècle, tandis que, dans le Sud-Ouest, l'agriculture et les entreprises de petite taille gardaient une grande importance. C'est dans cette dernière partie de l'Hexagone que les prestations sociales pèsent aujourd'hui le plus dans les revenus des familles (plus de 30 %). L'effet cumulé du fort pourcentage de personnes âgées et d'un chômage important explique en partie cette situation.

Les analyses de l'Insee semblent donc corroborer les observations des sociologues, qui avaient mis en évidence cette coupure géographique, pour expliquer les disparités régionales dans la participation aux grèves de décembre 1995 (Le Monde du 27 décembre 1995).

S. Z.

En Ile-de-France, la population progresse moins vite que l'emploi

LE POIDS DÉMOGRAPHIQUE de l'Ile-de-France dans l'Hexagone est passé de 16 % après la seconde guerre mondiale à 19 % aujourd'hui. Depuis une vingtaine d'années, la situation est plus stable : la région bénéficie de l'arrivée de jeunes actifs, mais elle perd de la population dans toutes les autres tranches d'âge. Une étude publiée dans le numéro de

février d'Insee Première a renforcé les préoccupations des élus et de la préfecture d'Ile-de-France, inquiets de la politique de rééquilibrage, trop systématique à leurs yeux, menée par la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) en faveur de la province (Le Monde du 13 janvier).

« Si la concentration des activités

en Ile-de-France est assurément importante, sa progression s'est fortement ralentie ces dernières décennies », constate l'Insee. Ce phénomène date des années 70 : le déficit migratoire a atteint son apogée entre 1975 et 1982. Ensuite, dans les années 80, la propension à quitter l'Ile-de-France a nettement diminué. Mais, dans le même temps, les arrivées de pro-

vinciaux sont restées de près de 20 % inférieures à ce qu'elles étaient dans le passé. Les projections réalisées tentent donc en évidence « une faible progression de la concentration jusqu'à l'horizon 2015 », date à laquelle l'Ile-de-France représenterait 19,3 % de la population totale, à peine plus que les 18,8 % actuels.

Cette petite augmentation tiendrait surtout au fait que la population de la région parisienne est jeune et que le solde naturel entre natalité et mortalité y est plus élevé qu'ailleurs.

En trente ans, la part des actifs résidant en Ile-de-France a faiblement augmenté (21 % à 21,3 %), moins vite que le nombre d'emplois (de 21,1 % à 23 %). Il en est résulté une forte poussée des migrations quotidiennes entre domicile et lieu de travail. Cette concentration d'emplois commence à profiter aux franges de l'Ile-de-France. L'Insee recense sept zones d'emploi au développement directement lié à celui de la région capitale : le sud de l'Oise, Beauvais et Compiègne dans ce même département, Vernon et Evreux (Eure), Chartres et Dreux (Eure-et-Loire).

L'Insee relève encore que la diminution de l'emploi agricole, très sensible en province, affecte moins la région parisienne ; en revanche, les activités d'enseignement supérieur et de recherche publique sont rééquilibrées en faveur de la province.

P. Se.

La maison des BIBLIOTHEQUES

A PARIS (En Montparnasse)

61, RUE FROIDEVAUX - 14^e - Tél. (1) 43.20.13.00. Ouvert le lundi de 14h à 19h30 et du mardi au samedi inclus de 10h à 19h30

38 MAGASINS EN FRANCE :

adresses complètes et horaires dans nos catalogues ou par Minitel (2523 la m)

3615 code LMDB

Le plus grand choix de bibliothèques individuelles...

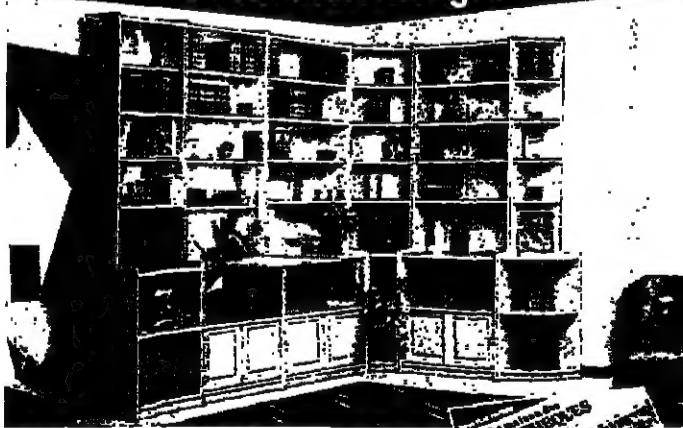


18 modèles "SPECIFICS" pour ranger tous vos :
• DISQUES COMPACTS
• CASSETTES VIDEO
• LIVRES "POCHES"

JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES

SANS AUCUNE FIXATION MURALE, DONC DÉMONTABLES ET DÉMÉNAGEABLES À VOLONTÉ.

... pouvant former des ensembles à la mesure de vos besoins, de l'espace dont vous disposez et de votre budget.



MAINTENANT 2 CATALOGUES Catalogue bibliothèques + GRATUIT Catalogue vitrines

DEMANDEZ-LES AVEC CE BON

Veillez m'envoyer gratuitement et sans aucun engagement, votre catalogue général et votre nouveau catalogue vitrines contenant tous les détails (hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, tentes, conceptions) sur tous vos modèles avec les tarifs complets.

MO 88

Nom

Adresse

Ville

Code Postal

Tél.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES 75680 PARIS CEDEX 14

Catalogues par : Téléphone (1) 43 20 73 33 - Minitel : 3615 code LMDB (tarif normal 240/24)

(2,25 la m)

VOLS

LA CORSE	650F
ROME	750F
ISTANBUL	1100F
ATHENES	1150F
* MONTREAL	1790F
DAKAR	1990F
SAINT LOUIS	
DU SENEGAL	2370F
BANGKOK	2990F
TAHITI	4990F
** NOUMEA	6270F

ALLER RETOUR

DÉPART DE PARIS A CERTAINES DATES
HORS TAXES AÉRIENNES
180 AÉROBUS EN FRANCE
56 33 35 33 (11,45F LA MINUTE)
5615 F (1,297 LA MINUTE)
* PRIX VALABLES SEULEMENT POUR QUERRO ET TORONTO
** RÉDUCTION DE 50 %
POUR LES 2^e PERSONNES ET
POUR LES 4^e PERSONNES, VUE 6^e PERSONNE...
VOYAGISTE ENSEMBLE A L'ARRIVÉE.

NOUVELLES FRONTIÈRES

distributeur d'énergie

SOCIÉTÉ

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996

JUSTICE Depuis lundi 18 mars, Bernard Tapie comparait devant le tribunal correctionnel de Béthune (Pas-de-Calais). Accusé d'abus et de recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire

Testut, le député des Bouches-du-Rhône doit s'expliquer sur plusieurs opérations financières qui ont fragilisé cette société de pesage. ● LES JUGES DE BÉTHUNE ont détaillé l'ar-

chitecture complexe des affaires de M. Tapie. Le rachat de la société Trayvou par Testut aurait ainsi été destiné à éviter aux époux Tapie de supporter le lourd passif de cette société. Un

prêt de 21 millions de francs consenti à l'Olympique de Marseille est également en cause. ● POUR TRAVAILLER sur ces affaires de délinquance financière, quelques juges d'instruction

sont désormais spécialisés. A Paris, ils sont douze à décortiquer la vie des entreprises, travaillant sur des affaires de délits d'initiés, de corruption ou d'abus de biens sociaux.

Les juges de Béthune démontent le Meccano des sociétés du groupe Tapie

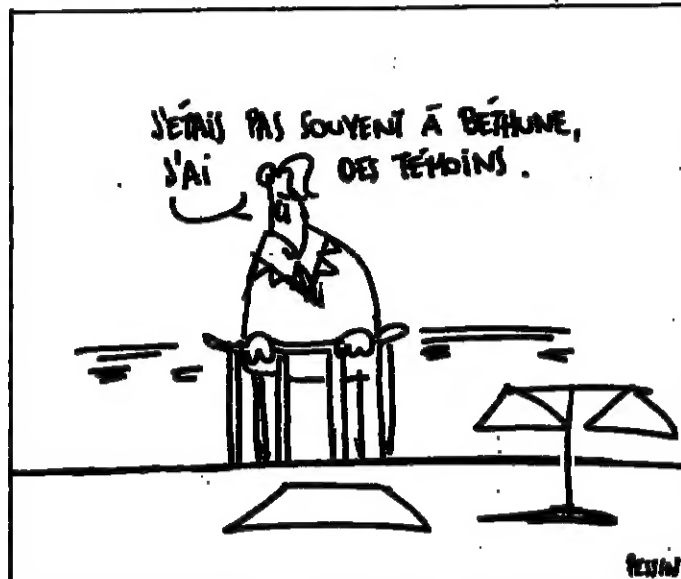
Bernard Tapie est venu devant le tribunal en homme d'affaires pour un procès technique. Accusé d'abus et de recel d'abus de biens sociaux dans l'affaire Testut, le député nie avoir eu connaissance de certaines opérations financières de la société

BÉTHUNE
de notre envoyé spécial
La justice a bien fait les choses. Des barrières sur le parking pour contenir la foule, des contrôles tous azimuts, une salle de presse préfabriquée, avec retransmission vidéo simultanée, et la location des services d'une société de communication de Lambertsart, sur le camion de laquelle on peut lire en toutes lettres la raison sociale : Scénario-Événements. Ce qui veut tout dire.

Mais Béthune n'est pas Valenciennes. Et Bernard Tapie, qui comparait, depuis lundi 18 mars, pour abus et recel d'abus de biens sociaux dans le cadre de l'affaire Testut (Le Monde du 19 mars), est ostensiblement venu là en homme d'affaires, voire en parlementaire — une qualité qu'il décline à la barre. Pas en acteur. La justice, qui a bien fait les choses, en est peut-être pour ses frais.

Car le dossier Testut n'a rien des palanques de l'affaire de corruption liée au match de football entre Valenciennes et l'Olympique de Marseille. La presse et le public, qui désertent les bancs de la petite salle du tribunal, l'ont compris. A des années-lumière de sa dernière passion — le cinéma — Tapie a découvert avec Claude Louch — Bernard Tapie a choisi cette fois de camper dans l'envers de la justice — *business is business*, même en correctionnelle.

Tête penchée, mâchoire serrée, le député des Bouches-du-Rhône ne dit mot, reste calme, cherche à et là quelques regards où s'appuyer, trouve celui de la greffière qui lui sourit, mais surtout prend



des notes pour affiner sa défense. On lui reproche notamment d'avoir fait supporter à l'une des filiales de son groupe, la société de pesage Testut, les difficultés financières d'une autre filiale, la société de biens sociaux, pour éviter que celles-ci ne grevent directement son patrimoine personnel.

FUSÉE À TROIS ÉTAGES

Le tribunal, qui veut garder le meilleur pour la fin, n'abordera ce volet du dossier qu'à partir du mercredi 20 mars. Méthodiquement et pédagogiquement, le président, Hervé Expert, s'engage donc d'abord dans l'exploration de l'univers des sociétés du groupe Tapie, un peu à la manière des écoles de commerce et des universités de gestion, qui ont amassé là, ces dernières années, matière à discussion dans moult modules de fiscalité et de droit des affaires.

Le président dépeint la fusée à

trois étages qui propulsa Bernard Tapie dans les années 80 au zénith des affaires grâce à la reprise de sociétés en difficulté. Au sommet : les deux sociétés en nom collectif (SNC), « patrimoniales », créées en 1979, assurant la gestion des diverses participations financières des époux Tapie — la Foncière immobilière Bernard Tapie (FIBT) et le Groupe Bernard Tapie (GBT). Au centre : la société anonyme Bernard Tapie Finance (BTF), une holding financière créée en 1987 et contrôlée par la SNC GBT. En bas : les différentes filiales du groupe, dont les sociétés de pesage Testut et Trayvou. La première était placée sous le contrôle de BTF, la deuxième, fortement endettée, a effectué un va-et-vient suspect de la FIBT vers Testut début 1991, puis vers GBT deux ans plus tard, après avoir été miraculeusement défrayée de son passif, endossé par Testut.

La forme juridique des entreprises de tête, qui ont été liquidées par le tribunal de commerce de Paris en décembre 1994, a une conséquence importante, rappelle le président : la responsabilité sans limite et solidaire des associés, les époux Tapie, sur leurs biens. Ce mécanisme expliquerait le tour de « passe-passe », selon les termes de l'ordonnance de renvoi, qui a conduit M. Tapie en correctionnelle : le magistrat instructeur a estimé que le rachat de Trayvou par Testut était destiné à éviter aux époux Tapie de supporter, à titre personnel, le lourd passif de la société de pesage.

21 MILLIONS POUR L'OM

Dans le prétoire, l'atmosphère est studieuse, le propos technique ardu. Des chroniqueurs somnolent. Mais voici qu'on repartie de football, d'une avance de trésorerie de 21 millions de francs consentie en 1989 par Testut à la FIBT, pour que celle-ci cautionne l'achat par l'OM des joueurs Manuel Amoros et Carlos Mozer. Et déjà s'installe un nouveau climat. Sur sa chaise, Bernard Tapie s'anime. Deux mondes s'opposent : celui de la justice et du droit pénal, incarné par le procureur Bernard Henne ; celui des affaires et des procédures commerciales, représenté par des avocats spécialisés.

Ainsi, Bernard Tapie fait valoir qu'il a remis ultérieurement 240 millions de francs dans Testut, certes « contraint » par le tribunal de commerce de Paris, mais il porte si l'opération fut pour le moins « rentable », selon ses propres termes, et éloignée de l'objet social de l'entreprise.

Le président Expert s'inquiète également du peu d'écritures ayant entouré le montage de ce prêt. « Tout n'est pas écrit dans le

tout, assure le représentant du ministère public, remettre de l'argent à posteriori n'efface pas le délit. » Et c'est là précisément ce qui oppose les deux mondes. Les avocats d'affaires insistent sur le fait qu'il n'y a pas eu de préjudice et laissent ainsi pointer l'idée, un peu à l'instar de ce qui prévaut dans les procédures civiles, que la réparation d'un préjudice aboutit à l'extinction de l'action en justice. Sur le prêt OM, Elie Fellous, qui a pris la relève de M. Tapie en 1992 à la tête de BTF et Testut, fait ainsi valoir que, grâce à un effacement d'agios consentis gracieusement par la banque SDBO, Testut,

monde des affaires », affirme M. Fellous. Et du rôle de la banque : « Lorsqu'elle a confiance, on passe juste un coup de téléphone », explique Michel Gallot, ancien PDG de la SDBO, ex-filiale du Crédit lyonnais, prévenu de complicité d'abus de biens sociaux.

Quant à Bernard Tapie, il assure n'avoir pas été au courant du détail des opérations menées par BTF et Testut dans ce volet de l'affaire. « A l'époque, je ne me souciais pas du montage d'une caution de 21 millions de francs, assure-t-il. Je déléguais totalement l'affaire à un patron d'un groupe qui employait

40 % du marché français de la balance

Première sur le marché français de la balance professionnelle, Testut se situe aussi parmi les cinq premières européennes, selon son PDG Guy Maillot. Elle occupe 40 % du marché français, 52 % dans le domaine de la balance poids-prix, utilisée notamment dans les commerces alimentaires et les bureaux de poste. Testut couvre toute la gamme des balances professionnelles, de la petite balance de laboratoire aux ponts bascules. Testut emploie 550 personnes, dont 240 à Béthune. Dans le rouge depuis plusieurs années, le groupe a essuyé une perte nette de 20 millions de francs en 1994, pour un chiffre d'affaires de 310 millions de francs.

La société avait été reprise en 1983 par le groupe Bernard Tapie alors qu'elle se trouvait en dépôt de bilan. En 1990, Testut se lançait dans une politique d'acquisitions en rachetant Luxana et Trayvou, Bernard Tapie tentant de constituer un grand groupe de pesage plus facile à vendre. En 1993, lorsque l'affaire Testut — écite, l'ensemble est au bord du gouffre.

qui avait pulsé dans une trésorerie en rouge, a finalement gagné l'argent. A écouter le fidèle bras droit de Bernard Tapie, on l'imagine si l'opération fut pour le moins « rentable », selon ses propres termes, et éloignée de l'objet social de l'entreprise.

Le président Expert s'inquiète également du peu d'écritures ayant entouré le montage de ce prêt. « Tout n'est pas écrit dans le

12 000 personnes et réalisait un chiffre d'affaires de 20 milliards de francs. Si j'avais dû faire tout ce que j'ai fait, j'aurais gagné, j'aurais eu des journées de quatre heures. » Et d'ajouter, rigole que les temps ont changé : « Mais c'est vrai, aujourd'hui, quand ma femme me demande 2 000 francs, j'écoute ce qu'elle me dit. »

Jean-Michel Dumay

A Paris, douze magistrats solitaires face à la délinquance en « col blanc »

DÉLITS D'INITIÉS, corruption et abus de biens sociaux sont leur lot quotidien. Ils sont douze à Paris, réunis dans une même galerie du palais de justice. Douze juges d'instruction, sur les soixante-dix-huit que compte le tribunal de grande instance, à être ainsi spécialisés dans les dossiers économiques et financiers. Douze magistrats qui passent leur journée à s'immerger dans la vie des entreprises, à compiler des chiffres et analyser des procès-verbaux de conseil d'administration.

Il n'y a guère qu'à Paris où l'on compte ainsi une galerie entière de juges spécialisés dans la finance. Même si, dans les grandes villes, certains magistrats s'en sont parfois fait une spécialité, ailleurs, le métier de juge d'instruction impose que l'on puisse passer sans peine du petit trafiquant au chef d'entreprise fauteur de fausses factures. Mis à part quelques modules de sensibilisation, il n'existe d'ailleurs aucune formation spécifique, au sein de l'Ecole nationale de la magistrature, dont la mission est de former des généralistes.

Ils sont donc généralement « simples » magistrats initiés aux finances « sur le tas », comme David Peyron, qui eut en charge l'important dossier de la Cogedim dans les années 80. Mais ils peuvent être aussi ancien inspecteur du Trésor, comme Jean-Pierre Zanoto, en charge, début 1995, de la rocambolesque affaire Schuller-Maréchal avec le juge Peyron. Autodidactes, ils n'en continuent pas moins de se former « entre eux », chaque mois, organisant des petits déjeuners informels sur des thèmes techniques et spécialisés, avec l'appui de spécialistes.

Au quotidien, leurs bureaux contiennent en moyenne moitié moins de dossiers que les cabinets d'instruction traditionnels : soixante à soixante-dix affaires en cours, dont quatre ou cinq dossiers

un peu plus « brûlants » que les autres, qui méritent une attention particulière. En revanche, le fichier des détentions provisoires, imposant dans les cabinets traditionnels, est souvent réduit à la portion congrue : en matière financière, les mandats de dépôt de chaque cabinet se comptent sur les doigts d'une seule main.

AVEC DES EXPERTS

La technique du cautionnement y est, à l'inverse, monnaie courante. Calculée en fonction des revenus annuels des mis en examen et du montant des infractions qui leur sont reprochées, les cautions demandées dans ces cabinets peuvent parfois atteindre plusieurs millions de francs. Le juge est souverain pour en fixer le montant,

Des dossiers variés, souvent médiatisés

Les douze juges de la galerie financière du tribunal de grande instance de Paris sont en charge de dossiers souvent médiatisés. ● **Abus de biens sociaux** : après transmission, par la Commission des opérations de Bourse (COB), d'un rapport dénonçant les conditions dans lesquelles Elf-Aquitaine s'est porté au secours du groupe textile Bidermann, le juge Eva Joly s'est vu confier, en août 1994, une information judiciaire contre X pour « abus de biens sociaux, abus de confiance, complicité, recel, fausses factures, diffusion d'informations fausses ou trompeuses ». — en octobre 1995, le juge Patrick Fievet a mis en examen l'homme d'affaires italien Giancarlo Piretti pour « abus de biens sociaux, escroquerie, faux et usage de faux, et contrefaçon » dans le cadre de l'enquête ouverte à la suite du rachat en partenariat avec le Crédit

qui peut faire l'objet d'après négociations avec les avocats. A Paris, dans une affaire boursière, l'une d'elles a atteint le chiffre record de 21 millions de francs.

Pour mener leur enquête, les juges financiers s'appuient, entre autres, sur les travaux d'experts, comptables ou financiers. Ils ont généralement « leur » interlocuteur à la brigade financière de la préfecture de police de Paris — « très saturée », dit-on — ou à la direction centrale de la police judiciaire. Question d'affinités. « Mais, constate le juge Peyron, le travail gagnerait encore en efficacité si l'information d'investigation devenait une réalité. »

Car il est encore impossible, à l'heure du multimédia domestique, d'échanger facilement des dis-

quettes de données informatiques entre policiers et magistrats pour cause d'incompatibilité entre matériels, voire... d'absence de matériel. Souvent, notent ces magistrats spécialisés, les dossiers n'avancent que grâce à la sagacité de policiers qui se sont dotés, sur leurs fonds personnels, de moyens informatiques performants pour recouper des données hétéroclites : dates de sorties de fonds, déplacements, etc.

Travail fastidieux ? Pour rien au monde, semble-t-il, ces juges ne retourneraient au « tout-venant » du droit commun. Ils ont pris goût à la complexité de leurs affaires et, plus encore peut-être, au profil de leur « clientèle » : chefs d'entreprise, hommes d'affaires, associés... Une délinquance en « col

tribunal de Paris en novembre 1995.

● **Corruption** : le juge Edith Boizette instruit l'affaire Pacary, impliquant plusieurs personnalités politiques, du nom d'un homme d'affaires ayant avoué avoir contribué au financement occulte du RPR. ● **Financement des partis politiques** : prenant le relais des enquêtes du conseiller Van Ruymbeke sur le financement du Parti républicain (PR), le juge Mireille Filippini a pris en charge, le 4 octobre 1994, une information judiciaire ouverte pour « abus de confiance, abus de biens sociaux, recel et infraction à la loi du 11 mars 1988 sur le financement des partis politiques ». ● **Fraude fiscale** : en juillet 1995, le juge Eva Joly a renvoyé devant le tribunal correctionnel Bernard Tapie dans l'affaire du Phocéa pour fraude fiscale et abus de biens sociaux. Le procès devrait commencer le 4 avril à Paris.

blanc », qui a « un autre répertoire que la clientèle traditionnelle des cabinets d'instruction ». « Ce sont d'autres systèmes de défense, explique l'un de ces magistrats, généralement étonnés par l'expérience d'avocats civilistes bien au fait, pour l'avoir suivie pendant des années, de la vie des entreprises concernées. »

L'AMOUR DES JOUTES

Ces juges aiment les joutes juridiques et psychologiques. « Le premier regard d'un chef d'entreprise qui entre dans mon bureau est souvent un regard dur », poursuit le même magistrat, chargé de plusieurs affaires boursières. Incompréhension mutuelle du monde des affaires et de l'univers judiciaire ? « Tout dépend de nos interlocuteurs, estime le juge Peyron. Certains, par leur position dans leur société, se croient au-dessus des lois. Ils remueront ciel et terre, chercheront tous les vices de procédure possibles, pour refuser d'admettre une infraction. Cet entêtement peut conduire au bout du compte l'individu à une véritable désintégration personnelle. Mon rôle consiste aussi à l'éviter. »

« J'ai une approche limitée du monde des affaires, reconnaît pour sa part Edith Boizette, qui eut en main l'affaire Pechiney-Triangle et dont le coffre-fort contient les pièces de l'affaire Pacary. Mais cela ne m'empêche pas d'essayer de comprendre ! Et d'expliquer, en retour, quel est mon travail. » « Souvent, reprend le juge Peyron, des entrepreneurs expliquent qu'ils ont dû « passer à la caisse » et financer un jour un parti politique pour obtenir un marché. Ils sont de bonne foi. Mais que pouvons-nous faire ? L'explique que je suis là pour établir l'infraction. Ensuite, le tribunal appréciera. »

« Nous sommes encombrés d'un nombre incalculable de « petits dossiers » de plaintes avec constitution de partie civile pour abus de biens

sociaux », souligne un de leurs collègues. Ces affaires ne constituent pas moins de la moitié des dossiers à traiter. En raison du mécanisme particulier de prescription de ce délit d'abus de bien social le point de départ de la prescription de trois ans est fixé au moment où les faits sont découverts, et non au moment où ils sont commis — les cabinets se seraient transformés en bureaux des divorces commerciaux. « Lorsque deux associés ne s'entendent plus, explique le juge David Peyron, ils n'hésitent pas à ressortir de vieilles histoires de frigo ou de voitures achetées il y a plus de dix ans sur le compte des sociétés ! » Astuce de procédure qui veut qu'une plainte au pénal bloque les procédures civiles tant qu'elle n'est pas « purgée ».

Souhaitée par divers lobbys patronaux et critiquée par certains milieux judiciaires, la réforme de l'abus de bien social, qui aurait mis fin à cette prescription particulière, a — provisoirement ? — fait long feu à l'Assemblée nationale : le 7 février, le gouvernement et le groupe RPR renoncèrent à inscrire à l'ordre du jour une proposition de loi en ce sens, déposée par Pierre Mazeaud. Pourtant, l'un de ces magistrats spécialisés, qui préfère garder l'anonymat, exprime un avis iconoclaste qui n'est pas loin d'être partagé par certains de ses onze collègues. Il affirme n'être pas du tout opposé à une réforme de ce « mécanisme de prescription », mais à une condition : « Il faudrait, en contrepartie, faire en sorte que les conseils d'administration d'entreprise aient, à l'anglosaxonne, un réel contrôle de l'activité du PDG, c'est-à-dire un réel pouvoir de déclenchement d'expertise, de sorte qu'on ait le sentiment qu'un chef d'entreprise ne puisse pas tout faire, en toute impunité. » Utopie de magistrat ?

J.-M. D.

Joyoulo

L'ex-inspecteur Dufourg est, lui aussi, renvoyé devant le tribunal correctionnel

directeur des renseignements généraux parisiens Claude Bardon devant le tribunal correctionnel pour les écoutes téléphoniques illégales.

ment pratiquées sur les lignes du pasteur Joseph Doucé, mystérieusement retrouvé mort le 17 octobre 1990.

ment et l'homicide du pasteur n'a donné lieu à aucune mise en examen. À l'inverse, la plainte déposée en décembre 1990 par l'ancien compagnon du pasteur, Guy Bondar, contre ces écoutes téléphoniques et les faux rapports de l'inspecteur Dufourg devrait, devant le tribunal correctionnel de Paris, éclairer les coulisses de l'affaire. Donc ».

tentat à la liberté individuelle », également visée dans la plainte de Guy Bondar, considérant que ce crime prévu par l'ancien code pénal, n'est visé que les entraves à la liberté « d'aller et venir ».

L'inspecteur Dufourg, révoqué de la police en novembre 1990, est poursuivi, lui, pour « faux » commis par un fonctionnaire public. Il lui est reproché d'avoir rédigé et antitété deux faux rapports peu après la disparition du pasteur Douc. Dans un premier rapport, le policier affirmait avoir surpris, le 19 juin 1990, deux individus frappant violemment à la porte du domicile du pasteur ; la suite de l'enquête avait démontré que Jean-Marc Dufourg était, en réalité, lui-même l'auteur de cette agression visant apparemment à éliminer le pasteur.

cœur de la disparition du pasteur Doucé ». En ne retenant pas la qualification d' « attentat à la liberté individuelle » pour les écoutes visant le pasteur Doucé, la chambre d'accusation a paru considérer, à quelques semaines de rendre un arrêt attendu sur les écoutes de la « cellule » de l'Elysée, que de telles interceptions de sécurité relevaient uniquement du délit d'atteinte à la vie privée. Or, dans l'affaire des écoutes de l'Elysée, cette question est au centre des divergences d'appréciation opposant le parquet de Paris au dossier de l'instruction chargé du dossier Jean-Paul Valat.

Si la chambre d'accusation devait considérer que les écoutes réalisées entre 1982 et 1986 par la cellule élyséenne ne constituent pas davantage un attentat aux libertés individuelles - un crime pour lequel la durée de prescription est de dix ans -, l'essentiel de la procédure du juge Valat tomberait sous le coup de la prescription de trois ans afférente au délit d'atteinte à la vie privée.

Eric Incten

TROIS CENTS Africains, dont une centaine d'enfants, ont investi, lundi 18 mars au matin, l'église Saint-Ambroise, dans le 11^e arrondissement de Paris. Tous en situation irrégulière mais séjournant en France depuis parfois des années, ils ont entamé une grève de la faim pour réclamer la délivrance de papiers. Mardi matin, ils n'avaient toujours pas quitté les lieux, en dépit des tentatives des associations qui les soutiennent (SOS racisme, Droits devant, Médecins du monde) et de l'archevêché de Paris pour diriger une partie d'entre eux vers un local paroissial plus adapté.

Originaires très majoritairement du Mali, mais aussi de Mauritanie, Côte d'Ivoire, Sénégal et Guinée, ils réclament la désignation d'un médiateur afin de leur permettre de sortir de la clandestinité. Lundi soir, alors que la messe était célébrée dans le chœur, les associations aidèrent les hommes à constituer leurs dossiers administratifs. Les femmes, enfants et bébés se reposaient sous la statue de sainte Rita. Tout en se déclarant « *solidaire de cette action désespérée* », l'archevêché brandissait la menace d'une évacuation par la force. Quelque cent soixante personnes, dont soixante-trois femmes et enfants ont néanmoins passé la nuit dans l'église.

DÉPÊCHES

■ **FAIT-DIVERS** : un chauffeur d'autobus de Montbéliard, pris d'un coup de folie, a projeté, lundi 18 mars, son véhicule contre la vitrine d'un bureau de tabac du centre-ville, faisant huit blessés légers, dont sept adolescents. Le chauffeur a ensuite pris la fuite en emportant la caisse. Les policiers l'ont interpellé dans la soirée.

■ **JUSTICE** : la chambre criminelle de la Cour de cassation a cassé, mercredi 13 mars, une condamnation à trente ans de réclusion criminelle prononcée pour des faits qui n'étaient punissables, au maximum, que de vingt ans de prison. Le 14 juin 1995, la cour d'assises de Paris avait reconnu Guy Tournoué, vingt-trois ans, coupable de tentative de meurtre concomitamment d'un acte de violence, ainsi que de viols aggravés, commis entre 1989 et 1991. Or l'ancien code pénal, en vigueur à l'époque, ne prévoyait pour ces crimes qu'une peine de vingt ans de réclusion. La cour d'assises de Paris, « *autrement composée* », devra réjuger.

■ **SKINHEADS** : le propriétaire d'un chien qui avait mordu un passant contre lequel il avait été lancé, dans la nuit du 16 au 17 mars à Strasbourg (Bas-Rhin), a été écroué lundi 18 mars. Il devait être jugé mardi par le tribunal correctionnel pour « violence avec arme par destination ayant entraîné une incapacité temporaire de moins de huit jours ».

DANS son arrêt du 18 mars, la chambre d'accusation re-
lève que « le 13 novembre 1990, le juge d'instruction se fai-
sait remettre par M. Verbrugghe, préfet de police, un dis-
positif contenant la transcription souvent synthétique des
écoutes réalisées du 12 au 27 juillet
1990 (...). Toutefois, le préfet de po-
lice refusait d'indiquer au magistrat
le nom de l'opérateur (...). M. Ver-
brugghe a confirmé que les écoutes
avaient été pratiquées en raison des
souppçons selon lesquels la librairie
pouvait couvrir des activités de pé-
nétration.

» Réalisées sans fondement légal par une autorité administrative avant l'entrée en vigueur de la loi du 10 juillet 1991 [sur les interceptions de communications], de telles

écoutes étaient juridiquement irrégulières bien qu'elles fussent pratiquées de manière très courante (...). Outre des propos en relation avec l'activité commerciale de la librairie, sont relatés ou entendues des conversations privées concernant des rendez-vous, des vacances, des repas (...). Le caractère illégal des écoutes n'était nullement ignoré des fonctionnaires de police qui n'en faisaient pour cette raison jamais état dans des procédures judiciaires ».

« En visant l'attribution à la liberté individuelle, le législateur n'a pas entendu désigner les atteintes à toutes les libertés publiques dont peut jouir un citoyen mais, spécifiquement, la liberté d'aller et venir, *jugeant toutefois les magistrats*. En conséquence, l'infraction d'atteinte à la liberté individuelle par fonctionnaires ou officiers publics n'est pas juridiquement constituée. »

LA RÉCENTE volte-face des multinationales pharmaceutiques américaines productrices des antiprotéases, ces molécules pouvant depuis peu être utilisées dans le traitement de l'infection par le virus du sida (VIH), n'a nullement réussi à prévenir de nouvelles controverses. Cette situation résulte des revendications associatives, de la pénurie - véritable ou supposée - de ces produits, tout comme des incertitudes médicales et scientifiques quant à leur efficacité et à leur innocuité.

Lors de la présentation de leur premier rapport d'activité, les responsables du conseil national du sida (CNS) sont revenus, lundi 18 mars, sur le dossier des prochaines thérapies pour lesquelles ils avaient envisagé la possibilité d'un « tirage au sort » de patients. Cette recommandation (également formulée par le comité national d'éthique) avait suscité une vive émotion, le gouvernement faisant ensuite savoir, par la voix d'Alain Juppé, qu'il s'opposait à une telle « expérimentation ».

« Le centre d'informations et de soins pour l'immuno-déficience humaine (Csih) de Paris-Sud a droit à 28 autorisations temporaires d'utilisation nominatives. Aussi les hôpitaux du Kremlin-Bicêtre, Bichêre, Paul-Brousse et Henri-Mondor doivent se partager 20 doses cette semaine. Les autres hôpitaux du Val-de-Marne et de l'Essonne 8 doses, a déclaré le professeur Alain Sobel (hôpital Henri-Mondor, Créteil), président du Csih. Après une première sélection faite sur des critères purement médicaux, nous allons devoir donner cinq noms parmi un groupe d'une quarantaine de malades pour le vendredi 22 mars à 17 h 30. Nous sommes donc bien dans la situation que nous avions

prévue. » Les responsables du CNS reprochent aux firmes pharmaceutiques concernées l'opacité de leurs « logiques industrielles et commerciales ».

« Il y a dans ce domaine une guerre commerciale assez importante, estime le professeur Sobel. Les firmes Merck et Abbott répondent, par exemple, le bruit, difficile à vérifier, que si on donne dans un premier temps l'antiprotéase de la firme Roche, cela entraîne des résistances qui rendent les autres produits inefficaces. Or les résultats ne sont pas si faciles à interpréter. »

Picture Imports

Pour sa part, l'association Actions traitements - qui fait partie du groupe Interassociations - a aussi un avis négatif. Les hommes 181 mards, que douze malades du sida venaient de faire un voyage aux Etats-Unis pour acheter les antirétroviraux (tritonvir, 3TC et dactin) nécessaires à leur thérapie. Cette association dénonce le « blocus » et les « restrictions imposées par l'Agence du médicament ». Selon cette association, les « figures imposées » de prescription de l'Agence du médicament sont « trop rigides et ne permettent pas de tenir compte de l'évolution rapide des connaissances sur le terrain clinique ». Elle fait encore valoir que certains médecins parviennent à tricher avec la réglementation et menace l'Agence du médicament de différentes actions si elle n'élargit pas ses critères d'autorisation temporaire d'utilisation (ATU).

« Les accusations prononcées contre l'Agence ne sont pas toutes sans fondement, explique au Monde le professeur Jean-Michel Alexandre, président du comité des spécialités pharmaceutiques de l'Agence européenne du médicament et directeur de l'évaluation du

médicament à l'Agence française du médicament. En ce qui concerne le D4T, il n'existe aucun obstacle. L'Agence européenne du médicament a donné un avis favorable et une autorisation de mise sur le marché va être notifiée dans les jours à venir avec une indication large. Pour le 3TC, il est vrai qu'il y a eu pour cette molécule des autorisations temporaires d'utilisation qui rendaient difficile l'association de cette substance à d'autres molécules antirétrovirales. Or, nous avons la notion, depuis quelques semaines, que cet encadrement ne correspond pas vé-

ablement à la réalité. Il est très probable que des médecins font des demandes pour obtenir cette substance à partir d'informations erronées. Pour notre part, nous nous sommes tournés vers la firme productrice et nous avons programmé pour le mercredi 20 mars la réunion d'un groupe de travail qui aura à se prononcer.

La multinationale Glaxo-Wellcome, productrice du 3TC, a fait savoir aux responsables de l'Agence du médicament qu'elle n'était nullement favorable à l'élargissement des indications. Elle fait valoir en substance que les associations avec d'autres produits antirétroviraux ne reposent pas sur des données cliniques et scientifiques indiscutables et qu'il existe donc la responsabilité qu'elle n'entend pas porter.

Elle souligne, d'autre part, qu'un essai visant à préciser les indications les plus justes de l'utilisation de cette molécule est en cours et qu'un élargissement de son utilisation risque fort de miner cette entreprise.

L'Agence du médicament devrait très prochainement prendre position sur l'ensemble de ces difficiles questions.

Learn-Yves Now

R.N. 88 - AMENAGEMENT A 2 X 2 VOIES ENTRE ALBI ET SEVERAC LE CHATEAU

Une enquête publique concernant l'aménagement de la RN 88 à 2 X 2 voies entre Aibl et Séverac le Chastel portant sur :

- la déclaration d'utilité publique des travaux d'aménagement à 2 X 2 voies de l'itinéraire entre :

- la déclaration d'utilité publique complémentaire relative :
 - o au franchissement de la vallée du Viar pour les travaux de la déviation de Tannus au hameau RN 88 ;
 - o au franchissement de la vallée du Viar pour les travaux de l'aménagement entre Lapanouse de Sévérac (giratoire RN 88) et Sévérac le Château (échangeur RN 9) ;
 - le classement en route express de l'ensemble de l'infrastructure comprise entre Aibl (carrefour de l'Ermont) et Sévérac le Château (échangeur RN 9) ;
 - la déclaration d'utilité publique des travaux de réalisation des ouvrages et installations induits par le classement en route express ou par le parti d'aménagement entre Aibl et Sévérac le Château, le réaménagement de communications, les alignements, les déviations d'écoulement, l'entretien de substitution, les raccordements provisoires et le bureau de raccordement des Recours Privés ;
 - la mise en compatibilité des plans d'occupation des sols des communes concernées
- soit dévolus DU 25 AVEIL, AU 24 MAI 2006 INCLUS aux maires de Lescure, Le Garric, Valderiats, Rozières, St Jean de Marcel, St Germe, Pampelonne, Monlars, Tannus (Tarn) et de Tarnac de Nancelle, Nancelle, Camjac, Lais, Baraqueville, Camoul, Lac, Olmes, Rodez, Ozer le Château, Sévérac Concorde, La Loubère, Montvieux, Bertholme, Launac, Pailhès

Les observations sur le projet seront consignées directement par les intéressés sur les registres d'enquête ouverts aux maires précités ou adressées par écrit au Président de la Commission d'enquêtes RN 88 - Préfecture de l'Aveyron - B.P. 715 12007 Puy-en-Vie.

Composition de la Commission d'enquête

Président :
- M. Henri ANDRIEU - Le Fournil - 12580 Villecomtal

Membres titulaires :

- M. André MALET - 36, rue Raynal - 12000 Rodéz
- M. André SOULIE - 318, avenue de la Gare - 12160 Baraqueville
- M. Jean DUGUE-BOYER - 13, avenue Louis Lacombe - 12000 Rodéz
- M. Gérard BOUSSAGUET - 27, bd Emile Borel - 12400 St André
- M. Aimé MOLINES - 18, rue Villeneuve - 81500 Lavaur
- M. J. DUCHÉSAUX - "Vieuch de Serres" - 81350 St Genoulès

Il y aura plusieurs membres de la Commission d'enquête se tiendra à la disposition du public pour recevoir ses

Annuaire des premiers mariages en 1996 du Canton de la Région de la Capitale fédérale			
à la mairie de Lemmer le 17 avril 1996 et le 7 mai 1996	de 13 h 30 à 18 h 00 de 13 h 30 à 18 h 00	à la mairie de Sécheron Concordaire le 29 avril 1996 et le 15 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la mairie de Roudoules le 24 avril 1996 et le 13 mai 1996	de 14 h 00 à 19 h 00 de 14 h 00 à 19 h 00	à la mairie de La Loubière sise à Llozhan le 26 avril 1996 et le 15 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00
à la mairie de Tuzaux le 30 avril 1996 et le 23 mai 1996	de 13 h 30 à 16 h 30 de 13 h 30 à 16 h 30	à la mairie de Montraulieu sise à Gages le 26 avril 1996 et le 23 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la mairie de Tournon de Namcoelle sise à St Martial le 16 avril 1996 et le 6 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00	à la mairie de Roudoules le 25 avril 1996 et le 23 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00
à la mairie de Nanteuil le 15 avril 1996 et le 6 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	à la mairie de Patras le 19 avril 1996 le 23 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 12 h 00
le 14 mai 1996 et le 20 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	à la mairie de Laisnes le 16 avril 1996 et le 3 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la mairie de Campez le 18 avril 1996 et le 30 avril 1996	de 9 h 30 à 12 h 00 de 9 h 30 à 12 h 00	le 13 mai 1996 et le 23 mai 1996	de 14 h 00 à 12 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la mairie de Quinz le 22 avril 1996 et le 10 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	à la mairie de Séveron l'Eglise le 19 avril 1996 et le 3 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00
à la mairie de Baraqueville le 15 avril 1996 et le 30 avril 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00	à la mairie de Guiffes d'Aveyron le 25 avril 1996 et le 13 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
le 10 mai 1996 et le 20 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00	à la mairie de Buzetans le 29 avril 1996 et le 21 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00
à la mairie d'Olemps le 22 avril 1996 et le 14 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00	à la mairie de Raupettes Préviquères le 23 avril 1996 et le 7 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00
à la mairie de Rodet le 17 avril 1996 et le 2 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	à la mairie de Lapoussou de Séveron le 23 avril 1996 et le 17 mai 1996	de 14 h 00 à 17 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
le 15 mai 1996 et le 24 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	à la mairie de Séveron le Château le 16 avril 1996 et le 7 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la mairie d'Ozet le Château le 24 avril 1996 et le 9 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 9 h 00 à 12 h 00	le 23 mai 1996 et le 21 mai 1996	de 9 h 00 à 12 h 00 de 14 h 00 à 17 h 00
à la Préfecture de l'Aveyron, siège de l'enquête, centre administratif Foch, les 17, 24 avril et les 2, 9, 15 et 24 mai 1996 de 14 h 00 à 17 h 00			

A l'issue de l'enquête une copie du rapport et des conclusions motivées de la Commission d'enquête sera déposée dans chacune des mairies concernées, aux Préfectures de l'Aveyron et du Tarn, et à la Sous-Préfecture de Millau, où toute personne intéressée pourra en prendre connaissance ou en obtenir communication en s'adressant à M. le Préfet de l'Aveyron - D.A.C.I. - 4ème Bureau - BP 715 - 12007 Rodez.

Fait à Rodez, le 22 Février 1996
Le Préfet,
Jean FEDINI

HORIZONS

ENQUÊTE

Ils arrivent en éclaireurs, regardent, écoutent, tâtent le terrain. Ils retrouvent avec émotion et appréhension une cité qu'ils avaient fuie pour échapper à la guerre. Le siège levé, les premiers exilés à avoir franchi le pas sont de retour



PANCHO

Sarajevo : premiers retours d'exil

PRUDEMENT, ils reviennent. Ils retrouvent leurs maisons, parfois intactes, parfois détruites. Ils rencontrent leurs parents et leurs amis, ceux qui ne sont pas morts, ceux qui ne sont pas partis. Ils se promènent dans les rues de la ville, tentent de retrouver des repères, hument l'air de la paix. Ils discutent, ils observent.

Depuis l'éclatement de la guerre, au printemps 1992, plus d'un million de Bosniaques se sont réfugiés à l'étranger. Ces dernières semaines, des éclaireurs sont de retour. Ce n'est pas l'affluence, bien sûr. Mais, chaque jour, des Sarajévien arrivent de Croatie, d'Europe ou d'Amérique. Peu savent encore s'ils désirent demeurer dans la capitale bosniaque ravagée. Pourtant, tous ont conscience que la ville moribonde ne retrouvera sa sérénité d'avant guerre et son identité multiculturelle que, notamment, s'ils reviennent, eux, les exilés.

Zlatko a vécu une partie de la guerre à Sarajevo en tant que civil, car trop jeune pour combattre. Au terme du troisième hiver de siège, il est parti pour la Croatie voisine, afin de fuir la mobilisation forcée, las de jouer au chat et à la souris avec les policiers bosniaques. Zlatko, fils de Sarajevo, enfant de la rue, avait le sentiment que le siège serait éternel et il refusait d'aller combattre dans les montagnes du nord du pays, pour défendre des villages qui lui importent peu. Il a vingt ans. Il est revenu il y a trois semaines. « Quand j'ai vu Sarajevo apparaître, par la fenêtre du bus, j'ai eu l'impression d'une libération, raconte-t-il, encore ému. J'étais de retour à la maison, enfin. »

Zlatko n'avait prévenu personne de son arrivée. « J'ai marché dans la ville et suis allé boire un café à l'improvise. Les gens paraissent désemparés. Immédiatement, j'ai compris que Sarajevo s'était métamorphosée. La vie, les promeneurs, les voitures, le tramway... Ensuite, je suis allé chez moi, chez mes parents. J'ai frappé à la porte. Ma mère a entrouvert, elle

criait, elle refusait de me laisser entrer. J'ai aperçu un tas de bigoudis dans ses cheveux, elle était sans doute en train de se laver. Elle était tellement choquée de me voir là qu'elle jurait : « Il ne peut pas venir avant que je sois prête, il ne peut pas venir avant que je sois prête ! » J'ai presque dû enfoncer la porte. Enfin, elle m'a accueilli et m'a embrassé. Elle a tremblé jusqu'au soir. »

En fuite, sans papiers réglementaires, sans famille d'accueil, Zlatko a eu la vie dure à Zagreb. Il n'a pas mangé tous les jours. Il a parfois dormi dans les wagons du tramway ou sur la banquette d'une discothèque. Il a évité de justesse le gangstérisme et la mendicité. « Au début, j'ai aimé la Croatie. C'était l'aventure... De nouveaux visages, des filles fraîches, de la danse et de la lumière. Puis, Sarajevo m'a manqué, effroyablement. A mon retour, tous mes amis m'ont questionné sur mon séjour zagrebote. Que leur raconter, en trois mots ? Je répondais : « C'était drôle ! ». Ce fut exactement le contraire. »

Le jeune Sarajévien est heureux d'être rentré, il a retrouvé son air comatellé. Il pense qu'il restera, s'il trouve un travail. « Dès le premier soir, au Cotton Club, j'ai rencontré une fille, Snezana. Puis, je regrette encore la liberté que j'avais là-bas, les filles nues, les bars. Ici, il y a ce fichu couvre-feu. Mais j'espère vraiment rester, car je suis ici chez moi. »

OLEG a connu Zlatko durant l'exil croate. Ils sont devenus amis de déroute, frères de Sarajevo à la dérive. La différence est qu'Oleg avait quitté la Bosnie dès les premiers jours de la guerre. Son refuge fut l'appartement d'une grand-mère à Zagreb, où sa sœur l'a rejoint. Le jeune homme a du mal à se soustraire à un certain sentiment de culpabilité, à l'angoisse d'avoir abandonné sa ville, sa famille et ses amis piégés par les bombardements. « L'unique question était : comment les gens allaient-ils m'accepter ? Eh bien, ils m'ont salué comme si je n'étais jamais parti ! Pendant quatre ans, je n'étais plus, j'avais disparu de leur univers. Pourtant, aussitôt, l'accueil

fut formidable. Un vrai moment de bonheur. J'ai compris que les Sarajévien désirent surtout que les exilés reviennent. »

Oleg est amoureux de sa ville, comme auparavant. Sans réserve. « J'imaginais que Sarajevo était devenu une ville sombre, souterraine, rasée. En fait, elle n'est ni amère ni sinistre. Elle est extraordinaire... Depuis quatre ans, je n'ai jamais vu autant de vie, je ne me suis jamais senti aussi bien, autant moi-même. Pour lutter contre le désespoir et la folie, Oleg a tenté d'oublier Sarajevo. En vain. « Au départ, j'ai perdu le fil de la guerre parce que les médias croates mentaient. Ensuite, ce fut un choix personnel de me désintéresser de Sarajevo. Peu à peu, je perdais mon identité, je ne vivais nulle part, ma vie n'avait aucun sens. Alors, j'ai voulu oublier jusqu'à l'existence de cette ville et de cette guerre. » Vous comprenez, je devais continuer à vivre, là-bas... », ajoute-t-il, l'air grave, puis soudain désinvolte. Oleg s'appuie tranquillement sur le dossier de sa chaise, dans un coin du café Lora. Il aperçoit des copains dans la rue, qui lui font des signes de la main. Il est sûr. « Je me suis retrouvé », dit-il.

A Sarajevo, les survivants ont un point commun : ils sont infiniment fiers de ne pas s'être enfuis. Ils ont combattu, résisté, souffert, et maintenant, ils éprouvent un évident amour-propre. Les exilés, eux, ont moins d'aisance à assumer une guerre qu'ils ont peu ou pas vécue. Ils ont dû affronter le regard des habitants des pays d'accueil ; ils ont dû vivre avec le déchirement intérieur d'avoir quitté leur pays ; ils ont souvent hésité à revenir. Désormais, outre les difficultés matérielles des réfugiés classiques, ils doivent se préoccuper de leur réinsertion dans une société qui vit au rythme des souvenirs de la résistance. « Pour moi, c'est extrêmement facile, raconte Oleg, car je n'ai pas l'impression que mes amis viennent de sortir de quatre années d'enfer. Lorsqu'ils évoquent la guerre, ils emploient le ton de la blague. Ils rient, se moquent d'eux-mêmes. » « J'étais préparée à un accueil rude, avoue Ziba, trente-huit ans, qui vient de

revenir de trois années d'exil à Paris. Rien ! Pas un mot déplaisant. Pas un reproche. Personne n'a fait la moindre allusion à mon absence, sauf pour me dire que c'est bien que je sois revenue. »

Au cours de la guerre, notamment avant que le siège ne soit parfaitement hermétique, Sarajevo a perdu près des deux tiers de sa population. Puis la ville s'est repeuplée avec l'arrivée des réfugiés de Bosnie orientale, chassés de leur foyer par l'armée serbe. Ce qui a abouti à créer un tissu social très complexe, fracturé, qui oppose les citadins et les campagnards. D'autant plus que ces derniers, surnommés péjorativement les « papak » (les bouseux), qui ont tout perdu et ont peu d'espoir de retrouver leurs terres, se sont intégrés à Sarajevo à leur manière. Entre débrouillardise et activités mafieuses, ils ont relevé la tête, et les Sarajévien ont assisté, impuissants, à la conquête de leur cité par des gens qui ne leur ressemblent pas.

« L'unique question était : comment les gens allaient-ils m'accepter ? Eh bien, ils m'ont salué comme si je n'étais jamais parti »

Alors, ceux qui reviennent aujourd'hui sont choqués par le spectacle qu'offrent les rues de la ville. « Je n'aime pas ces gens. Il faut qu'ils partent », dit brutalement Oleg. « La différence avec le Sarajevo d'avant-guerre, ce sont ces visages que je ne reconnais pas », constate plus sobrement Ziba. D'où l'insistance des Sarajévien pour convaincre les exilés de revenir. « Ils ne doivent pas être effrayés de revenir, prétend Oleg. Dites-leur que la guerre est finie, que la peur ne doit plus exister. Sarajevo a besoin de gens vivants, ouverts, énergiques. Nous devons rafraîchir la ville. » Ziba partage la même opinion. « S'ils ne rentrent pas très vite, nous sommes foutus ! C'est pourquoi, lorsque je téléphone à des amis bosniaques qui

vivent à Paris, je leur raconte que Sarajevo est superbe, que tout va bien, que la vie est si légère... Bien sûr, ce n'est pas tout à fait exact. »

Vanja, elle, estime que la beauté de Sarajevo n'a absolument pas disparu. L'adolescente a vécu sur une île, au large de la côte dalmate, depuis les premiers combats. « Là-bas, les autres réfugiés disaient que nous ne reverrions jamais Sarajevo, que la guerre allait durer vingt ans, que nos maisons étaient détruites. La vie sur cette île était tellement ennuyeuse. Depuis que je suis revenue, je suis enchantée, enthousiaste. Mon père, qui est serbe, était resté ici afin de défendre la ville contre les Serbes nationalistes. J'en suis fière, et mes amis le respectent. De plus, les gens n'ont pas perdu leur sens de l'humour, qui était célèbre dans toute la Yougoslavie. Quant aux campagnards, je m'en moque. Je ne les vois pas. Ils devront bien s'adapter à notre mode de vie, car Sarajevo ne deviendra jamais un village. »

Les Sarajévien revenant de l'étranger évoquent, encore et toujours, cet « esprit de Sarajevo » qui serait si caractéristique. « Je n'aime pas ce mot "esprit", affirme Ziba. Pourtant, il est vrai que j'ai retrouvé ici quelque chose que je n'avais pas à Paris. Peut-être la légèreté de la vie... » Haris vient d'arriver de Nice, où il a vécu un an et demi, après s'être battu deux ans dans les rangs bosniaques. « Pourquoi suis-je si attaché à Sarajevo ? Cette ville est spéciale, sans que je sois réellement sûr de le savoir. Peut-être un charme... Un mystère... Peut-être est-ce cette fierté, étrange et unique, indécryptable, que je n'ai pas ren-

trouvés du SDA lors des prochaines élections et que le parti a donc intérêt à satisfaire ces gens, notamment en leur permettant de conserver les appartements des Sarajévien qui sont partis, note un journaliste bosniaque. La seconde raison est que les exilés sont majoritairement issus des élites d'avant-guerre. Leur départ a provoqué l'émergence d'une nouvelle "élite", jeune et nationaliste. Les hommes qui ont gravi les marches du pouvoir durant la guerre n'ont aucune envie que d'autres viennent leur disputer leur position dominante. » L'accusation paraît se vérifier au rythme des lois votées par le Parlement actuel. Des lois très strictes, par exemple, concernant l'attribution des logements.

LES précurseurs sont toutefois déjà là. Souvent des célibataires. Sarajevo attend les vacances d'été et l'éventuel retour de familles entières, dont les enfants achèvent l'année scolaire à l'étranger. Zlatko aide bénévolement une équipe de télévision à trouver des acteurs pour un film, en attendant un véritable emploi, mi-convenable mi-voyou, peu importe. Oleg vient de s'inscrire dans une école de sport ; il rêve de devenir entraîneur de handball. Ziba, interprète avant-guerre, a trouvé un travail à la chambre de commerce franco-bosniaque naissante. Vanja, dotée d'un baccalauréat croate, s'inscrita bientôt à la faculté de langues étrangères.

Haris reconstruit la bijouterie de son père, légèrement endommagée par des obus, et s'apprête à se lancer dans le commerce. Dans les rues du vieux quartier ottoman, le réfugié de Nice est désormais surnommé « le Français ». Il traîne de café en café et raconte sa vie aux Bosniaques éblouis. « Ma passion pour la France. La France et ses chansons, ses footballeurs, ses émissions de télévision, et puis, bien sûr, ses femmes... »

Sarajevo a la sensation, cette fois-ci, que la guerre est finie. Personne ne parle de trêve, chacun évoque la paix. « Quand j'ai aperçu Sarajevo, à mon retour, mon cœur battait tellement fort que j'ai cru qu'il allait jaillir de ma poitrine, dit Haris. Pourtant, tous mes amis sont partis, ou ils sont morts. Je n'ai retrouvé personne. Mais je pense qu'ils reviendront. A un certain moment, ils ne supporteront plus de vivre loin de leur peuple et de leur ville. » « Non seulement je pense que la guerre est terminée, mais la vie a plus de spontanéité qu'avant le conflit, songe Ziba. Nous avons changé et rien ne sera plus comme avant. Nous disons : on verra bien demain. Nous prenons la vie comme elle vient. »

Rémy Ourdan
Dessin de Pancho

Une erreur judiciaire en direct

par Jean-Pierre Chevènement

CHRISTIAN PROUST, président du conseil général du Territoire de Belfort, a été mis en examen et jeté en prison, vendredi 15 mars dernier, par un juge d'instruction de Belfort, M^{re} Christine Schlumberger.

Est-ce au motif d'enrichissement personnel ? Non, bien évidemment. Christian Proust et la plupart des élus que je connais ont gardé une morale républicaine solide, et la politique reste en France un des plus surs moyens de ne pas faire fortune.

Sommes-nous face à une affaire de financement de parti politique ? En aucune manière. Pas un centime n'a été utilisé à une autre destination que la création d'emplois. Depuis 1990, le financement des partis politiques est réglementé et il l'est de plus en plus étroitement. Le Mouvement des citoyens ne vit, modestement, que du financement public et des cotisations de ses adhérents.

De quoi s'agit-il donc ? Christian Proust est-il en prison parce qu'il a fait procéder à une avance de 2,5 millions de francs à l'entreprise Gigastorage, implantée à Belfort, qui doit produire des disques durs informatiques à haute capacité et créer 270 emplois, cela en attendant le versement de la PAT (prime d'aménagement du territoire) de 13,5 MF accordée par l'Etat le 7 novembre 1995 mais non versée à ce jour ?

On pourrait le croire, au vu de l'incrimination, même si cette avance décidée par le conseil d'administration de la société d'industrialisation Sybel sur les fonds de l'Agence de développement économique était gagée, par un souché de sécurité louable, sur un achat de

matériels. Reste au juge d'instruction à démontrer en quoi cette avance est illégale. M^{re} Schlumberger n'a pu le faire, et pour cause.

Pour comprendre l'affaire, il faut en réalité remonter plus d'un mois en arrière : à l'origine, il y a une thèse officielle exprimée en violation du secret de l'instruction dans une conférence de presse, le 9 fé-

vrier dernier, par le procureur de la République dans le Territoire de Belfort, M^{re} Corey : « L'entreprise Gigastorage n'est qu'une coquille vide. »

A la décharge du procureur : un rapport « *Tracfin* » diligenté par le ministère des finances, simultanément à l'attribution de la PAT, et communiqué, semble-t-il, à elle seule au début du mois de février. De ce rapport dit « *d'alerte* » (il ne comporte pas de faits, mais seulement des présomptions), les décideurs locaux (ville et département) ne sont pas informés. Le PDG de Gigastorage est incarcéré dans un tohu-bohu médiatico-judiciaire sous prétexte qu'il n'offre pas de « *garantie de représentation* » : il est en effet domicilié aux Etats-Unis.

La thèse de la « *coquille vide* » va alors devenir une « *vérité officielle* » qu'il faudra démontrer à tout prix. En vain, je demanderai quelques jours plus tard à M^{re} Corey de prendre connaissance de l'audit industriel favorable réalisé à la de-

veloppement économique, puis le président du conseil général lui-même. A ce moment-là, cependant, la thèse officielle est déjà ruinée : un rapport d'un cabinet d'audit international, réputé mondialement pour son indépendance, établit la réalité du centre de recherche de Gigastorage dans la Silicon Valley et l'existence d'un marché pour le disque dur de haute capacité de mémoire mis au point par ses chercheurs. L'audit montre également que les fonds transférés de Gigastorage à sa filiale californienne (d'origine privée pour plus des quatre cinquièmes) ont été utilisés conformément à leur destination : le financement d'un projet de recherche industrielle.

Ce rapport d'audit est communiqué au juge et aux pouvoirs publics. Rien n'y fait. L'enquête biturque soudainement. A la suite d'une perquisition effectuée dans les locaux du conseil général et de deux insti-

tutions d'économie mixte, le juge se rabat d'abord sur une facture rectifiée. Sans résultat : elle ne l'a été que pour correspondre à la réalité de matériels dont l'existence à Belfort a été certifiée par constat d'huissier. Le juge d'instruction se reporte alors sur l'avance de 2,5 MF consentie sur la prime d'aménagement du territoire par l'Agence de développement économique (Adé).

C'est alors que le mécanisme de l'erreur judiciaire se met en route : le juge se refuse à comprendre que cette avance ne met en jeu que des fonds mis à la disposition de l'Adé par les collectivités locales. Elle y voit une « *escroquerie* » vis-à-vis de la société d'industrialisation Sybel, créée au lendemain de la disparition de Bull-Périphériques. Or, la société Sybel ne se plaint de rien : elle n'a pas déboursé un sou ! On me dira que la justice n'a pas tranché. Mais en réalité, compte tenu de la médiatisation de l'affaire, le mal est fait dès lors que le juge a procédé à l'incrimination.

Pour être administrateur des deux institutions - l'Adé et la Sybel -, je peux comprendre en direct le mécanisme de l'erreur. Celle-ci serait grave si la mise en détention de Christian Proust, que rien ne peut justifier, ne la rendait inexcusable, car elle révèle, comme la mise en scène, dès le début, de toute cette affaire et le recours aux procédés les plus humiliants, une volonté de nuire, de salir, de détruire une réputation.

Or à quel homme public peut-il tenir davantage qu'à celle-ci ?

Christian Proust est particulièrement sensible par la disparition de Bull-Périphériques, où il a travaillé et dont il connaît beaucoup de

celles et de ceux qui se sont retrouvés privés d'emploi. Il s'est investi avec une énergie sans pareille dans la reconversion du site. Les élus sont-ils coupables par le seul fait qu'ils sont élus et s'acquiescent de leur devoir au service de l'emploi ?

L'Etat leur demande de mouiller leur chemise, dans la politique de la ville par exemple. Quand les banlieues flamboient, nous savons bien ce qui alimente le désespoir : le chômage des jeunes, l'humiliation qui en résulte, et l'avenir bouché.

A Belfort et dans le Territoire de Belfort, les collectivités locales étaient légitimement fières d'avoir pu recruter avec le concours de l'Etat mais aussi des acteurs locaux de développement plusieurs centaines d'emplois après la disparition de Bull. C'est cet effort qui a été torpillé par l'Etat par un mélange d'incoscience et de malveillance.

Quel élu voudra désormais prendre le moindre risque, s'il sait qu'au moindre soupçon d'un magistrat il peut se retrouver incarcéré ?

Comment convaincre un investisseur étranger quand, sur la base d'un dossier qualifié de vide par l'avocat de Christian Proust, M^{re} Thérèse Lévy, l'un d'eux se trouve jeté en prison depuis quarante jours, sous prétexte qu'en langage judiciaire il n'offre pas de « *garantie de représentation* » (et pour cause, son domicile, par définition, n'est pas en France) ?

Pour Belfort et le Territoire de Belfort, le préjudice est immense. Il se chiffre d'ores et déjà à plusieurs centaines d'emplois, alors que les grands groupes industriels installés dans notre région font des coupes claires dans leurs effectifs (289 à GEC-Alsthom-Transport la semaine dernière encore). Peut-être

Sochaux, en quinze ans, est passé de plus de 40 000 à moins de 20 000 employés.

Une erreur judiciaire en direct, fut-elle de fait, doit être dénoncée.

Christian Proust et ceux qui ont été injustement emprisonnés doivent d'abord être libérés. L'Etat, averti par mes soins de toutes les manières, et qui n'a pas manifesté le moindre signe positif - c'est une liote - pour permettre un règlement objectif de cette affaire, doit réparation à la ville de Belfort et au département du Territoire de Belfort.

Quant à la justice, parce que je souhaite qu'elle soit respectée, elle doit d'abord se montrer respectable. De toute évidence, son fonctionnement doit être réformé, et elle doit recevoir aussi les moyens dont elle a besoin pour que les citoyens puissent se reconnaître en elle. Les gouvernements successifs ont peut-être trop souvent confié la justice à des spécialistes de l'institution judiciaire.

Il serait peut-être temps de confier à un « *ceil neuf* » non seulement l'institution mais aussi l'organisation d'états généraux de la justice. Ceux-ci devraient réunir bien sûr les professions judiciaires et les journalistes, mais aussi les citoyens qui, dans l'univers médiatisé d'aujourd'hui, sont tous concernés par le viol constant de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction, au risque de l'emballement, de l'escalade et pour finir de l'erreur judiciaire.

Jean-Pierre Chevènement est ancien ministre, député (République et Liberté) du Territoire de Belfort et maire de Belfort.

Quelle Amérique au Salon du livre ? Un terrorisme insensé

par Julia Wright

COMME de bons touristes littéraires, nous sommes conviés cette année, au Salon du livre, à la « *découverte de l'Amérique* ». Mais de quelle Amérique ? Une Amérique frileusement blanche, ou sagement multiculturelle, ou carrément éclatée en cultures cloisonnées selon les standards et la vocation de tel ou tel éditeur ? A consulter la liste définitive des écrivains américains invités, la littérature emblématique de 13 % de la population des Etats-Unis y sera représentée, dans la même proportion, par une poignée d'écrivains d'envergure : Ernest Gaines, Barbara Chase-Riboud, Walter Mosley et, nous rassure-t-on en dernière minute, John Edgar Wideman.

Si Walter Mosley excelle dans le polar multiculturel et social pour lequel Bill Clinton avoue une prédilection, Gaines et Wideman témoignent, eux, d'un courant moins consensuel puisqu'ils dévoilent ce qui se passe de l'autre côté du miroir de la démocratie américaine dans un univers carcéral technologiquement avancé, dans des couloirs de la mort dernier cri. Que la plus grande population carcérale du monde (1 500 000 âmes ; 60 % d'illétrés) finisse par envahir par la petite porte une culture cantonnée dans le mode « *style détenu* » des jeunes « *branchés* » - blue-jeans portés sans ceinture, baskets portés sans lacets - jusqu'aux influences subies par une architecture de plus en plus blindée, l'inconscient carcéral affleure partout et est désormais une donnée socioculturelle majeure aux Etats-Unis.

Dès 1940, Richard Wright publiait *Un enfant du pays*, dont le héros, Bigger, est un adolescent noir, illettré et pauvre, qui tue, malgré lui, par le seul fait de la panique qu'éveille en lui le pays étranger et dangereux des Blancs. Ce que l'on sait moins, c'est que Bigger s'est mis à hanter son créateur au-delà d'une fiction dont la page finale se termine sur le bruit métallique de la porte de la prison qui se referme, empêchant ainsi le lecteur d'assister en voyeur à l'exécution. Trouver les mots pour dire une mort préméditée par l'Etat constitue un paradoxe que Wright résoudra à sa manière pour se défaire du spectre de son

héros fictif. En plein succès littéraire, ayant même attiré l'attention de la femme de Roosevelt, le père littéraire de Bigger adopte un condamné à mort en chair et en os et le salue en temps réel de cette même mort passée à blanc dans sa fiction.

Ecrire contre la mort, mais aussi contre la fonction mortifère d'un puritanisme indécrot qui couvre le scandale

Plus d'un demi-siècle plus tard, alors que l'Amérique profonde est de plus en plus friande d'exécutions, alors qu'un jeune homme africain américain sur trois appartient au système carcéral, un véritable courant électrique littéraire entreprend de choquer une littérature de convenance : c'est le cheminement douloureux d'un Wideman vers l'œil carcéral qui a « *mangé* » son propre frère ; c'est le cri lancé depuis le couloir de la mort par Minnie Abu Jamal afin de donner au monde « *une fenêtre sur les âmes des condamnés que nous sommes* ».

Il s'agit d'écrire contre la mort, mais aussi contre la fonction mortifère d'un puritanisme indécrot qui couvre le scandale, contre le voyeurisme qui occulte l'émotion. D'ailleurs, on ne dit pas « *exécution* », mais « *procédure 769* ». On parle de

« *chamber* » : c'est le titre d'un best-seller récent de John Grisham. On parle de « *la chaise* ». La traduction française de *A lesson before dying* - titre du roman magistral d'Ernest Gaines - est : *Une journée de novembre*. On mène savamment et sagement non-dits et enthousiasme populiste. On peut zapper avec tout tant que la réalité est fugitive et la mémoire non définitive. Et puis, surtout, ne pas heurter les belles âmes, ne pas dégrader par un purritisme d'altérer jusqu'au bout de ces morts-là.

Domage qu'Albert French ne soit pas invité au Salon du livre, lui qui prend la relève de Wright dans une exploration lancinante du « *no writer's land* », de l'espace crépusculaire entre la réalité brutale des mises à mort et leur transposition littéraire. Les mots, bien sûr, changent : de Bigger nous passons à Billy. Ce petit criminel malgré lui a dix ans (le miroir fictif de French nous renvoie à la réalité des exécutions de mineurs dans un nombre grandissant d'Etats) et le bourreau doit faire des heures supplémentaires pour ajuster les contours de « *la chaise* » à une taille si fine.

Domage aussi que Toni Morrison, Prix Nobel de littérature en 1993, ne représente pas au Salon du livre cette même érosion de l'enfance par la mort. On se souvient de son roman, *Beloved*, où Sethe, mère et esclave, choisit de tuer elle-même son enfant plutôt que de l'abandonner au sort que lui réserve le maître.

Julia Wright est la fille de l'écrivain Richard Wright (1908-1960).

AU COURRIER DU MONDE

LES RACINES DE LA HAINE

L'éditorial « *Sauver la paix* » paru dans *Le Monde* daté du jeudi 7 mars 1996 a bien évidemment retenu toute notre attention. Nous ne pouvons qu'approuver et nous associer au vœu exprimé par le titre, et répéter avec vous qu'il faut s'efforcer de garder raison « *avec passion* », malgré l'horreur, le dégoût et le découragement que suscitent en nous les derniers attentats de Jérusalem et de Tel-Aviv. (...) Mais peut-on mettre en balance,

comme vous le faites, le « *fanatisme de ces kamikazes islamistes palestiniens* » et ce que vous nommez le « *fanatisme de cette extrême droite israélienne qui, sans gloire, exploite la mémoire des victoires et l'émotion d'un pays* » ? Il existe entre eux une différence de nature qui ne peut être gommée ou ignorée, au risque grave de fournir prétexte et de justifier artificiellement la folie meurtrière de ces kamikazes islamistes. Les attentats de Jérusalem et de Tel-Aviv ne sont pas le fait de quelques extrémistes isolés enflammés par des propos excessifs ou passionnés de telle ou telle personnalité. Ils sont le pro-

duct d'une organisation, le Hamas, soutenue par une large partie de la population palestinienne (...) puisamment financée par certains Etats arabes (...).

Que de chemin parcouru depuis les accords d'Oslo et le retour de Yasser Arafat en mai 1994 ! Le mouvement Hamas se posait alors comme un partenaire incontournable du Fatah. Il avait agité, pendant des années d'intifada, la légimité que confère la résistance à l'occupation, tandis que la direction de l'OLP devait affronter les difficultés de sa territorialisation, au moment où sa légitimité historique était quelque peu érodée. Réticent à réprimer et à désarmer les islamistes, Yasser Arafat s'était engagé dans une négociation avec le Hamas, convaincu qu'il lui fallait trouver avec celui-ci un compromis sans lequel le consensus interpalestinien était impossible à construire. Mais le premier ministre israélien Itzhak Rabin s'y était constamment opposé, mettant le chef nommé de l'Autorité palestinienne devant un dilemme difficile.

Aujourd'hui, Arafat est sorti de ce dilemme. Non seulement il vient d'être élu par près de 60 % de la population, ce qui lui donne une légitimité plus grande que celle de la plupart des chefs d'Etat arabes soumis eux aussi à la pression des islamistes, mais les islamistes l'ont aidé. En s'excluant eux-mêmes du processus électoral puis en relayant des opérations terroristes en Israël, ils ont fait preuve d'une très mauvaise compréhension de la situation, supposant pour un mouvement qui se veut à l'écoute de la population.

Arafat semble décidé à sévir contre ses extrémistes, avec le souhait que son action encouragera le gouvernement israélien à faire de même avec les colons israéliens

Pour Arafat, le constat est double : il comprend d'abord que l'exercice du monopole de la violence est en fin de compte indispensable et qu'il lui faut désarmer les factions islamistes même si l'occupation n'est pas terminée et quel qu'en soit le coût en termes de préservation du consensus interpalestinien, pour réussir l'entreprise de contrôle social qui est à l'œuvre et pour la survie du « *nouveau-né* » qu'est l'entité palestinienne. Il comprend aussi que les forces qui s'agrippent maintenant au processus en cours sont celles qui s'assurent un rôle pour l'avenir. Il se serait imprudent de déclarer le Hamas vaincu, et les dirigeants du mouvement sauront sans doute encore tirer profit des difficultés à venir du processus de la paix. Leur faiblesse majeure demeurera cependant leur refus de reconnaître qu'une réalité nouvelle existe et leur incapacité à définir leur fonction dans ce contexte.

Le processus de paix est devenu réalité, même si la paix elle-même ne l'est pas encore. Le chemin de la violence reste possible, et les partisans de la violence sont encore en mesure d'imposer la haine comme

« *chamber* » : c'est le titre d'un best-seller récent de John Grisham. On parle de « *la chaise* ». La traduction française de *A lesson before dying* - titre du roman magistral d'Ernest Gaines - est : *Une journée de novembre*. On mène savamment et sagement non-dits et enthousiasme populiste. On peut zapper avec tout tant que la réalité est fugitive et la mémoire non définitive. Et puis, surtout, ne pas heurter les belles âmes, ne pas dégrader par un purritisme d'altérer jusqu'au bout de ces morts-là.

Domage qu'Albert French ne soit pas invité au Salon du livre, lui qui prend la relève de Wright dans une exploration lancinante du « *no writer's land* », de l'espace crépusculaire entre la réalité brutale des mises à mort et leur transposition littéraire. Les mots, bien sûr, changent : de Bigger nous passons à Billy. Ce petit criminel malgré lui a dix ans (le miroir fictif de French nous renvoie à la réalité des exécutions de mineurs dans un nombre grandissant d'Etats) et le bourreau doit faire des heures supplémentaires pour ajuster les contours de « *la chaise* » à une taille si fine.

Domage aussi que Toni Morrison, Prix Nobel de littérature en 1993, ne représente pas au Salon du livre cette même érosion de l'enfance par la mort. On se souvient de son roman, *Beloved*, où Sethe, mère et esclave, choisit de tuer elle-même son enfant plutôt que de l'abandonner au sort que lui réserve le maître.

Julia Wright est la fille de l'écrivain Richard Wright (1908-1960).

Aujourd'hui, Arafat est sorti de ce dilemme. Non seulement il vient d'être élu par près de 60 % de la population, ce qui lui donne une légitimité plus grande que celle de la plupart des chefs d'Etat arabes soumis eux aussi à la pression des islamistes, mais les islamistes l'ont aidé. En s'excluant eux-mêmes du processus électoral puis en relayant des opérations terroristes en Israël, ils ont fait preuve d'une très mauvaise compréhension de la situation, supposant pour un mouvement qui se veut à l'écoute de la population.

Certains craignent, en acceptant le processus d'Oslo, de « *tomber dans le piège* » de l'autonomie limitée comme règlement définitif. Le risque n'est pas nul, mais ne pas l'accepter, c'est y tomber à coup sûr. Rappelons néanmoins qu'à la veille des derniers attentats le débat politique en Israël évoluait autour de l'acceptation d'un Etat palestinien indépendant et d'un compromis sur Jérusalem.

Dans ce contexte, il n'est plus possible de construire sa popularité sur les coups portés à l'ennemi. Assassinier les éléments d'une opinion publique qui regarde enfin les réalités palestiniennes et régionales et qui s'interroge, frapper un gouvernement qui s'apprête à faire de nouvelles concessions n'a pas plus de sens que d'affronter une armée d'occupation alors qu'elle se retire.

Lorsque les Palestiniens, Arafat en tête, dénoncent le terrorisme, leur position a un poids tout particulier et ouvre la voie à la condamnation définitive du terrorisme par l'ensemble du monde arabe puisque le terrorisme au Moyen-Orient avait commencé au nom de la cause palestinienne dans les années 60. Arafat, soutenu à la fois par son opinion et par ses partenaires extérieurs, plus sensible au discours du gouvernement israélien selon lequel le processus de paix a suscité entre Israéliens et Palestiniens des intérêts communs et un ennemi commun, semble décidé à sévir contre ses extrémistes, avec le souhait cependant que son action déterminée encouragera le gouvernement israélien à faire de même dans l'épreuve de force qu'il devra engager prochainement avec les colons israéliens.

Bassma Kodmani-Darwish est maître de recherches à l'Institut français des relations internationales (IFRI).

Journaliste

الصحف

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Directeur général : Noël-Jean Borgeaud ; Directeur général adjoint : Jean-Paul Boccoz ; Bruno de Camas ; Pierre Gaultier ; Laurent Goussier ; Danielle Heymann ; Bernard Le Goff ; Jean-Yves Lhote ; Michel Luchet ; Luc Rosenbaum ; Directeur adjoint : Dominique Royante ; Rédacteur en chef technique : Sylvain ; Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment
Directeur adjoint : Eric Paillet ; Directeur délégué : Anne Chateaugay ; Conseiller de la direction : Alain Rabat ; Directeur des relations internationales : Daniel Vernez
Médiateur : André Laurens
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Biffant, vice-président
Anciens directeurs : Hubert Bonne-Méry (1944-1969) ; Jacques Foccart (1969-1982) ; André Laurens (1982-1995) ; André Fontaine (1985-1991) ; Jacques Lesourne (1991-1994)
Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Capital social : 555 000 F. Adressés : Société civile « Les rédacteurs de *Le Monde* » ; Association Hubert Bonne-Méry ; Société anonyme des lecteurs de *Le Monde* ; Le Monde Entreprises ; Le Monde Investisseurs ; Le Monde Presse ; Les Presses du Monde ; Le Monde Prévoyance
RÉDACTION ET SERVICE SOCIAL : 15, RUE FAUGERON 75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (0) 46 45 35 35 Télécopieur : (0) 46 45 35 39 Fax : (0) 46 45 35 36
ADMINISTRATION : 1, place Victor-Schœlcher 94001 PARIS CEDEX 12
Tél. : (0) 46 45 35 35 Télécopieur : (0) 46 45 35 36 Fax : (0) 46 45 35 36

Le Monde

ÉDITORIAL

La responsabilité de M. Emmanuelli

Le pourvoi en cassation d'Henri Emmanuelli, condamné en appel à une peine de prison avec sursis et à la privation de ses droits civiques - qui entraînerait son inéligibilité pour deux ans, voire pour quatre -, est soutenu par le Parti socialiste. Celui-ci envisage d'organiser une campagne nationale en faveur de son ancien trésorier.

L'argumentation des socialistes est simple et bien connue : M. Emmanuelli est sanctionné par la justice pour avoir couvert des financements occultes qui étaient la règle, dans les partis politiques, avant les lois de 1990, renforcées par celles de 1993, qui organisent le financement public des partis et des campagnes électorales et proscrirent les dons d'entreprises. Dès lors qu'un enrichissement personnel n'est imputé au député des Landes, sa condamnation est « inique » - selon le mot de Lionel Jospin - puisqu'elle vise des agissements communs à l'ensemble des formations politiques et que, dans le même temps, les financements occultes auxquels ont recouru d'autres partis appartenant, eux, à la droite, y compris postérieurement aux lois de 1990, font l'objet d'instructions singulièrement lentes.

Trésorier du PS sous l'autorité de Pierre

Mauroy, lequel était devenu premier secrétaire du parti en mai 1988, M. Emmanuelli peut-il à bon droit faire valoir qu'il a agi dans le cadre de la direction collective d'un parti qui est, lui-même, un rassemblement de militants, et que sa responsabilité personnelle n'est donc pas engagée ?

Le Parti socialiste a-t-il raison d'adopter ce raisonnement et d'organiser, autour de son ancien trésorier, une campagne de solidarité politique ?

A l'appui de cette thèse, on peut avancer que l'absence de statut des partis politiques et de réglementation de leur financement avant 1988 les obligeait tous, en effet, à employer des moyens illicites pour faire face à leurs charges d'organisation, de locaux et de propagande. La légitimité des partis ne faisant aucun doute dans un régime démocratique et leur existence étant même inscrite dans la Constitution, les procédés auxquels ils devaient recourir pour assurer cette existence

même seraient ainsi absous au nom de la démocratie. Cependant, cette argumentation revient à justifier l'« auto-amnistie » que les socialistes, alors majoritaires à l'Assemblée nationale, s'étaient vu reprocher de pratiquer en 1990 (alors même que la disposition qu'ils avaient votée excluait les parlementaires de la clémence accordée aux élus locaux et aux chefs d'entreprise).

La responsabilité politique suppose, au contraire, d'assumer les conséquences de ses actes et, en l'occurrence, pour M. Emmanuelli, celles des décisions qu'il avait prises ou couvertes en tant que trésorier. Les enquêtes de la justice sur les mécanismes de financement des partis et des campagnes, dans les années 80, ont fait apparaître que les méthodes employées ne pouvaient aller sans irrégularités s'apparentant au trafic d'influence, voire à la corruption, les entreprises n'apportant pas leurs concours aux élus ni aux partis sans contrepartie sous forme de marchés publics ou de dérogations commerciales.

Être trésorier d'un parti, c'était, dans ces conditions, accepter de se salir les mains, fût-ce pour la bonne cause. Les mains sales doivent être lavées par la justice, qu'elles soient celles d'un élu, d'un responsable de parti ou d'un simple particulier.

L'impossible mariage franc-mark

Suite de la première page

Un mariage du franc au mark permettrait aux entreprises de l'Hexagone de financer leurs investissements au même prix que leurs rivaux d'outre-Rhin. Les ménages français n'auraient plus à déboursier davantage que leurs voisins allemands pour acquérir à crédit des logements ou des automobiles.

Plus globalement, un mariage des deux devises mettrait fin à l'état d'urgence monétaire dans laquelle la France vit de façon quasi permanente depuis près de quatre ans. L'économie française basculerait tout à coup d'un univers incertain et inconfortable dans un environnement stable et rassurant.

Une fusion du franc et du deutschemark se heurte pourtant à de nombreux obstacles. Elle est politiquement difficile, juridiquement délicate et techniquement périlleuse. La création d'une véritable union monétaire entre la France et l'Allemagne, avec l'instauration d'une banque centrale commune, serait « irréalisable techniquement », selon Patrick Artus, directeur des études économiques à la Caisse des dépôts et consignations. Les systèmes informatiques et comptables des banques et des entreprises ne sont pas prêts à accomplir un tel saut.

À défaut d'un mariage en bonne et due forme, certains se contenteraient de voir les liens entre le franc et le deutschemark resserrés. Depuis l'été 1993, le franc a la possibilité d'évoluer dans une marge de plus ou moins 15 % par rapport à son cours pivot vis-à-vis de la monnaie allemande. Annoncer une réduction de cette marge à 0,25 % ou 0,50 % reviendrait de fait à fixer définitivement le cours du franc face au deutschemark. Afin de décourager la spéculation, les deux banques centrales feraient savoir parallèlement qu'elles sont prêtes à intervenir de façon illimitée pour soutenir la devise de l'autre pays en cas d'attaque contre celle-ci. Mais un tel accord, techniquement envisageable, se heurterait très probablement au scepticisme des marchés. Les opérateurs seraient irrésistiblement tentés d'en vérifier la solidité. Si tel était le cas, il pourrait en résulter une situation très désastreuse pour l'orgueil national français. Afin de soutenir le franc, la Bundesbank achèterait - détruirait - des francs et vendrait - créerait - des deutschemarks. Si la crise se prolongeait, observe Patrick Artus, « des Français finiraient par détenir des encaisses de marks à la place de francs, le mark deviendrait la monnaie de référence pour la France ». En d'autres termes, moins nuancés, les francs disparaîtraient progressivement du portefeuille de la ménagère française pour laisser la place à des deutschemarks.

Mais les difficultés d'ordre technique sont sans commune mesure avec les problèmes politiques et juridiques que soulèverait une union monétaire prématurée entre la France et l'Allemagne. Une telle décision s'écarterait du chemin qu'a balisé le traité de Maastricht pour parvenir à la monnaie unique. Le texte prévoit la création, le 1^{er} janvier 1999, d'une zone monétaire européenne commune aux États qui auront respecté les critères de convergence à la fin de l'année 1997. L'annonce de fiançailles entre le franc et le deutschemark, sans égard pour le calendrier officiel, sans qu'aucun

des deux pays ne respecte les critères de déficit public et sans que le reste de la famille européenne ait été consulté, constituerait un véritable coup d'État monétaire à l'intérieur de l'union.

Quelle serait la réaction de nations comme les Pays-Bas, la Belgique ou encore l'Autriche, qui entretiennent depuis longtemps des relations de change privilégiées avec l'Allemagne ? Que penseraient d'un tel passage en force les peuples de tous les pays exclus qui, par leur propre vote ou celui de leurs représentants au Parlement, ont choisi d'être associés au projet de monnaie européenne unique ? Pour permettre une avancée sur le plan de la stabilité monétaire, on prendrait le risque d'un éclatement politique de l'Europe.

Une telle décision poserait également de part et d'autre du Rhin, un problème de légitimité démocratique. En France, c'est par la voie d'un référendum que le peuple a donné son accord, au mois de septembre 1992, au traité de Maastricht. En Allemagne, le principe d'un abandon du deutschemark au profit de l'euro a été voté par les deux Chambres. Mais dans les deux pays, les transferts de souveraineté monétaire nationale au profit d'une institution européenne n'ont été acceptés que dans le cadre proposé par le traité de Maastricht. Selon beaucoup d'experts, une union monétaire franco-allemande exigerait une nouvelle consultation des opinions publiques. En France, étant donné les avantages que l'économie du pays pourrait en retirer, il est permis d'imaginer que le projet de fusion entre le franc et le mark serait approuvé sans difficultés, surtout si sa ratification s'effectuait par la voie parlementaire.

Il en va différemment en Allemagne. Certes, les esprits sont en train d'évoluer outre-Rhin. Les difficultés actuelles de la conjoncture, la forte montée du chômage, les délocalisations, commencent à faire sentir aux Allemands les coûts d'un mark surévalué. Les conséquences de l'effondrement de la lire italienne pour l'industrie allemande ont fait prendre conscience du danger qu'il y aurait à voir le franc français partir, lui aussi, à la dérive. Et l'idée d'un mariage franc-mark a aussi outre-Rhin des partisans, comme au sein de la Deutsche Bank.

Néanmoins, les sondages continuent de montrer la réticence des citoyens allemands à troquer leurs deutschemarks contre des euros et leur chère Bundesbank contre une banque centrale européenne. A Francfort, au siège de la banque centrale, nombreux sont ceux qui continuent à douter de la conversion des Français à l'orthodoxie monétaire et budgétaire. Les grèves du mois de décembre, qui ont reflété les difficultés de la société française à engager des réformes de structure, ne les ont pas rassurés. La France, au passé trop frivole, est loin d'apparaître comme une épouse idéale.

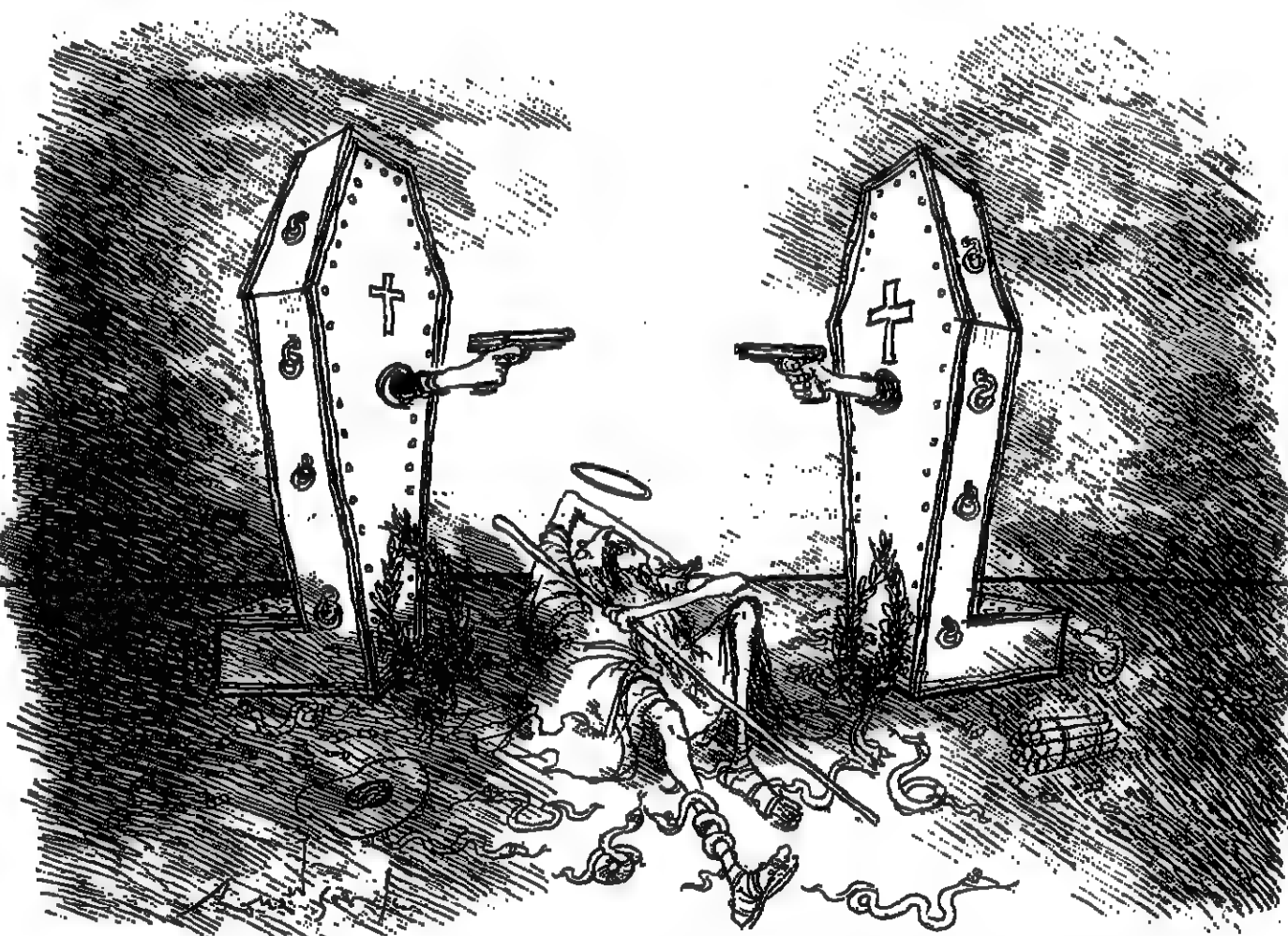
Pierre-Antoine Delhommais

RECTIFICATIF

FRANCE-INTER

Plusieurs erreurs se sont glissées dans les extraits de l'édition de Pierre Le Marc sur France-Inter parus dans notre revue de presse (*Le Monde* du 19 mars). Il fallait lire : « que le climat s'améliore, et la pression sur le gouvernement [et non pas du gouvernement] s'atténuera ». De même, il fallait lire : « que [la remontée électorale de la gauche] assombrisse les chances de victoire de la droite en 1998 [et non pas... à Chârn et Chelkh], et ce sera pour Juppé à nouveau l'état de siège ».

Bigots irlandais par Ronald Searle



Soupirs sortant des choses par Bertrand Poirot-Delpech, de l'Académie française

JEUDI QUI VIENT, c'est le printemps. Alors qu'on commémore sur commande le moindre aquarelliste fané, le retour des saisons n'aurait droit qu'à une mention de routine, au motif que l'hymne à la nature qui se réveille relève de l'exercice convenu appelé maronnisme. Il n'y a pourtant pas plus approprié que les mots, loin devant images et sons, pour suggérer ce qui survient ces jours-ci, les grondements du dégel, la gésine partout.

Quel écrivain revient en mémoire, sur ce thème ? Hugo, bien sûr ; toujours lui. Rappelez-vous l'homme qui rit : « les parfums errants de la sève en travail, les irradiations capiteuses qui flottent dans l'ombre, l'ouverture lointaine des fleurs nées cachées, le bruissement d'aux et de feuilles, les soupirs sortant des choses, la fraîcheur, la dédure... l'immense sexe épris proposant à voix basse la volupté, provocation vertigineuse qui fait bégayer l'âme ».

Qui dit mieux ? De nos jours, je ne vois personne, sinon un fervent de Hugo, justement : Audibert. Vous connaissez ? On regarde un peu de lui, ces jours-ci ; sans le prétexte d'un anniversaire, ce qui est bon signe. Il est

né un 25 mars, c'est vrai, mais il y a quatre-vingt-dix-sept ans ; et il est mort en 1964, cela ne fait pas de comptes ronds. Des textes sur le cinéma sont réédités (il fut le scénariste de *La Poupée*, de Barriatier), ainsi que des articles perdus de vue, sous le titre de l'un d'eux dans *La Parisienne* de 1933, *La Forteresse et la marmaille* (Seuil). C'est tout lui, ce drôle d'assemblage entre des substantifs sans doute jamais réunis depuis que les poètes jouent au Lego avec la langue ! La fortresse, ce sont les auteurs classiques, défendus par la réputation des lourds manuels ; la marmaille, ce sont les nouveaux venus des années 30, piaillant, cherchant leur voix, gagnant les hautes branches.

Pourquoi Audibert est-il demeuré sur les branches basses, semi-maudit ? Hypothèse lugubre : dans une époque sérieuse par anémie, il se contente de pêter de santé tragique. De Hugo, il retient le souffle éponant, sans la prétention au sacerdoce. (Sur le livre de l'artiste romantique, relire le sacre définitif de Paul Bénichou de 1973, réédité par Gallimard.) Faire se rencontrer une fortresse et une marmaille : a-t-on idée ? Comme dans une forêt, la nuit, Audibert

s'oriente au son. La signification, qu'elle émane du bruit, si ça lui chante !

Le sens faillit bel et bien. On peut le changer en colloque : c'est prévu sous peu. Audibert a même un « système » dans sa besace : l'« abhumanisme ». Le terme fait peur, en des temps qui se veulent positifs et lavés plus blanc. On croit bêtement à du nihilisme. Rien à voir. Notre païen paillard est plus chrétien que tous les banquiers humanistes réunis. Il souffre seulement de ce que l'humanité ait gâché la fête de vivre, que le mal barbare nous ronge, comme vers dans le fruit. Le salut : savoir entendre sa *Ho-bereauté*, sainte sauvegarde aux pieds nus, ses nonnes aux « fourmis dans le corps » !

Il faudrait raconter mieux. L'homme est d'Antibes, fils de maçon. Il est rasé comme un baignard. Sa voix est curieusement voilée. Avant guerre, il monte à Paris. Il hante les bistrots de Saint-Germain-des-Prés. Il écrit à quelques guéridons de Sartre, sauf qu'au lieu de tailler à la serpelette dans la phénoménologie allemande il butine le Moyen Âge et Gassendi. Barrès et sa musique de perdition ne l'effleurent pas. Aragon, Malraux, Drieu, il les laisse à leur dan-

dysme de l'héroïsme. Lui, sa famille, ce serait plutôt Max Jacob, Larbaud, Giono, Queneau, Paulhan, Vialatte, des vivants aux narines ouvertes.

On le connaît surtout par le théâtre, grâce à Vitaly, qui a monté *Le mal court* (1947), *Le Quallou* (1957), *L'Effet Glapion* (1959), et à Maréchal, qui a imposé *Le Cavalier seul* (1963). La vingtaine de poèmes et romans - *Abraxas*, *La Nd*, *Le Maître de Milan*, *Marie Dubois*... - sont moins connus. Ils valent le détour. La langue y bougonne, y bourgeonne. Cinq mille néologismes crèvent l'écorce baroque ; une sorte de populisme gai. Ca pépie, là dedans. On dirait un martinet croché dans la falaise. La fête sauvage et bouffonne des sonorités réconcilie avec l'innocence perdue ; elle rafistole le conduit à machoir, bien/mal, tout le tremblement. Il y a du remède truculent dans ces jeux dionysiaques.

Pourquoi, à chaque retour du mois de mars, croit-on entendre les « soupirs sortant des choses » dont parle Hugo ? Pourquoi nous viennent des « bégaiements d'âme » ? L'oiseau Audibert répond, avec notre gosier primitif. Un compagnon rêvé pour le printemps, décidément.

ENTREPRISES

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996

GLOBALISATION Né d'une fusion en 1988 entre le suédois Asea et le suisse Brown Boveri, le groupe ABB, spécialisé dans l'électrotechnique, a mis en place une organisation

originale. Percy Barnevik, PDG du groupe, souhaite aller plus loin en créant une véritable culture multinationale. ● CLASSE parmi les cinq premiers groupes mondiaux de son sec-

teur, ABB a entrepris depuis cinq ans de s'implanter massivement dans les pays émergents. « La bataille pour les parts de marché a commencé », affirme le PDG d'ABB. ● L'EUROPE,

qui s'est laissé distancer, doit selon lui retrouver sa compétitivité en intégrant les pays de l'Est et du Sud, tout en poursuivant ses efforts de productivité. ● LE GROUPE helvé-

co-suédois sert de plus en plus de référence aux autres multinationales. Peu d'entre elles, cependant, poussent aussi loin l'internationalisation de leurs équipes.

ABB invente l'entreprise multiculturelle pour répondre à la mondialisation

« Le mariage du global et du local, du grand et du petit, est une idée gagnante », affirme Percy Barnevik, PDG du groupe helvético-suédois, dans un entretien au « Monde ». La société tire parti de cet avantage pour conquérir des marchés en Asie et en Europe de l'Est

« La fusion en 1988 entre Asea et Brown Boveri a donné naissance à une structure ni suédoise ni suisse, dotée d'une organisation originale. Est-ce une forme provisoire ou pérenne ?

« Je crois que nous tenons une idée gagnante. Le principe d'un groupe d'un type nouveau, constitué d'une fédération globale, sans culture nationale dominante, avec des unités décentralisées et enrôlées dans chaque pays, est un concept d'organisation qui marche de mieux en mieux. Ce mariage du global et du local, du grand et du petit, nous apporte un énorme avantage compétitif. Dans l'industrie, une nouvelle technologie peut donner une avance de deux ans sur les concurrents, de nouveaux processus, de quatre à cinq ans. Nous avons une avance encore plus grande grâce à notre organisation, dont nous sommes fiers d'avoir épuisé toutes les potentialités. De plus en plus de groupes dans le monde reprennent nos méthodes.

« Jusqu'à présent, les groupes internationaux gardaient la culture de leur pays d'origine et l'imposaient de façon autoritaire aux autres. Je souhaite créer une véritable équipe multinationale, composée de Chinois, de Russes, d'Allemands, de Suisses, de Thaïlandais, etc., qui, au-delà des nationalités, partagent une culture commune. Cela ne signifie pas du tout être apatride. Le groupe a des racines profondes dans chaque pays : françaises en France, italiennes en Italie, chinoises en Chine. Nous essayons

de faire vivre toutes ces cultures ensemble. Cela ne va pas sans conflit. C'est un travail de longue haleine et jamais achevé. Mais c'est fascinant.

La beauté de nos métiers, c'est que rien n'est jamais acquis. La culture commune doit être celle du changement permanent, de l'innovation, de l'amélioration. Les salariés doivent être fiers de leur groupe, avoir le sentiment de participer à une création, de faire avancer les choses. Nous ne sommes pas des rêveurs. C'est notre vision de l'industrie.

ABB est en train de réaliser une importante mutation, en se développant dans les pays émergents. Pourquoi avez-vous entrepris un tel mouvement ?

« Nous allons où sont les marchés. Quand le bloc de l'Est s'est ouvert en 1989, nous avons décidé tout de suite d'aller vers ce marché de 400 millions d'habitants. Il existe là-bas pour nous de telles opportunités : installer des centrales électriques, des réseaux, des équipements gaziers et pétroliers, moderniser l'industrie. Nous y avons maintenant 30 000 salariés et nous y réalisons un chiffre d'affaires de 6 milliards de dollars. Il devrait rapidement augmenter de 3 ou 4 milliards de dollars. C'est une situation bénéfique pour tous, une fois que vous avez convaincu les salariés de l'Ouest qu'il ne s'agit pas de déplacer des emplois à l'Est mais d'accroître aussi les emplois à l'Ouest. En intégrant l'Est et l'Ouest de l'Europe, nous pouvons conjuguer les avantages des bas salaires



PERCY BARNEVIK

d'un côté, des salaires élevés et des technologies de l'autre, et devenir ensemble plus compétitifs.

Il en est de même pour l'Asie. La Chine et l'Inde, ces deux géants, sans parler de l'Indonésie, du Vietnam ou de la Thaïlande, sont en train de changer le monde. Ce nouveau ensemble regroupe près de 3 milliards d'habitants. Nous devons être là au moment où ce continent entre dans une révolution industrielle semblable à celle de l'Europe. Il y a un siècle, il faut construire des centrales électriques, électrifier les campagnes, moderniser l'industrie. Nos ventes sont passées de 2 à 8 milliards de dollars en huit ans. Nous devons atteindre rapidement 15 milliards.

« Vous êtes un des groupes qui ont choisi d'investir et de produire le plus en Asie et en Europe de l'Est. N'est-ce pas un pari ?

« En Asie, nous sommes loin d'être seuls. Beaucoup de groupes américains, japonais et européens sont là-bas. En Europe de l'Est, en

revanche, les sociétés sont beaucoup plus réservées. De nombreuses interrogations subsistent sur la stabilité politique et économique de ces pays. Mais nous avons appris à survivre là-bas, malgré les difficultés. Si nous attendons que la Russie ressemble aux autres pays européens pour y investir, nous devrons attendre plusieurs décennies !

« La globalisation des marchés poussera-t-elle à de nouvelles concentrations dans vos secteurs ?

« En Europe comme aux États-Unis, les grandes concentrations ont déjà eu lieu. GEC-Alsthom est né d'une fusion, ABB aussi. Siemens s'est renforcé. Les sociétés de taille moyenne ont disparu ou ont été reprises au cours de ces dix dernières années. Dans les prochaines années, il y aura sans doute des alliances entre constructeurs, comme celle que nous avons nouée avec Daimler-Benz dans le ferroviaire, pour partager certains coûts de développement ou pour conquérir des marchés. Mais il n'y aura pas de grande fusion.

En revanche, tout risque de bouger dans les pays nouveaux. Il y a les grands groupes internationaux mais aussi des acteurs locaux. La compétition est ouverte pour les parts de marché. Qui sera l'acteur dominant en Chine, en Inde, en Russie ? Sur tous ces marchés émergents, la bataille a commencé.

« Dans cette redistribution, l'Europe semble souvent absente. A-t-elle, selon vous, perdu sa compétitivité ?

« C'est manifeste. Quelle que soit la référence prise (production industrielle, productivité), l'Europe est distancée par les États-Unis et le Japon. Il y a plusieurs explications à ce retard : des marchés devenus

maturs, la combinaison de réglementations sociales trop rigides, de législations restrictives sur les capitaux... Mais il y a beaucoup de choses à faire : aller à l'est, aller au sud, tout en continuant à améliorer nos conditions de production. C'est ce que préconise le comité sur la productivité et la compétitivité en Europe auprès de Jacques Santer, président de la Commission européenne, dont je suis membre.

« La monnaie unique peut-elle y contribuer ?

« Bien sûr ! Il faut continuer la construction européenne et préparer l'avènement de la monnaie unique. C'est un outil nécessaire, mais pas suffisant. Ne nous laissons pas. La monnaie unique suppose une politique commune. Si vous associez un pays à faible inflation à un pays à forte inflation, ce sera catastrophique. Si nous commençons déjà à faire une monnaie unique à six ou sept pays, cela donnerait une impulsion.

En Europe, nous avons toujours tendance à imaginer l'avenir de façon très ambitieuse. Et si nous n'atteignons pas le but fixé, c'est le désastre. Regardez le traité de Maastricht. Ce n'est que lamentations et cris sur le fait que tous ne pourront pas arriver à temps. On oublie les progrès déjà accomplis. Nous sommes passés, en sept à huit ans, d'un espace fragmenté avec des marchés protégés à un monde unifié, ouvert, concurrentiel. La déréglementation et les privatisations prennent forme. On peut toujours regretter les lenteurs dans certains secteurs, comme les télécoms ou les transports. Mais les choses bougent dans la bonne direction.

« Que pensez-vous de la campagne qui se développe actuellement aux États-Unis contre les

grands groupes, accusés de tuer l'emploi ?

« L'industrie fait face à une augmentation décevante de sa productivité. Comme cela s'est produit dans l'agriculture, on produit de plus en plus avec de moins en moins de personnes. Là où il fallait plus de 50 heures pour assembler une automobile, 20 heures aujourd'hui suffisent et bientôt ce sera peut-être 15 ou 10. Les gains de productivité, l'automatisation, les économies d'échelle vont continuer. Tout le problème est de savoir comment nous allons occuper les gens, alors que l'industrie a besoin de moins en moins de salariés.

Si, dans ce contexte, des licenciements sont conduits sans ménagement, cela crée des peurs et des antagonismes contre les grands groupes. L'annonce par ATT de la suppression de 40 000 emplois et la réaction de Wall Street qui salue la nouvelle par une hausse de ses actions nous nourrissent forcément des tensions. C'est un problème de société. Il faut changer, traiter les personnes avec dignité et leur donner de nouvelles chances pour aller vers de nouveaux métiers. Mais nous ne pouvons pas remonter le temps : la productivité doit continuer à s'améliorer.

« Les grands groupes n'ont-ils pas une responsabilité à l'égard de la société ?

« La responsabilité d'un dirigeant est de fabriquer les meilleurs produits possible et de bien diriger son groupe. Si vous perdez de l'argent, si vous n'êtes pas rentable, si vous ne créez pas de croissance, si vous dirigez mal votre groupe, à ce moment-là, vous n'êtes pas un bon citoyen. »

Propos recueillis par Martine Orange

Présent dans 40 pays

● Activités : ABB, spécialisé dans la production et la distribution d'énergie, les transports et les équipements industriels, figure parmi les cinq premiers groupes mondiaux de son secteur.

● Résultats : le bénéfice net du groupe en 1995 s'est élevé à 1,3 milliard de dollars (6,5 milliards de francs), en hausse de 73 % sur 1994, pour un chiffre d'affaires de 33,7 milliards.

● Internationalisation : le groupe est présent dans 40 pays. L'Europe (y compris l'Europe de l'Est) représente 58 % de son chiffre d'affaires, l'Asie-Pacifique 25 %, le continent américain 17 %. ● Effectifs : 210 000 salariés, dont plus de 25 000 en Asie et 30 000 en Europe de l'Est et dans l'ex-Union soviétique. En France, ABB emploie 3 000 salariés. Les coûts salariaux sont tombés de 34 % du chiffre d'affaires en 1991 à 29 % en 1995.

Un modèle de management

HARVARD l'étudie, les Japonais la décortiquent, d'autres groupes l'imitent : l'organisation d'ABB, spécialisée dans l'électrotechnique, est devenue une référence de management. Persuadé que tout groupe mondial se devait à la fois de « penser globalement et agir localement », Percy Barnevik a décidé, en 1988, de faire éclater les structures traditionnelles au profit d'une organisation « matricielle ».

Les métiers du groupe sont regroupés en six branches - production d'énergie, transmission et distribution d'énergie, équipements industriels, transports, services financiers, divers - supervisées chacune au niveau mondial. Parallèlement, une direction a été mise en place dans chaque pays, afin de s'adapter au mieux au contexte local. Par ce jeu de découpage, ABB s'est transformée en une fédération de 1 000 sociétés indépendantes divisées elles-mêmes en 4 500 centres

de profits, « rapportant » leurs résultats chaque mois. En huit ans, le chiffre d'affaires du groupe est passé de 17,8 à 33,7 milliards de dollars (170 milliards de francs environ).

Cette organisation a depuis été copiée par de nombreux groupes européens. Certains ont des capitaux binationaux, tels GEC-Alsthom, SGS-Thomson, Shell. Mais, à l'exception de quelques-uns comme Schlumberger, peu ont poussé aussi loin qu'ABB la décentralisation et l'internationalisation : le siège ne compte que 170 salariés de 19 nationalités différentes. Cinq cents cadres venus de tous pays forment la garde prétorienne d'ABB. Le défi de Percy Barnevik, qui cumule depuis février les fonctions de président et de directeur général, tient à l'enracinement de cette culture pour qu'elle survive à son départ.

M. O.

MARSEILLE

« C'était devenu ingérable ! » Vingt et un ans après avoir instauré la semaine de quatre jours, Druon Note, PDG des laboratoires Laphal, vient d'y renoncer alors même que cette organisation fait de plus en plus d'adeptes en France.

A première vue, rien ne l'obligeait à prendre une telle décision. Située à Allauch, commune de quinze mille habitants aux abords immédiats de Marseille, l'entreprise fait figure de succès story. Créée en 1972 par Druon Note, elle n'emploie alors que vingt personnes pour un chiffre d'affaires de 2 millions de francs. Aujourd'hui, l'entreprise emploie trois cent trente salariés, réalise un chiffre d'affaires de 310 millions de francs et ses bâtiments, reliés par un souterrain, occupent les deux côtés de la route. Une autre usine a même été ouverte au Rousset, près d'Aix-en-Provence.

En 1974, l'idée de Druon Note était simple : ne pouvant pas offrir des salaires élevés, cet adhérent du Centre des jeunes dirigeants, alors âgé de trente ans, décide de motiver ses salariés en leur faisant travailler 39 heures et en organisant le travail sur quatre jours, ce qui lui permet également de faire des économies de fonctionnement.

Si le système est parfaitement adapté à la production, il se révèle vite ingérable pour le personnel administratif. Celui-ci travaillait donc 39 heures non pas sur quatre jours, mais sur quatre jours et demi. Dès 1976, le carnet de commandes impose de passer en deux équipes de production : la première travaille du lundi au jeudi et la seconde du mercredi au samedi. Ce sera un échec : « Le samedi n'est pas un jour favorable à la productivité », explique pudiquement la direction. Les équipes se chevauchent donc sur deux jours : du lundi au jeudi et du mardi au vendredi. Les collabora-

teurs travaillent alors 38 h 30 sur quatre jours.

En 1978, une nouvelle étape est franchie avec l'introduction d'un nouveau paramètre : le jour de congé mobile. Les salariés peuvent décider de travailler du lundi au jeudi, du mardi au vendredi, ou de ne pas travailler le mercredi. En 1981, quand la durée légale du travail passe à 39 heures, les ouvriers de Laphal ne travaillent plus que 38 heures par semaine, soit 9 h 30 mn par jour durant quatre jours.

A BULLETINS SECRETS

Ce système, qui concerne environ cent dix personnes affectées à la production, commence à montrer quelques signes de faiblesse à la fin des années 80. « Les salariés ont demandé et obtenu que le jour mobile soit désormais fixé une fois pour toutes. Cet élément de souplesse est devenu une contrainte », explique Anne-Marie Lambert, directrice des ressources humaines. Avec le développement du façonnage - l'entreprise travaille en sous-traitant pour d'autres laboratoires - et le raccourcissement des délais de livraison, la gestion des plannings devient impossible. « Les problèmes étaient multiples, reconnaît Anne-Marie Lambert, les machines tournaient 50 heures par semaine, ce qui est trop peu. La petite maintenance était impossible à faire. Nous devions arrêter les lignes une à deux semaines par an. En cas de surcharge d'activité, ce système ne nous laissait quasiment aucune marge de manœuvre pour effectuer des heures supplémentaires, puisque la durée maximale du travail est de 10 heures par jour. Nous étions obligés de recourir à du personnel intérimaire et peu qualifié. De plus, les salariés commencent leur journée à 7 h 30 et la terminent à 18 h, ce qui était très long. Surtout, nous avions un problème d'encadrement. Tout le monde ou presque voulait son mercredi et seules les plus anciennes, qui

étaient également les plus qualifiées, l'obtenaient. »

Conséquence : alors que les salariés concernés, essentiellement des ouvriers, étaient ravis d'avoir des « week-ends de trois jours » ou de disposer de travailler du lundi au jeudi, du mardi au vendredi, ou de ne pas travailler le mercredi, la direction a annoncé à l'automne dernier son intention d'organiser la production sur quatre jours et demi. Seul le vendredi après-midi reste non travaillé. Prudente, la direction organise une consultation à bulletins secrets. A une écrasante majorité, les salariés se prononcent pour les quatre jours et demi. « Entre un jour choisi par la direction et le travail sur 4,5 jours, je préfère cette seconde solution », témoigne Muriel. Mère de famille, elle regrette de ne plus pouvoir s'occuper de son jeune fils le mercredi. Responsable d'une partie des plannings, elle reconnaît pourtant que « la gestion des mercredis était devenue impossible, que les équipes de six personnes étaient toujours éclatées et que les gens finissaient pas ne plus connaître leurs collègues ».

Corinne, elle, est ravie : « L'ambiance était devenue mauvaise entre celles qui avaient leur mercredi et les autres. Moi, depuis mon retour de congé maternité, je ne l'ai jamais eu. Au moins, maintenant, je quitte l'entreprise à 17 heures. » Délégué du personnel, Henri Bailly estime que, « dans l'ensemble, la réforme est bien passée ». Pas plus que le reste du personnel, il ne songe à se plaindre de la légère augmentation du temps de travail effectif occasionnée par la réforme.

Laphal montre que l'organisation du travail sur quatre jours est réalisable. Mais, loin de constituer une recette miracle, ce système peut finir par engendrer ses propres rigueurs amoncelées, tôt ou tard, l'entreprise éprouve le besoin de mettre un terme.

Frédéric Lemaître

LE LIVRET PORTEFEUILLE

Sicav diversifiée à vocation internationale
50 % minimum en valeurs françaises

LE LIVRET PORTEFEUILLE permet de bénéficier du potentiel de croissance des grandes places financières mondiales tout en assurant une meilleure répartition des risques.

Le Conseil d'Administration, réuni le 15 février 1996, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 29 décembre 1995 et a décidé de convoquer les actionnaires en Assemblée Générale Ordinaire le 4 avril 1996.

Il sera proposé de fixer le dividende à 19,24 francs par action, assorti d'un crédit d'impôt calculé à la date de détachement du dividende. Sous réserve du vote de l'Assemblée, ce dividende sera détaché le 9 avril 1996 et mis en paiement le 12 avril 1996.

Vous pouvez réinvestir votre dividende sans frais jusqu'au 12 juillet 1996.

Pour tout renseignement,
écrire au siège social : 7, place des Cinq Martyrs du Lycée Buffon - 75507 Paris Cedex 15
ou téléphoner au (1) 42 79 55 00

السيد المصطفى

- 1^{er} constructeur mondial de centrales nucléaires
- 1^{er} producteur mondial de combustibles nucléaires - 1^{er} fabricant européen et 3^e fabricant mondial de connecteurs - Acteur de 1^{er} plan dans les équipements industriels de haute technologie.

Partout dans le monde, les hommes de Framatome déploient leurs talents. Avec passion, ils relèvent les défis technologiques, pour donner vie à vos projets.

EQUIPEMENTS INDUSTRIELS

NUCLEAIRE



FRAMATOME

LA MAÎTRISE INVENTIVE

Les bénéfices des entreprises françaises cotées en Bourse ont baissé de 40 % depuis 1991

Les groupes hexagonaux sont freinés dans leur croissance

Le bureau d'études Associés en finance a revu à nouveau à la baisse ses prévisions de résultats des entreprises françaises pour 1995 : leurs profits sont en chute de 40 % par rapport à 1991.

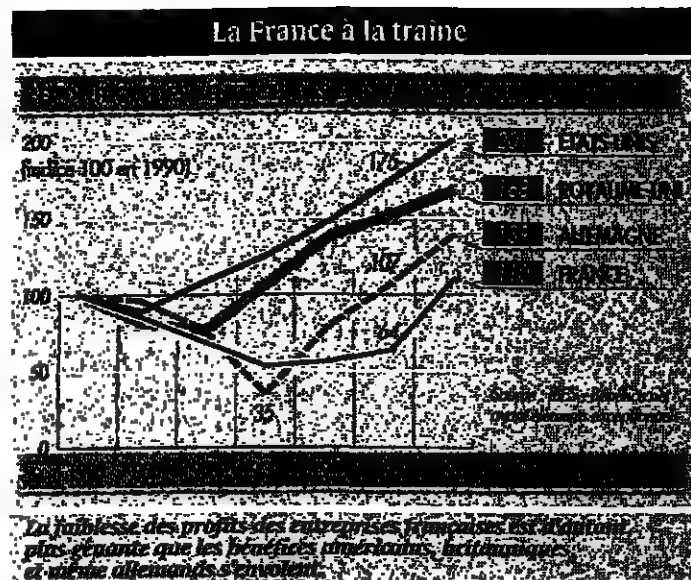
Les groupes français, qui ont payé trop cher leurs acquisitions à la fin des années 80 et subissent la crise de l'immobilier, ont des performances très inférieures à celles des Allemands, des Britanniques et des Américains.

Les États-Unis, si ce n'est dans les produits frais. A titre de comparaison, Coca-Cola, au chiffre d'affaires analogue, affiche des bénéfices de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs), tandis que le géant Philip Morris réalise des bénéfices de 27 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires, il est vrai, quatre fois supérieur à celui de Danone.

LES PROFITS des entreprises françaises cotées en Bourse n'atteindront en 1995 « que » 82 milliards de francs, estime aujourd'hui Associés en finance, regroupement de dix-huit bureaux d'analyse financière. Ce chiffre apparemment colossal est une déception pour la place financière de Paris, qui vient de réviser une nouvelle fois à la baisse ses estimations de bénéfices des sociétés pour l'exercice 1995. Il y a un an, Associés en finance tablait sur des profits plus élevés de 70 %. Les bénéfices des entreprises se retrouvent ainsi, en 1995, 40 % en dessous de ceux réalisés en 1991.

Pour 1996, les analystes prévoient à nouveau une croissance de 70 %, qui permettra enfin de rejoindre le niveau de 1991. Mais les prévisions, en début d'année, pechent très souvent par optimisme. Les Français n'en finissent pas de payer l'addition de la crise immobilière. « La baisse des profits est due pour les deux tiers à la crise immobilière », explique-t-on chez Associés en finance. Paribas, Bouygues, ou la Générale des eaux afficheront des pertes historiques dues en grande partie à leurs placements immobiliers aventureux. Le solde serait lié à un déclinisme de l'activité fin 1995, qui a frappé notamment les petites entreprises.

Certes, les nettoyages de bilan expliquent parfois la chute des bénéfices : Alcatel Alsthom, par exemple, annoncera prochainement une perte de l'ordre de 25 milliards de francs pour 1995, mais seuls 11,5 milliards de francs de perte ont été pris en compte dans les calculs d'Associés en finance. Mais, signe inquiétant, le règlement des comptes du passé ne suffit pas à expliquer la mauvaise tenue des profits français.



Toutefois, le bureau d'études américain IBES prévoit, lui, pour 1995, une progression de 13 % des bénéfices français avant éléments exceptionnels, c'est-à-dire reflétant la performance industrielle des entreprises. La difficulté consiste à savoir si les provisions de 1995, après celles de 1994, sont réellement exceptionnelles, ou si 1996 verra apparaître de nouvelles mauvaises surprises comme, par exemple, le nettoyage des comptes de l'UAR.

La prévision d'IBES est faussée, rassurante. Depuis 1990, les profits des entreprises françaises ont baissé de 36 %. Si l'Italie a connu une descente aux enfers pire que celle de la France, avec les difficultés de Fiat, d'Olivetti et la faillite de l'empire Ferruzzi, les États-Unis ont vu leurs profits progresser de 75 % sur la même période, la Grande-Bretagne de 52 % et l'Alle-

magne de 7 %. « La tenue des valeurs britanniques ne reflète pas la santé de l'économie anglaise », tempère-t-on chez Associés en finance. Il n'est pas certain non plus que les entreprises allemandes aient toutes nettoyé leur bilan, à l'image de Daimler-Benz, qui enregistrera en 1995 une perte de l'ordre de 6 milliards de marks (environ 20 milliards de francs).

PETITS, TROP PETITS Il n'empêche que dans une économie mondialisée, les entreprises françaises souffrent de la faiblesse de leurs profits. Danone, qui dégage l'un des plus forts autotransferts européens dans le secteur agroalimentaire, affiche un profit confortable de 2,13 milliards de francs, après provision pour restructuration de 1,8 milliard. Mais il n'a jamais réellement pu conquérir

les États-Unis, si ce n'est dans les produits frais. A titre de comparaison, Coca-Cola, au chiffre d'affaires analogue, affiche des bénéfices de 3 milliards de dollars (15 milliards de francs), tandis que le géant Philip Morris réalise des bénéfices de 27 milliards de francs, pour un chiffre d'affaires, il est vrai, quatre fois supérieur à celui de Danone.

Il semble logique que les profits de Renault et de Peugeot soient très inférieurs à ceux des géants General Motors (34,6 milliards de francs), Ford (20,7 milliards). Mais dans la compétition mondiale, c'est la somme que l'on peut mettre sur la table qui compte. Valeo, mis en vente par Carlo De Benedetti, coterait à General Motors l'équivalent de six mois de bénéfices ; Peugeot et Renault, qui veulent que Valeo reste français, devraient eux dépenser quatre fois leurs bénéfices 1995, selon les estimations de la société de Bourse Meeschaert-Roussel.

Les Français voient ainsi les trams passer sans pouvoir bouger : faute de rentabilité suffisante, aucune banque française n'a pu réellement s'implanter à la City de Londres, en reprenant par exemple Barings ou Warburg. Avec 3,8 milliards de bénéfices, la Société générale fait figure de nain face à la banque britannique Barclays (15,4 milliards de francs) ou face à Hongkong and Shanghai Banking Corporation (HSBC) (28,3 milliards de francs). De taille moyenne, les groupes français deviennent petits, trop petits. C'est aujourd'hui le cas de Rhône-Poulenc dans la pharmacie, de Matra dans la défense et d'Elf et de Total dans le pétrole.

Arnaud Leparmentier

Michelin a plus que doublé son résultat net en 1995

LE NUMÉRO UN MONDIAL du pneumatique, Michelin, a annoncé mardi 19 mars un résultat net (part du groupe) de 2,796 milliards de francs en 1995, soit plus du double de celui de 1994 (1,291 milliard). Hors éléments exceptionnels, le résultat net consolidé (part du groupe et part des intérêts minoritaires) progresse de près de 1 milliard de francs par rapport à l'exercice précédent, et de près de 4 milliards en deux ans. Michelin confirme un chiffre d'affaires consolidé hors taxes en baisse de 1,65 % à 66,11 milliards de francs en 1995, contre 67,22 milliards en 1994. A taux de change et à périmètre constants, le chiffre d'affaires a progressé de 6,2 %.

En 1996, dans un contexte de croissance modérée du marché du pneu-

matique, Michelin devrait confirmer les tendances constatées au cours des deux derniers exercices : poursuite de la baisse des coûts et du dé-

endettement, amélioration de la rentabilité et rétablissement des équilibres financiers.

Bigard : les pauses toilettes obligatoires jugées « illicites »

LE TRIBUNAL des prud'hommes de Quimper a déclaré, lundi 18 mars, « illicite » l'introduction de pauses toilettes à heures fixes, que la direction de l'abbatru Bigard avait souhaité mettre en place l'été dernier. Il a estimé que « le droit de se rendre aux toilettes ne saurait être soumis à l'autorisation d'un tiers ni au remplacement préalable des salariés ». Le tribunal a rejeté toutes les dispositions du règlement intérieur de l'atelier de découpe et de débossage du bœuf, où 250 ouvriers travaillent à la chaîne. Ce règlement faisait obligation aux salariés de se rendre aux toilettes uniquement pendant trois pauses de cinq minutes chacune, durant leur journée de travail.

Des contraintes financières réduisant la prime de vacances avaient été imposées aux « contrevenants », mais, à la suite d'une grève du personnel, elles avaient été levées par la direction. Mardi 19 mars dans la matinée, celle-ci n'avait pas décidé si elle faisait appel ou non.

DÉPÊCHES

■ SAGEM : le groupe français de télécommunications et d'électronique de défense a annoncé, lundi 18 mars, un projet de réorganisation qui se traduirait par l'absorption de Silec par sa société mère, la SAT, actuellement filiale à 70 % de Sagem SA. Sur le plan industriel, le groupe, qui a réalisé 15 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1995 et 500 millions de résultat net (part du groupe), va répartir les activités de la Silec entre la SAT (division câbles, 1,88 milliard de francs) et la Sagem (signalisation et mesures, 324 millions de francs). Parallèlement, la SAT devrait apporter sa division défense, représentant 1,2 milliard de francs, à l'activité défense de la Sagem (2,2 milliards de francs).

■ BAYER : le groupe chimique et pharmaceutique allemand mise sur une progression de 10 % de son bénéfice avant impôts en 1996, après le record de 4,185 milliards de deutschemarks dégagé en 1995, a déclaré mardi 19 mars le président du directoire, Manfred Schneider. « Nous nous sommes donné l'objectif, sans aucun doute ambitieux, d'augmenter notre chiffre d'affaires de 6 % en 1996 et de dégager ainsi un bénéfice avant impôts supérieur de 10 % à celui de 1995 », a déclaré M. Schneider lors de la conférence de présentation du bilan de Bayer à Leverkusen. L'optimisme de Bayer repose sur un bon décollage attendu. « Le résultat des deux premiers mois dépasse à la fois le niveau de l'an dernier et les objectifs », a affirmé M. Schneider.

■ DÉLAIS DE PAIEMENT : les règlements entre entreprises, qui s'améliorent depuis 1992, ont stagné à 66 jours en moyenne l'an dernier, selon l'enquête de l'INSEE-Locall. Les délais de paiement sont restés stables dans les services (62 jours), mais se sont fortement allongés dans le bâtiment (79 jours) et les transports (68 jours). Avec l'Italie, la France est le seul pays européen à afficher des délais de règlement supérieurs à deux mois. Ceux-ci représentent environ 300 milliards de francs, soit le tiers des crédits annuels aux entreprises.

■ GIAT INDUSTRIES : le conseil d'administration du constructeur d'armements terrestres a entériné, lundi 18 mars, la décision de l'Etat de procéder à une recapitalisation pour un montant de 3,7 milliards de francs (Le Monde daté 18 mars). Cette mesure a été prise au titre du bilan 1994. Or, depuis, la situation du groupe s'est encore aggravée et l'Etat actionnaire devra, probablement à la fin de 1997, prévoir un nouvel apport.

■ AIR FRANCE : la compagnie aérienne pourrait ne pas tenir son objectif de 4 milliards de francs d'excédent brut d'exploitation pour l'exercice 1995/96, qui se termine le 31 mars, estime la direction. Une très légère dérive par rapport à l'objectif est imputable aux mouvements de grève en France en décembre, qui auraient coûté 300 millions de francs à Air France.

■ NOKIA : le groupe finlandais a annoncé, lundi 18 mars, qu'il achèverait de se concentrer sur l'industrie des télécommunications, en revendant ses 55 % dans le groupe néerlandais NKF Holding NV (câble). ■ SLIGOS : la société française de services informatiques a indiqué, lundi 18 mars, avoir signé avec la société américaine Cybercash, spécialisée dans la sécurisation des paiements sur Internet, un accord de coopération concernant l'Europe.

Quand un actionnaire non désiré prend 30 % du capital de Christie's

LONDRES

de notre correspondant dans la City Christie's, la célèbre maison de ventes par adjudication, a vu son bénéfice s'accroître de 32 % en 1995 grâce à la hausse des ventes de tableaux et de bijoux. Prenant ses fonctions en mai, le nouveau président, Lord Hindlip, cinquante-cinq ans, dont toute la carrière s'est déroulée dans la vénérable maison de King Street, partage avec son prédécesseur la même école privée, le même régime et enfin le carnet d'adresses, rempli des mêmes gens du monde et des mêmes clubs et salons. Or voilà que l'irruption dans cet univers du bon goût d'un financier totalement inconnu au bataillon des célébrités est venue gâcher la fête.

Avec près de 30 % du capital de Christie's, une participation acquise progressivement depuis l'été 1994, Joseph Lewis est aujourd'hui le premier actionnaire de l'aristocratique « auction house » fondée en 1766 par James Christie. Basé aux Bahamas, paradis fiscal comme il sied, cet homme d'action est discret au point d'avoir interdit à Christie's de fournir une biographie ou une adresse professionnelle. Son champ de bataille,

dit-on, c'est le marché des changes. Une chose est claire, son arrivée en force a immédiatement déclenché de déplorables rumeurs d'OPA dans cette City pour qui l'activité des commissaires-priseurs est tout sauf un amusement exotique.

GENTLEMEN ET MARCHANDS

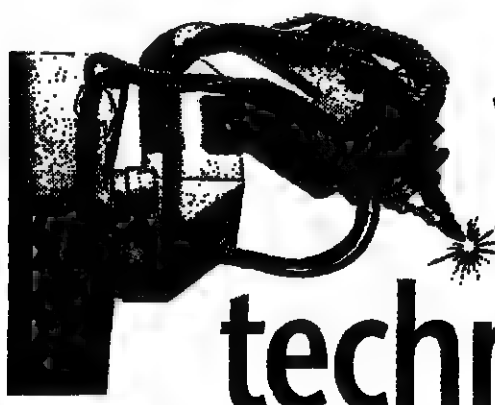
Ah ! le visage ennuyé de David Tyler, directeur financier de Christie's, cherchant une contenance à propos de l'affaire Lewis lors de la présentation, la semaine dernière des comptes de la société. « Il s'agit d'une participation amicale, James Lewis nous a assurés qu'il s'agissait d'un investissement à long terme et que le lancement d'un raid boursier sur le reste des actions n'était nullement dans ses intentions. » Pour David Tyler, il y a comme une impression de déjà vu, puisque, au début des années 90 et pour un court laps de temps, un concessionnaire de voitures d'occasion était devenu actionnaire numéro un avant d'avoir eu l'excellente idée de revendre ses titres à un prestigieux fonds d'investissements britannique.

« Chez Christie's, il y a des gentlemen qui s'efforcent d'être des marchands. Chez Sotheby's, des

marchands qui essaient de passer pour des gentlemen » : les mésaventures de Christie's semblent infirmer cette vieille boutade. On imagine la satisfaction du grand rival et numéro un du marché, Sotheby's, qui affiche une performance commerciale meilleure encore que son concurrent. Les commentaires désobligeants de l'autre camp sur Alfred Taubman, propriétaire de la firme de Bond Street, promoteur immobilier du Michigan, qui s'était dépeint lui-même pour s'en repentir à jamais de « camelot vendant de l'art comme de la bière », ne sont plus de saison. Et son bras droit, Diana Brooks, ancienne de la City Bank, sommée – et pas toujours avec gentillesse – « l'Américaine » en raison de ses méthodes de travail jugées agressives, peut, elle aussi, savourer sa revanche.

Apparemment pourtant, le coup de poker de Joseph Lewis ne désole guère l'état-major de Christie's. Le nouveau venu a beau être un self made man à l'ambition gourmande, lui au moins est né anglais.

Marc Roche



Visez le cœur des nouvelles technologies.

AU PROGRAMME : DES SALONS DE POINTE

- Robotique et automatisation
- Manutention et logistique (COMAT)
- Traitement des surfaces
- Sous-traitance et matériaux
- Energie et environnement
- Domotique/immobilier
- Eclairage
- Réalisation d'ensembles industriels
- Recherche et technologie
- Pays partenaire : les États-Unis

OBTENEZ PLUS D'INFORMATIONS

par fax ++49-511-288 87 50 - adresse Internet : <http://www.messe.de>

Contact : Deutsche Messe AG - 5, rue de Stockholm - 75008 Paris
Tél. : (1) 43.87.69.83 - Télécopie : (1) 42.93.43.23

Des idées nouvelles garantes de réussite

HANNOVER
MESSE '96
22 - 27 AVRIL

Je vis la messe

■ LA BOURSE DE TOKYO a terminé la séance du mardi 19 mars en hausse. L'indice Nikkei a progressé de 0,78 %, soutenu par le repli du yen face au dollar.

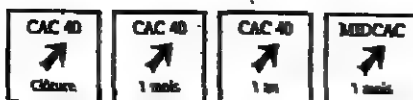
■ LES COURS DU PÉTROLE ont fortement progressé, lundi 18 mars, sur le marché à terme de New York. Le baril de brut échoué avril a gagné 1,28 dollar, à 23,27 dollars.

■ WALL STREET a établi un nouveau record, lundi, son dix-huitième depuis le début de l'année. L'indice Dow Jones a gagné 98,63 points (+1,77 %), à 5 683,60 points.

■ ABBEY NATIONAL (crédit immobilier britannique) a lancé, lundi, un emprunt obligataire de 3 milliards d'eurofrancs sous la direction de la Caisse des dépôts et de Paribas.

■ LE MONTANT des émissions obligataires en francs a atteint 72,7 milliards de francs en janvier et février, soit une hausse de 11,5 % sur un an, selon le Crédit lyonnais.

LES PLACES BORSIÈRES

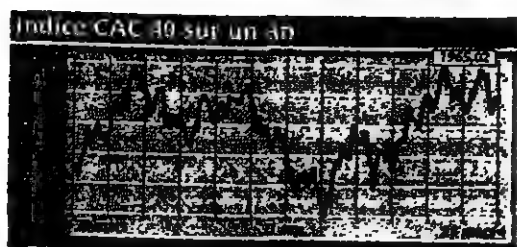


Nouvelle avance à la Bourse de Paris

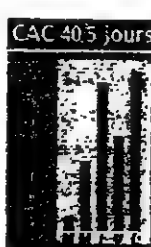
LA BOURSE DE PARIS était bien orientée mardi 19 mars après la vive hausse de Wall Street, la veille, qui a permis à l'indice Dow Jones d'inscrire un nouveau record. En hausse de 0,58 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait une hausse de 0,69 % à la clôture, soit un gain de 12,45 points, à 3 700,69 points. Aux alentours de 12 h 45, les valeurs françaises s'inscrivaient en progression de 0,60 % à 3 796,90 points.

« Le marché suit New York mais le Matif est étalé et le trente ans américain reste tendu. Les gérants préfèrent donc rester prudents en attendant que les choses se calment aux États-Unis », commentait un opérateur.

Du côté des valeurs, Michelin, qui avait ouvert en hausse, s'est vite essouffé « sur le fait accompli » des résultats 1995, selon les opérateurs. A 10 h 27, l'action affichait un repli de 0,21 % et à 12 h 45, le titre perdait 2,3 % à 259,50 francs avec 495 000 titres échangés. Sanofi s'adjugeait 0,54 % à 372 francs dans un vo-



lume de 108 393 pièces dont 60 000 ont fait l'objet d'une application à 370 francs. Renault, qui devait publier ses résultats 1995 dans le courant de l'après-midi, affichait

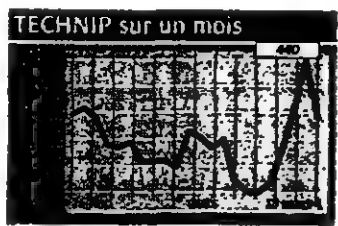


un recul de 2 % à 143,5 francs. Le consensus de place table sur un bénéfice net, part du groupe, de 2,2 milliards de francs contre 3,64 milliards en 1994.

Technip, valeur du jour

TECHNIP a reculé, lundi 18 mars, à la Bourse de Paris, pour afficher la plus forte baisse du marché à règlement mensuel. Le titre a perdu 4,6 % à 440 francs avec 42 000 pièces échangées. Ce net recul avait été causé par une analyse du cabinet Dérout, dont l'opinion sur le titre est passée de positive à négative à la suite de la publication des résultats pour 1995. Le numéro un français de l'ingénierie a enregistré une hausse de 3,9 % de son chiffre d'affaires à

9,2 milliards de francs, et son bénéfice a progressé de 18,6 % à 440,3 millions de francs.



PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. %	Var. %
Bayer AG	470	+0,58	+0,58
Mediatech	54	+0,44	+0,44
Proton	138	+0,36	+0,36
Interchimie 1	56	+0,16	+0,16
Tot	330,80	+0,09	+0,09
Zodiac	107,1	+0,08	+0,08
Radio-technique	530	+0,06	+0,06
AP Liquide	306	+0,04	+0,04
Cousteau Cossage	140	+0,03	+0,03
L'Oréal	148	+0,02	+0,02

BAISSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. %	Var. %
SF	200	-0,08	-0,08
UIC	81,30	-0,07	-0,07
SFIM	100	-0,07	-0,07
Synthelabo	383	-0,06	-0,06
Michelin	259	-0,05	-0,05
Crédit Lyonnais CI	215	-0,04	-0,04
UIC Local	49	-0,03	-0,03
HEI	56	-0,02	-0,02
Technip	440,30	-0,02	-0,02

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SEANCE, 12h30	1995	1996	Capitalisation
Michelin	42045	116475	35,30
SF	20019	75467	10,10
Sanofi	11169	64759	10,10
Sanofi (Gie des)	11116	56945	10,10
Total	10308	53543	10,10
Alcatel	10462	42351	10,10
AP Liquide	8014	42049	10,10
Société Générale	7702	42549	10,10
Sanofi	6305	40044	10,10
Carrefour	1034	35444	10,10

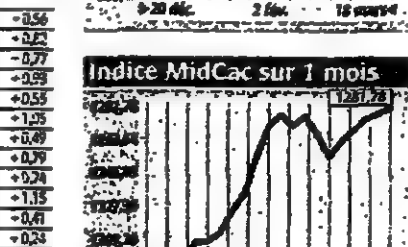
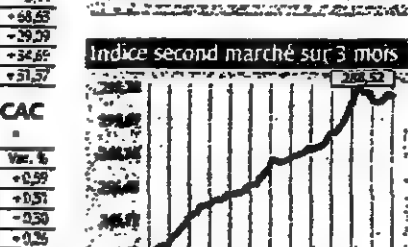
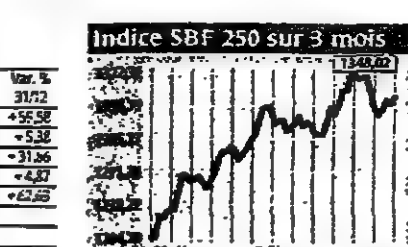
PRINCIPAUX ÉCARTS AU SECOND MARCHÉ

HAUSSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. %	Var. %
Europ. Production	53	+0,58	+0,58
Montres Joux Ltd	48,50	+0,44	+0,44
Ca Sport	283,50	+0,36	+0,36
Montres Joux Ltd	215	+0,27	+0,27
McL Cooper	307	+0,09	+0,09

BAISSES, 12h30	Cours au 19/03	Var. %	Var. %
International CPU	450	-0,08	-0,08
Thyssen Chem	300	-0,07	-0,07
Oréal	520	-0,06	-0,06
Cipe France	386	-0,05	-0,05
Coma (Ily)	92,13	-0,04	-0,04

INDICES SBF 120-250, MIDCAC ET SECOND MARCHÉ

Ind. SBF 120	1995	1996	Var. %
Ind. SBF 120	1365,77	1365,77	+0,09
Ind. SBF 250	1340,62	1340,62	+0,01
Ind. Second Marché	288,52	288,52	+0,01
Ind. MidCAC	1281,78	1281,78	+0,01



Nouveau record à Wall Street

DOPÉE par le nouveau record de clôture enregistré à Wall Street lundi, la Bourse de Tokyo a terminé en nette hausse mardi 19 mars. L'indice Nikkei a fini sur un gain de 157,47 points (0,78 %), à 20 442,60 points.

Lundi, Wall Street a en effet terminé sur un nouveau record de clôture grâce à des achats techniques consécutifs à l'expiration immédiate de la « vente du week-end », d'options et de contrats à terme sur indices boursiers. « Journée des trois sorcières », l'indice Dow Jones a fini sur un bond de 98,63 points, soit 1,77 %, à 5 683,60 points. Les analystes ont souligné que la progression du marché boursier reste alimentée par l'afflux constant de liquidités dans les fonds d'investissement. En Europe, dans le sillage de

Wall Street et grâce à des chiffres légèrement meilleurs que prévu pour le déficit budgétaire britannique, la Bourse de Londres a terminé en hausse. L'indice Footsie a gagné 24,8 points à 3 669,6 points, soit une avance de 0,7 %. La hausse était également mise à la Bourse de Francfort, où l'indice Dax a fini sur un gain de 0,2 % à 2 463,16 points.

INDICES MONDIAUX	Cours au 19/03	Var. %	Var. %
Paris CAC 40	3700,69	+0,69	+0,69
New York NYSE	5683,60	+1,77	+1,77
Tokyo Nikkei	20442,60	+0,78	+0,78
Londres FTSE	3669,60	+0,70	+0,70
Francfort Dax	2463,16	+0,20	+0,20
Bruxelles C20	3441,41	+0,19	+0,19
Amsterdam AEX	344,40	+0,19	+0,19
Madrid IBEX 35	330,22	+0,07	+0,07
Stockholm OMX	1307,62	+0,06	+0,06
Londres FTSE	2745,00	+0,05	+0,05
Hong Kong Hang Seng	10401,30	+0,41	+0,41
Singapore Straits	2361,45	+0,25	+0,25

NEW YORK Les valeurs du Dow-Jones

1995	1996	1996
Alcoa	63,57	61
American Express	45,73	45,50
Allied Signal	56,87	54,28
AT & T	61,87	61,25
Bechtel	13,75	13,75
Bearing Co.	85,62	80,87
Caterpillar Inc.	79,63	72
Chevron Corp.	57	54,87
Coca-Cola Co.	62,37	60,87
Disney Corp.	67	69,25
Du Pont Nemours & Co.	82,43	81,25
Systech Kodak Co.	75,87	73,12
Exxon Corp.	81,50	79,12
Gen. Motors Corp.	57,57	57
Gen. Electric Co.	77,87	75,75
Goodyear T & Rubber	35	31,25
IBM	124,62	119,87
Intl Paper	91,25	89,25
JP Morgan Co.	63,50	60,25
Mc Don Douglas	92,87	90,87
Mercer & Co. Inc.	62,25	62,12
Minnesota Mining & Mfg.	64,82	63,50
Philip Morris	91,25	89,87
Procter & Gamble Co.	65,87	63,12
Sears Roebuck & Co.	50,75	50,12
Tesco	64,25	62,87
Union Carb.	49,25	47,62
Intl Technol.	111,57	111
Westinghouse Electric	18,12	18
Woolworth	16	15,87

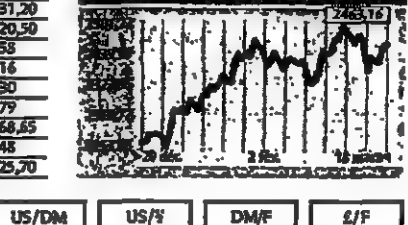
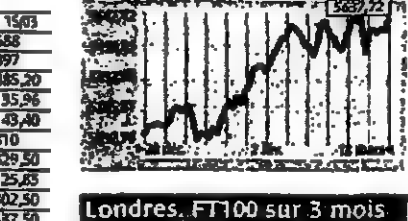
LONDRES Sélection de valeurs du FT 100

1995	1996	1996
Allied Lyons	4,87	4,87
Bardonia Bank	7,13	7,02
B.A.T. Industries	4,88	4,97
British Aerospace	3,74	3,78
British Airways	5,26	5,28
British Gas	2,30	2,32
British Petroleum	3,32	3,32
British Telecom	3,51	3,48
B.T.R.	3,34	3,33
Cadbury Schweppes	5,01	5,08
Eurotunnel	0,78	0,75
Foris	3,30	3,49
Glen	7,99	7,99
Grand Metropolitan	4,28	4,27
Guinness	4,71	4,64
Hanson Plc.	1,91	1,91
Greer	6,88	6,88
Imperial Chemical	9,22	9,20
Legal	6,81	6,79
Marks & Spencer	4,24	4,26
National Westminster	6,27	6,09
Perpetual Overseas	7,15	7,13
Reunert	7,10	7,10
Satchell and Satchell	1,17	1,16
Shell Transport	8,52	8,47
Smithkline Beecham	6,73	6,68
Tate and Lyle	4,77	4,70
Unilever Ltd	12,36	12,30
Zanica	13,25	13,87

FRANCFORT Les valeurs du Dax 30

1995	1996	1996
Allianz Holding AG	2674	2688
Bayer AG	490	497
Bayer AG	492,50	485,20
Bay HypoWechselt	36,20	35,26
Bayer Vereinsbank	43,25	43,40
BMW	809	810
Commerzbank	357	359,50
Continental AG	25,77	25,65
Daimler-Benz AG	612,50	602,50
Deutsche Bank AG	541,50	537,50
Deutsche Bank AG	92,50	92
Deutsche Bank AG	72,63	72,25
Dresdner Bank AG	31,97	31,97
Henkel AG	552	550
Hoechst AG	508	508
Karstadt AG	257,50	252
Karstadt AG	482	486
Karstadt AG	86	86
LTZ Finance AG	225	225
Man AG	410,50	408,50
Mannesmann AG	516	517,50
Metallgesellschaft AG	31,40	31,20
Preussag AG	427	426,50
Rohr	55,25	55
Schering AG	118,30	116
Siemens AG	827	830
Thyssen	284,30	279
Tele AG	49,35	48,65
Tele AG	631,50	630
Wella AG	724	725,20

New York, Dow Jones sur 3 mois



LES TAUX



Progression du Matif

LE CONTRAT NOTIONNEL du Matif, qui mesure la performance des emprunts d'Etat français, a ouvert en hausse mardi 19 mars. Après quelques minutes de transactions, l'échéance juin gagnait 12 centimes pour s'établir à 120,68 points.

Le taux de rendement de l'obligation assimilable du Trésor (OAT) à dix ans s'inscrivait à 6,67 %, soit un écart de 0,16 % par rapport aux titres d'Etat alle-

mands de même échéance. La veille, le marché obligataire américain avait terminé la séance en légère hausse. Le rendement de l'emprunt d'Etat à trente ans s'était détendu, revenant de 6,74 % à 6,70 %.

Mardi matin, prenant en compte l'appréciation du franc face au deutschemark, la Banque de France a abaissé d'un seizième de point le taux de l'argent au jour le jour, ramené de 4,06 % à 4 %.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE (taux de base bancaire 7,00 %)

	Actuel	Antérieur	Actuel	Antérieur
Jour le jour	100,00	100,00	100,00	100,00
1 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
3 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
6 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
1 an	100,00	100,00	100,00	100,00
PIBOR FRANCS				
Pibor France 1 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor France 3 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor France 6 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor France 9 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor France 12 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
PIBOR EURO				
Pibor Ecu 3 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor Ecu 6 mois	100,00	100,00	100,00	100,00
Pibor Ecu 12 mois	100,00	100,00	100,00	100,00

MATIF

Echéances 18/03	volume	dernier	plus haut	plus bas	premier
NOTIONNEL 10 %					
Mars 96	1991	120,68	120,80	120,54	120,66
Juin 96	10677	120,70	120,70	120,50	120,50
Sept. 96	22	120,70	120,70	120,50	120,50
Déc. 96	2	120,70	120,70	120,50	120,50
PIBOR 3 MOIS					
Mars 96	699	100,00	100,00	99,99	99,99
Juin 96	2484	100,00	100,00	99,99	99,99
Sept. 96	349	100,00	100,00	99,99	99,99
Déc. 96	430	100,00	100,00	99,99	99,99
ECU LONG TERME					
Mars 96	31	100,00	100,00	99,99	99,99
Juin 96	134	100,00	100,00	99,99	99,99

CONTRATS À TERME SUR INDICE CAC 40

échéances 18/03	volume	dernier prix	plus haut	plus bas	premier prix
Mars 96	18019	100,00	1978	1973	1973
Avril 96	4342	100,00	1980	1976,50	1976,50
Mai 96	51	100,00	1949	1968	1968
Juin 96	1218	100,00	1952	1950,50	1950,50

MARDI 19 MARS
Liquidation : 22 mars
Taux de report : 4,13
Cours relevés à 12h30

+0,60%
CAC 40 :
1976,22

VALEURS FRANCAISES	Cours en francs	Derniers cours
-----------------------	--------------------	-------------------

FRANCHISE	predecessor	count
EDF-Corona	7722	1798
Edwards & Kelcey	7650	1798
Cr. Lyonette (T.P.)	852	948
Rehau (T.P.)	1836	1849
Robert Poole (T.P.)	2021	1849
Edwards & Kelcey (T.P.)	2021	1849
Thompson SA (T.P.)	1068	1865
Accor	712	274
Al Liquid	480	431
Alco Alkermid	480	431
Alcatel Data	399,90	464
ACF	475	488
ACF-Geo-Gen	114	114
Airline	300,70	262,00
Bal Invest	669	109
Barracuda (Ca)	500	497,00
Benetton	465	465
Benzel Furs	183	164
BIC	356	356
BIL	18,90	16,64
Bolton Techn.	371	554
Bongrain	3640	3632
Bouygues	127,10	127,10
Bouygues	1057	1087
Ca Gemini Sport	167	107
Carnaudmeat	210	200
Carnaudmeat	346	346
Caspar Adams	170	170,50
Castro Grich ADP	120	126
Cetco (D.I.)	880	880
C.F.P.	238	188
C.F.P. (CSCQ) Ly.	475	475
CEP Communication	678	678
Carus Europe/Beun	100	99,20
Cher	1200	1200
Chic	1210	1199
Chigars	1321	1326
Christian	685	685
Chris Fr. Priv.	435	533,30
Cliff	621	621
Club Mediterranean	470	470
Colson	175	176
Comptel	692	692
Comptel Europ.	14,90	14,60
Comptel Model	1880	1880

%	Montant coût (1)	Montant coût (2)	Montant coût (3)
0,00	163,35	163,35	246
0,01	60,26	60,26	131
0,02	94,77	94,77	131
0,03	102,71	102,71	131
0,04	81,63	81,63	131
0,05	56,02	56,02	131
0,06	18	18	131
0,07	14	14	131
0,08	13	13	131
0,09	13	13	131
0,10	13	13	131
0,11	13	13	131
0,12	13	13	131
0,13	13	13	131
0,14	13	13	131
0,15	13	13	131
0,16	13	13	131
0,17	13	13	131
0,18	13	13	131
0,19	13	13	131
0,20	13	13	131
0,21	13	13	131
0,22	13	13	131
0,23	13	13	131
0,24	13	13	131
0,25	13	13	131
0,26	13	13	131
0,27	13	13	131
0,28	13	13	131
0,29	13	13	131
0,30	13	13	131
0,31	13	13	131
0,32	13	13	131
0,33	13	13	131
0,34	13	13	131
0,35	13	13	131
0,36	13	13	131
0,37	13	13	131
0,38	13	13	131
0,39	13	13	131
0,40	13	13	131
0,41	13	13	131
0,42	13	13	131
0,43	13	13	131
0,44	13	13	131
0,45	13	13	131
0,46	13	13	131
0,47	13	13	131
0,48	13	13	131
0,49	13	13	131
0,50	13	13	131
0,51	13	13	131
0,52	13	13	131
0,53	13	13	131
0,54	13	13	131
0,55	13	13	131
0,56	13	13	131
0,57	13	13	131
0,58	13	13	131
0,59	13	13	131
0,60	13	13	131
0,61	13	13	131
0,62	13	13	131
0,63	13	13	131
0,64	13	13	131
0,65	13	13	131
0,66	13	13	131
0,67	13	13	131
0,68	13	13	131
0,69	13	13	131
0,70	13	13	131
0,71	13	13	131
0,72	13	13	131
0,73	13	13	131
0,74	13	13	131
0,75	13	13	131
0,76	13	13	131
0,77	13	13	131
0,78	13	13	131
0,79	13	13	131
0,80	13	13	131
0,81	13	13	131
0,82	13	13	131
0,83	13	13	131
0,84	13	13	131
0,85	13	13	131
0,86	13	13	131
0,87	13	13	131
0,88	13	13	131
0,89	13	13	131
0,90	13	13	131
0,91	13	13	131
0,92	13	13	131
0,93	13	13	131
0,94	13	13	131
0,95	13	13	131
0,96	13	13	131
0,97	13	13	131
0,98	13	13	131
0,99	13	13	131
1,00	13	13	131

244		4	Medicine
86A	-0.11	13	Psychology CR
332	-0.30	3	Psychology Int'l
332	-1.41	1	Psychology
1039	-0.28	12	Psychog.
350	-0.52	13	Psych/Psych
350.50	-1.59	13	Plastic-Cosm
350	-0.30	13	Plastic-Cosm
400	-0.30	30	Principles
1242	-0.16	1750	Principles
694B	-0.35	1202	Publics
694B	-0.35	12	Publics
1064	-1.26	40	Publics
3525	-1.49	1168	Recreation
3525	-1.49	1168	Recreation
595	-0.56	12	Recreation
600	-0.44	12	Recreation
7230	-1.59	409	Recreation
7230	-1.59	409	Recreation
520	-1.04	11	Recreation
1536	-0.30	11	Recreation
1536	-0.30	11	Recreation
3065	-1.23	59	Recreation
289	-0.67	1630	Recreation
289	-0.67	1630	Recreation
7230	-0.70	30	Recreation
397.30	-1.14	8	Recreation
1049	-1.42	13	Recreation
1049	-1.42	13	Recreation
404.50	-0.61	600	Recreation
100	-0.04	5	Recreation
719	-0.42	1230	Recreation
1330	-0.42	1230	Recreation
50	-0.05	4	Recreation
50	-0.05	4	Recreation
365	-0.39	2550	Recreation
373	-0.25	25	Recreation
373	-0.25	25	Recreation
791	-1.19	2150	Recreation
322.49	-1.14	10	Recreation
753.50	-1.79	200	Recreation
753.50	-1.79	200	Recreation
251.50	-1.06	7	Recreation
880	-0.57	335	Recreation
601	-0.84	530	Recreation
601	-0.84	530	Recreation
1404	-1.79	1220	Recreation
1404	-1.79	1220	Recreation
1404	-1.79	1220	Recreation

	716	23.0	0.27
	240	59	0.41
	108.30	170.74	0.73
	313	75.75	0.24
		75	1.29
Red	1147	910	0.08
Ug	425.50	483	1.51
	375	483	0.08
	456.80	465	0.36
	1268	747	2.76
gas	385.50	1.85	59
	147.30	2.44	0.08
	146.50	14.60	1.57
	1600	3.69	0.69
mcA	124	2.38	0.30
	33.70	2.38	0.30
Ug	400	425.50	1.62
	181	425.50	1.12
	3235	3.29	1.39
	641	2.46	0.76
	1489	2.46	0.76
	3235	2.29	1.12
	401	453	0.67
	376	202.00	0.24
	27.74	2.49	2.49
	123.50	186	0.44
	186	2.49	0.44
	761	1.89	1.11
	731	1.89	1.11
	194.50	1.78	1.38
	106	1.65	0.84
	1038	1.65	3.17
	126.30	1.78	1.38
	1389	1.89	1.55
	475	3.27	0.84
	1911	1.28	0.89
	1725	1.28	0.85
	468		
	467	553	0.91
	1946	169	0.70
bert	1946	169	0.70
	222	193.21	1.21
enication	362	169	0.17
	598	38.60	0.17
	284	193.21	0.62
	344	403.20	2
	114.80	114.80	0.08
	324		2.69

	VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours pieds	Divi- dende
AGN Aéro-Hel. s.a.	246		
Alcatel S.A.	381,00		
Américan Express	245,60		
Anglo-Am. s.a.	315,10		
Anglofr. s.a.	15,10		
Anglo-Siam. Ind. App.	308		
A.T.T. s.a.	318		
Barco Smele s.a.	252		
Banco de S. Paulo	186		
Banque Com. s.a.	1230		
Bayer s.a.	1699		
Benetton Group	2230		
Bellini s.a.	21,25		
Bois de France s.a.	865		
Caribbeian PLC	9		
Crown Court Ind.	294,10		
Crown Court FF Cy.	294,10		
Crown Court Ind.	2780		
De Beers s.a.	135		
Deutsche Bank s.	246,60		
Dresdner Bank s.	129,50		
Ordenberg s.a.	77,10		
P. Bank Nieuwamst. s.	474,40		
Estimote Kodak s.	370		
East Rand s.a.	545		
Edco Bag. Africa s.	56,10		
Electricity s.a.	224		
Ericsson s.a.	135		
Enson Corp. s.	407		
Ford Motor s.a.	42,80		
General Ind. s.	18,25		
General Elec. s.	381		
General Motors s.	455		
Globe Ind. s.a.	267		
Graf Telephonat	32,35		
Guinness PLC s.	39,85		
Hammitt Plc.	14,95		

[illegible]

73,60	1,04	1,04	1,04
140,10	0,64	0,64	0,64
453,50	1,76	1,76	1,76
205,50	0,73	0,73	0,73
139,10	0,43	0,43	0,43
4,04	1,29	1,29	1,29
219	0,45	0,45	0,45
41,85	0,26	0,26	0,26
915	0,76	0,76	0,76
702	1,28	1,28	1,28
72,50	0,41	0,41	0,41
218	0,91	0,91	0,91
30	0,13	0,13	0,13
380	0,07	0,07	0,07
193,40	0,05	0,05	0,05
64,35	0,26	0,26	0,26
36,40	0,42	0,42	0,42
30,00	0,16	0,16	0,16
98,50	0,17	0,17	0,17
251	0,05	0,05	0,05
37	0,05	0,05	0,05
666	1,31	1,31	1,31
562	0,35	0,35	0,35
1910	1,68	1,68	1,68
116,30	1,26	1,26	1,26
235,70	1,26	1,26	1,26
11,00	0,80	0,80	0,80
3,32	0,80	0,80	0,80

L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
 N = Nantes.

de coupon - sans indication catégorie 3;
 @ droit décaché

LEONNE (L)
 % variation 51/72
 M : montant du coupon
 L : paiement dernier coupon
 @ : compensation
 mli : nominal

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 19 MARS

OBIGATIONS	du nom.	% du coupon
BFCE 95-91-07	113,90	3,484
CEPMIE 8-24-08-7PCA	103,45	3,994
CEPMIE 7-24-08-7PCA	116,50	3,994
CEPMIE 7-24-08-7PCA		3,973 Q
CFD 9-30-08-03		1,219
CFD 8-6-92-02-03	172,20	3,995 S
CFP 10-05-08-01-04	105,50	3,995 S
CFP 95-82-97-04	104,49	4,305 S
CFP 10-29-99-01-04	111,58	0,152
CFP 10-29-98-08-04	116,68	7,201
CFP 10-29-98-08-04		7,201
CNA 9-7-92-02-07	115,80	2,949 S
CNA 9-7-92-02-07	120,65	6,224
CRH 8-15-1087-84	109,63	0,936 T
CRH 8-15-1087-84	111,05	3,777
Emp.Bat 91-91-01	101,61	4,606
Finander 1991-04-04	113,21	2,897
Finander 1991-04-04	111,21	3,956
Finander 7-25-92-01-04	111,91	3,956

QAT 8.5% 75-90°C	104.57
QAT 8.5% 65-75°C	106.29
QAT 8% 55-70°C	106.74
QAT 9% 45-60°C	105.92
QAT 9% 35-50°C	115.53
QAT 8.5% 45-60°C	111.93
QAT 8.5% 35-50°C	112.10
QAT 8.5% 25-40°C	111.81
SNCF 8.5% 75-90°C	108.10
LYON 8.5% 65-75°C	109.92
QAT 9% 85-100°C	99.56
QAT 8.5% 75-90°C	107.94
QAT 8.5% 65-75°C	105.92
QAT 8.5% 55-70°C	115.53
QAT 8.5% 45-60°C	111.93
QAT 8.5% 35-50°C	112.10
QAT 8.5% 25-40°C	111.81
SNCF 8.5% 75-90°C	108.10
LYON 8.5% 65-75°C	109.92

ACTIONS FRANÇAISES		con
9,310	Arhel	262
3,337,4	Banque Calédonienne	262
7,884	S.A.P. Estacore	262
2,099	Widemann Int'l	110
6,704	P T P (de la)	7
9,861	Cambridge	925
9,911	Carbone Lorraine	616
2,785,4	CIF	106
9,10	Comptoirs Blancy	30
1,038	Gangne Holding	2,740
	Changy (de la)	143
	C.I. Euro-CP	319
	C.I.T.A.M. (R)	650
	Changy (de la)	143
	Comptoirs Est-Ras	740
	Gpe Vallded ex-CP	13
	Crédit Catin	620
	Crédit Catin	620
	Dixot Bordin	673
	Eux Bassin Vidly	6500
	Eclat	788
	Estacore, Parls.	670
	Estacore Régular Ctr	670
	Fideli	46
	F.I.E.	385
	F.I.E.	385
	Forclere (Cie)	262

Age	Deferrals count	Random Sample
15	0	France I.A.R.D.
16	0	France S.A.
17	3	France S.A.
18	3	France, Paul-Ramond
19	1	Garmont 7
20	1	Genfin
21	0	Genex
22	0	G.T.J. (Transport)
23	0	Imetech
24	0	Immobag
25	0	In-Banghien
26	0	In-Chang
27	0	Life Insurance
28	0	Localizers
29	0	Loumay
30	0	Lucid
31	0	Monoprix
32	0	Mental Displays
33	0	Monsi
34	0	Navigraph (M)
35	0	Palud-Maritime
36	0	Paris-Conférence
37	0	Paris-Conférence
38	0	Parifrance
39	0	Pier-Helical
40	0	Porchet
41	0	Promodex (C)
42	0	P.S. Industries Inc.
43	0	Rochet-Polysol

409	10,8	Nonager
1006	10,8	S.A.F.C.Acan
1146	11,2	Saga
200	11,2	Saint du Midi
307	11,2	Sawetienne (M)
136	12,1	Silic
1400	12,1	S.I.P.H.
100	12,1	Sinai
107,0	12,1	Sofio
712	12,1	Sofiane acta reg
0350	12,50	Sofray
200	12,5	Soukour Autogène
233	12,5	Sowbell
410	12,5	Taitinger
171	12,5	Teor Erwin
135	12,5	Ther
135	12,5	Vicat
46,10	12,5	Vitux
14,65	12,5	Vitux
200	12,5	
207	12,5	
208	12,5	
209	12,5	
1409	12,5	
210	12,5	
940	12,5	
941	12,5	
193	12,5	

476.10	ETRA
306	Days/Vol
144.50	Crosses
483	Plat
131	Plat Ord
770	Green
180.40	Gold Fish
107	Green
265.30	Monoc
67.70	Olympus
5790	Ortman
96	Robert
340.10	Robson
284.90	Robson
16.50	Silver Sp
15.20	

5 = Bond
8 = No
SYMBOL
1 on 2
2 on 2
3 on 2
4 on 2
5 on 2
6 on 2
7 on 2
8 on 2
9 on 2
10 on 2
11 on 2
12 on 2
13 on 2
14 on 2
15 on 2
16 on 2
17 on 2
18 on 2
19 on 2
20 on 2
21 on 2
22 on 2
23 on 2
24 on 2
25 on 2
26 on 2
27 on 2
28 on 2
29 on 2
30 on 2
31 on 2
32 on 2
33 on 2
34 on 2
35 on 2
36 on 2
37 on 2
38 on 2
39 on 2
40 on 2
41 on 2
42 on 2
43 on 2
44 on 2
45 on 2
46 on 2
47 on 2
48 on 2
49 on 2
50 on 2
51 on 2
52 on 2
53 on 2
54 on 2
55 on 2
56 on 2
57 on 2
58 on 2
59 on 2
60 on 2
61 on 2
62 on 2
63 on 2
64 on 2
65 on 2
66 on 2
67 on 2
68 on 2
69 on 2
70 on 2
71 on 2
72 on 2
73 on 2
74 on 2
75 on 2
76 on 2
77 on 2
78 on 2
79 on 2
80 on 2
81 on 2
82 on 2
83 on 2
84 on 2
85 on 2
86 on 2
87 on 2
88 on 2
89 on 2
90 on 2
91 on 2
92 on 2
93 on 2
94 on 2
95 on 2
96 on 2
97 on 2
98 on 2
99 on 2
100 on 2

[illegible]

Une sélection Cours relevés à 12h30
MARDI 19 MARS

VALEURS	Cours prébi.	Derniers cours
Acid (Nt) s	61,25	61,25
Alpe s	373	398
ARE s	199	195
Bar S.A. (Nt)	144	144
Alcan Techno. s	1066	1035
Montaignes P.Cest.	581	581
Boue Picardie (L)	595	595
Boue Sofrelec (M)	570	576
Boue Tarnaud (M)	246	249
Boue Vermeire	610	610
Bouffard s	550	550
B I M P	71	71
Boreon (L)	511	510
Boreon (L)M	220	220
But S.A.	362	359
C&F SA	2752	2722
CDA-Cie des Alpes	147	146,26
C.E.E s	301	299

[illegible]

270	Duress Security/Argyle	452
271	Dynalene/Decon Inc.	452
272	East-Link/Ensign	452
309	Euro-Exotic (Pty)	266
310	Euro-Exotic (Pty)	266
311	Exelco Ltd.	270
320	Falcon	308
305,310	Falcony	308
324,329	Fincon	127
330	Fischer Ltd.	610
337	Franchise	80
445	Gulf France P.	314
450	Gel 2000	80
451	GFS Industries	630
452	GFS Industries	630
453	Globe S.A.	630
379	GLM SA	212
312	Goodrich's Photo	212
313	Grp. Gosselin & P.	212
323,330	Harvey	190
242	Herbert	127
247	Hercules Internat. Tr.	127
248	Hercules Internat. Tr.	127
262	ICCT Group P.	248
263	ICCT	248
169	Idonance	71
170	Immed. Invest. S.	61
171	Immed. Invest. S.	61
530	Inst. Computer	85
531	Instex/Paris	146

	101	Mad-Therapeutic TV
	102	Manchuk
	103	Mannion
50	25330	Mario Brainer
	25331	Marie-Louise Profit
	25332	Masandry
	25333	Mazur (L)
	25334	MCI Courier
10	25335	Michael Thomas
	25336	McKers Jones Ltd
	25337	McK-Hot
	25338	McK-Norbert Dostres
	25339	NLS-C Schirm, Inc
	25340	McGraw-Hill Cos. Plc
	25341	Meat
	25342	Meat Products
	25343	M.C.V.
	25344	Meat Pk
	25345	Meat
30	25346	Meat Products (H)
	25347	Meat
	25348	Meat
	25349	Meat
	25350	Meat
	25351	Meat
	25352	Meat
	25353	Meat
	25354	Meat
	25355	Meat
	25356	Meat
	25357	Meat
	25358	Meat
	25359	Meat
	25360	Meat
	25361	Meat
	25362	Meat
	25363	Meat
	25364	Meat
	25365	Meat
	25366	Meat
	25367	Meat
	25368	Meat
	25369	Meat
	25370	Meat
	25371	Meat
	25372	Meat
	25373	Meat
	25374	Meat
	25375	Meat
	25376	Meat
	25377	Meat
	25378	Meat
	25379	Meat
	25380	Meat
	25381	Meat
	25382	Meat
	25383	Meat
	25384	Meat
	25385	Meat
	25386	Meat
	25387	Meat
	25388	Meat
	25389	Meat
	25390	Meat
	25391	Meat
	25392	Meat
	25393	Meat
	25394	Meat
	25395	Meat
	25396	Meat
	25397	Meat
	25398	Meat
	25399	Meat
	25400	Meat
	25401	Meat
	25402	Meat
	25403	Meat
	25404	Meat
	25405	Meat
	25406	Meat
	25407	Meat
	25408	Meat
	25409	Meat
	25410	Meat
	25411	Meat
	25412	Meat
	25413	Meat
	25414	Meat
	25415	Meat
	25416	Meat
	25417	Meat
	25418	Meat
	25419	Meat
	25420	Meat
	25421	Meat
	25422	Meat
	25423	Meat
	25424	Meat
	25425	Meat
	25426	Meat
	25427	Meat
	25428	Meat
	25429	Meat
	25430	Meat
	25431	Meat
	25432	Meat
	25433	Meat
	25434	Meat
	25435	Meat
	25436	Meat
	25437	Meat
	25438	Meat
	25439	Meat
	25440	Meat
	25441	Meat
	25442	Meat
	25443	Meat
	25444	Meat
	25445	Meat
	25446	Meat
	25447	Meat
	25448	Meat
	25449	Meat
	25450	Meat
	25451	Meat
	25452	Meat
	25453	Meat
	25454	Meat
	25455	Meat
	25456	Meat
	25457	Meat
	25458	Meat
	25459	Meat
	25460	Meat
	25461	Meat
	25462	Meat
	25463	Meat
	25464	Meat
	25465	Meat
	25466	Meat
	25467	Meat
	25468	Meat
	25469	Meat
	25470	Meat
	25471	Meat
	25472	Meat
	25473	Meat
	25474	Meat
	25475	Meat
	25476	Meat
	25477	Meat
	25478	Meat
	25479	Meat
	25480	Meat
	25481	Meat
	25482	Meat
	25483	Meat
	25484	Meat
	25485	Meat
	25486	Meat
	25487	Meat
	25488	Meat
	25489	Meat
	25490	Meat
	25491	Meat
	25492	Meat
	25493	Meat
	25494	Meat
	25495	Meat
	25496	Meat
	25497	Meat
	25498	Meat
	25499	Meat
	25500	Meat
	25501	Meat
	25502	Meat
	25503	Meat
	25504	Meat
	25505	Meat
	25506	Meat
	25507	Meat
	25508	Meat
	25509	Meat
	25510	Meat
	25511	Meat
	25512	Meat
	25513	Meat
	25514	Meat
	25515	Meat
	25516	Meat
	25517	Meat
	25518	Meat
	25519	Meat
	25520	Meat
	25521	Meat
	25522	Meat
	25523	Meat
	25524	Meat
	25525	Meat
	25526	Meat
	25527	Meat
	25528	Meat
	25529	Meat
	25530	Meat
	25531	Meat
	25532	Meat
	25533	Meat
	25534	Meat
	25535	Meat
	25536	Meat
	25537	Meat
	25538	Meat
	25539	Meat
	25540	Meat
	25541	Meat
	25542	Meat
	25543	Meat
	25544	Meat
	25545	Meat
	25546	Meat
	25547	Meat
	25548	Meat
	25549	Meat
	25550	Meat
	25551	Meat
	25552	Meat
	25553	Meat
	25554	Meat
	25555	Meat
	25556	Meat
	25557	Meat
	25558	Meat
	25559	Meat
	25560	Meat
	25561	Meat
	25562	Meat
	25563	Meat
	25564	Meat
	25565	Meat
	25566	Meat
	25567	Meat
	25568	Meat
	25569	Meat
	25570	Meat
	25571	Meat
	25572	Meat
	25573	Meat
	25574	Meat
	25575	Meat
	25576	Meat
	25577	Meat
	25578	Meat
	25579	Meat
	25580	Meat
	25581	Meat
	25582	Meat
	25583	Meat
	25584	Meat
	25585	Meat
	25586	Meat
	25587	Meat
	25588	Meat
	25589	Meat
	25590	Meat
	25591	Meat
	25592	Meat
	25593	Meat
	25594	Meat
	25595	Meat
	25596	Meat
	25597	Meat
	25598	Meat
	25599	Meat
	25600	Meat
	25601	Meat
	25602	Meat
	25603	Meat
	25604	Meat
	25605	Meat
	25606	Meat
	25607	Meat
	25608	Meat
	25609	Meat
	25610	Meat
	25611	Meat
	25612	Meat
	25613	Meat
	25614	Meat
	25615	Meat
	25616	Meat
	25617	Meat
	25618	Meat
	25619	Meat
	25620	Meat
	25621	Meat
	25622	Meat
	25623	Meat
	25624	Meat
	25625	Meat
	25626	Meat
	25627	Meat
	25628	Meat
	25629	Meat
	25630	Meat
	25631	Meat
	25632	Meat
	25633	Meat
	25634	Meat
	25635	Meat
	25636	Meat
	25637	Meat
	25638	Meat
	25639	Meat
	25640	Meat
	25641	Meat
	25642	Meat
	25643	Meat
	25644	Meat
	25645	Meat
	25646	Meat
	25647	Meat
	25648	Meat
	25649	Meat
	25650	Meat
	25651	Meat
	25652	Meat
	25653	Meat
	25654	Meat
	25655	Meat
	25656	Meat
	25657	Meat
	25658	Meat
	25659	Meat
	25660	Meat
	25661	Meat
	25662	Meat
	25663	Meat
	25664	Meat
	25665	Meat
	25666	Meat
	25667	Meat
	25668	Meat
	25669	Meat
	25670	Meat
	25671	Meat
	25672	Meat
	25673	Meat
	25674	Meat
	25675	Meat
	25676	Meat
	25677	Meat
	25678	Meat
	25679	Meat
	25680	Meat
	25681	Meat
	25682	Meat
	25683	Meat
	25684	Meat
	25685	Meat
	25686	Meat
	25687	Meat
	25688	Meat
	25689	Meat
	25690	Meat
	25691	Meat
	25692	Meat
	25693	Meat
	25694	Meat
	25695	Meat
	25696	Meat
	25697	Meat
	25698	Meat
	25699	Meat
	25700	Meat
	25701	Meat
	25702	Meat
	25703	Meat
	25704	Meat
	25705	Meat
	25706	Meat
	25707	Meat
	25708	Meat
	25709	Meat
	25710	Meat
	25711	Meat
	25712	Meat
	25713	Meat
	25714	Meat
	25715	Meat
	25716	Meat
	25717	Meat
	25718	Meat
	25719	Meat
	25720	Meat
	25721	Meat
	25722	Meat
	25723	Meat
	25724	Meat
	25725	Meat
	25726	Meat
	25727	Meat
	25728	Meat
	25729	Meat
	25730	Meat
	25731	Meat
	25732	Meat
	25733	Meat
	25734	Meat
	25735	Meat
	25736	Meat
	25737	Meat
	25738	Meat
	25739	Meat
	25740	Meat
	25741	Meat
	25742	Meat
	25743	Meat
	25744	Meat
	25745	Meat
	25746	Meat
	25747	Meat
	25748	Meat
	25749	Meat
	25750	Meat
	25751	Meat
	25752	Meat
	25753	Meat
	25754	Meat
	25755	Meat
	25756	Meat
	25757	Meat
	25758	Meat
	25759	Meat
	25760	Meat
	25761	Meat
	25762	Meat
	25763	Meat
	25764	Meat
	25765	Meat
	25766	Meat
	25767	Meat
	25768	Meat
	25769	Meat
	25770	Meat
	25771	Meat
	25772	Meat
	25773	Meat
	25774	Meat
	25775	Meat
	25776	Meat
	25777	Meat
	25778	Meat
	25779	Meat
	25780	Meat
	25781	Meat
	25782	Meat
	25783	Meat
	25784	Meat
	25785	Meat
	25786	Meat
	25787	Meat
	25788	Meat
	25789	Meat
	25790	Meat
	25791	Meat
	25792	Meat
	25793	Meat
	25794	Meat
	25795	Meat
	25796	Meat
	25797	Meat
	25798	Meat
	25799	Meat
	25800	Meat
	25801	Meat
	25802	Meat
	25803	Meat
	25804	Meat
	25805	Meat
	25806	Meat
	25807	Meat
	25808	Meat
	25809	Meat
	25810	Meat
	25811	Meat
	25812	Meat
	25813	Meat
	25814	Meat
	25815	Meat
	25816	Meat
	25817	Meat
	25818	Meat
	25819	Meat
	25820	

253.30	87	869	Sofia (Ly)
882	88	868	Sofia (Ly)
1211	280	823	Sogapog I
139.20	280	822	Sogapog (Fin)
92.85	280	821	Sogapog (Fin)
256	280	820	Sogapog (Fin)
769	280	819	Sogapog (Fin)
65.40	280	818	Sogapog (Fin)
670	280	817	Sogapog (Fin)
740	280	816	Sogapog (Fin)
915	280	815	Sogapog (Fin)
112	280	814	Sogapog (Fin)
125	280	813	Sogapog (Fin)
160	280	812	Sogapog (Fin)
280	280	811	Sogapog (Fin)
632	280	810	Sogapog (Fin)
108	280	809	Sogapog (Fin)
1325	280	808	Sogapog (Fin)
441	280	807	Sogapog (Fin)
75	280	806	Sogapog (Fin)
382	280	805	Sogapog (Fin)
31	280	804	Sogapog (Fin)
61	280	803	Sogapog (Fin)
61	280	802	Sogapog (Fin)
61	280	801	Sogapog (Fin)
61	280	800	Sogapog (Fin)
61	280	799	Sogapog (Fin)
61	280	798	Sogapog (Fin)
61	280	797	Sogapog (Fin)
61	280	796	Sogapog (Fin)
61	280	795	Sogapog (Fin)
61	280	794	Sogapog (Fin)
61	280	793	Sogapog (Fin)
61	280	792	Sogapog (Fin)
61	280	791	Sogapog (Fin)
61	280	790	Sogapog (Fin)
61	280	789	Sogapog (Fin)
61	280	788	Sogapog (Fin)
61	280	787	Sogapog (Fin)
61	280	786	Sogapog (Fin)
61	280	785	Sogapog (Fin)
61	280	784	Sogapog (Fin)
61	280	783	Sogapog (Fin)
61	280	782	Sogapog (Fin)
61	280	781	Sogapog (Fin)
61	280	780	Sogapog (Fin)
61	280	779	Sogapog (Fin)
61	280	778	Sogapog (Fin)
61	280	777	Sogapog (Fin)
61	280	776	Sogapog (Fin)
61	280	775	Sogapog (Fin)
61	280	774	Sogapog (Fin)
61	280	773	Sogapog (Fin)
61	280	772	Sogapog (Fin)
61	280	771	Sogapog (Fin)
61	280	770	Sogapog (Fin)
61	280	769	Sogapog (Fin)
61	280	768	Sogapog (Fin)
61	280	767	Sogapog (Fin)
61	280	766	Sogapog (Fin)
61	280	765	Sogapog (Fin)
61	280	764	Sogapog (Fin)
61	280	763	Sogapog (Fin)
61	280	762	Sogapog (Fin)
61	280	761	Sogapog (Fin)
61	280	760	Sogapog (Fin)
61	280	759	Sogapog (Fin)
61	280	758	Sogapog (Fin)
61	280	757	Sogapog (Fin)
61	280	756	Sogapog (Fin)
61	280	755	Sogapog (Fin)
61	280	754	Sogapog (Fin)
61	280	753	Sogapog (Fin)
61	280	752	Sogapog (Fin)
61	280	751	Sogapog (Fin)
61	280	750	Sogapog (Fin)
61	280	749	Sogapog (Fin)
61	280	748	Sogapog (Fin)
61	280	747	Sogapog (Fin)
61	280	746	Sogapog (Fin)
61	280	745	Sogapog (Fin)
61	280	744	Sogapog (Fin)
61	280	743	Sogapog (Fin)
61	280	742	Sogapog (Fin)
61	280	741	Sogapog (Fin)
61	280	740	Sogapog (Fin)
61	280	739	Sogapog (Fin)
61	280	738	Sogapog (Fin)
61	280	737	Sogapog (Fin)
61	280	736	Sogapog (Fin)
61	280	735	Sogapog (Fin)
61	280	734	Sogapog (Fin)
61	280	733	Sogapog (Fin)
61	280	732	Sogapog (Fin)
61	280	731	Sogapog (Fin)
61	280	730	Sogapog (Fin)
61	280	729	Sogapog (Fin)
61	280	728	Sogapog (Fin)
61	280	727	Sogapog (Fin)
61	280	726	Sogapog (Fin)
61	280	725	Sogapog (Fin)
61	280	724	Sogapog (Fin)
61	280	723	Sogapog (Fin)
61	280	722	Sogapog (Fin)
61	280	721	Sogapog (Fin)
61	280	720	Sogapog (Fin)
61	280	719	Sogapog (Fin

119,50
415
185
710
36
117,90
475
211
304
324
105
475
324
123,40
140,90
425
577

HO
Une se
MAR
VALE

RAC
COPE
Général
Mar
Nobel
Sol lect

ABRÉV
S = Bord
Ny = Na
SYMB
1 ou 2 =
catégorie
de l'archi
d = dem
réduite ;

RS-COTE

Selection Cours relevés à 12h30
19 MARS

LIRES	Cours précéd.	Derniers cours
• 0,08		
• 131		
• 132,75		
Occidentale		
• 1000		
• 180		
• 132,10		

LIATIONS
L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
N = Nantes.

COULES

de 3; 5; 6; 7; 8; 9; 10; 11; 12; 13; 14; 15; 16; 17; 18; 19; 20; 21; 22; 23; 24; 25; 26; 27; 28; 29; 30; 31; 32; 33; 34; 35; 36; 37; 38; 39; 40; 41; 42; 43; 44; 45; 46; 47; 48; 49; 50; 51; 52; 53; 54; 55; 56; 57; 58; 59; 60; 61; 62; 63; 64; 65; 66; 67; 68; 69; 70; 71; 72; 73; 74; 75; 76; 77; 78; 79; 80; 81; 82; 83; 84; 85; 86; 87; 88; 89; 90; 91; 92; 93; 94; 95; 96; 97; 98; 99; 100; 101; 102; 103; 104; 105; 106; 107; 108; 109; 110; 111; 112; 113; 114; 115; 116; 117; 118; 119; 120; 121; 122; 123; 124; 125; 126; 127; 128; 129; 130; 131; 132; 133; 134; 135; 136; 137; 138; 139; 140; 141; 142; 143; 144; 145; 146; 147; 148; 149; 150; 151; 152; 153; 154; 155; 156; 157; 158; 159; 160; 161; 162; 163; 164; 165; 166; 167; 168; 169; 170; 171; 172; 173; 174; 175; 176; 177; 178; 179; 180; 181; 182; 183; 184; 185; 186; 187; 188; 189; 190; 191; 192; 193; 194; 195; 196; 197; 198; 199; 200; 201; 202; 203; 204; 205; 206; 207; 208; 209; 210; 211; 212; 213; 214; 215; 216; 217; 218; 219; 220; 221; 222; 223; 224; 225; 226; 227; 228; 229; 230; 231; 232; 233; 234; 235; 236; 237; 238; 239; 240; 241; 242; 243; 244; 245; 246; 247; 248; 249; 250; 251; 252; 253; 254; 255; 256; 257; 258; 259; 260; 261; 262; 263; 264; 265; 266; 267; 268; 269; 270; 271; 272; 273; 274; 275; 276; 277; 278; 279; 280; 281; 282; 283; 284; 285; 286; 287; 288; 289; 290; 291; 292; 293; 294; 295; 296; 297; 298; 299; 300; 301; 302; 303; 304; 305; 306; 307; 308; 309; 310; 311; 312; 313; 314; 315; 316; 317; 318; 319; 320; 321; 322; 323; 324; 325; 326; 327; 328; 329; 330; 331; 332; 333; 334; 335; 336; 337; 338; 339; 340; 341; 342; 343; 344; 345; 346; 347; 348; 349; 350; 351; 352; 353; 354; 355; 356; 357; 358; 359; 360; 361; 362; 363; 364; 365; 366; 367; 368; 369; 370; 371; 372; 373; 374; 375; 376; 377; 378; 379; 380; 381; 382; 383; 384; 385; 386; 387; 388; 389; 390; 391; 392; 393; 394; 395; 396; 397; 398; 399; 400; 401; 402; 403; 404; 405; 406; 407; 408; 409; 410; 411; 412; 413; 414; 415; 416; 417; 418; 419; 420; 421; 422; 423; 424; 425; 426; 427; 428; 429; 430; 431; 432; 433; 434; 435; 436; 437; 438; 439; 440; 441; 442; 443; 444; 445; 446; 447; 448; 449; 450; 451; 452; 453; 454; 455; 456; 457; 458; 459; 460; 461; 462; 463; 464; 465; 466; 467; 468; 469; 470; 471; 472; 473; 474; 475; 476; 477; 478; 479; 480; 481; 482; 483; 484; 485; 486; 487; 488; 489; 490; 491; 492; 493; 494; 495; 496; 497; 498; 499; 500; 501; 502; 503; 504; 505; 506; 507; 508; 509; 510; 511; 512; 513; 514; 515; 516; 517; 518; 519; 520; 521; 522; 523; 524; 525; 526; 527; 528; 529; 530; 531; 532; 533; 534; 535; 536; 537; 538; 539; 540; 541; 542; 543; 544; 545; 546; 547; 548; 549; 550; 551; 552; 553; 554; 555; 556; 557; 558; 559; 560; 561; 562; 563; 564; 565; 566; 567; 568; 569; 570; 571; 572; 573; 574; 575; 576; 577; 578; 579; 580; 581; 582; 583; 584; 585; 586; 587; 588; 589; 590; 591; 592; 593; 594; 595; 596; 597; 598; 599; 600; 601; 602; 603; 604; 605; 606; 607; 608; 609; 610; 611; 612; 613; 614; 615; 616; 617; 618; 619; 620; 621; 622; 623; 624; 625; 626; 627; 628; 629; 630; 631; 632; 633; 634; 635; 636; 637; 638; 639; 640; 641; 642; 643; 644; 645; 646; 647; 648; 649; 650; 651; 652; 653; 654; 655; 656; 657; 658; 659; 660; 661; 662; 663; 664; 665; 666; 667; 668; 669; 670; 671; 672; 673; 674; 675; 676; 677; 678; 679; 680; 681; 682; 683; 684; 685; 686; 687; 688; 689; 690; 691; 692; 693; 694; 695; 696; 697; 698; 699; 700; 701; 702; 703; 704; 705; 706; 707; 708; 709; 710; 711; 712; 713; 714; 715; 716; 717; 718; 719; 720; 721; 722; 723; 724; 725; 726; 727; 728; 729; 730; 731; 732; 733; 734; 735; 736; 737; 738; 739; 740; 741; 742; 743; 744; 745; 746; 747; 748; 749; 750; 751; 752; 753; 754; 755; 756; 757; 758; 759; 760; 761; 762; 763; 764; 765; 766; 767; 768; 769; 770; 771; 772; 773; 774; 775;

Une sélection
Cours de clôture le 18 mars

VALEURS	Émission Prêt incl.
Accommodaire C	366,5410
Agip	31,9797
Agip Amblition (Aug)	115,25
Agip Amblition (Sep)	114,97
Amplitude Monde D	766,07
Ardisco Trésorerie	847,73
Arbitr. Court Terme	936,52
Asibi, Première	1,00
Asibi, Sécurité	174,473
Aste 2000	700,38
Asopaq Première	3801,59
Asosac	7171,76
Atout Antipyrène	1,00
Atout Asie	17,31
Atout Futur C	565,81
Atout Pâtur D	539,73
Avenir Alsace	1,00
Ava Valdens FIB	195,16
Cadence 1	146,07
Cadence 2	1052,27
Cadence 3	1045,23
Compostoneutral	1897,37
Capibelle	829,59
Capibelle	1,00
Chamagne	1270,68
Cogitix	1771,81

	Comptroller	22,655.04
	Contract CAC	342.86
	Crédit Mutuel Capital	1,627.41
	Crédit Mutuel MID AF	118.63
	Créd. Mut. Exp. Coor. Y	62.82
	Créd. Mut. Exp. Ind. Cap	95.07
	Créd. Mut. Exp. Ind. Ous	112.85
	Créd. Mut. Exp. Y	22,602.41
	Créd. Mut. Exp. Y	22.72
	Créd. Mut. Exp. Monde	11,711.86
	Créd. Mut. Exp. Ous	1,791.15
	Ecône	1,396.15
	Ecône	1,306.87
	Ecône	1,224.84
	Ecône - Action Future	127.16
	Ecône - Expansion (*)	79,521.96
	Ecône - Grevilliers	284,593
	Ecône - Investissement	123.83
	Etalend O	16,120.10
	Elicach	91,140,835
	Emergency Poster D	404.07
	Emergence	1,000.00
	Emergence Sign	301.27
	Emergence - Unit	161.41
	Entos Solidarité	12,272.28
	Envelon	16,611.17
	Fenelon	1,000.00
	France Célébrations	466.61
	France 100	533.05
	Francis Pierre	115.90
	Francis-Regions	16,613.79
	Globity E	806.45
	Globity D	901.24
	Gestation	19,671.67
	HLM Montperré	1,000.57

[illegible][illegible][illegible]

2346.64	2346.64
599.34	599.34
1224.67	1224.67
674.53	674.53
465.38	465.38
230.97	230.97
97.46	97.46
1383.93	1383.93
1277.29	1277.29
307.70	307.70
1227.08	1227.08
1271.38	1271.38
2346.67	2346.67
908.38	908.38
1750.41	1750.41
1560.94	1560.94
854.34	854.34
830.07	830.07
1758.61	1758.61
1603.95	1603.95
170163.60	170163.60
255897.12	255897.12
367.86	367.86
1257.60	1257.60
633.29	633.29
1600.69	1600.69
1302.71	1302.71
258.08	258.08
258.08	258.08
1745.62	1745.62
248.16	248.16
2381.16	2381.16
34241.81	34241.81
254.92	254.92

LES
du jour; ♦ cours précédent.

LA BOURSE EN DIRECT

35 LEMONDE

financière La Monde: (1) 44 43 76 26.

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
MARDI 19 MARS

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
R.A.C.	♦ 0,05	0,05
CYPEE	♦ 131	131
Générale Occidentale	♦ 43,75	43,75
Murphy	♦ 1000	1000
Nobel	♦ 180	180
Saf lecteurs du Monde	♦ 132,10	132,10

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; L = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille;
Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication
catégorie 3; ♦ cours précédent; ■ coupon
détaché; ● droit détaché; ○ = offert;
d = demandé; † offre réduite; ‡ demande
réduite; § contrat d'animation.

• Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
◇ cours du jour; ● cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (T) 44 43 76 26

* Division par 4 de la V.L. le 3 novembre 1995.

SYMBOLES
◇ cours du jour; ♦ cours précédent.

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT
3615 LEMONDE

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26

AUJOURD'HUI

SCIENCES

AGRONOMIE Sur l'île de la Réunion, les champs de canne à sucre sont ravagés depuis près de vingt ans par le ver blanc d'un hémion. Grâce aux travaux du Centre

de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad), cette peste végétale pourrait bientôt être circonscrite par un champignon. ● LA LUTTE bio-

logique n'en inquiète pas moins les écologistes, qui redoutent un effet néfaste pour les insectes locaux des agents de contrôle ainsi introduits par l'homme. ● LA BIODIVER-

SITÉ est telle, en effet, qu'il est très difficile de prévoir l'impact qu'aura l'espèce mise en œuvre sur la faune locale. ● UNE MEILLEURE connaissance de celle-ci pourrait néanmoins

permettre de sélectionner des auxiliaires plus spécifiques, et de réduire ainsi le recours à la lutte chimique, coûteuse et considérée comme de moins en moins efficace.

La lutte biologique contre les parasites fait rage à la Réunion

Un champignon malgache pourrait permettre d'enrayer la progression du ver blanc qui ravage les cultures de canne à sucre de la Réunion. Mais cette pratique n'est pas sans danger pour l'environnement

LA RÉUNION

Deux mois après les pluies, à Saint-Philippe de la Réunion, les cannes à sucre ont l'air d'être passées au four. Sèches et cassantes, parfois à terre. Lorsqu'on les agrippe, elles vous restent entre les mains. En l'espace de quinze ans, le phénomène s'est reproduit sur toute l'île, parmi les 30 000 hectares de canne à sucre. Est-ce dû à un mini-cyclone ? À une sécheresse brutale ? Non. Le responsable est *Hoplochelus marginalis*, un hémion malgache introduit accidentellement sur l'île dans les années 70, sa larve s'étant glissée dans un pot de fleurs - fleurs qu'elle dévore par les racines, tout comme la canne et nombre de fruitiers.

Ce fléau, dit « ver blanc de la canne », vient d'être circonscrit par un champignon malgache, *Beauveria brongniartii*, que le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (Cirad) a importé en 1989. « Un vrai miracle : avec dix fois moins de spores que les autres champignons testés, nous parvenons à éliminer 80 % des vers ! », se félicite Régis Goebel, de la station La Breteche (Cirad), près de Saint-Denis. « Et ça marche tout seul : en trois ans, il a déjà gagné 3 750 hectares, bien au-delà de nos parcelles expérimentales. »

Si le Cirad a travaillé pour la gloire, au moins entend-il faire de la Réunion un pôle mondial dans la lutte biologique contre les insectes nuisibles - terrain où excellent surtout les Anglo-Saxons. Ses références ? Quinze ans de « biocontrôle » tous azimuts sur l'île et deux programmes-phares : celui du ver blanc de la canne et celui lancé contre les mouches des fruits, autres ravageurs exotiques de l'île. A ce tableau de chasse, Régis Goebel espère bien ajouter l'élimina-



tion des boreris asiatiques, un groupe d'insectes foreurs de la tige des cannes qui dégrade leur taux de sucre et réduit leur diamètre de façon dramatique.

Déjà présents en 1850, ces boreris furent contenus par l'introduction d'un varié de cannes résistantes. Mais celle-ci a depuis lors été remplacée par une autre, plus sensible. Résultat : un tiers des surfaces est aujourd'hui affecté. « Nous travaillons sur un complexe d'agents de contrôle : plusieurs espèces de micro-guêpes capables de pondre et de se développer dans les œufs, les larves ou la chrysalide des boreris, précise M. Goebel. Pour renforcer leur ac-

tion, nous ferons des lâchers massifs de micro-guêpes en 1997. » Le plan de bataille réjouit les planteurs, beaucoup moins les écologistes qui redoutent un effet néfaste pour les insectes locaux de ces mini-guêpes et autres « agents de contrôle ». « Mis à part les papillons, quelques libellules et certaines fourmis, les populations d'insectes de l'île sont très mal connues », explique Christian Guillemet, de l'Institut de la Réunion, au Port. Ce qui a conduit à plusieurs « dérapages ». Ainsi, dans les années 50, l'Institut a introduit des mouches tachinaires pour combattre *Papilio demodocus*, un papillon ramené

d'Afrique dont la chenille défolie les agrumes. L'exotisme a correctement été limité, mais les mouches ont aussi parasité deux papillons endémiques, protégés et en voie de disparition.

A ces lâchers sauvages du passé, le Cirad oppose aujourd'hui des études préalables à toute introduction. Reste que leur laboratoire de quarantaine, où l'on s'assure que les candidats au contrôle ne portent ni parasites ni maladies transmissibles à la faune et flore locales, n'est pas aux normes internationales (absence d'incinérateur et de suppression pour éviter toute échappée d'insectes, virus ou champignons). « Ces normes sont très récentes ; une mission ministérielle viendra en juin nous aider à les appliquer », assure Serge Quilici, qui dirige le programme de lutte contre les mouches des fruits.

L'autre inquiétude porte sur la qualité même de ces études. Contre les pestes végétales, durant plusieurs années, on vérifie que l'auxiliaire à introduire soit bien nuisible pour la peste et non pour la flore locale. En revanche, il est très rare de mener de tels tests de « spécificité » sur la faune locale. « Systématiser cette pratique serait d'une lourdeur excessive », précise Serge Quilici. Pourquoi ce qui est considéré comme nécessaire dans un cas ne le serait plus dans l'autre ? « C'est une question d'échelle : la biodiversité des insectes est bien trop riche pour en faire le tour. En revanche, une connaissance minimale de celle-ci peut permettre

de sélectionner des auxiliaires plus spécifiques, qui n'attaquent par exemple que quelques genres dans la famille du ravageur visé. »

Encore faut-il que l'étude de la biodiversité que Serge Quilici appelle de ses vœux (et mène dans son coin) fasse partie intrinsèque des programmes de contrôle biologique du Cirad. Ce qui n'est pas le cas. Régis Goebel justifie les priorités actuelles : « On ne peut pas refuser aux planteurs et aux élus - qui nous financent en partie - de rechercher des auxiliaires lorsqu'ils se sont montrés efficaces en laboratoire, sous prétexte que nous ne les avons pas testés sur tous les insectes de la Réunion ! »

Pourtant, parfois, il faut savoir dire « non » aux représentants agricoles. « Nous l'avons déjà fait, indique Serge Quilici : par exemple, en refusant de cautionner l'introduction d'une punaise contre un thrips

porteur d'un virus qui abime les cultures maraîchères. Nous considérons que la punaise ne serait pas efficace ni assez spécifique. » Et l'introduction n'a pas eu lieu.

Pour contenir les pestes végétales, aucune méthode n'est donc idéale. Ni la lutte chimique (« coûteuse, souvent néfaste pour l'environnement, et de moins en moins efficace du fait des processus de résistance des insectes »), ni la lutte biologique. De même, aucune méthode n'est sans risque. Mais l'on pourrait en réduire l'impact en améliorant les études préalables et le suivi. En renforçant les moyens de contrôle à l'aéroport et aux ports, l'éducation des touristes et des habitants, la Réunion pourrait ainsi cesser d'être un paradis pour espèces exotiques nuisibles et envahissantes.

Vincent Tardieu

Des espèces venues d'Hawaii

La Réunion a une gamme très variée de mouches nuisibles, qui lui coûtent chaque année 7 millions de francs rien qu'en pertes et traitements chimiques des fruitiers. Sur les vingt-deux espèces existantes, trois gâtent fruits et agrumes, trois pourrissent les cucurbitacées et une les solanacées. Sur le nombre, une seule est native de l'île. Piégeages et insecticides sont utilisés pour limiter l'étendue de ces ravageurs, dont l'étude écologique est menée sur soixante sites. Serge Quilici et Bruno Montagneux du Cirad testent aussi l'action de deux parasites venus d'Hawaii. Grâce à eux, 30 % à 80 % de certaines espèces de mouches ont pu être décimées en élevage - ce qui n'est pas si mal. Reste à trouver un parasite efficace contre la principale mouche des fruits, *Ceratitid rosa*, originaire du Natal sud-africain. Un continent où les spécialistes en parasites des mouches sont moins prolifiques.

Les syndicats de chercheurs du CNRS appellent à une journée d'action jeudi 21 mars

A L'OCCASION du conseil d'administration du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), une intersyndicale des personnels de recherche regroupant une dizaine d'organisations appelle à manifester, jeudi 21 mars, devant le siège parisien et les délégations régionales de l'établissement public. Cette journée d'action fait suite aux dernières mesures d'assainissement financier entreprises par la direction du CNRS. Dans la nuit du 5 au 6 janvier, celle-ci avait procédé à un « ratissage » de 90 millions de francs de crédits non dépensés par des laboratoires et à valoir sur l'année 1996, privant une partie d'entre eux de moyens de fonctionnement

(Le Monde du mercredi 13 mars). Ce dernier épisode est unanimement dénoncé par les organisations syndicales. Selon le Syndicat national des chercheurs scientifiques (SNCS), la situation financière difficile du CNRS tient essentiellement à un écart cumulé, estimé à 2 ou 2,5 milliards de francs, entre les autorisations de programme (AP) et les crédits de paiement (CP) qui doivent assurer leur financement.

Les responsables de ce dérapage seraient « les ordonnateurs des financements, c'est-à-dire les délégués régionaux du CNRS ». Selon l'intersyndicale, le remboursement annoncé de la dette consisterait essentiellement en un « jeu

d'écriture » destiné à conserver les crédits de paiement 1996 au niveau de 1995, et à masquer un recul en volume des CP de 10,6 %. Les autres organismes de recherche seraient aussi dans le « collimateur » du gouvernement, assurant les représentants syndicaux, qui évoquent une « régulation » à l'Inserm et à l'Orstom.

Ce désengagement de l'Etat dans la recherche publique a aussi des conséquences sur l'emploi. Au CNRS, le « recrutement-zéro » est de rigueur pour les chercheurs et deux cent deux postes d'ingénieurs, techniciens et administratifs (ITA) sont supprimés en 1996. L'intégration des neuf mille doctorants formés chaque année devient problématique, tout comme la multiplication des emplois précaires (CDD, CES), qui, selon une estimation du SGEN-CFDT, représenteraient 13 % des personnels CNRS.

Si bien que les syndicats voient se profiler un démantèlement des établissements publics de recherche, déjà évoqué en 1986, et contenu en germe dans le plan triennal de réforme de l'Etat, préparé par le ministre de la fonction publique, Dominique Perben. Récemment rebaptisé « Réflexion préparatoire à la réforme de l'Etat » (Le Monde du 8 mars), ce document prévoit que dans un délai de six mois, à compter de son adoption, le ministre chargé de la recherche propose « une réforme d'ensemble de ces institutions, afin de clarifier leurs missions et d'opérer les regroupements, les rapprochements et les coopérations qui paraîtront utiles ».

Hervé Morin

Coucou! MUZZIK fait son nid sur le câble & canal Côté Hite



La chaîne classique et jazz 24h sur 24 en stéréo

Pour recevoir Muzzik, téléphonez vite au 36 69 40 00

La science en débat

Conférence autour de l'exposition « Mesures & démesure » Mercredi 27 mars 1996 à 17h

La dictature du cholestérol

Pierre Louisot, professeur, directeur de l'unité 189, Inserm, Lyon-Sud.

Animation : Françoise Bellanger, directeur de la communication et de la promotion, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie 30, avenue Corentin-Cariou 75019 Paris Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

Le FC Nantes compte sur l'omniprésence de Claude Makélélé pour masquer les vides dans son effectif face au Spartak Moscou

Les Nantais abordent avec deux buts d'avance le quart de finale retour de la Ligue des champions

Le FC Nantes se déplace sur le terrain du Spartak Moscou, mercredi 20 mars, en quart de finale de la Ligue des champions. Vainqueurs (2-0) au match

aller, les Nantais seront handicapés par plusieurs absences. Mardi 19 mars, la tâche des Girondins de Bordeaux devait être beaucoup plus ardue. Les

Girondins devaient rattraper leur déficit de deux buts, face au Milan AC, pour se qualifier pour les demi-finales de la Coupe de l'UEFA. Jeudi 21 mars,

la Paris SG reçoit les Italiens de Parme au Parc des Princes en Coupe des vainqueurs de coupe. Les Parisiens s'étaient inclinés, 1-0, au match aller.

EN ZAÏROIS, la langue de ses origines, Makélélé signifie « le bruit ». Dans son cas, le nom s'accorde mal au tempérament. Claude Makélélé déteste susciter le tapage. Hors des terrains, il passerait plutôt inaperçu, avec son allure sans aspérité. « Mon objectif dans la vie n'est pas d'attirer les regards », explique-t-il. Le milieu de terrain du FC Nantes entretient une modestie que lui dicte sa « nature » et son « éducation ». Celles d'un enfant qui, à l'âge de cinq ans, s'est installé avec sa famille en région parisienne pour suivre le père, longtemps international de football dans la sélection zairoise. Cet exil lui a valu « une éducation à l'européenne », sou-



cluseuse de ne pas tout miser sur le seul talent sportif. La gloire du père a aussi relativisé la renommée naissante du fils. Avec son expérience, André-Joseph a su apprendre à Claude Makélélé ce recul sur le ballon rond et son environnement qui le classent aujourd'hui dans la catégorie des footballeurs sages. Sur le

terrain, cette retenue donne souvent l'impression de le placer en retrait de ses équipiers. Non que Claude Makélélé ne soit parfaitement à sa place dans l'effectif du FC Nantes. Arrivé au club à dix-huit ans, il y a cinq saisons, après être passé par Melun et Brest, le joueur n'a pas connu la promiscuité de la crèche de talents qu'est la Jomo. Il ne s'en est pas moins rapidement fondé dans une génération qui a grandi ensemble. Claude Makélélé jouait déjà naturellement ce football que la plupart de ses équipiers ont appris au centre de formation.

En revanche, cette arrivée tardive et ce caractère tempéré le tiennent à l'écart des excès du FC Nantes, club fertile en coup de génie ou de folie, en caprices et en exploits. Ainsi Claude Makélélé attire-t-il moins souvent les louanges ou l'opprobre que certains des équipiers vedettes. Du match aller des quarts de finale de la Ligue des champions, face au Spartak Moscou, on se souvient des secondes d'inspiration de Nicolas Ouéddec. L'on garde aussi en mémoire les instants d'égaré de Reynald Pedros, assez irresponsable pour donner un coup de pied à un

adversaire et se faire expulser à quelques minutes de la fin du match. La contribution de Claude Makélélé, irréprochable contre les Moscovites dans son rôle de demi-relais censé faire rebondir le jeu devant la défense, a laissé moins de traces. Elle fut pourtant aussi indispensable à la victoire (2-0) du FC Nantes que dans le parcours vers le titre de champion, la saison dernière.

Mercredi 20 mars à Moscou, un concours de circonstances placera toutefois le joueur en pleine lumière pour le match retour des quarts de finale de la Ligue des champions. Le meneur de jeu tchadien Japhet N'Doram, son voisin de poste, blessé, et Laurent Guyot, le pilier de la défense, suspendu, seront absents de l'effectif nantais. Reynald Pedros sera absent à cause de sa conduite au match aller. Sans ces pièces maîtresses, Claude Makélélé se retrouvera plus isolé qu'à l'habitude pour organiser le premier rideau défensif, pour fournir Nicolas Ouéddec en bons ballons, pour soutenir les regards des spectateurs et les espoirs de supporters nantais. Cette perspective ne l'effraie pas plus que celle de disputer, quelques jours plus tard

avec l'équipe de France espoirs, un quart de finale face aux Allemands crucial pour la qualification pour les Jeux olympiques d'Atlanta.

BAROMÈTRE DU JEU

Le milieu de terrain sait que s'il tient correctement son rôle, le FC Nantes possède des chances réelles de préserver son avantage et de parvenir en demi-finale. Son niveau de jeu a trop souvent coincé avec celui du club pour qu'il puisse en douter. Claude Makélélé est sans doute le baromètre le plus fiable pour évaluer les pressions qui pèsent sur le jeu des canaris. Nul plus que lui n'a souffert des bouleversements qui ont affecté le club à l'inter-saison. Personne ne s'est autant trouvé déstabilisé, sur le terrain, par les départs de Christian Karembeu et Patrice Loko, qui évoluaient tous deux sur le côté droit de la pelouse où il a pris l'habitude de déjouer ses dribbles. « Sans eux, j'ai traversé une période de flot, se souvient-il. C'était comme si j'avais perdu mes repères », joueur égaré dans un Nantes déboussolé, Claude Makélélé aurait aimé qu'on lui accorde une pause à l'entrée de l'hiver, qui aurait permis à son corps de récupérer après les efforts de la folle saison du titre. Mais la cadence du championnat et de la Coupe d'Europe, ainsi que la fragilité de l'effectif nantais ne l'ont pas permis.

Le milieu de terrain a continué de jouer et d'empiler des matches frustrants, comme son équipe qui ne retrouvait plus ce jeu qui l'avait fait champion. Ses dribbles ralentis par la lassitude ont moins surpris les adversaires, comme le culot étonné des Nantais. Ce n'est que depuis le début de l'année que le joueur a pu à peu près retrouver la forme, tandis que le club renouait parfois avec la grâce. La saison semble d'ores et déjà glissée en championnat, mais le match contre le Spartak Moscou à Nantes la voie à suivre si l'équipe veut en finir avec ses interminables.

Jérôme Fenoglio

Le maire de Saint-Denis lance un appel pour un club au Stade de France

PATRICK BRAOUEZEC, maire (PC) de Saint-Denis, a lancé un nouvel appel, lundi 18 mars, pour la création d'un club de football de haut niveau en Ile-de-France. Cette équipe pourrait devenir, à l'horizon de l'an 2000, le club résident du Stade de France, actuellement en construction pour la phase finale de la Coupe du monde de football 1998. La présence d'un club de première division est indispensable pour permettre au consortium gestionnaire du stade d'approcher l'équilibre financier. En l'absence de club résident, l'Etat s'est engagé à verser une indemnité annuelle aux sociétés concessionnaires, qui pourraient, de surcroît, se retirer au bout de deux ans, en laissant le financement de l'équipement à la charge des pouvoirs publics.

Le nouveau club doit être « un vecteur de lien social et un élément du dynamisme économique de la région », écrit encore M. Braouezec dans l'appel co-signé notamment par Jack Ralite (maire (PC) d'Aubervilliers), Michel Hidalgo, Just Fontaine, Raymond Kopa, Didier Deschamps et Jean-Claude Bras, président du Red Star (D 2).

Les retransmissions télévisées

● Mardi 19 mars : Bordeaux-Milan AC (Coupe de l'UEFA) en direct sur Canal Plus à 20 h 30.
● Mercredi 20 mars : Spartak Moscou-Nantes (Ligue des champions) en direct sur TF 1 à 17 h 30, puis à 22 h 30, s'amenant des trois autres quarts de finale : Ajax Amsterdam-Borussia Dortmund (2-0), Juventus Turin-Real Madrid (0-1) et Panathinaïkos-Legia Varsovie (0-0).
● Jeudi 21 mars : Paris SG-Parme (Coupe des coupes) en direct sur Canal Plus à 20 h 30.

Les Bleus sans Eric Cantona et David Ginola

Le sélectionneur de l'équipe de France, Aimé Jacquet, a rendu publique la liste des seize joueurs retenus pour le match amical Belgique-France du mercredi 27 mars à Bruxelles. Le fait marquant est le retour du défenseur parisien Alain Roche, après huit mois d'absence à cause d'une blessure au genou gauche. En revanche, Aimé Jacquet demeure inflexible dans son choix de ne pas sélectionner les anciens Laurent Blanc, Jean-Pierre Papin et surtout les deux « Anglais » Eric Cantona et David Ginola, qui voient leurs chances de participer à l'Euro 96, en juin, s'amenuiser. « Je ne suis pas insensible aux bonnes performances actuelles d'Eric Cantona avec son club et je connais les qualités de David Ginola, mais je veux poursuivre mon idée jusqu'au bout », a déclaré Aimé Jacquet. Lundi soir, Newcastle, le club de David Ginola, a repris un avantage de trois points devant Manchester United, l'équipe d'Eric Cantona, en tête du championnat d'Angleterre, en battant West Ham (3-0).

Franck David, un véliplaniste de Barcelone à Atlanta par le chemin des écoliers

LA MÉDAILLE D'OR est abîmée. « Elle a bien vécu, elle a fait toutes les boîtes de nuit de Barcelone, elle est passée dans des centaines de mains, maintenant elle est chez moi, sur une île, personne ne viendra me la voler là-bas... » La breloque est rayée, mais les souvenirs de Franck David sont intacts, lumineux. Près de quatre ans après, ses yeux bleus clairs s'allument encore à la lueur de ces images auxquelles il pense « tous les jours ».

Dans la capitale de Catalogne, ce jeune Morbihannais, alors âgé de vingt-deux ans, était devenu champion olympique de planche à voile en 1992, après une dernière régatée décisive. « Les Jeux, c'est inoubliable, fantastique, je suis resté presque un mois à Barcelone. Comme la marina était juste à côté du village olympique, il y avait beaucoup de Français qui venaient nous encourager au départ des manches. Les handballeurs déjeunaient tous les jours sur le port. Alors, après la médaille, je suis allé moi aussi supplier tout le monde... »

De ce mois d'août fabuleux, entre rêve et réalité, Franck a aussi gardé des copains : « Jean-Philippe Gatin, Sébastien Flute, les escrimeurs. On s'écrit régulièrement, on se té-

léphone de temps en temps. » Se sont-ils donné rendez-vous à Atlanta, pour défendre leurs médailles ? « Eux vont sûrement y aller, moi c'est une autre histoire... »

UN SEUL FRANÇAIS AUX JO

Franck ne s'aveugle d'aucune illusion quand il se mire dans l'or de sa médaille. Un seul Français ira aux Jeux d'Atlanta, c'est la règle pour toutes les séries de voile olympique, et la concurrence est très sévère. La première des trois épreuves de sélection est le championnat du monde, qui se déroule cette semaine, à Haifa, en Israël. Franck sait bien que son titre olympique sera dur à défendre. Après Barcelone, il a abandonné la planche de compétition pendant deux ans, pour reprendre le chemin des études. Avec son grand ami Michel Quintin, double champion du monde, mais candidat malheureux à la sélection pour les JO en 1992, il est allé voir les responsables de la fédération. « On leur a dit : on n'exige rien pour ce titre, mais on craint deux ans, et quand on revient on demande à être réintégré en équipe de France. »

La FFV accepte, les deux copains amoureux des îles et du soleil - Quintin est néo-

calédonien, Franck vient de l'île d'Arz (5 kilomètres carrés, 200 habitants), au large de Quiberon - se retrouvent à Paris. Franck David s'installe sur les bancs de la faculté de la porte Dauphine, à deux pas du périple et de gestion du sport. « Après deux ans de planche sous les tropiques, ça n'a fait drôle. Mais mon titre olympique et le soutien prolongé de mes sponsors personnels, VFF et les Produits laitiers, m'ont permis de profiter de Paris pendant deux ans. Cela a coupé l'élan sportif, mais sans études, c'était un coup à rester dans les nuages... »

Franck David se remet à la planche à l'automne 1994. Dans la souffrance. Entre temps, la planche olympique a changé : la très technique Lechner a été abandonnée, au profit de la Mistral, plus physique. De plus, la pratique du « pumping » (création de son propre vent en agitant la voile) a été autorisée. Tout cela favorise des planchistes très costauds. « Aujourd'hui, la stratégie est quasiment absente ; c'est dommage, c'est ce qui nous rapprochait vraiment des autres séries de la voile », regrette Franck.

Pourtant, après une première année délicate où il doit s'acclimater aux nouvelles

règles et faire de la musculation, Franck termine cinquième, et premier Français des derniers championnats d'Europe. Cela lui permet de rester en équipe de France. Et si une mauvaise place aux championnats du monde de la fin d'année 1995 le condamne aux yeux de beaucoup à regarder de loin les Jeux, il évoque Claude Muzellec ou autre Jean-Max de Chavigny se baigner pour aller aux Jeux, lui évoque « la grande bataille » avec un sourire au coin des lèvres. « J'ai hâte que ça commence. Depuis Barcelone, on n'a pas fait un seul podium mondial chez les garçons, mais je suis sûr que ce printemps, on va remporter des Français. » Réponse aux championnats du monde de planche à voile, qui comptent pour la sélection française en vue des Jeux d'Atlanta, à partir du mardi 20 mars, à Haifa. Et si, encore une fois, c'est lui qui décroche la lune ? « Ça sera formidable, après l'arrêterai sûrement pour me consacrer à la société organisationnelle d'événements que j'ai créée... » Un silence, peut-être le souvenir sucré d'un parfum de Catalogne. « De toute façon, ça ne sera jamais aussi bien que la première fois. »

Jean-Michel Brochen

Bourges veut démontrer la progression du basket féminin en France

L'EUROPE réussit aux clubs féminins de basket. Remportée par Tarbes la semaine dernière (Le Monde du 13 mars), la Coupe Rouchetti reste en France. Après une victoire dans cette



Coupe continentale l'an dernier, Bourges participe, à partir du mardi 19 mars, à Sofia (Bulgarie), à la finale à quatre de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Vingt ans après les quatre finales perdues du Clermont Université Club (CUC) contre le Daugava de Riga, dix-huit fois champion d'Europe entre 1960 et 1982 avec une impassable Oulana Semenovna... de 2,12 mètres, jamais une équipe française n'a été aussi près de concrétiser la progression des clubs hexagonaux.

La France occupe largement, cette saison, la première place du classement féminin des nations. Elle « talonne » l'Italie pour le classement général par clubs des trois dernières années. Six équipes françaises seront donc autorisées par la Fédération internationale de basket (FIBA) à s'aligner dans les compétitions européennes, la saison prochaine.

Les succès des clubs français sont nés des échecs du CUC. La fin des années 70 marque l'arrivée des joueuses étrangères dans les équipes du championnat de France. Le CUC montrait ainsi la voie d'un véritable professionnalisme, indispensable pour bien figurer au niveau européen. Depuis cette époque, le championnat féminin est également largement contrôlé par la fédération française de basket (FFB). Celle-ci impose à chaque club professionnel de se doter d'une équipe espoirs. Ces véritables centres de formation sont « alimentés » par

des joueuses que les entraîneurs repèrent sur tout le territoire. C'est pour cette raison que la FFB se veut très vigilante sur la qualité de la formation scolaire, de l'hébergement, du suivi médical de ces jeunes filles, dont certaines seulement réussissent à faire partie des équipes premières.

Il y a maintenant douze clubs professionnels en National 1 A. Des villes

moyennes comme Versailles, Mirande, Challes. Valenciennes et Bourges ont succédé à Clermont au palmarès du championnat de France. Le championnat de National 1 B compte vingt-huit clubs, et les quatre poules de National 2 douze équipes chacune. Avec des budgets « raisonnables » de quelques millions de francs, les équipes professionnelles

En demi-finale contre les championnes d'Europe

Après avoir éliminé en quart de finale les Espagnoles de Valence, battues par Côme en 1995 dans le match ultime de la Coupe d'Europe des clubs champions, l'équipe de Bourges devait affronter dès la demi-finale, mardi 19 mars, à Sofia, ces redoutables Italiennes qui détiennent le titre depuis deux ans.

C'est la cinquième confrontation entre Bourges et Côme cette saison. Les deux clubs devaient jouer la « belle » en Bulgarie puisqu'ils sont crédités de deux victoires chacun. Les équipes de Bourges et de Côme se sont en effet rencontrées lors de la Golden Cup, au Brésil, en septembre 1995, ainsi que lors de la poule qualificative de la Coupe d'Europe. A cette occasion, les championnes de France ont été les seules à battre une fois les Chinoises. Dans l'autre demi-finale, les Slovaques de Rumonok rencontrent les Allemandes de Wuppertal.

réussissent à apporter une certaine notoriété à leurs commanditaires. Elles ont également fidélisé un public, et jouent un rôle moteur dans le développement du basket féminin en France. « Avec 160 000 basketteuses sur 455 000 licenciées, nous pensons avoir fait la preuve de la validité de nos choix », se félicite Philippe Restout, vice-président de la FFB.

Les résultats de l'équipe de France ne sont toutefois pas encore à la hauteur des résultats des clubs. Après une médaille d'argent inespérée aux championnats d'Europe en 1993, les joueuses tricolores n'ont pu prendre que la sixième et dernière place de leur poule à l'Euro féminin 1995, à Birm (République tchèque). Comme celle des hommes, l'équipe de France féminine va ainsi manquer la consécration des Jeux olympiques d'Atlanta.

Christophe de Chenay

La nouvelle école flamande

A Bruges, le travail de Geert van Hecke, dernier promu du Michelin dans son édition Benelux

ON NE PEUT décidément rien reprocher à Bruges. Dommage. Pâcheusement retirée à l'affection de la mer pour cause d'ensablement du Zwin, fleuve nourricier en navires marchands, la ville se voit aujourd'hui plétinée avec ardeur par un maelström de voyageurs qui vient, sans ferveur particulière, mais avec une idée en tête, prendre un bain d'œuvres d'art et retrouver un peu de fraîcheur d'âme dans une ambiance polie et flamande. Courte cité habitée de ponts et d'eau, elle n'offre d'elle que ses reflets, là où Venise noie ses visiteurs dans les gloires délicatement infâmes et résolutions glorieuses de son passé. Ici, les couples se tiennent par la main pour ne pas se perdre, et là-bas par la taille pour mieux se quitter. Bruges où le rendez-vous des passions tranquilles.

Mais Bruges, selon le Michelin - encore, toujours lui -, méritait, dans sa version Benelux 96, une étoile supplémentaire, ou plutôt un nouveau trois étoiles qui ferait jolir dans ce paysage de Flandre à l'atmosphère prononcée et à la langue impossible. Une distinction hors francophonie à demi, mais qui voulait saluer le travail d'un cuisinier élevé dans le sillon français - chez Alain Chapel, à Mionnay, dans l'Ain - et qui avait pris sur lui d'aller porter la bonne parole en terre étrangère, son pays d'origine pour la circonstance.

Car le Rouge a pris cette habitude d'étendre ses zones d'influence et de s'ingérer aujourd'hui sans vergogne dans des affaires strictement intérieures, jouant le rôle de gendarme international avec veto tout puissant, bientôt censeur de la juste cuisson du mil bantou et de la bonne découpe du phoque truffé. Alors voyons ce qui se passe de si étonnant à Bruges, où rien d'extraordinaire, normalement, ne peut se passer.

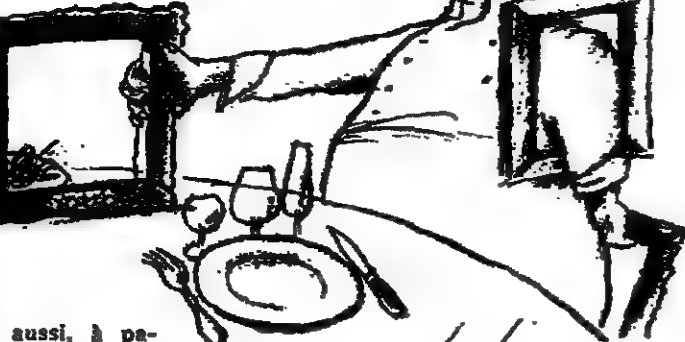
Sans que l'on sache très bien d'où elle émane, il y a de la pègre dans ce lieu, du carillon respectable. Il est recommandé de mettre ses louches au rancart : Amsterdam et Hambourg, c'est plus haut. Ainsi, coup fameux que l'entrée

dans ce restaurant du 19 de la Langestraat à l'enseigne de De Karmeliet, la Carmélite, où officie Geert van Hecke, le promu. Enorme vestibule en forme de transept avec croisées d'ogives et lumière mesurée dans les gammes de la plus extrême onction. De là-haut, coulent des cantiques disco si doucement mesurés qu'ils donnent aux jeunes maîtres d'hôtel qui s'agitent dans la place des allures de petits chanteurs des chorales de Cambridge. Vraiment tout à fait impressionnant. Fallait-il venir avec son misel ?

LE XVI^e SIÈCLE EN DIRECT

Coutume locale : c'était la salle d'attente. Champagne, commande sur menu parcheminé et passage au cœur du propos, dans l'un des salons de cette demeure patrimoniale où venaient loger des religieux - De Karmeliet. Changement d'ambiance, nous sommes ici chez Hans Holbein. A chaque table, tous revêtus de sombre, sérieux et affamés comme des gens respectables, des bourgeois et leurs enfants, des bourgeois et leur maîtresse, des bourgeois et leurs relations d'affaires. Tous copes à l'identique des familles de grands marchands qui fondèrent et firent prospérer la Hanse, puissante organisation commerciale qui régnait sur les mers du Nord. On les croirait tombés du tableau. A 300 kilomètres de Paris, le XVI^e siècle en direct. Faut voir.

A la barre de cette nef gourmande, un Flamand, pas vraiment brugeois - il y tient -, cuisinier de nature et de profession. Homme à la barbe blonde et au regard bleu dur ; un pas tellement commode sous sa petite taille. Il y a du Saint-Jean d'Acres dans le personnage. Dans sa cuisine aussi. Les nouveaux croisés font mouvement. Trente-neuf ans, l'âge qui convient pour savoir reconnaître le jus du faux, l'imposteur de la vérité. Ses classes, il les fait en France, auprès du défunt Chapel ; ses pèlerinages



aussi, à patrouiller chez les seigneurs de la table, à noter leurs manques et leurs coups d'éclat, leur combies et leurs illuminations. Libre de ses pensées et de ses actes, mais admirateur pour toujours.

Le talent, en cuisine, est universel tant que l'on ne choque pas celui auquel on s'adresse. Autrement dit, comment rendre raison, par effraction, à ceux que l'on assouplit dans un ordre nouveau du goût sans contrarier les quelques vérités auxquelles ils tiennent. C'était le juste parti de ce Franco-Flamand engagé dans un combat de frontières qui pouvait tout aussi bien le mener à sa perte que jusqu'à la ronfante reconnaissance de l'émancipation suprême. Vous n'aimez que la sole, le turbot, le homard et les langoustines géantes, murmure-t-il à sa riche clientèle, je vous propose des maquereaux de ligne, demain des piles, du merlan, des crevettes grises à ma façon ; des plats si simples que vous pourriez en rester baba.

En attendant cette révolution de palais, en la préparant, Geert Van Hecke reste raisonnable. Voilà l'un de ses plats champions, un impairement : tulle sucrée et salée, grosses langoustines rôties aux chicons - « geukerd en gezouten kantboekje, gebakken niertrogstreepjes met

willow » -, jus de pommes vertes et curry léger. En français, chapeau ! On pourrait sûrement en faire un repas. Du touché, une cuisson qui frise l'insolence - juste avant, c'est raté, juste après, c'est juste après. Comment font-ils ? Autre chose, si l'on aime les oursins : huîtres en gelée d'oursins, lettuce marinée aux langues d'oursins, œufs de caille pochés à la crème d'oursins. Des oursins donc, mais travaillés à la virile, en force et en toute connaissance de cause. Il y a de la poigne et de l'intégrité chez ce cuisinier. C'est assez réjouissant.

D'autres plats, multiples encore, conçus généreux, sans trucage, faits maison par Van Hecke, enfant des « pianos » français, traducteur d'une Europe qui finira bien un jour par arriver. La carte est vaste et courte à la fois et donne l'impression d'être nourrie. Les vins qu'on sert sont de ces vins qui ressemblent à ceux sur lesquels on n'a jamais jeté d'imprimatur définitif ni porté de jugement grandiose. Tout à fait remarquables en réalité. Avec son nom de cœur de cycliste engagé sur l'anneau du sans pitié Liège-Bastogne-Liège, Geert Van Hecke pourrait bien finir par étonner son monde.

Jean-Pierre Quélain

* De Karmeliet, 19, Langestraat, Bruges. Tél. : (19)-32-50-33-82-59. Sur place : 33-82-59. Menu : 500 F. Carte : à partir de 700 F.



Pour tirer la biscotte hors du ghetto de ces consommateurs habituels (personnes âgées et familles nombreuses), le numéro du marché, Heudebert, lançait récemment la « Biscotte gourmande ». Si l'emballage joue à fond l'imagerie boulangère, on ne peut que sourire en lisant le slogan « Retrouvez le goût de la tradition ». Le fabricant lui-même ayant été bien en peine de retrouver une recette « traditionnelle », il en a inventé une de toutes pièces. Par rapport à la biscotte « basique », la « gourmande » est plus riche en sucre et en matières grasses, mais elle est surtout plus épaisse. Quelques millimètres supplémentaires qui peuvent devenir un gage de solidité. Chose importante lorsque l'on sait que la cuisson des biscottes les rend toutes légèrement concaves, et donc extrêmement fragiles à briser.

Guillaume Crouzet

* Biscottes gourmandes d'Heudebert. 8,50 F environ les vingt-deux tranches.

TOQUES EN POINTE

Bistrots

LE PACTOLE

■ Roland Magne fait le distinguo entre ses responsabilités syndicales et son métier. La TVA réduite des fast-foods le met de mauvaise humeur. Dur, le métier ? « Il faut désormais travailler plus avec moins de personnel et ouvrir le dimanche. » Le client ne s'en plaint pas le dimanche soir où, à Maubert, toutes les bonnes maisons sont fermées. Un menu à 149 F propose de bons plats de bistrot, un saucisson de Montauz pommes à l'huile d'olive, la blanquette de volaille ou bien le navarin d'agneau aux petits légumes. La carte est plus ambitieuse. Le cabillaud fumé minute, par exemple, servi avec des tomates, zestes de citron confit et purée à l'huile d'olive, et encore la pomme au four farcie aux figues et beurre de cidre. Service zélé. Menu à 149 F et 210 F (vin compris). A la carte, compter 250 F.

* Paris. 44, boulevard Saint-Germain (75005). Tél. : 43-26-92-28. Fermé samedi midi.

LA TABLE DU COMBAT

■ Il ne reste pas grand-chose de l'hospice du XV^e siècle situé au sommet du pittoresque village qui domine la plaine du Comtat. Mais la vue demeure saisissante. Alors la brouillade d'œufs aux truffes et jeunes asperges du pays, simplement apprêtée, et la bouillabaisse de morue ne font qu'ajouter au bonheur perché que l'on éprouve irrésistiblement. Le chef Franck Gomez propose un sympathique menu du terroir, les escargots farcis à la provençale, la bouillabaisse borge ou la blanquette de chevreau, fromages régionaux et dessert maison. L'ensemble pour 150 F. Bon choix de vins de propriétaires de la région, et de Séguret même. A quelques kilomètres de Vaison-la-Romaine, où devrait bientôt s'installer le chef lillois Robert Bardot, cette table mérite l'ascension. A la carte, environ 250 F.

* Séguret Village (84110). Tél. : 90-46-91-49. Fermé mardi soir et mercredi.

Brasseries

PAVILLON NOURA

■ Selon l'humeur, on louera le décor clair, peint à fresque, ou bien l'on y verra qu'un luxe dénué. De la table étonnante, abondante, superlatif même, on retiendra la variété de la Méditerranée et jusqu'à l'ombre portée d'Istanbul. Et c'est la ronde des « mezzes » avec lesquels on boit l'arak anisé. Taboulé bien sûr, persil et blé concassé ; hommos aux pois chiches, purée d'aubergine, feuilles de vigne farcies, gombos, falafel, fèves mijotées. Le morceau de choix, ce sont les brochettes avec légumes ou boughour (blé concassé) - kefta, poulet mariné et grillé, chavarma ; poissons grillés et frits. Agneau et volaille sont garnis de fraîches salades. Nous n'aurions garde de négliger un ensemble de pâtisseries remarquables, une carte des vins honorable, dont le Kefraya de la Bekaa. Une clientèle choisie vient chercher au Pavillon Noura souvenirs ou bien dépaysement. Les uns et les autres sont heureux.

* Paris. 21, avenue Marceau (75116). Tél. : 47-20-33-33. Tous les jours.

SÉLECT OPÉRA

■ De bons esprits nous font remarquer que bistrots anciens et brasseries disparaissent chaque jour à Paris. Profitons alors du Sélect Opéra, au décor charmant, intérieur nacré et enjolivé de torsades de néons de couleur. Une patronne attentive qui épêche sagement les pommes des desserts de famille, la traditionnelle servante, vive et aimable, des vins variés, dont un bon vieux Château Gomerie - 1989 - à 66 F. Outre la carte classique de brasserie, c'est aujourd'hui un éventail de poissons au beurre d'estragon, ou bien le pot-au-feu, toujours de saison. Cuisine française de tradition. Demain, ce sera la brandade de morue. Dans un cadre choisi et typique, pour 110 F environ, c'est un « luxe » qu'employés et artisans peuvent s'offrir. Les étrangers aussi, sensibles au Vieux Paris, tendance rétro.

* Paris. 33, rue Danielle-Casanova (75001). Tél. : 42-96-09-22. Fermé samedi soir et dimanche.

Gastronomie

LA GRANDE CASCADE

■ La Grande Cascade reste l'un des témoins les plus accomplis de l'architecture des jardins du Second Empire. Cette belle endormie au Bois dormant attendait patiemment son Prince charmant. C'est chose faite avec l'arrivée d'Alain Ducasse, ce styliste de la grande cuisine à la façon des designers italiens. Ce Fregoli de la cuisine méditerranéenne ne pouvait mieux choisir que ce bâtiment de l'architecte David pour présenter aux Parisiens sa cocotte en fonte de légumes d'hiver à la truffe noire écaillée.

Un de ses fidèles lieutenants, qui fut pendant dix ans son second, est installé seul aux commandes depuis le départ du chef Thierry Sabine. Les élèves ont parfois la réputation de faire plus « fade » que le maître. Ce n'est pas le cas ici avec la truffe cuite et crue, celeri et sauce Périgourdine, le pâté en croûte à la façon de Lucien Tendret, ou encore la longe de veau de lait fermentée doucée de moutarde. Desserts de cuisinier, amaras rôti, croustillant à la fève de cacao. Intéressante sélection de la cave proposée avec un menu, servi tous les jours - midi et soir - à 285 F. A la carte, à partir de 450 F.

* Paris. Allée de Longchamp (75016). Tél. : 45-27-33-51. Tous les jours.

Jean-Claude Ribaut

GASTRONOMIE

Sur nos plateaux, c'est elle la star !

PROMOTION
FRUITS DE MER
6 PLATEAUX
79[€] à 240[€]

LA CHAMPAGNE
GRANDE BRASSERIE DE LA MER
10 bis, place Cligny - 75008 Paris
Tél. 45 74 44 78 - Fax 45 80 68 10

CHEZ HANSI
GRANDE BRASSERIE ALBAISE
3, place du 15-Juin-1940 - 75008 Paris
Tél. 45 48 96 42 - Fax 45 44 55 48

PARIS 5^e

L'Alma
Restaurant

Gastronomie marocaine
Service traiteur à domicile

dans un cadre au style typiquement marocain, une cuisine très légère - Carte 180 à 200 F.
12, Bd St Germain Paris 5^e
Tél. : 46.33.86.91 - 44.07.23.66

PARIS 6^e

ALSACE A PARIS T.L.J.
43.26.89.36

9, pl. St-Ambroise-Arts, 6^e - SALONS
CHOUKROUTES, GRILLADES,
FLAMMEKUECHE, POISSONS,
HUITRES ET COQUILLAGES

La TAVERNE
KRONENBOURG

VOUS PROPOSE SON
MENU GOURMAND
pour 140[€] (à 2)

24 Bd des Italiens, Paris 9^e

PARIS 9^e

TY COZ 48.78.42.98/34.81
25, rue St Georges, 9^e

POISSONS - CRUSTACES
FRUITS DE MER

Menu de la « MER » le soir 170 F
Fidim. - Lundi soir - Climatisé

Service Gastronomique
Coffers, dîners, buffets, cocktails.
Organisation de réceptions
Pour entreprises et particuliers.

Tables rondes
et colloques gourmands
Conception, organisation, animation.
Prestations clés en mains.

CHOCOLATIN
traduit votre idée et l'adapte
à l'événement que vous
souhaitez vivre.

(1) 49.30.25.37
Fax : (1) 49.30.69.84

PARIS 14^e

L'Escargot
Montorgueil

14 bis, rue 180 F. Menu de saison 230 F
Carte de tradition - Tous les jours
38, rue Montorgueil - 42.36.83.51

FOC LY
RESTAURANT

CHINOIS ET THAILANDAIS
Salons particuliers

Neuilly
79, av. Charles-de-Gaulle, 46.24.43.36
et 71, av. de Suffren (7^e), 47.83.27.12

UN VENT DE RENOUVEAU VENU DE LA ROCHELLE...

Il arrive de La Rochelle pour jeter l'ancre à La Rochelle-Alma... tout naturellement. Grand le nez dans les embruns, Jean Bourdin, bien connu dans sa ville natale pour son art d'accommoder la pêche du jour est le nouveau capitaine du LA ROCHELLE de l'Alma. Difficile de résister à l'appel du large lancé par le superbe banc d'Escalier venu et étoffe. Naviguant autour de la superbe brique d'Escalier venu et étoffe. Naviguant autour de la superbe brique d'Escalier venu et étoffe.

5, place de l'Alma (8^e), 47.23.47.11.
12, place Saint-Augustin (8^e), 45.22.33.05.
Place du Châtelet (1^{er}), 42.33.48.44. Voiturier.

Restaurants ouverts 7 jours sur 7.

GASTRONOMIE dans « LE MONDE » le 20 chaque Mardi date Mercredi

Pour les annonces, contactez le 44 43 77 36 - Fax 44 43 77 30

MUSIQUE Banlieues bleues, sous-titré « Jazz en Seine-Saint-Denis », débutera mercredi 20 mars et devrait se terminer le 18 avril. Quatorze villes participent à la treizième édition d'une

manifestation qui est devenue l'un des temps forts de l'actualité du jazz. ● DEPUIS plusieurs années, Banlieues bleues a fait des « actions musicales » l'un des points majeurs de son développement.

● BERNARD LUBAT revient, dans l'entretien qu'il nous a accordé, sur sa propre expérience à La Courneuve. ● L'UN DES AXES du programme sera le rapport des musiques improvisées et de la danse.

Quatorze banlieues jouent le jazz

Depuis 1984, Banlieues bleues est devenu l'un des temps forts de la saison musicale. De nombreux ateliers ancrent la manifestation dans les villes de Seine-Saint-Denis

A CEUX qui s'interrogent sur l'impact des « actions musicales », devenues une des spécificités de Banlieues bleues, Jacques Pomon, le directeur, propose d'abord de venir suivre une répétition, une rencontre entre des musiciens réputés et les stagiaires. La stratégie est bonne. Les plus sceptiques en reviennent un peu transformés.

Depuis 1989, Banlieues bleues accorde son travail d'élargissement des publics et de proximité avec la vie des quartiers des villes participantes. Insérées dans le cahier des charges à la création, en 1984, les « actions musicales » ont d'abord été ponctuelles, tâtonnantes. Aujourd'hui elles représentent une dépense de 2,4 millions de francs sur un budget total d'environ 9,5 millions. Trente-trois musiciens - treize Européens, treize Américains, sept Africains - y interviennent, sur les deux cent vingt programmes à Banlieues bleues cette année ; près de sept cents participants y sont inscrits.

Parmi les participants des actions musicales, on trouve des élèves des classes de jazz des conservatoires du département, quelques adultes, mais

surtout, pour les trois quarts, les jeunes que l'on a croisés en bas des escaliers d'une tour, à la sortie d'un lycée d'enseignement professionnel, se conformant à l'image que l'on attend des jeunes des cités, blasés, durs. Des structures scolaires, de l'accompagnement social, ils n'attendent généralement presque rien. Ils sont pourtant, ici, attentifs, calmes, consciencieux. Parce que la plupart des musiciens qui dirigent les ateliers sont des jazzmen réputés, parce qu'on ne leur a pas envoyé des « animateurs à guitare ». Certains des quatorze projets ont commencé en novembre 1995 et se prolongent bien après Banlieues bleues. On y joue l'histoire du jazz, des chorales se sont montées, les percussions abondent, on y danse, on y écrit les textes d'un rap.

Valérie Malot, responsable des « actions musicales », connaît tout le monde. Elle salue un ancien stagiaire qui a monté dans son quartier une classe de jazz, là où autrefois on rejoindrait l'équipe technique. Elle n'en revient toujours pas de cette soif d'apprendre, de cette avidité à voir aboutir un projet. « Ce qu'on propose, c'est le moyen qu'il y ait un dé-

clat, l'envie d'avancer ensemble, d'être content de soi, la fierté d'avoir réalisé quelques minutes de musique. » Cela paraît infime. Dans certains quartiers, c'est immense.

SABRES CLAIRES

Nulle trace ici d'une opération bonne conscience pour occuper les jeunes. L'enjeu est avant tout musical. « Nous sommes une organisation qui propose des concerts, rappelle

Jacques Pomon. Nous ne nous substituons pas à l'éducation nationale, ni aux conservatoires, et nous ne revendiquons pas un rôle de travailleurs sociaux. L'objectif, c'est de faire tomber des barrières, de prévention, d'abord, pour qu'il y ait du monde dans les salles, au contact du moment intense du concert. Nous pensons que ça peut passer par un rapport différent à l'art, dont les actions musicales sont un des éléments. » Rien n'est auto-



matique. Tant de semaines de résidences ne donnent pas tant de billets vendus pour une soirée ou tant de vocations. Les musiciens rigolent à l'idée qu'ils viendraient ici gagner des fortunes aux frais du contribuable. Lorsque Robert Irving III, clavier dont on retrouve le nom sur la moitié des productions des grands studios d'enregistrements américains, reste un mois en France avec les stagiaires de Montreuil, il loupe quelques belles affaires. Steve Coleman, lui, est venu découvrir le ral à Romainville. « La rencontre se fait dans les deux sens. Les musiciens prennent parfois de sacrées claques avec la réalité », ajoute Valérie Malot.

Ce soir du vendredi 15 mars, au café La Pêche, à Montreuil, David Murray, radiux, dirige une cinquantaine d'instrumentistes. Des cuivres, des joueurs de sabar (un tambour) conduits par Doudou N'Diaye Rose, une demi-douzaine de chanteurs et chanteuses qui se passent le relais sur un rap écrit dans une classe de Montreuil sur le thème des origines. Des copains sont venus pour voir « la frim des vedettes », ils en sortiront soufflés. « Les musiciens placent la barre artistique très haut », constate Valérie Malot. Des stagiaires vont partir à Dakar transmettre leur nouveau savoir. Sans se poser en modèle. Banlieues bleues admet que l'ampleur des projets fait sa spécificité. Après s'être montrés méfiants, des directeurs d'établissements scolaires, des documentalistes, des directeurs de festivals, contactent Banlieues bleues. Cette année, les questions-sur les « actions » ont été posées plusieurs mois avant les premières installations.

Sylvain Siclier

* Dimanche 24 mars, à 16 heures, concert de présentation des « actions musicales » au Centre culturel Jean-Houdement à La Courneuve. Avec David Murray, Arthur Blythe, Jean-François Duroc, André Minville et Bernard Lubat. Doudou N'Diaye Rose. 30 R. Tél. : 43-85-66-00.

Quatre semaines

● Chiffres. Depuis 1994, Banlieues bleues est suivi par environ 12 500 spectateurs auxquels s'ajoutent les 10 000 participants des « actions musicales ». Le budget (9,5 millions de francs prévus pour 1996) est couvert à 25 % par le conseil général de Seine-Saint-Denis, à 26 % par les quatorze villes participantes ; le reste provient du partenariat privé et d'aides de sociétés civiles. Le taux de remplissage moyen, en augmentation régulière depuis 1993, a été de 72 % en 1995. ● Lieux. L'effort de la Seine-Saint-Denis en matière d'équipement culturel permet de bénéficier, dans la plupart des cas, d'excellentes conditions de concerts : le Forum culturel de Blanc-Mesnil, l'Espace culturel du parc à Drancy, l'Espace Jean-Renaudie d'Aubervilliers, le Centre culturel Louis-Aragon de Tremblay-en-France, la salle Jacques-Brel de Pantin, l'Espace 1789 de Saint-Ouen ont ainsi rejoint l'historique MC93 de Bobigny.

● Programme. « On ne fait pas un programme en essayant de coller à une supposée tendance du moment », affirme Jacques Pomon. Démonstration du 20 mars au 18 avril avec notamment les compagnies Lubat et Duroc, Yusef Lateef, l'italien Instabile Orchestra, David Murray, Pierre Bastien et Mark Tompkins, Pino Minafra, Steve Coleman, Charles Gayle, Lousdzak, Trio Joelle Leandre, Elvin Jones, Mathilde Monnier/Louis Scavis, Nguyen Lê... Programme complet et renseignements à Banlieues bleues, tél. : 43-85-66-00.

Dominique Fréard

Bernard Lubat, chanteur, compositeur, instrumentiste

« Jouer, ce n'est pas chercher à communiquer : c'est tenir sa médiocrité en respect »

« Outre les concerts de la Compagnie Lubat, quel est votre rôle dans cette édition de Banlieues bleues ? »

« On devait travailler en vue du premier concert, par ateliers. J'étais chargé des rappeurs : juste au bas de la Cité des 4 000, à La Courneuve. Très intéressant. La banlieue, je connais. J'y ai fait des stages, des ateliers, du rock sur tout. C'était toujours avec les municipalités PC. J'essayais de parler du jazz, de l'improvisation. Le premier dimanche, on ne s'est rien dit. Ils ne me connaissent pas, c'était une non-rencontre, ils discutent entre eux, je n'étais pas surpris. Le deuxième dimanche, ils ont rattrapé sur leurs trucs à eux. David Murray avait envoyé la musique en vue du concert. Le débat a porté sur le fait qu'ils ne pouvaient pas rapper sur cette musique. »

« Ils étaient soixante garçons, pas de filles. Le troisième dimanche, quatre ou cinq filles sont venues chanter un peu, en anglais. J'ai pianoté, je leur ai demandé pourquoi l'anglais, quelle langue elles parlaient à la maison. Elles m'ont dit que le créole, c'était la honte, pas assez branché. Entre-temps, on a fait un concert avec Perrone et Di Donato. Au concert, les ateliers du rap ne sont pas venus. Et le quatrième dimanche, tout le monde s'est mis à écrire. Je faisais rapper le gonze, mais je le faisais aussi à plat. On restait là comme si on comprenait. Au début, ils ne me demandaient rien, strictement rien. Et là plus personne ne voulait partir. Ma mission s'arrêtait là. »

« Quel en sera le résultat ? »

« On ne peut pas dire avant. C'est ce qui m'intéresse. Je réponds à une pratique par une autre pratique. On peut y arriver. Perrone fait un travail d'enfer avec les tout-petits, mais vraiment tout-petits. Le tout, c'est de ne pas avoir peur du bruit. La surprise, c'est le plaisir qu'on déclenche. »

« Le succès vous intéresse ? »

« J'adore, à condition que ça me regarde. Cette semaine, on est revenu en club à Paris avec Minvielle et Perrone, c'était archi-bourré, et les gens étaient heureux. Je sais ce que j'ai vécu. L'échec ne m'affecte pas. Rien de mieux que de se propulser dans les zones de l'inconnaissance, dans ces endroits que je ne connais pas, où le public est violemment utile. Il joue, il se joue et il nous joue. »

« C'est la leçon du jazz ? »

« Le jazz pour nous, vieux Occidentaux, a fait des ravages. C'est le

droit à l'oralité, à la parole, le droit au chapitre. Quand je suis arrivé au conservatoire, je ne connaissais rien : Les Oignons, le cha-cha-cha... Kenny (Elgins), Dexter (Gordon), tous m'ont fait cette impression magique et inaltérable. Je ne comprenais pas, je ne pouvais pas comprendre. La question ne se posait pas de savoir s'ils jouaient bien ou mal. Au lieu de se cacher, ils en vivaient. Ils en souffraient, mais ils en jouaient. Monk, bien sûr, est le prince de cette aventure. Je regardais le quartet de Coltrane avec la même ferveur rigolo-adorative. Pourquoi ils n'y arrivaient pas à ce point. Au même moment, d'autres s'y acharnaient évidemment. Les contemporains de la musique contemporaine, par exemple, mais avec d'autres moyens que je dirais plus moyens. Dans le Domaine musical, avec Diego Masson, on vivait le même truc : on savait à peine lire

des partitions impossibles à coder qu'un chef ne savait plus parfaitement battre, et le compositeur assistait au désastre. C'est ça qui était fort, ce jeu avec la débilité comme matière. »

« Aujourd'hui, les musiques savent y arriver ? »

« Hélas, oui. La croyance s'est reportée sur le jeu. Le religieux est revenu partout. C'est un religieux de l'estroffe ou du scientisme, mais on dirait que les types essaient de conclure à tout prix. Dans le bop au moins, c'est sa grandeur, personne n'y est arrivé. Les gens sont morts trop tôt. Y arriver, c'est comme si on voulait accéder à la maîtrise : autant dire anticiper sur le néant. Je ne veux pas de ce religieux-là. Je suis un pratiquant de l'erreur. Ce qui me plaît, c'est la mauvaise foi acceptée, celle de Dexter, celle d'Eddy Louiss, surtout aujourd'hui où l'écologie repart de plus belle, où le temps n'a jamais été si épais. Je

ne suis pas un musicien très catholique. »

« C'est de là que vient l'activité d'Uzeste ? »

« Uzeste, c'est la seule radioactivité non mortelle, c'est la vie qui se propage. J'ai toujours été envahi par l'autre, par la vie, par les livres, par les disques. J'ai toujours eu des envies de musicien au-dessus de mes moyens. C'est pour ça que j'aime Portal, Solal, Di Donato, René Thomas, Chateaubert ou Eddy Louiss. Jouer, ce n'est pas chercher à répéter, à communiquer : c'est tenir sa médiocrité en respect. Parce que c'est volontaire, c'est en public, ça se joue avec la vie. Je parle sur le baroque, l'interconnexion, les circulations où la morale n'a pas le temps de s'installer. La musique a tendance à devenir hyper-morale. Le romantisme ou le lyrisme, c'est le court-jus de l'hystérie. C'est ça que je veux dire quand je dis que je ne veux pas devenir un couillon du

Le souffle partagé de la danse et du jazz

AU TOURNANT des années 90, le Centre américain du boulevard Raspail est ébranlé par le cri furieux du saxophone de l'Américain Steve Lacy. Il joue pour un homme portant chignon de geisha, qui descend, tête en bas, le long d'une corde. Le danseur, concentré sur ses yeux fermés, est prêt à tous les assauts. Il s'appelle Shiro Daimon. Il est japonais. Ce duo sauvage, censé figurer l'accouchement, nommé No Baby, fit un triomphe. Panique d'un happening ravageur. Le spectateur, les nerfs écorchés par la lenteur et la stupeur du saxo, comprenait, quand il avait recouvré ses esprits, que ce jazz et cette danse en liberté, décalés, renvoyaient à une même technique : celle de l'improvisation. Aux mêmes qualités : l'attention à l'autre, l'extrême sensibilité à l'humain, qui faisait qu'un spectacle pouvait durer une heure comme un instant.

Lacy souffrait de ce que la danse contemporaine, du moins en France, ne se préoccupait pas davantage de musique. Pendant quinze ans, il milita, le plus souvent seul, pour affirmer le bien-fondé de cette alliance. Maître du free jazz et de la mélodie, il savait accompagner, de viner, avec la même aisance, les trances de l'Africaine Elsa Wolfstam, la précision horlogère de son compatriote postmoderne Douglas Dunn. Au Théâtre de la Forge royale, à Paris, Dominique Petit rebondissait sans fin sur ses notes im-

prévisibles. Sheryl Sutton, égypte de Bob Wilson, venait parfois les rejoindre. L'Américain s'essayait, en 1983, avec Brackets, à l'opéra dansé. En 1988, il composait la musique d'Artemis de Susan Buirge. On comprend mieux aujourd'hui - Lacy vient de quitter la France, où il vivait depuis trente ans - son goût pour le décloisonnement des arts. Son credo : le swing, comme mode de vie. « Musique et danse doivent procéder d'un même souffle partagé », disait-il.

Il a fallu attendre les années 90 pour que la leçon du saxophoniste

américain soit entendue en France. Après un premier essai sur les notes graves de la contrebasse de Joëlle Léandre, Mathilde Monnier se lançait dans une collaboration suivie avec Louis Scavis. D'abord en solo pour Chinoiserie. Dans la foulée, le musicien composait la partition de la chorégraphie Face Nord : un moment fort du Festival de Chateaufort 1991. Ces deux arts sont faits l'un pour l'autre. Comme Michel Portal pour la danse de Carolyn Carlson. « Le jazz et la danse contemporaine inventent en se frottant l'un à l'autre. Ces dernières an-

nées, j'ai pu découvrir Garth Fagan avec Winston Marsalis, Mathilde Monnier avec Scavis, aujourd'hui Jean-François Duroc avec Bernard Lubat. Dans ce contexte, je souhaite que la danse devienne une des identités de Banlieues bleues », explique Jacques Pomon, directeur artistique de la manifestation.

François Verret improvisera en duo avec Jean-Pierre Drouot. Ils viennent de créer avec succès Rapport pour une académie (Le Monde du 17 janvier 1996). Dans cette pièce, Drouot tapait sur tout ce qui bougeait. La sœur dansait autour de ses lunettes, tandis qu'il tournait sur lui-même en criant des mots magiques. Jean-François Duroc et Bernard Lubat ont imaginé Tronse-errance, une suite musicale à laquelle sont conviés le saxophoniste David Murray et le chanteur basque Benat Achary. Mathilde Monnier reprendra Chinoiserie avec Louis Scavis. Mark Tompkins, chorégraphe américain vivant à Paris, a choisi Pierre Bastien et la fantaisie de ses instruments inventés pour Klick-clique. « Cette édition 1996 devrait faire tomber les préventions des amateurs de jazz à l'égard de la danse. A commencer par les danseuses des Contes du Vietnam de Nguyen Lê. Que penseront-ils de Michel Portal et des acrobates qui l'accompagnent dans Circus ? », s'interroge Jacques Pomon.



CROQUIS-REPORTAGE JEAN-PIERRE CAGNIAT

Le cinéma français perd son « maître artisan » René Clément

Honoré puis oublié, le cinéaste de « Jeux interdits », « La Bataille du rail », « Plein soleil... » est mort, dimanche 17 mars, la veille de son quatre-vingt-troisième anniversaire

FÊTÉ, reconnu, honoré, réalisateur de plusieurs films devenus classiques du cinéma français, René Clément, mort dimanche 17 mars, veille de son quatre-vingt-troisième anniversaire, à l'hôpital de Monte-Carlo, où il avait été admis à la suite de problèmes cardiaques, était pourtant un cinéaste oublié depuis près de trente ans, même si un César lui avait été décerné pour l'ensemble de sa carrière en 1984.

Oubli injuste si l'on songe à la place qu'il occupa jusqu'au début des années 60, lorsque si l'on considère une fin de carrière décevante. Oubli qu'explique également le caractère hétérogène d'une œuvre apparemment dépourvue de lignes de force thématiques. Comme pour couper court à toute tentative d'analyse, lui-même affirmait, avec un rien de coquetterie, avoir « cherché avant tout à distraire le public ». Il y a souvent réussi, en technicien qu'il se flattait d'être avant tout.

Technicien, donc. Ce dès l'âge de six ans (il est né le 18 mars 1913, à Bordeaux), époque à laquelle il s'initiait à la naissance de sa vocation et où il commençait à bricoler, dessinant à l'encre de Chine

de l'opérateur Henri Alekan, avec lequel il réalisa notamment *Cœur du rail* (1942). De ce court métrage, dont le tournage est marqué par un accident dont Clément sort miraculeusement vivant (il a heurté un pont alors qu'il filmait sur la locomotive lancée à toute vapeur), naît *La Bataille du rail* (1945), son premier long métrage. Conçu à l'origine comme un documentaire, le film devient une épopée de la résistance ferroviaire, réalisée dans des conditions identiques à celles qui président, au même moment en Italie, à la naissance du néoréalisme. Le film est également le premier des six que Clément consacrera à la deuxième guerre mondiale.

Tout en travaillant au montage de *La Bataille du rail*, qui lui vaudra le Grand Prix du Jury au premier Festival de Cannes (1946), il assiste Jean Cocteau sur le tournage de *La Belle et la Bête*. Réalisateur du *Père tranquille* (1946), à la demande de l'acteur et scénariste Noël-Noël, il réussit un tableau attachant de la France occupée. La guerre toujours et encore, mais cette fois-ci sur une tonalité très sombre, avec *Les*

cette adaptation, par Pierre Bost, d'un roman de Vicki Baum (*Sait-on jamais ?* dans lequel les producteurs ont distingué un sujet idéal pour le couple Jean Marais - Michèle Morgan).

Plus grand succès commercial de René Clément, *Jeux interdits* (1951) est né dans des circonstances singulières. A l'origine, le film était un moyen métrage, intitulé *Croix en bois, croix en fer*, destiné à composer, avec deux autres films confiés à d'autres réalisateurs, un ensemble consacré aux enfants confrontés aux horreurs de la guerre. Par manque d'argent, le producteur Robert Dorfman dut renoncer aux deux autres films et se résoudre à faire de *Croix en bois, croix en fer* un long métrage.

Les scénaristes, François Boyer, auteur de la nouvelle, et Jean Aurenche, réécritent donc l'histoire, avant que Clément n'entrepreneuve un deuxième tournage, en septembre 1952, soit plus d'un an après le premier (mars et avril 1951). Entre-temps, les paysages avaient changé, mais surtout les enfants avaient grandi. *Jeux interdits*, soutenu par les thèmes musicaux adaptés et interprétés à la guitare par Narciso Yepes, connaît un immense succès, même si la vision sans aménité qu'il offre du monde paysan fut en son temps sévèrement critiquée.

La mise en scène, très sobre, empêche le film de sombrer dans le sentimentalisme vers lequel pouvait l'entraîner le sujet, et permet à l'histoire de trouver son équilibre, entre réalisme et poésie enfantine morbide. Quant à l'interprétation de Brigitte Fossey et Georges Poujouly, elle demeure sans équivalent et témoigne une



fois de plus de l'exceptionnelle maîtrise dont Clément a toujours fait preuve dans la direction d'acteurs.

Cette maîtrise et la sérénité d'un style de mise en scène dont le dépouillement éclaire le foisonnement de l'intrigue et des personnages

La sérénité d'un style de mise en scène dont le dépouillement éclaire le foisonnement de l'intrigue et des personnages

soin de Zola, que Clément réalise après avoir tourné, en Argentine, *Monsieur Ripoli*, d'après le roman de Louis Hémon (*Monsieur Ripoli et la Némésis* dans une adaptation à laquelle collabore Raymond Queneau). Gérard Philipe est le héros cynique, incapable d'aimer, de ce film d'une facture une nouvelle fois remarquable. Le personnage confirme l'attraction de René Clément pour les personnages masculins ambigus et vains, dont la superficialité se traduit essentiellement par la lâcheté. Cette caractéristique, qui pouvait déjà être appliquée à plusieurs protagonistes des *Maudits*,

répond également à la définition du personnage incarné par Alain Delon aussi bien dans *Plein soleil* (1959), adaptation du roman de Patricia Highsmith *Monsieur Ripley* et autre grand succès du cinéma de René Clément, que dans *Les Félins* (1964), nouveau témoignage de l'aisance avec laquelle le réalisateur se glisse dans le registre du thriller.

Ford Coppola et traversée de plusieurs dizaines de stars.

Peut-être sa carrière aurait-elle dû s'interrompre juste avant. Avant, en tout cas, que René Clément ne mette en scène des stars américaines dans des films policiers sans succès : Charles Bronson (*Le Passager de la pluie*, avec également Marilène Jobert), Faye Dunaway (*La Maison sous les arbres*), Robert Ryan (*La Course du lièvre à travers les champs*, adaptation piratée de deux romans de David Goodis). Histoire d'un enlèvement d'enfant, *La Baby-sitter*, avec Maria Schneider et Sydney Rome, fut un dernier échec, en même temps que la preuve que Jean Aurenche ne se trompait pas lorsqu'il décrivait René Clément comme « un insecte qui fait le même trou, avec la même application, dans un bois de sapin ou un bois d'acajou ».

Et le scénariste ajoutait : « Je ne sais pas s'il voit la différence. » Peut-être René Clément a-t-il seulement refusé de comprendre que ce cinéma qu'il aimait, et qu'il servait avec passion et talent, était en train de mourir en même temps que se transformaient les conditions de production et que s'effondraient ses valeurs les plus saines.

Pascal Mérieau

« Un insecte qui fait le même trou, avec la même application, dans un bois de sapin ou un bois d'acajou »

sur des morceaux de pellicule. A quatorze ans, il obtient au prix dans un concours de cinéastes amateurs. Plus tard, suivant en cela la voie tracée par son père, il étudie l'architecture et réalise un dessin animé, *César chez les Gaulois*, dans lequel Vercingétorix prend sa revanche sur César. La mort de son père le contraint à interrompre ses études, il effectue son service militaire au service cinématographique de l'armée, où il travaille notamment sur un film destiné à illustrer les théories du colonel de Gaulle sur l'utilisation des engins blindés.

Il rencontre Jacques Tati, pour lequel il réalise *Soigne ton gauche* (1937) et, la même année, accompagne l'archéologue Jules Barthou au Yémen, où il réalise clandestinement un film d'une heure, en couleurs, qu'il parvient à rapporter en France après plusieurs séjours en prison et une condamnation à mort. Réalisateur de plusieurs autres courts métrages, il en est également l'opérateur et le monteur.

Il fait bientôt la connaissance

Maudits (1946). Il part ensuite pour Gènes, pour écrire, avec Jean Aurenche et Pierre Bost, *Le Mur de Malapaga* (titré : « le mur des mal payés »), qui deviendra en France *Au-delà des grilles* (1949). Jean Gabin et Isa Miranda sont les vedettes de ce film tourné en décors naturels, qui restitue avec un réalisme impressionnant, né de l'extrême rigueur de la mise en scène, le climat de l'Italie de l'après-guerre. Ce réalisme contredit le romanesque échelonné du scénario, qui permet à Jean Gabin, passager clandestin qui fuit la police et rencontre dans le port de Gènes une serveuse de restaurant, de se situer dans la lignée des grands rôles tragiques qui ont fait sa gloire avant la guerre. Ici, pourtant, le destin n'est pas maître du jeu, mais les conditions sociales qui façonnent et déterminent la vie des êtres.

Le Château de verre (1950), marque un changement radical de style et d'atmosphère. L'influence de Jean Cocteau est, en effet, sensible tout au long de

« Jeux interdits » et Brigitte Fossey

« Pour le rôle de Paulette, je cherchais une petite fille d'au moins huit ans, plutôt neuf. Les enfants défilent, disaient leur texte et repartaient. Je ne trouvais pas la fillette que je voulais. Soudain, on me tire par ma veste, du côté droit. Je me tourne, je ne vois rien. Normal, puisque c'était un petit oiseau blond avec des yeux bleus, qui arrivait à peine au niveau de la table, curieusement habillée d'un costume de bain représentant des feuilles de vigne. Elle me dit : « Bonjour, monsieur. » Je lui réponds, mais sans y penser. Arrive une dame, sa tante, qui s'excuse d'être en retard à la convocation et me dit qu'elle a compris que je cherchais quelqu'un de plus vieux. Je dis à la petite de s'asseoir à côté de moi (...). Elle me dit s'appeler Brigitte et avoir « cinq ans et trois mois ». Plusieurs enfants défilent, puis je sens que l'on me tire de nouveau par ma veste. « Qu'est-ce qu'il y a ? - Je le sais, mon tesque. - Eh bien, dis-le », comme cela, parce que la petite m'amuse. Et elle me le sort impeccable, dans le ton, exactement comme je le voulais. Tout s'arrête. »

* Extrait d'un entretien inédit réalisé par Philippe Esnault.

Directeur de la photographie, réalisateur...

■ RÉALISATIONS

- Courts métrages : 1931, *César chez les Gaulois* (animation), 1936, *Soigne ton gauche*, 1937, *L'Arabe interdite* (ensemble de trois courts métrages) ; *Paris la nuit*, 1938, *Flèche d'argent*, *La Bièvre, fille perdue*, *Energie électrique*, *Histoire du costume*, 1942, *Toulous*, *Le Thrige*, *Cœur du rail*, 1943, *Chefs de demain*, *La Grande pastorale*, 1944, *Mountain*.

- Longs métrages : 1945, *La Bataille du rail*, 1946, *Le Père tranquille*, 1949, *Le mur de Malapaga* (Au-delà des grilles), 1950, *Le Château de verre*, 1951, *Jeux interdits*, 1954, *Knave of Hearts* (Monsieur Ripoli), 1955, *Gervaise*, 1958, *La digue sur Pacifico* (Barrage contre le Pacifique), 1959, *Plein soleil*, 1961, *Che gioia vivere* (Quelle joie de vivre), 1962, *Le jour et l'heure*, 1964, *Les Félins*, 1966, *Paris brûle-t-il ?*, 1969, *Le Passager de la pluie*, 1971, *La Maison sous les arbres*, 1972, *La Course du lièvre à travers les champs*, 1975, *La Baby-sitter*.

■ DIRECTEUR DE LA PHOTO

- 1934, *L'île de France*, de Claude Dolbert (CM), 1936, *Au soleil de l'islam*, de Jean Libéris (CM) ; *Occitanie*, de J. K. Raymond-Millet (MM) ; *Terre d'Aude*, de J. K. Raymond-Millet (CM) ; *La Grande Chartreuse*, de L. Fein-Lutz (CM) ; 1939, *Albegrös*, de J. K. Raymond-Millet (MM) ; *Hauts vallées de la Garonne*, de J. K. Raymond-Millet (MM).

■ DIVERS

- 1934, *On demande une brune*, de Charles Barrois (CM, assistant réalisateur), 1940, *La Vierge aveugle*, d'Abel Gance (assistant opérateur), 1943, *La Belle aux rêves*, d'Yves Allégret (assistant réalisateur), 1944, *La caméra sous la botte*, d'Albert Malabry (moyen métrage, supervision technique), 1945, *La Belle et la Bête*, de Jean Cocteau (conseiller technique), 1952, *Images d'Éthiopie*, de Paul et Jean Pichonnières (moyen métrage, commentaire), 1958, *Play Dirty* (Enfants de salaud), d'André De Toth (commencé par R. Clément).

THEATRE HEBERTOT

LUDMILA MIKAEL
GERARD DESARTHE
FRANÇOIS MARTHOURET

GERTRUD

de
SÖDERBERG

Mise en scène
G. Desarthe et F. Marthouret

LOCATION 43 87 23 23

mars - avril 96

Sophonisbe
tragédie de Pierre CORNEILLE - 20 mars / 23 avril 96

Cosroès
tragédie de Jean ROTROU - 26 mars / 26 avril 96

mise en scène Jean-Marie VILLÉGIÉ

47 42 67 27

ATHÉNÉE
Théâtre Louis Jouvet

NANTERRE

DÉTOURS

De Richard Dubelski
Du 26 Mars au 13 Avril

COMMENTAIRES

De Georges Aperghis
22 et 23 Mars

46 14 70 00

AMANDIERS

MUSIQUE

THEATRE DE LA VILLETTE

PARIS

SAM. 23 MARS 18H

CAMERATA MEDITERRANEA

JOEL COHEN

chant, luth oriental et direction

BERNATZ DE VENTADORN

le Fou sur le pont

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77

SPECTACLES

RÉSERVEZ VOS PLACES SUR MINTEL

3615 LEMONDE

Service 1550

« Achille immobile à grands pas »

Une fantaisie avec musique et théâtre d'objets

SELO le paradoxe de Zénon d'Elée, Achille aux pieds légers ne rattrape jamais la tortue. Sur ce thème, Jean-Pierre Laroche et Pascale Hamot, venus au théâtre par l'architecture et les arts plastiques, créent *Achille immobile à grands pas*, un spectacle de figures, d'objets et de machines animés par des comédiens manipulateurs, en présence de deux musiciens. Flèches vibrantes, batailles de fer, de branches ou de pinceaux évoquent la trajectoire paradoxale d'Achille et de la tortue. Les objets de Jean-Pierre Laroche et Pascale Hamot tiennent à la fois des machines merveilleuses de la Renaissance et des



créations de sculpteurs contemporains tels Tinguely ou Rebecca Horn. Le trompettiste et la violoniste encadrent la scène comme les donateurs dans les tableaux classiques. A la fin du spectacle, le public, curieux de connaître les dessous de cette belle machinerie théâtrale, descend visiter l'arrière-scène.

★ Théâtre de la Cité internationale, 21, boulevard Jourdan, Paris 14^e. M^o Cité-Universitaire. 21 heures, lundi, mardi, vendredi et samedi, 19 h 30, jeudi, 17 heures, dimanche. Relâche mercredi. Jusqu'au 5 avril. Tél. : 45-88-38-69. De 55 F à 110 F.

UNE SOIRÉE À PARIS

Sequentia
Disque d'or pour leur enregistrement du *Chant de l'éolée*, les musiciens de Sequentia sont aujourd'hui des stars. Pour une tout autre musique, on se méfierait, mais dans ce cas on ne peut que se réjouir du succès bien mérité, après des années de mépris, de ce répertoire méconnu et essentiel. Œuvres de Kohn, Le Chancelier, Bingen et Santa Maria. *Eglise Saint-Séverin*, 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris 5^e. M^o Saint-Michel. 20 h 30, le 19. Tél. : 45-61-54-99. Location Fnac, Virgin. De 90 F à 130 F.

Jean-François Richet / S. M. Eisenstein
Le Studio des Ursulines reçoit Jean-François Richet pour son film *Etat des lieux*. Comme il est de l'habitude pour ces soirées de l'Aurone, ce dernier a choisi de présenter en avant-programme *Octobre* de S. M. Eisenstein. Des rencontres-débats entre le cinéaste et

le public concluent chaque séance. *Studio des Ursulines*, 10, rue des Ursulines, Paris 5^e. 19 h 30 et 21 h 30, le 19. Tél. : 43-26-19-09. 1 film : 40 F. 2 films : 60 F.

Kurt Weill - «Tuba Song»
La chanteuse Anne Papin (on l'a entendue en version jazz, ou encore en chœur réaliste lors de l'exposition Toulouse-Lautrec au Grand-Palais) s'est assurée les services de quatre joueurs de tuba (le Stecker-Tubapack, en clair le paquet de tubas de Marc Stecker), d'un piano et d'un batteur, afin d'aborder les rivages toujours inexplorés de la musique de Kurt Weill. *Le Tango des matelots à l'm à Stranger Here Myself*, une conversation menée avec tact et mise en scène par Samuel Bonnaill. *Théâtre du Renard*, 12, rue du Renard, Paris 4^e. M^o Hôtel-de-Ville. 19 heures, du mardi au samedi, jusqu'au 20 avril. Tél. : 42-71-46-50. 120 F.

THÉÂTRE

Une sélection des pièces à Paris et en Ile-de-France

NOUVEAUTÉS

Aux hommes de bonne volonté
de Jean-François Caron, mise en scène d'Anita Picchiarini, avec Christine Gagnieu, Anne Rotger, Damien Dodane, Eric Elmosino, Alain Libolt et Daniel Tarrare.

Théâtre ouvert-jardin d'hiver, 4, cité Véro, Paris 18^e. M^o Blanche. A partir du 26 mars. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30. Tél. : 42-62-59-49. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F. Jusqu'au 19 avril.

Les Chutes du Zambèze
de Daniel Soulier, mise en scène de Jean-Christian Grinvald, avec Annie Girardot, Laure Guillem, Jean-Christian Grinvald et Daniel Soulier.

Théâtre de la Main-d'Or Belle-de-Mai, 15, passage de la Main-d'Or, Paris 11^e. M^o Ledru-Rollin. A partir du 26 mars. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 45-05-67-89. Durée : 1 h 30. De 80 F à 180 F. Jusqu'au 2 juin.

Copains
de Jean Rotrou, mise en scène de Jean-Marie Villegier, avec Bernard Waver, Olivier Werner, Jonathan Duverger, Dominique Marcas, Geneviève Esnérard, Didier Nivard, Karine Fellous, Antoine Girard, Pierre Lamy et Marc Zaimi.

Athènes-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. A partir du 26 mars. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 40 F à 150 F. Jusqu'au 28 avril.

La Femme de Gilles
d'après Madeleine Bourdoux, mise en scène de Luc Fonteyn et Laurence Vielle, avec Anne-Sophie de Bueger, Nathalie Rieuwyt et Luc Fonteyn.

Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Rambuteau. La dimanche 24, à 17 heures ; le lundi 25, à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16. Durée : 1 h 30. De 50 F à 100 F.

Les Femmes savantes
de Molière, mise en scène d'Isabelle Moreau et Gloria Paris, avec Benoît Casard, Aurélien Rusterholz, Christine Gagnepain, Lucie Jourdan, Pascal Montel, Cécile Bouillot, Ludovic Van Dorm, Philippe Delbar, Pierre Guillois et Sylvia Mousier.

Cartoucherie-Théâtre du Chaudron, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 heures. Tél. : 44-41-35-36. Durée : 4 heures. De 30 F à 170 F. Jusqu'au 12 mai.

L'Homme difficile
de Hugo von Hofmannstahl, mise en scène de Jacques Lusselle, avec Andrzej Seweryn, Dominique Labourier, Odane Mozes, Roland Amstutz, Marianne

Basler, Hugues Quester, Rosine Rochette... **Théâtre national de la Colline**, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. A partir du 21 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 3 h 30. 110 F et 160 F. Jusqu'au 27 avril.

Jean sans peur
de Simonne Moesen, mise en scène de l'auteur, avec Choro Calvo, Kaat De Wint, Simonne Moesen et Mayté Yerro.

Centre Wallonie-Bruxelles, 46, rue Quincampoix, Paris 4^e. M^o Rambuteau. Les vendredis 22 et samedi 23, à 20 h 30. Tél. : 42-71-26-16. Durée : 1 h 20. 70 F et 100 F.

Lecture
Rienart, par Fabrice Luchini.

Théâtre Paris-Villette, 21, avenue Jean-Jaurès, Paris 19^e. M^o Porte-de-Pantin. Du mardi au samedi, à 18 heures. Tél. : 42-02-02-68. Durée : 1 h 15. De 65 F à 135 F. Jusqu'au 1^{er} avril.

La maison des tranquilles
de Jean-Pierre Jourdain, mise en scène de Jean Deloche, avec Gabriel Le Doze, Cécile Pilet et Camille Grandville.

Théâtre de l'Alcaïque, 10, place Charles-Dubin, Paris 18^e. M^o Anvers. Adresses. A partir du 20 mars. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 45-06-11-90. Durée : 1 h 30. De 50 F à 120 F. Jusqu'au 22 avril.

Le Wolfgang Hildesheimer, mise en scène de Jean-Louis Heckel, avec Bettine Masson, Pascale Blaizot, Pierre Alaric et Laurent Fraunet.

Centre Boris-Vien, rue du Morvan, 91 Les Ulis. Les vendredis 22, samedi 23, mardi 26, mercredi 27, jeudi 28, à 20 h 30 ; le dimanche 24, à 17 heures. Tél. : 69-07-65-53. Durée : 1 h 15. 60 F et 85 F. Jusqu'au 28 mars.

Orphée
de Jean Cocteau, mise en scène de Réchane Oum, avec Jean-François Ducis, Sophie Vassalli, Yves Legrain, Claire Morlet, Régis Romela, Laurent Daval et Richard Valart.

Centre Montparnasse, 15, rue du Maine, Paris 14^e. M^o Montparnasse-Blanchette. A partir du 25 mars. Du mardi au samedi, à 22 heures. Tél. : 43-27-88-61. Durée : 1 h 10. De 80 F à 100 F. Jusqu'au 27 avril.

Le Roi Lear
de William Shakespeare, mise en scène de Georges Lavaudant, avec Philippe Morier-Geroud, Sylvie Orlicz, Annie Perret, Marie-Paula Trystram, Marc Berton, François Caron, Philippe Demarie, Bernard Vergne, Jean-Marc Boeglin, Gilles Arbore.

Théâtre national de l'Odéon, 1, place Beau-Château, Paris 6^e. M^o Odéon. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-41-35-36. Durée : 4 heures. De 30 F à 170 F. Jusqu'au 12 mai.

Théâtre de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. A partir du 21 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 3 h 30. 110 F et 160 F. Jusqu'au 27 avril.

Théâtre de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris 20^e. M^o Gambetta. A partir du 21 mars. Du mardi au samedi, à 20 heures ; le dimanche, à 15 heures. Tél. : 44-62-52-52. Durée : 3 h 30. 110 F et 160 F. Jusqu'au 27 avril.

Trocadero, Paris 16^e. M^o Trocadero. A partir du 20 mars. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 47-27-61-15. Durée : 1 h 10. 120 F et 160 F. Jusqu'au 14 avril.

Sophonisbe
de Pierre Corneille, mise en scène de Jean-Marie Villégier, avec Alfredo Canavate, Sandrine Bonjean, Anne Claire, Candy Saulnier, Marie-Ange Dutheil, Marc Schreiber.

Athènes-Louis Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, Paris 9^e. M^o Opéra. A partir du 20 mars. Du mercredi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures ; le mardi, à 19 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 40 F à 150 F. Jusqu'au 28 avril.

Woyzeck
d'après Georg Büchner, mise en scène de Gilles Bouillon, avec Antoine Basler, Hélène Lauseur, Pierre-Alain Chapuis, John Arnold, Jean-François Véroic, Xavier Gutierrez, Léon Napias, Julia Zimna, Théo Kallier et Bruno Tillet.

Artistic-Athévains, 45, rue Richard-Le-noir, Paris 11^e. M^o Voltaire. A partir du 20 mars. Du mardi au vendredi, à 20 h 30 ; le samedi, à 16 heures et 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-56-38-32. Durée : 1 h 40. 80 F et 150 F. Jusqu'au 5 mai.

Qu'est-ce ?
de Peter Brook, avec Anne Bannant, David Bennent, Sorjcu Kouyaté, Giovanna Mezzogiorno, Bruce Myers, Yoshi Oida, Bakary Sangaré et Mahmoud Taziri-Zadieh (musicien).

Boîtes du Nord, 27, bis, bd de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mercredi 20 au vendredi 22, à 20 heures ; le samedi 23, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 46-07-54-50. Durée : 2 heures. De 80 F à 130 F. Dernières.

La Turbute
de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, par la troupe du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-74-24-68. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Tout est bien qui finit bien
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 heures. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril.

Impression IV
de Michel Deusch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Senti-Boites 343.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille, Voltaire. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Midichamps
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Elme, Claude Mathieu, Olivier Dautrey, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan, Guillaume Gallienne et Sarah Mesguich.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 3 h 15. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Napoleon ou les Cent Jours
de Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Bernard Sobel, avec Michel Bompoll, Anne Calière, Sylvia Coma, Bernard Ferreira, Gilles Masson, Gérard Watkins et la P'tite Fanfare.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. 55 F et 140 F. Jusqu'au 21 avril.

Qu'est-ce ?
de Peter Brook, avec Anne Bannant, David Bennent, Sorjcu Kouyaté, Giovanna Mezzogiorno, Bruce Myers, Yoshi Oida, Bakary Sangaré et Mahmoud Taziri-Zadieh (musicien).

Boîtes du Nord, 27, bis, bd de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mercredi 20 au vendredi 22, à 20 heures ; le samedi 23, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 46-07-54-50. Durée : 2 heures. De 80 F à 130 F. Dernières.

La Turbute
de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, par la troupe du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-74-24-68. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Tout est bien qui finit bien
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 heures. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril.

Impression IV
de Michel Deusch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Senti-Boîtes 343.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille, Voltaire. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Midichamps
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Elme, Claude Mathieu, Olivier Dautrey, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan, Guillaume Gallienne et Sarah Mesguich.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 3 h 15. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Napoleon ou les Cent Jours
de Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Bernard Sobel, avec Michel Bompoll, Anne Calière, Sylvia Coma, Bernard Ferreira, Gilles Masson, Gérard Watkins et la P'tite Fanfare.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. 55 F et 140 F. Jusqu'au 21 avril.

Qu'est-ce ?
de Peter Brook, avec Anne Bannant, David Bennent, Sorjcu Kouyaté, Giovanna Mezzogiorno, Bruce Myers, Yoshi Oida, Bakary Sangaré et Mahmoud Taziri-Zadieh (musicien).

Boîtes du Nord, 27, bis, bd de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mercredi 20 au vendredi 22, à 20 heures ; le samedi 23, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 46-07-54-50. Durée : 2 heures. De 80 F à 130 F. Dernières.

La Turbute
de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, par la troupe du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-74-24-68. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Tout est bien qui finit bien
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 heures. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril.

Impression IV
de Michel Deusch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Senti-Boîtes 343.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille, Voltaire. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Midichamps
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Elme, Claude Mathieu, Olivier Dautrey, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan, Guillaume Gallienne et Sarah Mesguich.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 3 h 15. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Napoleon ou les Cent Jours
de Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Bernard Sobel, avec Michel Bompoll, Anne Calière, Sylvia Coma, Bernard Ferreira, Gilles Masson, Gérard Watkins et la P'tite Fanfare.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. 55 F et 140 F. Jusqu'au 21 avril.

Qu'est-ce ?
de Peter Brook, avec Anne Bannant, David Bennent, Sorjcu Kouyaté, Giovanna Mezzogiorno, Bruce Myers, Yoshi Oida, Bakary Sangaré et Mahmoud Taziri-Zadieh (musicien).

Boîtes du Nord, 27, bis, bd de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mercredi 20 au vendredi 22, à 20 heures ; le samedi 23, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 46-07-54-50. Durée : 2 heures. De 80 F à 130 F. Dernières.

La Turbute
de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, par la troupe du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-74-24-68. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Tout est bien qui finit bien
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

tion
syst-
est
nois
ne a
j'es-
disr]
ses]

Tats
ices,
sout
Flo-
héa
des
sés-
été
une
ules
s il-
s et

rel

lé
s'u
à
ité

à
ides
i
lal
e
don

Tout est bien qui finit bien

de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 heures. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril.

Impression IV
de Michel Deusch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Senti-Boîtes 343.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille, Voltaire. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Midichamps
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Elme, Claude Mathieu, Olivier Dautrey, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan, Guillaume Gallienne et Sarah Mesguich.

Comédie-Française Théâtre du Vieux-Colombier, 21, rue du Vieux-Colombier, Paris 6^e. M^o Saint-Sulpice. Les mardi, mercredi, vendredi, samedi, à 20 h 30 ; le jeudi, à 19 heures ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 44-39-87-00. Durée : 3 h 15. De 60 F à 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Napoleon ou les Cent Jours
de Christian Dietrich Grabbe, mise en scène de Bernard Sobel, avec Michel Bompoll, Anne Calière, Sylvia Coma, Bernard Ferreira, Gilles Masson, Gérard Watkins et la P'tite Fanfare.

Théâtre, 41, avenue des Grésillons, 92 Gennevilliers. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 41-32-26-26. 55 F et 140 F. Jusqu'au 21 avril.

Qu'est-ce ?
de Peter Brook, avec Anne Bannant, David Bennent, Sorjcu Kouyaté, Giovanna Mezzogiorno, Bruce Myers, Yoshi Oida, Bakary Sangaré et Mahmoud Taziri-Zadieh (musicien).

Boîtes du Nord, 27, bis, bd de la Chapelle, Paris 10^e. M^o La Chapelle. Du mercredi 20 au vendredi 22, à 20 heures ; le samedi 23, à 15 heures et 20 heures. Tél. : 46-07-54-50. Durée : 2 heures. De 80 F à 130 F. Dernières.

La Turbute
de Molière, mise en scène d'Ariane Mnouchkine, par la troupe du Théâtre du Soleil.

Cartoucherie-Théâtre du Soleil, route du Champ-de-Manœuvre, Paris 12^e. M^o Châteaude-Vincennes. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 43-74-24-68. Durée : 3 h 30. 150 F. Jusqu'au 14 avril.

Tout est bien qui finit bien
de William Shakespeare, mise en scène de Jean-Pierre Vincent, avec Marc Bodnar, Hélène Fabre, Frédéric Fichet, Bernard Frey, Madeleine Marlon, Myro Procopiou, Laurent Sauvage.

Théâtre des Amantiers, 7, avenue Pablo-Picasso, 92 Nanterre. Du mardi au samedi, à 20 h 30 ; le dimanche, à 16 heures. Tél. : 46-14-70-00. Durée : 3 heures. De 80 F à 130 F. Jusqu'au 18 avril.

Impression IV
de Michel Deusch, mise en scène de l'auteur, avec Judith Henry, André

Wilms, Marie Payen et le groupe Senti-Boîtes 343.

Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, Paris 11^e. M^o Bastille, Voltaire. Du mardi au samedi, à 21 heures ; le dimanche, à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. Durée : 1 h 30. 70 F et 100 F. Jusqu'au 14 avril.

Midichamps
de Jean Racine, mise en scène de Daniel Mesguich, avec Simon Elme, Claude Mathieu, Olivier Dautrey, Eric Génovèse, Samuel Le Bihan, Guillaume Gallienne et Sarah Mesguich.

<

Euro RSCG gagne le budget Intel

LES 100 MILLIONS de dollars (500 millions de francs) que le fabricant américain de microprocesseurs Intel consacre chaque année à son marketing publicitaire aux Etats-Unis vont désormais aller à l'agence de publicité française Euro RSCG, filiale de Havas Advertising. Ce choix a eu lieu après que Euro RSCG eut acquis la majorité du capital de Dahlin Smith White (DSW), une agence de Salt Lake City (Utah), qui gère depuis six ans le budget Intel (« Intel Inside ») sur le territoire américain. DSW devient ainsi la troisième agence américaine contrôlée par Euro RSCG. Le budget Europe d'Intel était auparavant entre les mains de Publicis. Dentsu devrait conserver le budget Intel pour la seule zone géographique du Japon.

PRESSE BRITANNIQUE: Mohammed El Fayed, l'homme d'affaires égyptien propriétaire du grand magasin londonien Harrods, a fait une offre de 25 millions de livres (environ 160 millions de francs) au groupe de presse Guardian Media (GMG) pour le rachat de l'hebdomadaire *The Observer*, le plus vieux des journaux du dimanche, dont la diffusion moyenne est de 469 000 exemplaires (troisième sur le marché de la presse « de qualité »). Acheté en 1993 par GMG pour 27 millions de livres, l'hebdomadaire de centre gauche continue d'afficher des pertes. GMG avait rejeté une précédente offre de 15 millions de livres.

Le groupe britannique Pearson va poursuivre sa politique d'acquisitions

LONDRES
de notre correspondant dans la City
Malgré une baisse de 5 % du bénéfice d'exploitation l'an dernier, le groupe britannique Pearson, propriétaire du *Financial Times* et de plusieurs sociétés de production audiovisuelle, affiche ouvertement les ambitions d'un conglomérat médiatique planétaire en entendant poursuivre sa stratégie d'acquisitions en 1996.

Progression de 18 % du chiffre d'affaires à 1,83 milliard de livres (14,5 milliards de francs), augmentation de 23 % du bénéfice imposable : les résultats annoncés le 18 mars dressent en fait un tableau trompeur. Si on enlève la vente ré-

cente de la participation de 9,75 % que le groupe détenait dans le bouquet de chaînes de télévision diffusées par satellite et câble, BSkyb, qui a gonflé le bénéfice imposable, la performance n'est guère brillante comparée à celle de rivaux comme Reuters ou Reed-Elsevier.

Fénelisé par des coûts substantiels de restructuration, Pearson a maintenu vaillamment le cap grâce à la vente de la division loisirs, regroupant la télévision (Thames TV...) et les parcs d'attractions (Madame Tussaud). Cette réussite lui a permis de neutraliser en partie le recul de la branche éducation, conséquence de la morosité prévalant aux Etats-Unis, ou

les pertes accusées dans l'information. La compagnie, présidée par lord Blakenham, s'est d'ailleurs renforcée dans le secteur télévisuel, comme l'attestent l'acquisition de la société de production australienne Grundy Worldwide, la participation au consortium qui a remporté la gestion de la cinquième chaîne du réseau terrestre britannique et la désignation de Greg Dylkes (« papa » de la télévision du matin) au poste de directeur général.

La division Information, qui regroupe la presse (*Financial Times*, *The Economist*, *The Sunday Times*), l'imprimerie, a également contribué de manière appréciable aux profits.

Quotidien de la City, le *Financial Times*, en dépit d'une progression légère de ses ventes, a vu toutefois son bénéfice reculer de 30 %, résultat du coût de la création de nouveaux centres d'impression et de restructurations en profondeur. L'objectif du nouvel état-major, désigné en février par lord Blakenham et qui doit prendre ses fonctions le 1^{er} avril, est simple : transformer un groupe vulnérable au point de paraître « opérable » en raison de la trop grande diversité de ses activités, en un conglomérat performant, centré sur trois métiers, l'information, la télévision et l'éducation.

Marc Roche

« L'Express » et Christine Ockrent vers le divorce

QUELQUES JOURS après que Christian Brégué, le PDG de CEP-Communication qui a repris les magazines d'Alcatel-Alsthom il y a quatre mois, a envisagé de rapprocher *L'Express* de son lectorat (*Le Monde* du 16 mars), il semble que Christine Ockrent doive quitter la direction de la rédaction de l'hebdomadaire.

Le projet de M. Brégué ne serait pas compatible avec la formule lancée en septembre dernier par celle-ci, en dépit de la sensible augmentation des ventes (+ 33 %) qu'elle a entraînée. Le nom de Denis Jeambar, qui vient de quitter la direction de la rédaction d'Europe 1 après avoir occupé les mêmes fonctions au Point, est le plus fréquemment cité pour prendre la succession de Christine Ockrent à la tête d'un *news* qui se rapprocherait de la formule des magazines allemands du groupe Bertelsmann.

L'objectif serait d'atteindre des ventes de l'ordre de 800 000 exemplaires avec une équipe technique réduite. A la tête du magazine mensuel *Gault-Millau*, Monique Pivrot serait également sur le point de partir dans le cadre de la clause de cession ouverte aux journalistes après l'acquisition de ce titre par CEP-Communication. La filiale du groupe Havas a racheté en même temps au groupe Alcatel-Alsthom *L'Express*, *Le Point*, *Courrier International* et le mensuel gastronomique *Gault-Millau*.

Les femmes préfèrent RTL

Leur son niveau le plus bas du siècle - et intervient plus tard (26,3 ans pour les femmes; 28,3 ans pour les hommes). La maternité aussi surgit tardivement dans la vie des couples: 26,5 ans en 1977 contre 28,2 ans aujourd'hui.

VIE PROFESSIONNELLE ET VIE DE FAMILLE
Pour 89 % d'entre elles (âgées de 25 à 34 ans), s'investir dans la vie professionnelle ne doit pas se faire au détriment de la vie de famille. Un choix qui entraîne un inconvénient: le manque de temps. La radio, parce qu'elle accompagne l'auditeur au cours de ses multiples activités, convient particulièrement à cette population suractive.

« Cette étude conforte les orientations de RTL, se réjouit Philippe Labro, vice-président et directeur général des programmes de la station. Aujourd'hui, la féminisation de la société est en phase

avec la coloration de la station. » De fait, par petites touches, la première généraliste de France a su donner de plus en plus de place aux femmes.

« On a, sur notre antenne, une très forte population féminine, constate Philippe Labro. Michèle Cotta, Christelle Rebère, Isabelle Morini-Bosc sont, en effet, présentes sur la tranche d'information du matin - 7 heures/8 h 30 - qui fait autant d'audience auprès des femmes actives qu'auprès des hommes actifs; Anne Sinclair anime, tous les mercredis, « Question d'actualité » et Isabelle Quentin, une émission qui concerne les femmes actives, « La Vie, c'est la vie ». Enfin, des femmes participent désormais à l'émission phare de RTL, « Les grosses têtes », fort appréciée, selon l'étude, par la population féminine active.

Véronique Cauchie

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes Magazine.
13.40 Les Feux de l'amour.
14.30 Dailies. Feuilles.
15.25 Rick Hunter.
16.30 Une famille en or. J. 16.55 Club Dorothée.
17.30 Les Années 80.
18.00 L'un contre l'autre.
18.30 Les Nouvelles Filles.
19.00 Agence tous risques. Les scorpions du désert.
20.00 Journal, Tierscé.
20.10 La Minute hippique, Météo.

20.50

SISTER ACT
Film d'Emile Ardolino (1992, 100 min).
Une comédie caricaturale qui rapasse sur Whoopi Goldberg déguisée en nonne et se fait de faire swinger tout un couvent.

22.30

LMI, LE MAGAZINE INFO
Magazine présenté par Guillaume Durand. De la cour de lycée à la cour d'assises: Les adolescents meurtriers. (85 min).
23.55 Les Rendez-vous de l'entreprise.
Magazine. Alain Joffrin.
PDG de Kodak-Pathe (20 min).
0.15 L'Hôtel des passions.
Nobél mais fauché. Série.
1.10 Journal, Météo.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Envoyé spécial.
21.30 Perfecto.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.30 Bas les masques.
23.50 Viva.
0.30 Soir 3 (France 3).

Planète

20.05 Himalaya.
Les vallées tropicales.
20.35 Histoire de l'aviation.
[37] L'Atlantique 1918-1922.
21.30 Raison d'Etat.
22.20 Pêche au gros.
[47] Espèces volantes au Sénégal.

France 2

12.55 Journal.
13.45 Derrick. Une tendresse fugitive. Série.
14.50 Le Renard. Mort d'un pirate. Série.
15.50 et 5.25 La Chance aux chansons.
16.30 Des chiffres et des lettres. Jeu.
17.00 Quel est le docteur ?
Vive Las Vegas. Série.
17.30 La Fête à la maison.
La perle du principal.
18.05 Les Bons Génies. Jeu.
18.45 Qui est qui ? Jeu.
19.15 Bonne nuit, les petits.
Une échelle, ça sert à quoi ?
19.20 et 1.45 Studio Gabriel.
Invités: Philippe Noiret, Gérard Jugnot, Madeline Balthaz.
19.55 Journal, Météo.

20.55

LES SPECIALISTES
Film français de Patrice Leconte avec Bernard Giraudeau, Gérard Lamy (1994, 90 min).
Film d'action efficace où l'inspecteur compte moins que les exploits de Lamy et Giraudeau.

22.35

ÇA SE DISCUTE
Présenté par Jean-Luc Delannoy. Le sport peut-il user le couple ? Avec Jodie Smalls, Anne Parilla, Brigitte Leconte, Monique Pivrot, Martine Jovanovic, Joseph-Antoine Bell (90 min).
0.05 Journal, Bourse, Météo.
Raison et plaisir:
Architecture du cerveau.
Avec Jean-Pierre Changeux, Rémi Eyraud, Régine Chopinot, Dominique Simonnet, Anne et Patrick Poirier, François Roustan (75 min).
2.15 Tournées (1994), 3.30 26 heures d'Info. 4.30 Les Quatre Éléments. 5.55 Destin assés.

France 3

12.55 Journal, Keno.
13.10 Tout en musique.
Jeu.
13.45 Beau Fixé.
Avec Linda de Souza.
14.45 Le Magazine du Sénat.
15.00 Questions au gouvernement.
En direct de l'Assemblée nationale.
16.15 Les Craquantes. Série.
17.45 Je passe à la télé.
18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Un livre, un jour.
Déesse par de Daniel Halévy.
18.55 Le 19-20.
de l'information.
19.05 Journal régional.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.

20.50

LES GRANDS CIRQUES DU MONDE
Le 19^{er} circuit. Série.
Présenté par Sergio (90 min).
Le plus célèbre cirque suédois nous est présenté en solo.
22.30 Journal, Météo.

22.50

COULEUR PAYS
Magazine.
Programme des treize télévisions régionales.
Au programme de Cinéma étoiles, diffusé ce soir dans la plupart des stations régionales, un entretien avec Suzanne Offenberger, réalisatrice de *Nico Icon* (90 min).
0.20 Spectacles (rediff.). 0.40 Séances (rediff.). 1.05 Dyzade. Une importante défection. 1.50 Musique Grégor. Cornet, maraca, de Buz. Concert pour trompette, de Hernandez, par l'Orchestre philharmonique d'Oslo, dir. Marc Sordani (90 min).

La Cinquième

13.00 L'Œil et la Main. 13.30 La Grammaire impertinente. 13.35 Attention santé. 13.40 Dédicaces magazine. 14.05 Teva. 15.00 Arrêt sur images. 16.00 Le Palais de Topkapı à Istanbul. 16.30 Le Réseau des métiers. 16.35 Minutim. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Alphabets de l'image. Sébastien Molinari pour le film *Resurrections*, France 3. 18.15 Cinq sur cinq. 18.30 Le Monde des animaux.

Arte

19.00 The Comic Strip.
Série (212). Les cinq formidables contre le docteur Love (90 min).
19.30 1/2 (90 min).
20.00 Archimède. Commémoration: le pendule de Poucault; formation; roue; entretien avec le physicien Pierre Bergé; les montagnes russes; la photographie (90 min).
20.30 1/2 Journal.

20.45

LA VIE EN FACE: PAROLES D'OTAGES
Film documentaire (21). Le retour (90 min).
Jean-Paul Knauffmann, Gerhard Voder, Édouard-Jean Empain, ces trois anciens otages retournent sur les lieux de leur libération; l'euphorie des premières heures de liberté, mais vite les difficultés commencent... Remarquable document.

21.35

SOIRÉE THÉMATIQUE: LE THÉÂTRE DE MARGUERITE DURAS
21.36 Marguerite Duras: théâtre.
Documentaire (70 min).
22.10 Savannah Bay, c'est toi.
Une pièce écrite par Marguerite Duras pour Madeleine Renaud. Un moment de grâce.
23.20 La Pêche d'été.
De Jacques André, d'après le livre de Marguerite Duras, mise en scène d'Éric Vigner (95 min).
0.55 Acitica.
Film soviétique de Jelov Protazov (1924, N. 100 min, rediff.).

Ciné Cinémas

20.50 Paris s'éveille.
Film d'Officier Asayas (1991, 95 min).
22.05 My Left Foot.
Film de Jim Sheridan (1989, v.o., 100 min).
23.45 Copain, copain.
Film de Clément Jordan (1984, 110 min).
0.25 Acitica.
Film soviétique de Jelov Protazov (1924, N. 100 min, rediff.).

Série Club

20.20 Ne mangez pas les marguerites. Quelle Rita.
20.45 (et 23.45) Jake Cutter.
La malédiction de Paris.
21.30 Le Club.
21.40 (et 1.00) Jim Bergerac.
22.30 Alfred Hitchcock présente.
23.00 Mission impossible.
Le chantage.
0.30 Janique amée (90 min).

M 6

13.25 Secret de famille.
Téléfilm de Jack Horvitz (92 min).
14.00 Une femme se rend, en compagnie de sa fille, chez sa mère avec qui elle entretient des rapports conflictuels.
15.00 Deux flics à Miami.
16.30 Film Matchbox. Variétés.
17.05 Filles à pépées. Série.
17.35 L'Élégant noir. Série.
18.05 Models Inc. Série.
19.00 Code Quantum. Série.
19.55 Six minutes d'information.
20.09 et 0.05 1/2 Mode 6.
Magazine. John Galliano pour Givenchy.
20.45 Notre belle famille.
20.55 1/2 M 6 Junior.
L'Éveil des hommes.

20.50

BIGFOOT
Téléfilm de Cory Michael, avec Zachary Ty Bryan, Matt McCoy (84 min).
Un bigfoot, singe géant mytique, est signalé dans une forêt américaine. Des chasseurs et chercheurs affluent...

22.30

L'AMOUR RUINÉ
Téléfilm de Richard Colla, avec Perry King, Chyna Phillips (91 min).
Une jeune provinciale, récemment installée à Palm Beach, fait la connaissance d'un séduisant homme d'affaires. Coup de foudre, mariage, mais le conte de fées va très vite se transformer en cauchemar.
0.15 Les documents de Zone interdite (rediff., 105 min).
2.00 Best of 100% Français. Musique.
3.35 La Saga de la chanson française. Documentaire. Yves Montand. 4.30 Culture pub. Magazine (30 min).

Canal Jimmy

21.00 Les comètes.
21.25 The Doors in Europe.
22.25 Chronique baléaite.
22.30 Angela, quinze ans.
23.15 Cautivité.
0.10 Absolutely Fabulous.
0.40 Top bab. Invité: Iggy Pop.
1.25 Le Preloir vert.
Les cadavres de l'été.
(20 min).

Eurosport

18.00 Basket-ball.
En direct. Coupe des champions d'Europe. Demi-finale. Bourges-Côme (N. 1) (90 min).
19.30 Patinage artistique.
En direct. Championnats du monde. Programme court de glace sur glace (70 min).
0.00 1/2 M 6 Junior.

Canal +

► En clair jusqu'à 18.45.
12.30 La Grande Famille.
13.45 Jack Percier.
Film de Simon Winchester (1994, 94 min).
15.20 Le Mystère de la balade bleue.
Documentaire d'Al Clingings et Rick Allen (52 min).
16.10 Graze de star.
Film de James Lapine (1993, 88 min).
17.40 Surprises.
18.00 Destin assés.
Bouquet d'Arlette Lupin.
► En clair jusqu'à 20.30.
18.24 Help! Série.
18.55 Nolle part ailleurs.
Invité: Jean-Paul Gaudier.

20.15

FOOTBALL
En direct. Match retour du quart de finale de la Coupe de l'UEFA: Bordeaux-Milan AC.
22.30 Flash d'information.
22.35 Les Monstres de nos cauchemars.
Documentaire (47 min).

23.20

INTERSECTION
Film de Mark Rydell avec Richard Gere (1993, v.o., 94 min).
Un remake hollywoodien des Choses de la vie de Claude Sautet qui nous paraît totalement inutile.
0.55 Émission-Info.
Film de Michel Spinoza (1994, 85 min).
Une jeune femme rencontre deux militaires au buffet d'une gare. Elle leur fait des avances et les entraîne dans un hôtel dont le récepteur est son ancien amant.
2.20 Surprises (40 min).

Radio

France-Culture
20.00 Le Rythme et la Raison.
Le Groupe des Cinq: Igor Stravinsky, César Cui, Modeste Moussorgski, Nicolas Rimski-Korsakov, Alexandre Borodine (2).
20.30 Archipel Méditerranée.
21.00 Grand Angle. Les Prédateurs en Région. A l'occasion du Salon de l'Art de Paris.
22.00 Nuits magiques.
La théologie du vin.
0.05 Do you want to be a DJ? (Aperçu) (7). 0.50 Code. Le Rock Moderne (2). 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). Chanson: une rétrospective de 1950 à 2000. La Révolution française, de Carlo Goldoni; 4.30 Micaela Bonnet Piquet (Diabète et sorcellerie en Savoie); 4.45. André Chénid; 5.30, l'Échappée belle.

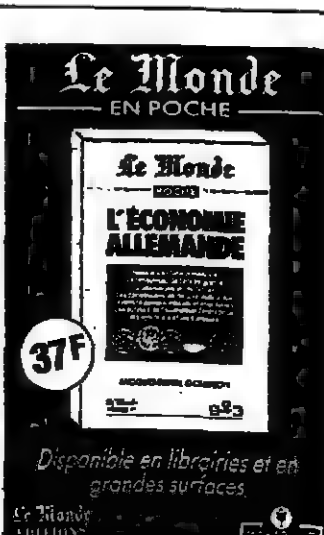
France-Musique

19.05 Domaine privé.
De Hubert Nyssen.
20.00 Concert.
Donné le 22 février, à la Radio d'Europe, à Copernic, par l'Orchestre symphonique de la Radio nationale danoise, dir. Gennadi Rozdarsky.
Atmosphères, de Ligeti; Symphonie n° 4, de Beethoven; Music of the Spheres, de Langgaard; Chaconne, de Scriabin.
22.00 Soliste. Michel Chapuis.
22.30 Musique phare.
Présence de l'Orchestre de concert donné le 11 février, par l'ensemble 2E 2M, dir. Paul Mielinski; Chant en soliste, de Shyngi; L'Esprit de la montagne et du temple, de Hung Chen-Hua.
23.07 Aïda la nuit.
Œuvres de Prokofiev, Khachaturian.
0.00 La Culture dans tous ses états.
1.00 Les Nuits de Radio-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées de Radio-Classique.
Concerts enregistrés en septembre 1995, à Saint-Nazaire, dans la Galerie des Franciscains, Mors Julliard, soprano, Paul Meyer, clarinette, Raphaël Oleg, violon, Sonia Widenor, alto, Jérôme Huet, harpe, Aurélie et Jeremy Mendelsohn, pianos; Œuvres de Grieg; Danes norvégiennes op. 35; Mélodies; Fantaisies op. 43, de Gade; Quatre Mélodies, de Kjerfve; Trio n° 1, de Mendelssohn.
22.30 Les Soirées. (Suite). Œuvres de Mendelssohn, Beethoven, Schubert, de 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles: ► Signifié dans « Le Monde Mult média ». ■ On peut voir. ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.



Service 1550

Srebrenica, un massacre prémédité ?

Pour « La marche du siècle » consacrée à la Bosnie, deux journalistes ont retrouvé deux survivants de la tuerie de juillet 1995. Tentative de reconstitution des dernières heures

ILS SONT PARTIS le 14 février. Marie-Claude Vogric, spécialiste sur l'ex-Yugoslavie, et Pascal Vassein, journaliste reporter d'images indépendant (Point du Jour, Capa...). Douze jours, à deux, pour rapporter dix-huit minutes d'images qui s'inscriront dans cette « Marche du siècle » sur la Bosnie. « L'idée : essayer de retrouver des survivants du massacre de Srebrenica, reconstituer leur odyssée et chercher à savoir s'il s'agit d'un acte aveugle ou d'un meurtre prémédité », explique Marie-Claude Vogric. Au départ, on ne savait pas grand-chose, on avait lu le rapport Helsinki Watch Human Rights, d'octobre 1995, dans lequel on trouve une vingtaine de témoignages sur les atrocités commises par les Serbes juste après la prise de l'enclave. Des récits se recroisent qui laissent penser que cette tuerie aurait été planifiée. On a également vu à la télévision ces images où des femmes sont séparées des hommes, où le général serbe Ratko Mladic rassure la population. Que sont devenus ces hommes ensuite ? Assez vite a surgi la rumeur de terribles massacres. Premiers témoignages, et découverte de charniers. Mais qui a organisé tout cela ? »



Première escale à Zagreb (Croatie) pour se procurer une carte de presse de l'IFOR, cette accréditation sans laquelle on ne peut se déplacer. Ils traversent Plovice, Bihac, cinq ou six checkpoints. « On ne sait pas forcément à quel on a affaire du fait des nouvelles parutions », explique Marie-Claude Vogric. Il faut vérifier où l'on se trouve. Après Plovice, on commence à voir des paysages de ruines, des tanks perdus dans la neige, des checkpoints en pleine nature. Deux types avec un fusil sur un bout de route. »

À Sarajevo, le Comité des crimes de guerre (organisme lié au gouvernement bosniaque) leur donne l'adresse d'un autre comité près de Tuzla. C'est là qu'une petite équipe travaille, depuis des années, sans moyens, accumulant les témoignages sur les crimes de guerre. Grâce à leur aide, ils ont déjà parlé aux médias. Marie-Claude Vogric et Pascal Vassein enregistrent leur récit, bouleversés en même temps que hantés par la crainte d'une erreur : « Sur la carte qu'on utilisait, il y avait le nom de Tuzla dans un coin, dit Pascal Vassein. J'étais frappé par cette proximité. Comme un signe. » Les journalistes se sont donné pour règle d'être sceptiques.

« Vis-à-vis de ceux qui auraient intérêt à forcer sur la responsabilité des Serbes, les autorités bosniaques : des témoins eux-mêmes, qui peuvent fabriquer leur propre histoire ; de nous enfin. »

Il n'est pas facile de couper un témoignage ponctué de hautes pour affirmer que tout cela n'est pas un coup de folie mais a été planifié. Il y a des écoles, des camions, des bus, des pelleteuses pour creuser les fosses. Une logistique. Donc des donneurs d'ordre. Qui ? On signale la présence de Mladic, commandant de l'armée serbe en Bosnie, et celle d'officiers serbes de l'armée de Belgrade. On ne va pas plus loin. »

Catherine Humblot

★ « La marche du siècle » : France 3, mercredi 20 mars à 20 h 50.

Vite

par Agathe Logezart

SAVOIR TOUT, tout de suite. Donner une explication à l'encre inexplicable. Foncez, tête baissée, au risque de l'erreur, parce qu'il faudrait aussitôt des effets, trouver les causes. Le monde va vite. Et le public ne souffrirait pas d'attendre dans les limbes inconfortables de l'incertitude.

Un SDF a brûlé vif en plein Paris. Cela s'est passé au petit matin, sur un coin de trottoir au pied d'une église. Des cris, un homme qui titube, transformé en torche vivante. Un automobiliste qui s'arrête, tente d'éteindre les flammes avec sa veste. Et l'homme qui s'écroule, rongé par le feu. Voilà ce qu'on dit les témoins, qui ont vu la scène depuis leurs fenêtres. Dans la rue, il reste quelques traces noires et des hardes roulées en balluchon. Une bouteille d'alcool à brûler autour de laquelle s'affairent des policiers, une casserole enveloppée dans un sac en plastique, quelques boîtes de conserve, rien de plus. Des restes charbonnés ont été soigneusement prélevés et placés dans un bocal. Ce sont les maigres pièces à conviction. On ne sait pas grand-chose d'autre, au fond, des circonstances de la mort atroce de Fabrice Gaulin, le sans-domicile-fixe de l'église Saint-Vincent-de-Paul.

La télévision aurait pu le dire ainsi, avec prudence. Elle aurait pu se satisfaire d'une approche modeste, minimaliste. L'imagination du téléspectateur se serait alors appropriée l'événement. Il aurait laissé son esprit errer sans guide et se serait interrogé, perplexe, sur ce drame aux contours incertains. Mais l'information télé-

visée s'accommode mal des zones de flou. Tout de suite, avec elle, il faudrait être sûr. Car une information chasse l'autre. De main, déjà, on parlerait d'autre chose. Aussi, les journalistes se transforment-ils bien vite en enquêteurs préemptifs. Il faut à la télévision des histoires rondes, qui se referment bien proprement sur elles-mêmes. Trois hypothèses, logiques, ont été retenues pour expliquer les circonstances du drame dont on nous parle : l'accident (le réchaud de fortune qui se transforme en machine à tuer), la bande de jeunes qui veut casser du clochard, et la rixe entre SDF. TF1 l'assure d'emblée, c'est la troisième hypothèse qui est la bonne.

La chaîne croit pouvoir mettre en avant le témoignage d'un homme entendu par la police, ce qui le laisse d'un poids certain. Sans abri, comme la victime, il aurait été un témoin « direct » de la scène. Il dit, avec la bouche pâteuse de ceux qui ont depuis longtemps la boisson pour compagnie, que ce sont « des types » comme lui qui ont fait le coup, pour « s'amuser ». C'est peut-être vrai, peut-être faux. Comment savoir ? Aussitôt recueilli, de toute façon, ce témoignage s'impose. Non parce qu'il serait plus convaincant que d'autres. Simplement parce qu'il a le « mérite » d'être tranché, affirmatif. Si cet homme est, ou dit qu'il est, c'est que c'est la vérité. Demain dira peut-être autre chose. Il faudra même peut-être attendre encore pour savoir. Mais pour la télévision, demain, c'est toujours trop tard.

TF 1

13.00 Journal, Météo.
13.35 Femmes Magazine.
14.00 Les Feux de l'amour.
14.30 Sydney Police.
15.00 Les 24 heures.
15.30 Sous le soleil.
16.20 Une famille en or.
16.35 Super-Chou.
17.25 Football.
19.25 Vidéo gag.
20.00 Journal, La Minute hippique, Météo.
20.50 COLUMBO.
22.30 FOOTBALL.
23.00 Journal, La Minute hippique, Météo.

France 2

11.45 et 4.15 Les 24 heures.
12.25 Pyramide.
13.00 Journal.
13.30 Les 24 heures.
14.00 Les 24 heures.
14.30 Les 24 heures.
15.00 Les 24 heures.
15.30 Les 24 heures.
16.00 Les 24 heures.
16.30 Les 24 heures.
17.00 Les 24 heures.
17.30 Les 24 heures.
18.00 Les 24 heures.
18.30 Les 24 heures.
19.00 Les 24 heures.
19.30 Les 24 heures.
20.00 Les 24 heures.
20.30 Les 24 heures.
21.00 Les 24 heures.
21.30 Les 24 heures.
22.00 Les 24 heures.
22.30 Les 24 heures.
23.00 Les 24 heures.
23.30 Les 24 heures.

France 3

12.30 Journal.
13.00 Journal.
13.30 Journal.
14.00 Journal.
14.30 Journal.
15.00 Journal.
15.30 Journal.
16.00 Journal.
16.30 Journal.
17.00 Journal.
17.30 Journal.
18.00 Journal.
18.30 Journal.
19.00 Journal.
19.30 Journal.
20.00 Journal.
20.30 Journal.
21.00 Journal.
21.30 Journal.
22.00 Journal.
22.30 Journal.
23.00 Journal.
23.30 Journal.

La Cinquième

13.00 Fête des bébés.
13.30 La Grammaire impertinente.
14.00 Demain le monde.
14.30 L'Esprit du sport.
15.00 Vaisseau Terre.
15.30 Le mouvement.
16.00 Le Réseau des médias.
16.30 Rumeur.
17.00 Les Enfants de la rue.
17.30 Flamme blanche.
18.00 Le monde des animaux.
18.30 Journal.
19.00 Journal.
19.30 Journal.
20.00 Journal.
20.30 Journal.
21.00 Journal.
21.30 Journal.
22.00 Journal.
22.30 Journal.
23.00 Journal.
23.30 Journal.

M 6

12.00 Ma sorcière.
12.30 La Petite Maison.
13.00 La Petite Maison.
13.30 La Petite Maison.
14.00 La Petite Maison.
14.30 La Petite Maison.
15.00 La Petite Maison.
15.30 La Petite Maison.
16.00 La Petite Maison.
16.30 La Petite Maison.
17.00 La Petite Maison.
17.30 La Petite Maison.
18.00 La Petite Maison.
18.30 La Petite Maison.
19.00 La Petite Maison.
19.30 La Petite Maison.
20.00 La Petite Maison.
20.30 La Petite Maison.
21.00 La Petite Maison.
21.30 La Petite Maison.
22.00 La Petite Maison.
22.30 La Petite Maison.
23.00 La Petite Maison.
23.30 La Petite Maison.

Canal +

10.55 Le cave se rebiffe.
11.25 Le cave se rebiffe.
11.55 Le cave se rebiffe.
12.25 Le cave se rebiffe.
12.55 Le cave se rebiffe.
13.25 Le cave se rebiffe.
13.55 Le cave se rebiffe.
14.25 Le cave se rebiffe.
14.55 Le cave se rebiffe.
15.25 Le cave se rebiffe.
15.55 Le cave se rebiffe.
16.25 Le cave se rebiffe.
16.55 Le cave se rebiffe.
17.25 Le cave se rebiffe.
17.55 Le cave se rebiffe.
18.25 Le cave se rebiffe.
18.55 Le cave se rebiffe.
19.25 Le cave se rebiffe.
19.55 Le cave se rebiffe.
20.25 Le cave se rebiffe.
20.55 Le cave se rebiffe.
21.25 Le cave se rebiffe.
21.55 Le cave se rebiffe.
22.25 Le cave se rebiffe.
22.55 Le cave se rebiffe.
23.25 Le cave se rebiffe.
23.55 Le cave se rebiffe.

Radio

10.55 Le cave se rebiffe.
11.25 Le cave se rebiffe.
11.55 Le cave se rebiffe.
12.25 Le cave se rebiffe.
12.55 Le cave se rebiffe.
13.25 Le cave se rebiffe.
13.55 Le cave se rebiffe.
14.25 Le cave se rebiffe.
14.55 Le cave se rebiffe.
15.25 Le cave se rebiffe.
15.55 Le cave se rebiffe.
16.25 Le cave se rebiffe.
16.55 Le cave se rebiffe.
17.25 Le cave se rebiffe.
17.55 Le cave se rebiffe.
18.25 Le cave se rebiffe.
18.55 Le cave se rebiffe.
19.25 Le cave se rebiffe.
19.55 Le cave se rebiffe.
20.25 Le cave se rebiffe.
20.55 Le cave se rebiffe.
21.25 Le cave se rebiffe.
21.55 Le cave se rebiffe.
22.25 Le cave se rebiffe.
22.55 Le cave se rebiffe.
23.25 Le cave se rebiffe.
23.55 Le cave se rebiffe.

Radio

10.55 Le cave se rebiffe.
11.25 Le cave se rebiffe.
11.55 Le cave se rebiffe.
12.25 Le cave se rebiffe.
12.55 Le cave se rebiffe.
13.25 Le cave se rebiffe.
13.55 Le cave se rebiffe.
14.25 Le cave se rebiffe.
14.55 Le cave se rebiffe.
15.25 Le cave se rebiffe.
15.55 Le cave se rebiffe.
16.25 Le cave se rebiffe.
16.55 Le cave se rebiffe.
17.25 Le cave se rebiffe.
17.55 Le cave se rebiffe.
18.25 Le cave se rebiffe.
18.55 Le cave se rebiffe.
19.25 Le cave se rebiffe.
19.55 Le cave se rebiffe.
20.25 Le cave se rebiffe.
20.55 Le cave se rebiffe.
21.25 Le cave se rebiffe.
21.55 Le cave se rebiffe.
22.25 Le cave se rebiffe.
22.55 Le cave se rebiffe.
23.25 Le cave se rebiffe.
23.55 Le cave se rebiffe.

Les soirées sur le câble et le satellite

TV 5

20.00 Faut pas rêver.
21.00 Au nom de la loi.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Théâtre : Les Fous du ciel.
23.00 Les Fous du ciel.
23.30 Les Fous du ciel.
24.00 Les Fous du ciel.

Planète

20.35 Journal de l'Ukraine.
21.30 Himalaya.
22.00 Histoire de l'aviation.
23.00 Histoire de l'aviation.

France Supervision

20.20 Entracte.
20.40 Concert : Les Byrds.
21.00 Concert : Les Byrds.
21.20 Concert : Les Byrds.
21.40 Concert : Les Byrds.
22.00 Concert : Les Byrds.
22.20 Concert : Les Byrds.
22.40 Concert : Les Byrds.
23.00 Concert : Les Byrds.
23.20 Concert : Les Byrds.
23.40 Concert : Les Byrds.
24.00 Concert : Les Byrds.

Ciné Cinéma

20.00 Séquences.
20.30 The Blue Lagoon.
21.00 The Blue Lagoon.
21.30 The Blue Lagoon.
22.00 The Blue Lagoon.
22.30 The Blue Lagoon.
23.00 The Blue Lagoon.
23.30 The Blue Lagoon.
24.00 The Blue Lagoon.

Ciné Cinéma

20.30 L'Exil.
21.00 L'Exil.
21.30 L'Exil.
22.00 L'Exil.
22.30 L'Exil.
23.00 L'Exil.
23.30 L'Exil.
24.00 L'Exil.

Canal Jimmy

20.30 Jimmy.
21.00 Jimmy.
21.30 Jimmy.
22.00 Jimmy.
22.30 Jimmy.
23.00 Jimmy.
23.30 Jimmy.
24.00 Jimmy.

Eurosport

17.00 Motons.
18.30 (et 1.00) Grand Prix.
19.00 Grand Prix.
20.00 Grand Prix.
21.00 Grand Prix.
22.00 Grand Prix.
23.00 Grand Prix.
24.00 Grand Prix.



Le guide de tous les écrans chaque week-end.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ». ■ On peut voir. ■■ Ne pas manquer. ■■■ Chef-d'œuvre ou classique. ♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Règlement intérieur

par Pierre Georges

BIGARD, vous avez dit Bigard ? Comme c'est Bigard ! Voilà bien une société qui prend le plus grand soin de ses salariés. Cette entreprise spécialisée dans la viande avait décidé d'innover sur ses chaînes d'abattage et de découpe. Du moins sur l'une d'entre elles à Quimper.

La maison Bigard avait édicté un règlement intérieur admirable à l'intention des deux cent cinquante salariés de cette chaîne : selon des normes nouvelles, les employés disposaient, dans leur journée de travail, de trois pauses de cinq minutes, pour satisfaire un éventuel besoin naturel. Hors ces créneaux, point de salut. Ni d'excuses. Tout abandon de poste relevait de la pénalité financière prélevée sur la prime de vacances.

Les salariés ne l'ont évidemment pas accepté. Et via leurs syndicats, notamment la CGT, ils ont porté l'affaire devant la justice pénale, puis prud'homale. Et le conseil des prud'hommes de Quimper, dans son infinie sagesse, a estimé que cette tentative de Taylorisation de la pause-pipi procédait de la pratique « illicite ».

Elle était surtout profondément humiliante et stupide. Car cette petite affaire, illustrée par l'absurde de la course aux Temps modernes, montre bien qu'en matière de relations humaines il existe des entreprises qui vivent dans l'irréalité la plus absolue. Décréter la pause-toilettes à minutes fixes et intangibles, ce n'est pas seulement faire insulte à ses salariés. C'est vouloir leur imposer ce que l'on pourrait appeler la robotique des « lieux ». Un rêve de petit chef, une merveille d'innovation, la maîtrise parfaite des envies, besoins et nécessités.

Ramener le débat social à ce niveau — sur le thème adjudant-tesque s'avère qu'à prendre vos

précautions —, c'est montrer en quelles estime et confiance l'on tient, dans les usines d'abattage, le troupeau des humains. Insuper ! Et plus insensée encore la nécessité d'avoir à mobiliser une juridiction pour dire l'insensé de la chose.

Comme si les magistrats n'avaient pas mieux à faire. Par exemple à juger du curieux règlement intérieur ayant existé, semble-t-il, en la mairie de Levallois, aux temps radieux de Balkany. Cet ex-maire ne se mouchoit pas du coude. Déjà on avait vérifié qu'il roulait carrosse. Ou, ce qui revient au même, voitures de fonctions, accessoirement blindées. Et l'ensemble du patrimoine municipal à roules fut vendu aux enchères à la demande de son successeur, du même parti, mais pas de la même eau.

Voilà qu'aujourd'hui Patrick Balkany et son épouse comparaissent devant le tribunal correctionnel de Nanterre. Au motif judiciaire dit de la « prise illégale d'intérêts ». En français courant, il est reproché à l'ex-roi de Patagouille et des Hauts-de-Seine réunis d'avoir utilisé, à des fins privées, les services de trois employés municipaux. Les employés de mairie étaient devenus en quelque sorte employés de maison, de la maison Balkany. Payés par la mairie. Servant le maire et madame.

De ces trois personnes, l'une faisait fonction d'homme à tout faire dans le modeste appartement, 512 mètres carrés, des Balkany à Levallois. Les deux autres, un couple, assura des années durant le gardiennage et l'entretien du moulin de Cosny, une belle propriété de not'bon maire du côté de Giverny. C'est du moins ce que reproche la justice aux pauvres Balkany. Eux qui œuvraient tant et si bien pour la grandeur de Levallois ! Et apparemment pour leur bon plaisir.

Au moins 150 Philippins ont péri dans l'incendie d'une discothèque

LES PHILIPPINES ÉTAIENT SOUS LE CHOC, MARDI 19 MARS, après l'incendie d'une discothèque de Manille qui a coûté la vie à au moins 150 personnes, pour la plupart des collégiens et des étudiants. Il s'agit de la pire catastrophe que la nuit ait connue depuis cinquante ans. Le sinistre s'est déclaré dans la nuit de lundi à mardi, faisant s'effondrer le plafond sur une piste de danse où évoluaient trois cents jeunes qui fêtaient la fin de leur année scolaire. La direction avait pour l'occasion réduit de moitié le prix d'entrée pour faire rentrer le maximum de monde. La discothèque Ozone avait récemment ouvert ses portes et était devenue un endroit à la mode. Selon les premiers témoignages des pompiers, les corps carbonisés des victimes étaient enchevêtrés et empilés les uns sur les autres sur une épaisseur d'un mètre. La dernière grande catastrophe de ce type aux Philippines remonte à 1977, quand 47 personnes avaient péri dans l'incendie de l'hôtel Filipinas de Manille. — (AFP)

DÉPÊCHES

■ ESPAGNE : l'organisation séparatiste basque ETA a revendiqué, mardi 19 mars, les assassinats de l'ancien président du tribunal constitutionnel, Francisco Tomas y Valiente, et d'un membre de la police autonome basque, dans un communiqué publié par le journal indépendantiste Egin. Francisco Tomas y Valiente, un ami du chef du gouvernement, Felipe Gonzalez, avait été abattu le 14 février dans son bureau de l'université autonome de Madrid. — (AFP)

■ MARSEILLE : aucun autobus ni tramway ne roulaient, mardi matin 19 mars, à Marseille et une seule ligne de métro était en service, à la suite de l'arrêt de travail des conducteurs de la Régie des transports de Marseille (RTM). Une assemblée générale du personnel devait se tenir dans la matinée, à l'appel des sept syndicats grévistes, après l'échec lundi d'une réunion de sept heures entre les syndicats, leur direction et le médiateur, Henri Loisel, sur la mise en œuvre de l'accord qui avait permis de mettre fin à la longue grève de décembre 1995.

■ MUSIQUE : le violoniste français de jazz, Stéphane Grappelli, âgé de quatre-vingt-huit ans, a été hospitalisé, depuis jeudi 14 mars, à Londres à la suite d'une pneumonie bronchique après une défaillance cardiaque, rapporte, mardi 19, la presse britannique. — (AFP)

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 15 MARS 1996

Cours relevés le mardi 19 mars, à 10 h 15 (Paris)

PERMETTRE	OUVERTURE
DES PLACES ASIATIQUES	DES PLACES EUROPÉENNES
Tokyo Nikkei 20285,10 +0,47 +2,99	Cours au 15 mars 1996
Hong Kong Index 10601,30 +0,41 +6,03	1995 1996 fin 95
Tokyo Nikkei sur 3 mois	Paris CAC 40 1945,02 +0,76 +4,97
	Londres FT 100 3669,90 +0,68 +0,32
	Zurich 1699,76 +0,11 +1,10
	Milan MIB 30 1000 -0,39 -7,71
	Frankfurt Dax 30 2463,16 +0,20 +9,28
	Bruxelles 1662,59 +0,89 +6,55
	Suisse SMI 1420,82 -2,55
	Madrid Ibex 35 330,22 +0,83 +3,17
	Amsterdam CBS 348,40 +0,75 +8,36

Tirage du Monde daté mardi 19 mars 1996 : 478 636 exemplaires

Les syndicats de France Télécom refusent de négocier un changement de statut

Des mots d'ordre de grève pourraient être lancés

LUNDI 18 MARS, après publication de la lettre de mission du premier ministre, Alain Juppé, demandant à Michel Bon, le président de France Télécom, « d'engager un dialogue social approfondi avec le personnel et ses représentants » pour négocier la réforme du statut de l'exploitant téléphonique public (Le Monde du 19 mars), les principaux syndicats campaient sur leurs positions.

Toujours réticents à combattre ce changement, ils refusent, en attendant l'annonce par le gouvernement d'un calendrier précis pour cette opération, d'aller en discuter l'application des mesures d'accompagnement. « Personne n'a négocié avec Michel Bon », résume la CFDT, opinion partagée par la CGT-PTT, SUD-PTT, FO-PTT et la CFTC-PTT. La lettre de mission d'Alain Juppé, dans la mesure où elle ne donne aucune échéance pour la transformation du statut de France Télécom, est perçue comme « un coup d'épée dans l'eau » par la CFDT.

« INQUIÉTUDES »

Les engagements écrits du premier ministre sur le maintien du statut de fonctionnaires des agents de France Télécom et sur le maintien des garanties associées en termes d'emploi et de droits aux pensions de retraite, n'adoucissent en rien les réactions. « Ce n'est pas de nature à apaiser les inquiétudes et à rétablir un climat de confiance », souligne FO-PTT. « Sur le terrain, très peu de monde y croit », souligne un élu de SUD dans les Yvelines, ajoutant que « l'exemple de la précédente réforme, en 1990, et des promesses qui avaient été faites à cette occasion et sur lesquelles on est revenu trois ans plus tard, a échaudé les gens ».

Refusant de « cautionner des réactions visant à faire accepter socialement une politique à laquelle elle s'oppose », la CFTC-PTT déplore par ailleurs qu'« avec cette question de l'évolution du statut, on mélange des problèmes importants comme l'évolution de l'emploi et des métiers, le

temps de travail (...), du coup, vont être bloqués ».

Des appels à la grève pourraient être lancés dans les prochains jours. La CGT-PTT est ainsi tentée de durcir le ton. Le syndicat évoque la date du 29 mars, jour où elle appelle déjà les agents de France Télécom à manifester pour la défense du service public, à l'occasion de la tenue de la Conférence intergouvernementale européenne. « Le projet de loi sur le futur cadre réglementaire, ainsi que la lettre de mission de M. Juppé à M. Bon, montrent bien que les déclarations sur le service public ont fait long feu », indique le syndicat.

PRUDENCE DES SUD

« Le gouvernement apporte les conditions d'une mobilisation. Nous pourrions être conduits à un appel à

la grève », n'exclut pas la CFTC-PTT. Pas plus que SUD, qui, tout en semblant préférer une autre date que le 29 mars pour une action plus spécifique à France Télécom, apparaît néanmoins prudent sur la capacité de mobilisation des personnels. Cette prudence est partagée par FO et la CFDT, qui déclarent ne pas vouloir d'actions massives. Dans l'immédiat. Car, alors que Michel Bon déclarait, mardi 19 mars sur l'antenne d'Europe 1, ne pas apporter « une attention excessive aux premières réactions à chaud » et se félicitait que les syndicats ne fassent « pas grève, c'est déjà ça », la CFDT prévient que « le gouvernement et la direction de France Télécom ne pourront pas éviter un conflit ».

Ph. L. C.

COMMENTAIRE
IMPASSE

Le gouvernement n'entend pas rééditer avec France Télécom l'épisode de décembre 1995 sur le statut social et la SNCF. Il invite les syndicats à la négociation. Cette « offensive sociale » se heurte toutefois à une réalité propre à l'opérateur : instruit par l'exemple de la CFDT, qui a payé cher son soutien à la réforme de 1990, ainsi que par le renforcement de la CGT et de SUD aux dernières élections professionnelles, aucun syndicat ne peut se payer le luxe d'aller s'asseoir à la même table que Michel Bon, le président de France Télécom.

Les tractions en sous-main qui ne manquent pas d'intervenir diront s'il est possible de sortir de cette impasse. Cette dernière tient à la façon dont, en 1993, en annonçant unilatéralement sa volonté de transformer France Télécom en société anonyme partiellement privatisée, Gérard Longuet, alors ministre de l'Industrie et des PTT, a « braqué » l'ensemble des organi-

sations représentatives du personnel. Y compris celles réputées « réformistes » — FO notamment —, contraintes de durcir le ton pour ne pas trop perdre leur légitimité sur le terrain.

Si l'impasse devait perdurer, quelle pourrait être la ligne de conduite du gouvernement ? Attendre ? Pour l'essentiel, qui se dit résolu à opérer la privatisation partielle d'ici à début 1998, l'exercice est possible. Mais il comporte une contrainte : les législatives de 1998 qui rendront difficile le lancement de cette opération dans les mois précédant les élections.

L'autre solution est de présenter au Parlement un projet de réforme avant la fin juin 1996, en même temps que le projet de loi ouvrant les télécommunications à la concurrence. C'était l'idée première d'Alain Juppé, en août 1995, lorsqu'il a réouvert ce dossier. C'est ce pour quoi milite Michel Bon. C'est, enfin, ce que les syndicats attendent, avec pour objectif de faire reculer le gouvernement.

Philippe Le Corre

Le PS parisien exige des mesures contre la pollution

« SI D'IMPORTANTES mesures ne sont pas prises pour lutter contre la pollution, nous serions en devoir de mener des actions fortes pour faire bouger les choses », a annoncé Bertrand Delanoë, sénateur et président du groupe socialiste au conseil de Paris, lundi 18 mars. En ressortant ce dossier avant une discussion budgétaire, les 25 et 26 mars, où la marge de manœuvre sera étroite, les socialistes parisiens tentent de placer le débat sur un sujet peu « budgétaire » mais qui touche à la qualité de la vie, leur meilleur angle d'attaque face au maire RPR, Jean Tiberi.

Après avoir, pendant trois mois, consulté experts et responsables d'associations, Bertrand Delanoë, Elizabeth Larrivé et Jean-Marie Le Guen, conseillers socialistes, ont concocté un opuscule intitulé : « Lutte contre la pollution : une analyse et des propositions pour un vrai changement ». Forts du constat que la pollution est considérée par la majorité des Parisiens

comme une « inquiétude prioritaire », les socialistes estiment que « face à la pression citoyenne, associative et politique, le maire de Paris a fini par intégrer cette composante dans son discours ». « Mais jusqu'à maintenant, elle n'a guère dépassé le stade des mots », estime M. Delanoë, qui propose un débat à M. Tiberi sur France 3.

Les socialistes avancent douze propositions, notamment une réduction de l'espace accordé à l'automobile. « Notre démarche relève d'une autre conception de la ville, soutient M. Delanoë. La voirie doit être redéployée en fonction des transports en commun et des vélos. » Et il propose que sur les 11 milliards de francs consacrés chaque année à ce budget, 3 milliards de francs aillent au vélo.

Les socialistes prônent, par ailleurs, une amélioration des transports en commun et la mise en place d'un « mètre de surface », par l'installation de certaines lignes actuelles en sites propres. Ils

se sont aussi ralliés au projet de tramway et de création d'un réseau vert pour vélos, « conçu comme un véritable tracé urbain alternatif en continu (...), fermé à la circulation automobile ». Ils réclament une augmentation des moyens d'Altipar et la création d'une « journée de l'air ». Ils demandent que soient encouragés l'usage du gaz, dont pourraient notamment être équipés les taxis. « Des mesures doivent urgemment être prises pour que le niveau 3 ne soit plus atteint. Autrement, il se passera la même chose cet été que les étés précédents », prévient Jean-Marie Le Guen.

Françoise Chivot

M. M.

légisoft l'informatique juridique

Une collection de CD-ROM juridiques

Tous les arrêts publiés de la Cour de cassation
Tous les arrêts publiés du Conseil d'état

Plus de 30.000 décisions en texte intégral depuis 1994

légisoft Tél : 45 25 13 12

ORDINATEURS MACINTOSH
Recevez gratuitement le magazine et le CD GUILLOTIN

ONE BOX 630
8 mo de mémoire, double écran couleur 14", disque dur interne de 500 mo, lecteur de CD-ROM, imprimante, 18 logiciels et 3 CD-ROM
9287Fht 11290Fht

ONE BOX 6200
Même offre que la précédente mais en version Macintosh Performa 6200 de technologie Power PC
10890Fht 13135Fht

COMPUTER BENCH
13, c.a. Unité, 94814 Winfast Color
TEL: (1) 49 58 11 00
FAX: (1) 46 78 19 11

Le plus vaste Apple Center d'Europe. Parking Client.

Service 1550

TEMPS DE TRAVAIL

En avant-première,
les résultats
d'une enquête
de l'UCC-CFDT
page IV



TRIBUNE
par Michel Godet page IV

Le Monde des INITIATIVES



ANNONCES CLASSÉES
de la page V à la page XIV

DANS INITIATIVES MÉTIER DU 26 MARS

Schneider Electric:
unifier la culture
d'entreprise

MERCREDI 20 MARS 1996

EMPLOI



Des entreprises
recèlent nombre
d'idées
qui n'ont pas abouti
et qui peuvent
permettre
de créer des emplois

Tirer profit des projets dormants

L'ORSQU'ON leur parle des techniques pour accélérer le retour à l'emploi, surtout s'il s'agit de cadres disposant d'un bon savoir-faire, les conseillers en recrutement ou les spécialistes de l'outplacement mettent toujours en avant la même recette. L'idéal, disent-ils, c'est que le demandeur d'emploi ranime chez l'employeur qu'il contacte soit l'idée d'un projet qu'il ne pouvait réaliser faute de moyens humains adaptés, soit le goût du développement parce que son interlocuteur vient lui en suggérer l'opportunité. De la sorte, dans un échange « gagnant-gagnant », les deux partenaires vont tirer profit l'un de l'autre. Le premier en retrouvant un emploi qu'il aura contribué à créer. Le second en optimisant son activité.

Depuis longtemps, aussi, et au nom de l'efficacité, nombre d'experts préconisaient que les dépenses nécessitées par les politiques de l'emploi se fassent plus dynamiques. De passives, comme elles le sont notamment au travers du système d'indemnisation du chômage, ils souhaitaient qu'elles deviennent actives pour favoriser la création d'emplois. Régulièrement, par exemple, l'OCDE attirait l'attention sur cette solution, faisant observer que des pays tels que la France étaient en retard de ce point de vue, en comparaison d'autres, dont la Suède.

Parallèlement, encore, des acteurs de terrain, à l'écoute des besoins des PME-PMI principalement, ne cessent d'affirmer que des entreprises recèlent nombre

de « projets dormants » qui n'étaient pas menés à bien par manque de temps, de capacités financières ou, tout simplement, parce qu'il se révélait trop risqué d'y consacrer des moyens humains, à mobiliser ou à recruter. Les mêmes se désespèrent de constater que les aides publiques, orientées vers d'autres priorités, ne venaient pas combler ces carences, préjudiciables à l'intérêt collectif et à l'emploi. La Maison des professions, qui avait tenté une opération pour rapprocher l'offre et la demande, en 1993, avait dû y renoncer, en l'absence de tout cadre réglementaire approprié. A Vendôme, comme ailleurs, de dynamiques innovatrices engendrent de voir que les dispositifs publics privilégiaient le CES (contrat emploi-

solidarité) ou le CIE (contrat d'initiative-emploi) au détriment de formules moins coûteuses et certainement plus génératrices d'emplois durables.

Après bien des tâtonnements, il semble bien que l'on soit sorti de ces ombrages. Voulu par la CFDT et surtout par Nicole Notat, à l'époque présidente de l'Unedic, qui en avait fait une affaire personnelle, l'accord de juin 1994 permettant le lancement des conventions de coopération ouvrait de nouvelles perspectives. Enfin, et mieux qu'avec les mesures précédentes telles que l'APR (allocation formation-reclassement) où les conventions de conversion, l'activation des dépenses d'assurance-chômage était à l'ordre du jour. Même s'il faut attendre l'avenant de juil-

let 1995 pour que les ultimes obstacles soient levés, les premiers résultats, tels qu'ils apparaissent maintenant, sont plus que prometteurs. Il était temps qu'une autre logique prenne corps.

Sur le terrain, où la rencontre s'effectue entre ces divers éléments, l'intuition se vérifie, pour

comme il faut parfois dialoguer avec les salariés, à la base, pour mieux comprendre les rouages et en déduire que des emplois peuvent naître là où il n'y avait que des déperditions produites par des dysfonctionnements. L'intérêt des entreprises coïncide avec les objectifs de développement économique local. Tant et si bien que, même si le bilan est encore modeste, un cycle vertueux est désormais amorcé.

Pour y parvenir, il aura fallu mettre au point une procédure et bâtir quelques principes qui viennent combattre de vieux réflexes. Ainsi en va-t-il du financement des opérations. Un chômeur peut travailler dans une entreprise, en fait coœuvrer à la consolidation de son emploi futur, et son employeur percevoir temporairement l'équivalent de ses indemnités versées par les Assedic. Une révolution qui bouscule les habitudes, un contrat d'objectifs prenant le pas sur un contrat de travail. Ainsi en va-t-il de la démarche, pragmatique et transparente. Le projet dormant est examiné, évalué, puis, une fois les conditions de viabilité définies, on procède à un rapprochement entre des volontés et des profils. Le tout en s'efforçant d'obtenir une garantie de bonne fin qui doit engager des partenaires sérieux. Ce qui permet d'extrapoler sur les conséquences, en cascade, pour l'emploi futur, y compris pour d'autres catégories de chômeurs. Car telle est bien la démonstration recherchée : prouver que des emplois sont enfouis et qu'on peut les réveiller. Pour le profit de tous.

Alain Lebaube

Une idée peut rester en panne faute de compétences pointues
par *Christine Fabre*

L'essor des conventions de coopération
par *Catherine Leroy*

La chasse aux emplois gaspillés
par *Marie-Claude Bottecher*

L'essor des conventions de coopération
par *Francine Abdoovici*

La Maison des professions cherche dans les trois des entreprises
par *Laetitia Van Eckhout*

Une seconde vie
par *Philippe Baverel*

Lire pages II et III

peu que l'on procède scrupuleusement et avec prudence. Dans les petites entreprises, ces « projets dormants » existent bel et bien, que la moindre attention permet de détecter sous les propos d'un dirigeant le plus souvent débordé. Il suffit d'écouter pour le saisir.

FUTURS MANAGERS INTERNATIONAUX



Le Groupe Heineken
vous donne rendez-vous
en dernière page.

LUNDI 25 MARS *

Ne ratez pas le rendez-vous

« Spécial Sciences & Santé »

et ses opportunités

de carrières dans

Le Monde
INITIATIVES

* daté 26 mars

INTERNATIONAL UNIVERSITY OF AMERICA
The Link Between Continents Since 1980
114 Sansome Street # San Francisco, CA 94104 U.S.A.

Université à San Francisco

DBA Doctorate of Business Administration
in International Management

- Programme résidentiel de 12 mois à San Francisco
- Thèse
- Admission : MBA ou équivalent avec expérience professionnelle.

MBA Master of Business Administration
in International Management

- Programme américain intensif de 12 mois à San Francisco, campus urbain, recrutement multinational.
- Admission : Diplôme d'enseignement supérieur avec expérience professionnelle ou stages validés.

BBA Bachelor of Business Administration
in International Management

- Programme undergradué de 18 mois à San Francisco.
- Assistance Financière, sélection : BAC + 2.

— European Information Center:
148, rue de Granelle 75007 Paris
Tél. : (1) 45-51-52-52 - Fax : (1) 45-51-09-08
— San Francisco Admissions Office :
Tél. : U.S.A. (415) 397-2000 - Fax : (415) 397-2052
E-Mail : IUA @ IUA.EDU

IUA
SAN FRANCISCO

Une idée peut rester en panne faute de compétences pointues

Dans les Yvelines, l'association Agyre 1000 joue les bons offices entre des demandeurs d'emploi, les institutions et des patrons de PME

L'HISTOIRE de Stéphane Serrano fera certainement rêver plus d'un patron de PME. Et celle d'Alain Denes, plus d'un cadre au chômage. En 1992, Stéphane Serrano crée son entreprise, D. Technologie, située dans les Yvelines. Son activité consiste à développer des systèmes de gestion technique centralisée (GTC), traduisent un système qui transmet des alarmes techniques. Ce patron de PME, technicien de formation, met au point une première génération de produits, mis en service notamment dans cinq parkings souterrains à Caen. Chaque site est relié au parking central par un modem, lui-même connecté au téléphone portable d'un technicien. En cas de panne d'ascenseur, voire d'incendie, le système GTC déclenche une alarme, et avertit la maintenance. L'installation du système se fait par câble.

Il y a deux ans, une grande banque parisienne demande à Stéphane Serrano d'élaborer un système de détection de vol de matériel informatique. « Chaque année, cette banque enregistre un taux de 10 % de vols de son parc d'imprimantes, d'écrans d'ordinateurs... Pour contrôler son parc, total de deux mille pièces, notre système par câble était dépassé. Il fallait mettre au point un système sans fil... Pour une PME comme la nôtre, concrétiser un tel projet peut durer des années. Nous avons donc développé, avec le concours d'une école d'ingénieurs (Supso) et de la faculté d'Orsay, un prototype performant, mais que nous n'avions pas les moyens de

développer », explique Stéphane Serrano. C'était d'autant plus regrettable que le nouveau modèle ouvrait aussi d'autres marchés : gestion de la climatisation et du chauffage dans les bureaux, régulation de la température des produits alimentaires dans les supermarchés, etc. Faire appel à un cadre qui monterait un dossier financier, lancerait un appel d'offres à des investisseurs potentiels ? Stéphane Serrano y avait bien

paillé... un système de gestion technique centralisée, comparable à celui de D. Technologie, mais techniquement plus élaboré.

DÉTENTION

Il y a près d'un an, la société qui employait Alain Denes dépose le bilan. Sans emploi, ce cadre continue tant bien que mal à peaufiner son produit, et dépose un brevet. Un de ses premiers réflexes est de se rendre chez Stéphane Serrano,

Priorité aux cadres

Jean-Michel Fourgous a créé Agyre 1000, pour permettre à des PME-PME d'engager des « cadres développeurs de projets, de valeur ajoutée et donc d'emplois ». Le choix du département des Yvelines est motivé par trois raisons essentielles : la population cadres qui y réside est dense, et particulièrement touchée par le chômage ; 15 % des demandeurs d'emploi sont des cadres, soit huit mille personnes sur les cinquante quatre mille demandeurs d'emplois du département (7,9 % de la population active sont au chômage). Ensuite, l'activité industrielle est largement située dans la haute technologie et le tertiaire, généralement « grands consommateurs » de cadres. Enfin, un nombre élevé de très petites entreprises, et PME y sont implantées. Opérationnelle depuis septembre 1995, Agyre 1000 a déjà signé cent conventions de coopération, dont les deux tiers en contrats à durée indéterminée, et revendique les meilleurs résultats nationaux.

pensé. Mais, pour ce chef d'entreprise qui n'avait jamais embauché de collaborateurs, le premier pas était difficile à franchir. Même s'il connaissait déjà celui qui allait devenir son homme de confiance, Alain Denes. Il l'avait tout simplement rencontré sur son lieu de travail, tous deux exerçant dans le même immeuble.

Alain Denes, la cinquantaine, était alors cadre dans une entreprise informatique, où il dévelop-

peut le projet n'a toujours pas décollé. « La volonté de travailler ensemble ne manquait pas, mais une première embauche est une étape difficile, sur un plan psychologique et financier. J'ai reculé l'échéance jusqu'au dernier moment », avoue Stéphane Serrano.

Le dernier moment, c'est la rencontre avec l'association Agyre 1000 (Agyr pour gagner dans les Yvelines le retour à l'emploi) en janvier 1996. L'association a été

créée le 24 mars 1995, par accord local entre l'Assedic, l'ANPE, et la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle. Sa mission : détecter le projet qui sommeille dans une PME, trouver le cadre au chômage qui saura le réaliser, en signant une convention de coopération. Le principe est le suivant : une société qui embauche un chômeur indemnisé par l'Assedic depuis plus de huit mois reçoit en échange le montant de l'allocation du chômeur pendant un an. Fondateur d'Agyre 1000, Jean-Michel Fourgous est lui-même chef d'entreprise. « La convention de coopération active trois choses : le chômeur, des moyens financiers pour des PME, et enfin, les caisses fiscales et sociales », explique-t-il.

Entre janvier et février, cinq rendez-vous ont eu lieu entre les parties. « Nous avons fait le point sur les financements nécessaires, et avons complété l'appel d'offres grâce aux sociétés ELP et Melkor. Agyre 1000 a joué un rôle de conseil éclairé », précise Alain Denes, embauché le 27 février 1996 comme directeur technique de D. Technologie en contrat à durée indéterminée. « J'ai un cadre à temps plein. En plus de ses compétences techniques, Alain Denes apporte son expérience de terrain et ses nombreux contacts », se réjouit Stéphane Serrano. « Nous avons pu fabriquer le prototype, mais pour être plus compétitifs, nous devons le produire en plus grande série », reconnaît Alain Denes.

Clarisse Fabre

L'essor des conventions de coopération

Après un démarrage difficile, le dispositif, remanié en juillet 1995, semble porter ses fruits

A dire vrai, cela avait bien mal commencé pour les conventions de coopération. Au 26 juillet 1995, soit un an après la signature de l'accord Unedic entre les partenaires sociaux instituant des « formes expérimentales d'intervention du régime d'assurance-chômage en faveur du reclassement des demandeurs d'emploi indemnisés » (8 juin 1994), le bilan était décevant. Pour 61 conventions signées, 51 embauches seulement ont été réalisées sur un potentiel de 4 844 emplois. Que s'était-il passé ? L'idée de mettre au service de l'emploi des sommes réservées aux allocations de chômage étaient a priori séduisantes. Il s'agissait de faciliter l'embauche de chômeurs inscrits depuis plus de huit mois à l'ANPE, moyennant quoi les entreprises recevaient une aide financière de l'Assedic calculée en fonction de l'indemnisation restante de la personne recrutée.

Exigence qualitative, les personnes devaient être embauchées pour travailler sur ce qu'on appelle les « projets dormants », c'est-à-dire sur le développement d'activités qui n'auraient pas vu le jour sans ce petit coup de pouce. Pour ce faire, des conventions locales étaient signées entre l'Assedic, qui pilote le projet, la direction départementale du travail et de l'emploi, chargée de vérifier que le recrutement n'était pas destiné à pourvoir un poste qui aurait fait l'objet d'un licenciement économique dans les six mois précédant l'embauche, l'ANPE locale et les organisations professionnelles. Les entreprises pouvaient ensuite adjoindre à la convention.

Les partenaires sociaux, réunis pour un bilan d'étape (le dispositif est expérimental jusqu'à fin décembre 1996), prirent alors la mesure du désastre et cherchèrent des remèdes. Ces réflexions aboutiront à l'avenant du 6 juillet 1995, qui modifie sensiblement les conditions de mise en œuvre des conventions. La procédure est allégée : les conventions ne remontent plus systématiquement à l'Unedic, l'aide aux entreprises passe de six mois à douze mois et n'est plus dégressive, ce qui la rend plus intéressante pour l'employeur. Le dispositif devient également plus favorable aux salariés. A la sortie de l'emploi, ils retrouvent l'intégralité de leurs droits restant à indemnisation. Parallèlement, l'ANPE se voit confier un rôle moteur dans l'opération tandis que les directeurs d'Assedic sont mobilisés pour populariser la mesure auprès des différents acteurs locaux.

Les résultats ne se sont pas attendus. La nouvelle formule est entrée en vigueur le 1^{er} septembre 1995. Le 24 janvier 1996, cent cinquante conventions sont signées et six cent deux embauches effectuées pour un potentiel de 12 038, annonce l'Unedic. Quelque 73 % des embauches sont des contrats à du-

rée indéterminée (CDI). Quant aux contrats à durée déterminée (CDD), la durée moyenne en est de neuf mois. Un mois plus tard, le 21 février, un nouveau pointage relève cent soixante-dix-huit conventions signées, pour 1 058 embauches réalisées (dont 70,7 % en CDI). Une analyse plus précise des embauches réalisées au 21 février montre que la grande majorité des recrutements est réalisée dans des PME de moins de cinquante salariés ; un tiers d'effectuant dans des entreprises de moins de cinq salariés. En tout, 99,3 % des embauches relèvent du secteur tertiaire.

AMÉLIORATION

Le dispositif profite essentiellement aux cadres, ce qui n'est pas étonnant puisque l'aide calculée à partir des indemnisations de chômage est particulièrement attractive dans leur cas. Les cadres représentent 37 % des bénéficiaires contre 24 % pour les ouvriers, 19,3 % pour les employés et 19,8 % pour les techniciens. Côté salaire, le dispositif prévoit que la rémunération du bénéficiaire est au moins équivalente au SMIC ou au minimum de la convention collective de la branche. Dans la réalité, le salaire brut moyen est égal à 13 149 francs alors que le salaire moyen des bénéficiaires du régime d'assurance-chômage est de l'ordre de 8 300 francs. Cette différence est due à la forte représentation des cadres dans le dispositif.

En ce qui concerne l'aide versée aux employeurs, si l'on peut aller jusqu'à 354 000 francs, son montant moyen est situé aux alentours de 95 000 francs. Plusieurs éléments laissent penser que les résultats ne seraient pas si satisfaisants. La campagne de communication de l'Unedic, démarrée le 12 février, ne devrait pas tarder à produire ses effets. L'ANPE commence justement à se mobiliser. Quant à l'APEC, Association pour l'emploi des cadres, elle n'est entrée officiellement dans le circuit que le 7 février avec la signature d'un protocole APEC-Unedic.

A Toulouse, l'agence locale de l'APEC n'a pas attendu la signature de l'accord pour agir. Elle a accepté dès 1994, à la demande de l'Union patronale de la région Midi-Pyrénées, d'apporter son savoir-faire dans une opération orientée sur le recrutement de dix cadres, l'APEC étant chargée de mettre en phase des projets et des hommes. Non seulement les recrutements ont été effectués, mais encore, dans plusieurs cas, ils ont fait boucle de neige. Un nouvel objectif de cent embauches, cadres et non cadres, a été fixé pour 1996.

Un jour, au-delà du quantitatif, il sera intéressant de faire un bilan qualitatif de la mesure afin de voir si la notion de soutien au « projet dormant » n'a pas disparu au profit du recrutement à tout prix.

Catherine Leroy

La chasse aux emplois gaspillés

P OUR promouvoir l'emploi au sein d'une entreprise, les salariés sont bien placés : voilà l'idée-force que l'on trouve exprimée à plusieurs reprises, depuis deux ans environ, dans divers documents émanant de la CFDT et d'organismes liés à elle : tel Syndex, le cabinet d'expertise-comptable qui épaula ses représentants dans les comités d'entreprise, et le Centre Idées, organe d'études proche de l'Union confédérale des cadres (UCC). Pour Alain Bouc, économiste qui intervient dans l'un et l'autre, il s'agit de l'une de ces idées-forces qui peuvent redonner un contenu au syndicalisme. Les centrales, juge-t-il, y compris la CFDT, se contentent trop facilement d'une position défensive. Elles se contentent de limiter les dégâts et il n'est même pas sûr qu'elles y parviennent : « On chante victoire quand un patron réduit de cent à cinquante les licenciements qu'il avait annoncés alors que ce dernier avait intégré ce « recul » dans ses calculs ! »

Dans les interventions qu'il effectue au nom de Syndex, Alain Bouc discute longuement avec les comités d'entreprise. Toutes sortes d'informations fusent qui font apparaître les tensions nées de l'absence de certains emplois : tel problème est négligé, le commercial est désorganisé, on ne s'occupe pas de l'export ; dans tel domaine, on pourrait de toute évidence faire des gains de pro-

ductivité... La liste, en général, est longue. « Qui, mieux que le salarié, est au courant de tous ces dysfonctionnements ? Dans les PME, les patrons les connaissent mais ils sont trop débordés pour agir. Quant aux grosses entreprises, elles sont gérées comme des administrations, et les directions centrales ne savent qu'une petite part de ce qui s'y passe. »

Du fait de cette connaissance intime qu'ils ont de leur milieu de travail, les salariés pourraient donc jouer un rôle important en matière d'emploi : « Si, au lieu de grogner dans leur coin qu'ils sont surchargés, ils optaient pour une attitude active, ils pourraient élaborer des propositions à l'intention de leurs directions : leur montrer qu'une embauche ou le maintien de tel poste peut avoir tous les avantages d'un investissement. Ils ne sortiraient pas de leur terrain d'intervention et, en même temps, ce serait utile à l'entreprise. » Le secrétaire adjoint de l'UCC, Pierre Vial, en donne un exemple parlant : en convainquant son patron d'embaucher quelqu'un pour surveiller les achats et vérifier les factures, un cadre a fait récupérer mensuellement à son entreprise l'équivalent de plusieurs salaires.

Argumenter sur ce sujet suppose que les représentants syndicaux des comités d'entreprise reçoivent une certaine formation. Le congrès de l'UCC (1994) manifeste la préoccupation de mettre à la disposition des salariés « un outil » qui

leur permette de faire des propositions. Alain Bouc multiplie les documents : il inventorie les cas d'intervention possible, décrit la façon d'aborder un projet d'investissement-emploi, la manière de calculer sa rentabilité. Il envisage l'intervention pragmatique, au cas par cas, par exemple d'un salarié qui sait son poste menacé ; mais aussi une approche systématique : « Là où c'est possible, un responsable ou l'équipe syndicale peuvent dresser un tableau de bord analytique et critique de l'emploi dans l'entreprise... de la même manière qu'il y a un cabinet fantôme créé par l'opposition face au gouvernement britannique, il devrait y avoir parmi les salariés une sorte de direction du personnel fantôme qui ferait des contre-propositions raisonnées. »

Mais, à parler franc, l'idée ne mûrit que lentement dans les têtes. Pierre Vial croit cependant percevoir une évolution possible notamment, à partir du ras-le-bol qui ébranle les cadres face à la forte montée des heures supplémentaires.

Pour le moment, ce sont les plans sociaux qui amènent le plus souvent à réfléchir aux emplois qui pourraient être créés dans les entreprises. La réglementation impose en effet - sous peine d'annulation du plan par les tribunaux - qu'on ait recherché systématiquement avant tout licenciement.

Marie-Claude Betsheer

L'exemple du Vendômois

LES dirigeants de l'Institut supérieur du management et d'économie rurale (Ismer), un petit centre de formation créé en 1994 à Vendôme (Loir-et-Cher), ne manquent ni d'imagination ni d'énergie. Alors que le stage « entrepreneur en milieu rural » en est à sa 3e promotion, une nouvelle formation « projets en entreprise » a vu le jour fin 1995. Cette formule consiste à mettre un stagiaire au service d'une PME de moins de 20 salariés durant 5 semaines sur 6, et ce, pendant 8 mois, avec une période d'essai d'un mois, la 6e semaine se déroulant à l'Ismer. De son côté, l'employeur s'engage, par écrit, à embaucher le stagiaire à l'issue de la formation si celui-ci a atteint l'objectif qui lui a été fixé au départ et s'il a démontré ainsi que son futur poste est viable. Un stagiaire, accueilli chez un agriculteur, doit, par exemple, développer l'activité de collecte et d'épandage des boues d'épuration et ramener, à la fin du stage, un chiffre d'affaires de 20 000 francs par mois.

Pendant plusieurs mois, Michel Herpin, chargé de mission à l'Ismer, a quadrillé le pays pour dénicher des « projets dormants ». Il a rendu visite à 140 PME-PMI. Tous les projets

sont ensuite validés ou non par un comité de pilotage. Au final, « 25 à 40 projets vont voir le jour », indique Jean-Bernard Péron, directeur de l'Ismer. Cette formation, financée par l'Etat et la région Centre, est facturée par l'Ismer 1 250 francs par mois aux PME. Quant aux stagiaires, ils paient 650 francs par mois à l'Ismer, des frais généralement pris en charge par les entreprises. Quinze d'entre eux sont rémunérés, soit par le conseil régional, soit grâce à l'allocation formation-reconversion de l'Assedic. L'entreprise ne paie donc que 10 000 à 15 200 francs en huit mois, sans charges sociales. Toutefois l'engagement d'embaucher, conditionné par l'atteinte d'un objectif, n'a pas de valeur en droit du travail. Qu'en pensent les stagiaires ? « Je ne me sens pas exploité, mais le risque existe », analyse l'un d'eux. Les entreprises ne jouent cependant pas toujours franc jeu et font de la rétention d'information ou bien ce sont les salariés qui, par crainte de voir le stagiaire prendre leur emploi, lui mettent des bâtons dans les roues. « Il faut parfois taper du poing sur la table », observe Michel Herpin. La crédibilité de ce stage en dépend.

F.A.

eslsca

ADMISSION SUR TITRE EN 1^{re} ou 2^e ANNÉE

L'admission sur titre à l'E.S.L.S.C.A. permet aux diplômés de l'enseignement supérieur d'intégrer l'une des meilleures écoles de commerce françaises et d'obtenir à l'issue du programme le diplôme E.S.L.S.C.A. visé par l'Etat. Ce diplôme peut être cumulé avec le diplôme M.B.A. d'une université américaine dans le cadre du programme international de 3^e année.

Pour la première année les candidats doivent être titulaires d'un DEUG, DUT, ou diplôme équivalent.

La deuxième année s'adresse aux candidats titulaires d'un diplôme d'ingénieur, pharmacien, médecin, d'IEP, ou d'une licence.

Prochaine Session
(reprise des cours : Octobre 1996)

9 et 10 Mai 1996

Date limite d'inscription : 2 Avril 1996

Renseignements - Inscriptions

ÉCOLE SUPÉRIEURE LIBRE DES SCIENCES COMMERCIALES APPLIQUÉES
1, rue Bougainville, 75007 Paris - Tél. : (1) 45 51 32 59
Établissement privé d'enseignement supérieur
Fondé en 1949 - Reconnu par l'Etat
Diplôme visé par le Ministère de l'Éducation Nationale

1996

GUIDE DES CONSEILS EN RECRUTEMENT

1200 CARNETS EN FRANCE

Le Guide des Conseils en Recrutement est le point de référence pour les professionnels du recrutement.

- Les techniques de recrutement
- Les méthodes d'entretien et de sélection
- Les techniques de recrutement en France
- Les techniques de recrutement à l'étranger
- Les techniques de recrutement

Depuis 10 ans, ce Guide est un des meilleurs carnets d'adresses pour l'emploi.

Des dizaines de milliers de cadres et DRH l'ont déjà utilisé.

■ Les chasseurs de têtes recrutent plus de 30 000 cadres/an. Le GUIDE 96 est le PREMIER à faire le point précis sur :

- Les nouveaux cabinets
- Les spécialistes de secteurs et de fonctions
- Les cabinets internationaux
- Les noms de consultants

■ VENDU PAR CORRESPONDANCE ■

Pour recevoir le GUIDE 96, rapidement et sous pli confidentiel, il vous suffit d'envoyer vos coordonnées précises ou carte de visite, accompagnées d'un chèque de 270 F TTC port inclus à :

■ CERCOMM - 1 bis rue Morère 75014 Paris - Tél. 45.45.45.32 ■

LA RÉFÉRENCE DES DÉCIDEURS DEPUIS 10 ANS

Service des
Professions

MERCREDI 20 MARS 1996 / LE MONDE / III

Une seconde vie

Un produit peut trouver un nouveau souffle ou de nouvelles applications. Exemple à Wavrin, près de Lille

DIPLOMÉE de l'Ecole supérieure de commerce de Lille, ancien chef de produits chez Hédard pour la gamme épicerie fine, Florence Muselet, vingt-neuf ans, peut se vanter, après neuf mois de chômage, d'avoir prestement « réveillé » le projet qui sommeillait depuis plusieurs mois dans la tête de Patrice Jacquelin, jeune PDG de l'entreprise Demarle.

Installée à Wavrin, près de Lille, Demarle, qui affiche un chiffre d'affaires de 52 millions de francs et emploie 80 salariés, fabrique depuis une vingtaine d'années des moules et des plaques pour l'industrie agroalimentaire et les boulangers. Rien d'extraordinaire jusqu'à la fin des années 80, époque à laquelle l'entreprise a mis au point un matériau présenté comme « révolutionnaire », le Flexipan, mélange de fil de verre et de silicone, qu'elle est toujours la seule à produire à ce jour. Utilisé pour fabriquer des plaques de cuisson souples, ce revêtement est très apprécié par les professionnels de la pâtisserie et les traiteurs pour ses propriétés anti-adhérentes.

« S'ils font le bonheur des professionnels, pourquoi mes moules n'intéresseraient-ils pas la ménagère, toujours prête à manier le rouleau à pâtisserie pour régaler ses enfants ? », se demandait le chef d'entreprise. Mais faute de compétences internes et d'argent, l'idée serait peut-être restée longtemps enfoncée au fond des tiroirs si la Maison des professions n'avait soumis à Patrice Jacquelin son concept de projet dormant, avec signature à la clé d'une convention de coopération entre l'Assedic de Roubaix-Tourcoing et Demarle.

Attribuer, à titre dérogatoire, l'indemnité habituellement versée par l'Assedic au chômeur à une entreprise qui s'engage, en contrepartie, à l'embaucher en contrat à durée déterminée : le principe du projet dormant qui « transforme l'allocation chômage en véritable investissement » séduit d'emblée Patrice Jacquelin. « L'indemnité Assedic représentait la moitié du montant du salaire brut et des charges patronales », précise-t-il, en insistant sur l'importance, à ses yeux, de l'engagement moral auquel il souscrit alors, à savoir la transformation à terme du CDD en CDI. « D'autant que j'avais la conviction que ce projet aboutirait ».

C'est à l'issue d'une procédure de recrutement tout à fait classique que la candidature de Florence Muselet est finalement retenue en février 1995. A charge pour elle de mener une étude de marché très élaborée ; 150 consommateurs seront « sondés » et invités à tester le produit, histoire de mesurer l'intérêt commercial du grand public pour les moules en Flexi-

pan. Fixation du prix, élaboration de l'emballage, définition du segment de clientèle visé et du système de distribution : rien n'est laissé au hasard, au fil des six mois du contrat que la jeune femme a vécu comme « une période d'essai, l'occasion ou jamais de saisir [sa] chance et de faire [ses] preuves ».

Un an plus tard, les résultats sont à la hauteur des espérances, même s'il est encore trop tôt pour juger du succès commercial. Florence Muselet a été embauchée comme cadre responsable des produits grand public. Une assistante à mi-temps a également été recrutée. Depuis trois mois, une gamme d'une vingtaine de moules a fait son apparition sur les linéaires des grands magasins et des boutiques spécialisées.

Philippe Baverel

Les points-clés

● **Projet dormant.** Projet bloqué pour des raisons financières qui, s'il était réalisé, pourrait permettre à l'entreprise de passer à une activité nouvelle, de diversifier sa production, de l'ouvrir à de nouveaux marchés en France ou à l'étranger. Ainsi, un bureau d'études pourrait décider de fabriquer ses propres produits. Plusieurs PME dépourvues de service commercial pourraient mettre en place une direction commerciale commune.

● **Les conventions de coopération de l'Unedic.** mises en place par l'accord du 8 juin 1994, revues et corrigées par l'amendement du 6 juillet 1995, ont pour objectif d'aider financièrement les entreprises à activer les « projets dormants » et par là même à créer des emplois. Principe : l'entreprise embauche un chômeur inscrit depuis plus de huit mois à l'ANPE. Elle perçoit en retour une aide de l'Assedic calculée sur l'indemnité due au chômeur à la veille de son embauche.

● **Résultats.** Au 21 février 1996, l'Unedic recensait, pour 178 conventions signées, 1 058 embauches réalisées, dont 70,7 % en contrats à durée indéterminée. Les recrutements concernaient 37 % des cadres.

La Maison des professions cherche dans les tiroirs des entreprises

Les seize premiers dossiers, lancés fin 1993, ont permis de créer 180 emplois. Mais l'expérience ne redémarre que depuis peu

LE 7 février 1995, la Maison des professions de Marqu'en-Baroeul, émanation du patronat du Nord-Pas-de-Calais, signait avec l'Assedic de Roubaix-Tourcoing une première convention de coopération. Soit une semaine à peine après l'examen par le Conseil constitutionnel de la loi fixant le cadre juridique d'application de ce nouveau dispositif d'aide à l'embauche mis en place en juin 1994 par les partenaires sociaux gestionnaires de l'Unedic.

Ce feu vert, la Maison des professions l'attendait pour pouvoir enfin relancer son opération « Projets dormants » lancée en 1993. L'Assedic avait alors accepté, « à titre expérimental », que des cadres demandeurs d'emploi puissent être placés dans des entreprises pour y étudier la faisabilité d'un projet tout en restant allocataires du régime d'assurance-chômage. Mais, ironie du sort, l'expérience, qui constituait alors une première, avait dû être interrompue, l'Unedic refusant de la financer. A l'époque, l'initiative s'inscrivait dans le cadre d'actions mises en œuvre par le réseau Emergence créé avec Espace Flandres, organisme local d'aide et de formation à la création d'entreprises, afin de favoriser l'essor d'entreprises sur le versant nord-est de la métropole lilloise.

C'est dans cette même logique d'aide au développement local que la Maison des professions remet sur les rails, en février 1995, son dispositif de détection et d'aide à la réalisation de projets dormants. Un dispositif qu'elle étend dès le mois de juin suivant à toute l'agglomération lilloise, en signant une autre convention de coopération avec l'Assedic de Lille. Sont également partenaires de l'opération la direction régionale du travail et de l'emploi (DRTE), l'ANPE, le groupe Vauban, caisse de prévoyance des cadres, et le conseil général du Nord, qui contribue financièrement à la démarche, à raison de 10 000 francs par projet. Cette participation couvre un tiers des frais de fonctionnement engagés par la Maison des professions.

« Nous cherchons à travers cette action à valoriser le savoir-faire de cadres demandeurs d'emploi, ce qui

leur évite de basculer dans l'engrenage du chômage de longue durée. Mais, souligne Jean Thibaud, responsable au sein de la Maison des professions de la cellule développement local, maître d'œuvre du dispositif, toute notre démarche consiste à partir du besoin économique. » Chaque projet fait ainsi, dans un premier temps, l'objet d'une analyse préalable par l'un des quatre membres de cette équipe. « Nous rencontrons le responsable de l'entreprise, soumettons pour avis le projet à des professionnels, pour vérifier sa faisabilité tant d'un point de vue technique que commercial. Nous cherchons également à mesurer la solidité économique et financière de la PME et nous évaluons le poids de l'investissement qu'elle aura à engager, le nombre d'emplois qu'elle sera suscep-

santes ou au contraire qu'une aide ne lui était pas nécessaire. « Il est aussi arrivé parfois, relève Jean Thibaud, que la PME recule au dernier moment, et décide de reporter le lancement de son projet. » L'analyse préalable qui est effectuée a aussi le mérite de permettre à l'entreprise de bien prendre la mesure de son engagement.

ETUDE DE FAISABILITÉ

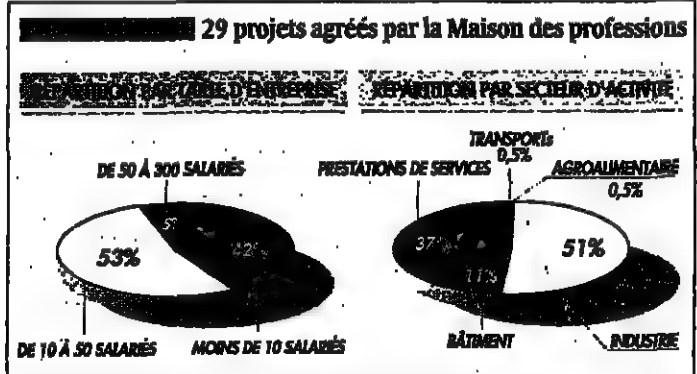
Une fois seulement le dossier agréé par le comité de validation, la PME se met en quête d'un cadre pour étudier la faisabilité de son projet et mettre en place les conditions de son démarrage. « La personne doit être au chômage depuis huit mois. Mais, au-delà de cette condition, nous cherchons avant tout le cadre ayant l'expérience et la

tion, la recherche du cadre ne sont qu'un préambule : à tous les stades de l'évolution du projet, la Maison des professions assure un suivi technique et économique. Tous les trois mois, sa cellule développement local fait un point sur l'état d'avancement du dossier avec le cadre et le chef d'entreprise. Et à tout moment, ceux-ci peuvent la solliciter pour un conseil. Ils sont alors orientés vers les services compétents. Et cet accompagnement ne s'arrête pas à la fin de la période couverte par la convention de coopération. Lorsqu'elle s'engage dans la réalisation de son projet, l'entreprise continue à être aidée pour construire son montage financier, rechercher des subventions, embaucher les salariés dont elle a besoin.

« Les conventions de coopération ne sont qu'un outil, relève Jean Thibaud. L'entreprise reçoit une aide financière de l'Assedic, mais l'accompagnement dont elle bénéficie, le réseau de compétences sur lequel elle peut s'appuyer sont tout aussi essentiels. Il s'agit souvent de petites entreprises qui comptent en moyenne 25 à 30 salariés. Et d'affirmer : « Le fait que nous bâtissons avec elle son projet, que celui-ci soit agréé par un comité de validation, que nous trouvions le cadre compétent rassure l'entreprise. » Dans 70 % des cas, cette dernière propose d'entrée de jeu au cadre une embauche à durée indéterminée. Et souvent avec un salaire de 3 000 à 5 000 francs supérieur au montant de l'aide versée par l'Assedic.

Sur les 29 projets agréés par le comité de validation en 1995, 13 d'entre eux n'ont pas encore trouvé le cadre compétent, 12 sont aujourd'hui en cours d'étude de faisabilité et 4 ont déjà démarré. Ces derniers ont tous, si cela n'était déjà fait, débouché sur une embauche définitive du chef de projet au terme de la convention de coopération. Au-delà même du reclassement des cadres au chômage, la démarche semble prometteuse : les 16 premiers projets lancés fin 1993, avant que la Maison des professions n'ait dû suspendre son expérience, ont en effet permis la création de 180 nouveaux emplois.

Laetitia Van Eckhout



« Nous cherchons à travers cette action à valoriser le savoir-faire de cadres demandeurs d'emploi, ce qui leur évite de basculer dans l'engrenage du chômage de longue durée. Mais, souligne Jean Thibaud, responsable au sein de la Maison des professions de la cellule développement local, maître d'œuvre du dispositif, toute notre démarche consiste à partir du besoin économique. » Chaque projet fait ainsi, dans un premier temps, l'objet d'une analyse préalable par l'un des quatre membres de cette équipe. « Nous rencontrons le responsable de l'entreprise, soumettons pour avis le projet à des professionnels, pour vérifier sa faisabilité tant d'un point de vue technique que commercial. Nous cherchons également à mesurer la solidité économique et financière de la PME et nous évaluons le poids de l'investissement qu'elle aura à engager, le nombre d'emplois qu'elle sera suscep-

tibles de créer. Cela afin de nous assurer qu'elle est en capacité de développer son projet », explique Jean Thibaud. Les projets sont ensuite soumis à un comité de validation constitué des partenaires de l'opération et de cinq chefs d'entreprise représentatifs des principaux secteurs d'activité de l'agglomération. Bien qu'ils fassent l'objet d'une première étude assez approfondie, certains dossiers peuvent être « recalés ». Sur les 41 projets présentés depuis un an, une dizaine n'ont ainsi pas été retenus, le comité de validation ayant en dernier ressort jugé que l'entreprise n'avait pas les ressources suffi-

compétence qui correspondent le mieux aux exigences du projet, souligne Jean Thibaud. L'expérience montre qu'il faut entre un et deux mois pour trouver le bon profil. Ce délai n'est pas une contrainte en soi puisqu'il s'agit d'un nouveau projet. L'important, insiste-t-il, est de trouver la compétence adéquate. » Dans sa démarche de recrutement, l'entreprise bénéficie de l'aide du service emploi de la Maison des professions, depuis la définition du profil du cadre recherché jusqu'à sa sélection, en passant par la recherche des candidats effectuée en liaison avec l'AFEC et l'espace cadres de l'ANPE. La détection du projet, sa valida-

STRATEGIES DE MANAGEMENT

Fondé par Jean-Marie Henri Vachon et Yves Manville. 20000 exemplaires. Prix : 1980 F. Une Société en quête de sens.

Une vocation, un métier : Professeur-chercheur

Vous souhaitez être au cœur des développements les plus avancés en gestion et participer à l'éducation des futurs dirigeants d'entreprise : le Groupe HEC, grâce au Doctorat HEC, vous propose une formation à la recherche et au métier de professeur de management (en contrôle, finance, marketing, ressources humaines et stratégie).



DOCTORAT HEC
Pascale VIALA
Professeur adjoint
Université de Montréal
DEA Finance
Doctorat HEC

Date limite de dépôt des dossiers : 15 mai 1996

Pour tout renseignement, retourner en coupon à :
Doctorat HEC
78351 Jouy-en-Josas Cedex
Tél : (33 - 1) 39 67 72 38/39
Fax : (33 - 1) 39 67 94 54

Nom :
Prénom :
Adresse :
Diplôme :
Université/Ecole :

Emploi : revaloriser la notion de services

par Michel Godet

Le débat public sur l'emploi et le chômage porte généralement sur le coût du travail et l'incitation à travailler. Mais les politiques publiques oublient trop souvent une évidence rappelée par les petits patrons de la région Centre (1) : « L'entreprise n'embauche que si elle a un besoin, une aide à l'embauche quelle qu'elle soit ne déclenche rien par elle-même... L'embauche se fait souvent par la bouche à oreille, à partir des salariés de l'entreprise ou par l'intermédiaire ».

On le sait, les emplois de demain seront d'abord dans les services : ils représentent déjà les deux tiers des emplois existants et les trois quarts des emplois qui se créent chaque année. Les services sont trop souvent dévalorisés dans ce pays, comme si l'on dérogeait à sa dignité en se mettant au service des autres. La politique des pouvoirs publics, pour promouvoir les emplois de proximité, rencontre ainsi de multiples résistances culturelles et a peu de chances de réussir, surtout si l'on continue à rechercher l'insertion avant le service : « Les emplois de proximité, ce sont des activités à créer et non des travailleurs à insérer (2) ».

Dans le département du Rhône, une initiative pour la création d'emplois familiaux mérite d'être citée. Au terme d'une longue concertation, cent vingt-cinq associations d'aide à la personne, toutes agréées par la Sécurité sociale, conventionnées par le département, ont créé, en 1993, la société anonyme Qualidom. Cette société anonyme coopérative est du statut particulier des unions d'économie sociale. Elle a pour objet de structurer le marché de l'aide à domicile pour produire de nouveaux clients et faire la promotion d'un nouveau service. Il s'agit de créer des emplois dans ce fameux glissement un peu mythique des emplois de proximité. Ces emplois sont souvent peu qualifiés et ne

nécessitent pas de diplômes très conséquents. Cependant, ils exigent un haut professionnalisme assurant la ponctualité, la propreté, la discrétion... Bref, des savoir-faire spécifiques à tous ceux qui sont chez autrui, même si l'activité pourrait être la même que chez soi. On ne confie pas spontanément son enfant à quelqu'un sans références et sans garanties. L'objectif de baïsse du coût du travail ne doit pas empêcher d'assurer des revenus décents à ces salariés que l'on souhaite être des « pros ». Est-il raisonnable de prétendre structurer un secteur d'activité sur une base de rémunération si faible (bien inférieure au SMIC) que ce

tes possibles de la protection sociale, où des garde-fous sociaux que représentent les diverses aides API, API ou RMI pourraient venir en complément conséquent des heures faites et payées par le particulier ». Les évolutions et les modalités de mise en œuvre de ce RMI, élevé au niveau du SMIC en contrepartie d'une activité, sont à inventer. Et Jean Riondet remarque que « dans la jungle des textes, Ubu et Kéfir ont signé un pacte et la schizophrénie a atteint notre pays. D'un côté, le premier ministre et le gouvernement mobilisent depuis plusieurs mois les préfets sur l'emploi et, de l'autre, nous avons une administration qui applique des textes incohérents ».

« L'entreprise n'embauche que si elle a un besoin. Une aide à l'embauche quelle qu'elle soit ne déclenche rien par elle-même »

sont des situations de précarité que l'on organise ?

Hélas, le chèque-services reste dans la logique de l'emploi payé au noir ! Avec un minimum d'heures déclarées grâce au chèque-services et un maximum payées sous la table, l'employeur s'assure contre les risques de non-couverture en cas d'accident du travail et le salarié ne perd pas la totalité de ses autres droits aux revenus sociaux. Ainsi, le chèque-services crée moins d'emplois qu'il ne révèle qu'ailleurs souterrains. L'emploi suppose en plus du revenu un contrat de travail qui définit les droits et obligations entre deux parties. La volonté du gouvernement devrait viser à créer des emplois et pas seulement des revenus.

A ce propos, Jean Riondet, le très dynamique président de Qualidom, se prend à rêver « aux évolu-

tion Pour éclairer son propos, Jean Riondet cite le cas très précis « d'Annie M., recrutée grâce à Qualidom pour un emploi à mi-temps payé 5 % au-dessus du SMIC. Après plusieurs années de chômage et ayant atteint cinquante ans, cet emploi représente pour Annie M. un redémarrage inespéré. Elle gagne 100 francs de plus que le RMI. Bref, pour gagner 100 francs de plus par mois que le RMI, elle perd 400 francs de revenus mensuels par rapport à la situation antérieure, son API étant réduite de 500 francs. Un spécialiste de la caisse d'allocation familiale interrogé sur ce cas dit que si Annie M. avait tenu ses services informés de cette offre, on l'aurait dissuadée de prendre un tel emploi ».

Aucun industriel raisonnable n'accepterait de lancer un produit nouveau sur un marché nouveau. On ne peut gagner en cumulant les

risques de perdre. Or le marché des services aux particuliers et à son domicile est nouveau, par la relation « client » qui s'instaure avec l'acheteur de ces services, et il serait préférable de reconstruire à des professionnels avérés pour que les règles du jeu sur ce marché se stabilisent autour de la qualité des réponses, afin que le client admette que ces services ont un coût. Au lieu de cela, on fait appel à des salariés en réinsertion et à droits sociaux réduits. Nous organisons la précarité sociale, un second marché de l'emploi en quelque sorte.

Et pourtant, l'exemple d'Annie M. est un scandale, car la décision privilégie le respect des règles au détriment de la situation de la personne. A ce scandale s'en ajoute un autre : par le respect strict des règles, c'est l'objectif qui n'est pas atteint : assurer des revenus à la personne. Si trouver un emploi c'est voir ses revenus baisser, on comprendra aisément qu'avec moins de 4 000 francs par mois, une personne privilégiée le revienne au détriment de l'emploi.

Pour sortir de l'impasse, il faudra passer du salaire minimum au revenu minimum. On permettrait ainsi à chacun - sous condition d'activité, car il n'y a pas de droits sans devoirs - d'obtenir un revenu minimum au moins équivalent à celui du SMIC.

Michel Godet est professeur au CNAM.

(1) Horizon Entreprise, association 1901, BP 105-45142, Saint-Jean-de-la-Ruelle. Tél. : 38-88-57-73.

(2) Prospective des emplois de proximité, Alain Beaumont et Véronique Singer. Mémoire de recherche du Laboratoire de prospective et stratégie des organisations (LPS), à paraître dans les « Cahiers du LPS » en 1996.

Des organisations intelligentes

LA PRATIQUE DE L'ENTREPRISE APPRENANTE
de Gilbert Probst et Bettina Büchel
Editions d'Organisation, 192 p., 189 F.

La survie des entreprises et des organisations « dépend en partie de leur capacité à apprendre en tant qu'entité collective ». Deux spécialistes suisses du management montrent ce qu'est cet « apprentissage organisationnel » qui ne se réduit pas à une somme de démarches individuelles mais passe par la mise en place de nouvelles valeurs et de normes communes. Quand on l'oublie, cela donne l'accident de la navette spatiale Challenger (1986), un échec dû aux « routines organisationnelles de défense » des ingénieurs et des responsables de la NASA.

Pour éviter ce blocage sur des schémas traditionnels, il faut passer par une phase délicate de « désapprentissage ». Les outils ne manquent pas pour développer l'intelligence de l'entreprise et lui permettre d'assimiler la complexité : simulation d'actions ouvrant des perspectives de changement, fonctionnement par projet et en réseaux, coopération stratégique avec une entreprise partenaire, alliances entre salariés pour développer leurs compétences... Encore faut-il choisir les plus adaptés et les assembler selon le principe du Meccano, en leur donnant du sens.

Daniel Urbain

Professionnels du voyage

LES MÉTIERS DU TRANSPORT
de Jean-Paul Meyronneix
Le Monde de l'éducation-Marabout, 162 p., 98 F.

COMBIEN gagne un chauffeur-routier ? Comment la SNCF recrute-t-elle ses cadres ? A quelle école s'adresse pour devenir pilote de ligne ? Quel est le statut d'un contrôleur aérien ? Les réponses sont dans ce guide, qui fournit de nombreuses indications sur les activités exercées dans les entreprises de transport et de logistique.

Les types de postes, leur contenu, leur importance en nombre sont passés en revue : si les perspectives sont encourageantes dans le routier et la logistique, elle sont plus sombres dans le maritime, l'aérien et le ferroviaire. Les filières de formation, dans lesquelles les professionnels des activités concernées sont largement impliqués, et les débouchés qu'elles offrent, sont précisément décrits. Ce panorama se complète par une liste des établissements d'enseignement, des organismes officiels qui couvrent le secteur et des principales entreprises qui le composent.

Le goût du travail bien fait

GUIDE DES MÉTIERS DE LA QUALITÉ
de Vincent Defourny et Agnès Peter,
Insep Editions, 96 p., 90 F.

La fonction « qualité » se professionnalise dans l'entreprise. Pourtant, les divers métiers qu'elle suscite restent mal connus ; d'où l'intérêt de ce guide qui en établit la typologie, présente leur évolution et les formations qui y mènent. S'ils ont enregistré un fort développement, celui-ci s'est ralenti, car ils sont très sensibles aux variations de l'activité économique. Après la vague des certifications, les compétences qualité seront de plus en plus intégrées aux structures de l'entreprise et à sa stratégie. Aux professionnels et aux jeunes attirés par cette discipline d'en tenir compte.

Vade-mecum

LE GUIDE DES AIDES AUX ENTREPRISES POUR L'EMPLOI
Ministère du travail et des affaires sociales
Editions d'Organisation, 96 p., 125 F.

Ce guide détaille la panoplie des aides de l'Etat existant en matière d'emploi et de formation professionnelle pour recruter son personnel, gérer les ressources humaines, faire face aux difficultés économiques, ou encore pour créer son entreprise. Ce vade-mecum, présenté sous forme de questions-réponses, peut donner des idées aux chefs d'entreprise et aux DRH qui n'auraient pas eu le temps de débroussailler les 56 dispositifs présentés.

RENCONTRES

■ LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Le Club Valmy organise, les 21 et 22 mars, le Forum d'Epinal pour l'emploi sous le patronage de Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, député-maire d'Epinal, et de Maurice Allais, prix Nobel d'économie. La première journée d'études permettra d'analyser les composantes essentielles de l'évolution de l'emploi, avec la concours d'acteurs de la vie économique et sociale réunis en ateliers spécialisés. Thème choisi : « A-t-on vraiment tout essayé dans la lutte contre le chômage, en France et ailleurs ? ». La seconde journée, des responsables et dirigeants aborderont les sujets suivants : « Quelles perspectives pour l'emploi ? Quelles propositions pour l'avenir ? Pleine activité ou plein emploi ? Quelles réalités derrière les concepts ? ».

Club Valmy, 2, place André-Malraux, 75001 Paris. Tél. : (16-1) 45-00-47-64. Télécopie : (1) 45-00-71-37.

■ RESSOURCES HUMAINES

Le Salon des dirigeants et des responsables de la fonction personnel se tiendra au CNIT, à la Défense, les 20, 21 et 22 mars 1996. Lancé en 1995, ce Salon intitulé Solutions ressources humaines regroupe l'ensemble des acteurs de la fonction personnel. La formation dans l'entreprise, les différents modes de gestion et d'implémentation, l'information appliquée à la gestion des ressources humaines, la protection sociale (caisse de retraite et d'épargne sociale) figureront au programme de ces journées. Organisé avec l'Association nationale des directeurs et cadres de la fonction personnel (ANDCP), la manifestation est ponctuée de conférences thématiques. L'ANDCP en profitera pour tenir son assemblée générale dans le cadre du Salon le 21 mars à 18 heures.

Organisation : Infopromotions, 97, rue du Cherche-Midi, 75006 Paris.

La moitié des cadres travaillent plus de 46 heures par semaine

Selon une enquête de l'UCC-CFDT, la semaine de quatre jours serait une bonne solution, car elle permettrait un meilleur respect des horaires légaux

VOUS avez dit partage du travail ? Selon une enquête réalisée par l'UCC-CFDT en 1995 (l'enquête sur les lieux, les outils et les temps de travail des cadres, UCC-CFDT, 47, avenue Simon-Bolivar, 75019 Paris), la moitié des cadres déclarent travailler plus de 46 heures par semaine : 23,1 % avouent des semaines oscillant entre 46 et 50 heures tandis que 26,4 % affichent allègrement des agendas de 51 à 60 heures ! Seuls 9,9 % effectuent réellement 39 heures... Ces chiffres tombent à point nommé dans le vaste débat sur la réduction du temps de travail. D'autant qu'ils sont nourris par une kyrielle de témoignages recueillis auprès de 1 003 cadres. Issus pour 68,8 % du secteur public et travaillant pour 85 % d'entre eux hors de la région parisienne.

Cette vaste enquête dont les conclusions ont été rédigées par Alain Bouc, secrétaire général de Centre Idées, sous la responsabilité de Pierre Vial, secrétaire général adjoint de l'UCC-CFDT, sera rendue publique le lundi 25 mars par l'Union confédérale des ingénieurs et cadres (UCC) de la CFDT. Démultiplication des lieux de travail (57,5 % des cadres accomplissent une partie de leur activité chez eux) ; généralisation de l'usage du télécopieur et de l'ordinateur de bureau mais très faible utilisation du téléphone por-

table ou de voiture (seuls 4,6 % des personnes interrogées y ont recours) ; nécessité d'être « joignable » à tout moment, y compris parfois hors du temps de travail, pour les trois quarts des cadres ; durée réelle des congés échelonnée entre 25 et 34 jours par an pour 80 % des personnes sondées, sachant que le temps consacré aux vacances augmente généralement avec l'âge... c'est un véritable portrait-robot du cadre d'aujourd'hui, un tableau de ses us et coutumes professionnels que brosse l'enquête.

DÉPASSEMENT SYSTÉMATIQUE

C'est sans doute sur le temps de travail que la « photographie » apparaît la plus nette et les réflexions les plus constructives, même si les sentiments des uns et des autres se révèlent parfois contradictoires. Ainsi les intéressés eux-mêmes estiment-ils, à l'unisson avec la direction de leur entreprise respective, que leur « niveau de rémunération implique le dépassement de l'horaire légal ». Dans le même temps, ils s'affirment soucieux, au nom d'une certaine qualité de vie, de préserver quelque distance à l'égard de la vie professionnelle, ce que l'enquête, dans ses conclusions, résume d'un adage adapté de Molière : « Il faut travailler pour vivre et non pas vivre pour travailler ». Solidaires, les cadres s'affirment très majoritairement partisans d'une réduction du

temps de travail, pourvu qu'elle soit assortie d'embauches. A l'exception toutefois de ceux qui craignent la concurrence de la main-d'œuvre bon marché des pays en voie de développement et expliquent qu'« il faut, non pas travailler moins, mais travailler mieux ! ».

S'ils sont majoritairement volontaires pour partager le travail, les cadres n'en soulèvent pas moins aussitôt les problèmes inhérents à la mise en œuvre d'une réduction des horaires. Les difficultés évoquées tiennent d'abord à la spécificité de la fonction d'encadrement : le travail de direction et d'animation d'une équipe, qui incombe généralement aux cadres, s'accommoderait mal d'un contrat à temps réduit, sauf à s'appuyer sur un adjoint digne de confiance ; en outre, le partage des tâches avec un collègue suppose un minimum de cohérence dans les méthodes.

Les cadres interrogés par l'UCC-CFDT attribuent ensuite les réticences aux entreprises elles-mêmes : la gestion du personnel serait difficilement compatible avec une totale flexibilité des horaires ; plus préoccupante, la généralisation des contrats au forfait, c'est-à-dire à la tâche, et l'individualisation des objectifs (primes de performance et autres gratifications) vide de tout sens l'idée même de diminution légale du temps de travail. Preuve que l'ancienne selon laquelle « les cadres

ne comptent pas leurs heures puisqu'ils remplissent des missions » a la vie dure... De l'avis des personnes interrogées, la réduction du temps de travail passe donc à la fois par un changement de la « culture » des entreprises (un cadre doit rester tard le soir au bureau) et par une refonte en profondeur du mode de calcul des rémunérations.

Partisans de la politique des « petits pas », les cadres suggèrent d'abord d'en revenir à la durée légale du travail en limitant sévèrement les recours aux heures supplémentaires, même si beaucoup estiment que « les heures sup sont une contrainte inhérente de leur fonction ». Dans une seconde étape, la semaine de quatre jours rallie la majorité des suffrages, au motif que cette formule garantirait le respect des horaires légaux actuels : difficile en effet de travailler plus de 40 heures dans ces conditions. Dans le même esprit, les cadres plébiscitent, pour des raisons personnelles et familiales, le repos de trois jours en fin de semaine. Quant au nerf de la guerre, la majorité des réponses estiment que « revendiquer une réduction du temps de travail sans diminution de salaire n'a aucune chance d'aboutir » et plaident donc pour une réduction proportionnelle des salaires. Preuve que nos cadres, finalement très raisonnables, ne demandent pas l'impossible !

Philippe Baverel

FORMATION
PROF
SSIONNELLE

Créons ensemble
votre site Internet !

- Démarche marketing
- Création de navigation
- Création de pages Web

Net Cristal Communications
Conseil - Formation - Assistance
42 avenue Montaigne 75008 Paris
(1) 53 67 54 83
E-mail: ncc@net.fr

L'ECOLE MULTIMÉDIA
Concepteur-réalisateur multimédia
Secrétaire de rédaction
Graphiste-illustrateur PIAO/MAO
Éditeur un magazine on-line
Les outils du multimédia
Formations professionnelles
44 54 29 09
204, rue Saint-Martin PARIS 3^e

CHÂQUE SEMAINE
RETROUVEZ NOUS
NOUVELLE RUBRIQUE
FORMATION
PROFESSIONNELLE
Pour vos annonces
publicitaires contactez
Michele FERNANDEZ
Tél : 44 43 76 12
Fax : 44 43 77 32

Service 1000

Service 1550

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996 / V

LES DIRIGEANTS

Directeur du Développement International

Société du secteur textile technique leader dans son domaine

Opportunité exceptionnelle pour un professionnel du développement international, ayant vécu à l'étranger, de contribuer à la réussite d'un groupe français leader sur son marché.

500 KF +

LA SOCIÉTÉ

- 500 personnes, CA : 380 MF
- Profitable et en développement
- Projet ambitieux à l'international

LE POSTE

- La réussite de notre stratégie passe par le développement international. Membre du comité de direction, sous la responsabilité directe du PDG, créant la fonction, vous :
- minimisez le réseau et les filiales à l'international,
- proposez toute opportunité de développement (création, achat, partenariat...) à l'international et en assurez la réalisation opérationnelle,
- prenez connaissance du terrain et assurez la remontée efficace des informations, notamment vers le marketing et la fabrication, pour garantir

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet et rémunération actuelle sous réf. LM/60101 à Michel DUMONT, N.B.S. 44 rue du Colisée, 75008 PARIS.



N.B.S. SELECTION LTD.
a BNS Resources plc company

N.B.S.

Paris - London - Aberdeen - Birmingham
Bristol - City - Edinburgh - Glasgow - Leeds
Manchester - Slough - Madrid

Paris + très nombreux déplacements

- la parfaite adéquation de nos produits aux différents marchés et à leurs réseaux de distribution,
- contribuez à l'élaboration et à la mise en œuvre de la stratégie du groupe, notamment à l'international.

PROFIL RECHERCHÉ

- Ecole supérieure de commerce ou d'ingénieur avec personnalité affirmée.
- 10 ans d'expérience réussie du développement à l'international, dont plusieurs basés à l'étranger.
- Innovateur et dynamique, très orienté résultats.
- Esprit souple et adaptable à la culture et aux valeurs d'une PME.
- Bilingue anglais ou français/anglais pour les étrangers.

Directeur des Ressources Humaines et des Relations Sociales

Ce groupe français de conseil et d'ingénierie informatique coté en Bourse présente une excellente santé financière. Il compte plus de 1.500 personnes dont 80 % d'ingénieurs et dispose d'une implantation nationale. Entrepreneurs, une politique de développement ambitieuse et convaincu que sa réussite est liée à la cohésion et à la motivation de ses équipes, il souhaite renforcer sa structure Ressources Humaines.

Agissant en étroite liaison avec la Direction Générale du Groupe, vous élaborerez et proposerez une politique de ressources humaines motivante et stimulante ; expert R.H., vous conseillerez les directeurs opérationnels dans leurs responsabilités de management des hommes. Vous contribuerez à l'établissement de relations constructives avec les représentants du personnel. Sensible à la culture de l'entreprise, vous vous attachez à l'enrichir et à la transmettre. Enfin, vous supervisez une équipe de professionnels et veillez à élargir leurs compétences.

De formation supérieure et âgé de 40 à 45 ans environ, vous disposez d'une large expérience de la fonction, acquise si possible dans un milieu d'ingénieurs ou dans une activité à forte valeur ajoutée. Doté d'une éthique personnelle exigeante, animé du sens de l'entreprise et des hommes, vous savez innover et faire partager vos idées. Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier, sous référence C.303/M, à Catherine Charvet qui vous garantit toute confidentialité.



Oberthur Consultants

49, rue Saint Roch, 75001 PARIS

DIRECTEUR GÉNÉRAL R & D

MITSUBISHI ELECTRIC implante en Europe des laboratoires spécialisés dans les télécommunications et la visualisation avec un pôle principal situé à Rennes.

Agé de 40/50 ans, diplômé d'une grande école d'ingénieurs ENST, ESE ou titulaire d'un doctorat d'université, vous avez une expérience assez longue dans la recherche et la pratique du management des techniques de télécommunication, en particulier dans les domaines des mobiles, de la numérisation et des transmissions larges bandes.

Vos relations avec les laboratoires nationaux et étrangers, les universités, les organismes de normalisation ainsi que votre expérience des programmes européens tels que RACE et ACTS seront appréciées.

Vous devrez être parfaitement bilingue français/anglais.

Le poste est à pourvoir à Rennes (Ille et Vilaine).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. FXC/JV à MITSUBISHI ELECTRIC FRANCE, Centre ITE, 55 avenue de Colmar, 92563 RUEIL MALMAISON cedex.



TECHNOLOGY FOR LIFE



TRAITEMENT ET VALORISATION

Filiale de la Générale des Eaux, nous occupons une position mondiale de tout premier plan dans la conception, la réalisation et la gestion d'installations de traitement des eaux. Notre chiffre d'affaires annuel est de 3,2 milliards de francs que nous réalisons avec 2400 personnes en France et à l'étranger. Pour faire face à notre forte croissance, nous recrutons

2 FUTURS DIRECTEURS de Centre de Profit

En collaboration avec le Directeur France, après une formation à nos métiers, vous prendrez une direction opérationnelle, dans une région ou une filiale. Agé(e) de 35 à 40 ans, ingénieur de formation (type central, Arts et Métiers...), vous avez une expérience commerciale réussie d'encadrement d'équipe, de préférence dans l'ingénierie. Postes basés en France (Paris, Province, Est de la France). Notre forte implantation en France et à l'étranger vous permettra une carrière évolutive.

En indiquant vos préférences géographiques, merci d'adresser lettre manuscrite + CV + photo sous réf. LM/53 à Jacques THIBAUD & PARTNERS - 34 rue de Ponthieu - 75008 Paris.

JACQUES THIBAUD & PARTNERS

DIRECTEUR COMMERCIAL

Important fabricant de biens d'équipement industriels destinés à l'agro-alimentaire (400 personnes) basé en région Rhône-Alpes, fortement orienté à l'exportation, nous sommes reconnus comme spécialiste de l'ingénierie de notre métier, sur un marché en pleine mutation. Pour accompagner notre développement, nous recherchons notre

Rattaché à la Direction Générale, vous optimisez le processus de vente en élaborant et en faisant appliquer votre politique commerciale et marketing, en termes d'orientations stratégiques, d'approche et de suivi des marchés, définition et adaptation de la gamme de produits, politique tarifaire et enfin suivi de la clientèle.

De plus, vous animez et encadrez le réseau commercial (vente et SAV), chargé de promouvoir nos produits auprès des utilisateurs (artisans, GMS, industriels).

A 40 ans, de formation commerciale et/ou marketing supérieures, vous avez forgé votre expérience au sein d'un groupe de dimension internationale. Autant homme d'action que de réflexion, vous conjuguez présence sur le terrain et capacité d'analyse et de synthèse des dossiers. La réussite à ce poste nécessite la parfaite maîtrise de l'anglais et d'une autre langue européenne, ainsi qu'une totale disponibilité. Les perspectives d'évolution au niveau supérieur du groupe sont de nature à séduire un candidat de grande valeur.

Si vos capacités sont à la mesure de nos ambitions et que ce challenge vous motive, adressez votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) sous référence DC/LM à : Stratégie & Potentiels 37, rue de Gottenhouse - 67700 SAVERNE.

STRATEGIE & POTENTIELS

Le PDG d'une PMI spécialisée dans le développement, la construction et la vente de machines agricoles sur les marchés France et Export, recherche son

DIRECTEUR GENERAL

450 KF+

En véritable responsable de centre de profit : Vous managez l'ensemble des équipes (250 personnes). Par vos actions, vous dynamisez la croissance et veillez à la bonne marche de l'entreprise en terme de gestion et de finance.

Nous souhaitons confier ce poste à un ingénieur de formation, qui, de par son expérience a acquis une solide maîtrise de la gestion et de l'animation, dans un environnement de production petites et moyennes séries.

Pour un premier contact, merci d'adresser votre dossier de candidature à Solange MONTEIL SYMA CONSEIL, 5 avenue du Maréchal Juin, 82100 BOULOGNE.

SYMA CONSEIL

Responsable de site industriel

Groupe Industriel International de grande renommée recherche pour l'un de ses établissements français un Responsable de site industriel.

Véritable patron et manager du site, vous prendrez en charge l'ensemble de la fonction comprenant les aspects : fabrication, achat, économie, développement de produits...

Vous animerez et motiverez les hommes et serez responsable des plans de développement de l'activité.

De formation supérieure, vous possédez une solide expérience de généraliste de plus de 10 ans en site de production.

Très opérationnel et capable de gérer les priorités, vous êtes un homme de dialogue et avez le sens de l'optimisation.

Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Poste à pourvoir en région parisienne.

Salaire environ 320/380 KF selon profil.

Envoyer CV sous référence AS/SR2 à



25 rue Michel Salles, 92210 Saint-Cloud.

LES DIRIGEANTS

**Une vision stratégique
Une volonté de concrétiser
Un talent de négociateur**

Groupeement régional de sept Mutuelles importantes (1700 salariés), notre mission est d'offrir un univers toujours plus concurrentiel avec une taille et des moyens significatifs, un professionnalisme reconnu dans les métiers de l'assurance de la personne pour le dynamisme de notre développement. Mobilisés autour d'un projet commun, nous puisons notre force et notre réussite dans la diversité et la richesse des apports de chacun. Nous recherchons notre

DIRECTEUR GENERAL DE GROUPE

- éclairer et préparer les choix politiques du Conseil d'Administration par sa force d'anticipation et sa proposition
- élaborer avec son Président les axes stratégiques permettant au Groupeement de poursuivre son développement (nouveaux partenariats, création ou renforcement de pôles d'expertise, lancement de nouvelles activités...)
- en animer et piloter la mise en œuvre • coordonner et fédérer les Directeurs de Mutuelles • susciter à ses collaborateurs directs dynamisme et rigueur • gérer avec savoir-faire un réseau dense de partenaires internes et externes, telles soient l'ampleur et la complexité de sa réussite.

Doté d'une formation supérieure, il aura au travers d'une solide expérience de management d'un centre de profit important, confirmé son tempérament de leader et son pouvoir d'influence. Son sens de l'adaptation, de l'anticipation et son esprit stratégique, sa capacité à fédérer, à construire et concrétiser.

La connaissance de la réalité mutualiste serait un atout supplémentaire.

Poste basé dans une ville universitaire à 300 kms Ouest de Paris.

etap

Ecrire sous réf.
12A 3016 GM
Discrétion absolue

francine

SECRETAIRE GENERAL Gestion et Développement d'une marque leader

REIMS. Adossée à un grand groupe agro-alimentaire, la société FRANCE FARINE, leader sur son marché, commercialise une gamme complète de produits alimentaires. Elle doit son succès dans les circuits de la grande distribution à une politique de qualité constante, un appareil industriel performant et une stratégie de communication grand public permanente.

Son Secrétaire Général aura pour première mission de contribuer à l'élaboration de la politique marketing de l'entreprise et de mettre en œuvre les plans d'action et de communication. Par ailleurs, il assurera l'administration générale de la société, notamment dans la

supervision des fonctions financières, comptables et de contrôle de gestion. Il se chargera enfin de tous les chantiers de développement internes liés à l'évolution de l'entreprise et des tâches plus classiques de secrétariat général.

Cette opportunité nécessite, outre une formation supérieure (Ecole Supérieure de Commerce ou équivalente), une solide expérience des produits de grande consommation, de préférence alimentaire, acquise à des niveaux de responsabilités globales dans des fonctions de marketing et de gestion. De réelles qualités d'écoute et d'animation sont nécessaires pour mener à bien les différents projets de l'entreprise exigeant polyvalence et pragmatisme.

Merci d'adresser votre dossier de candidature complet sous référence 1013/M à HEMERA Conseil 6, rue du Général Gouraud 67000 Strasbourg.

HEMERA
Conseil

MARKETING - COMMUNICATION FONCTION COMMERCIALE

Directeur Commercial

Devenez le Responsable de notre implantation française !

SPINNER

Société allemande (800 personnes), leader en Europe de la technologie et de la fabrication des connecteurs haute fréquence : coaxiaux, fibres optiques, guide d'ondes. Nous sommes présents sur les marchés de la GSM, de la radio télévision, des relais, des équipements de mesure...

Responsable commercial de cette activité vous aurez à mener des négociations techniques très pointues avec des grandes entreprises électroniques, essentiellement en Région Parisienne. Vous travaillerez en relation étroite avec le bureau d'ingénierie de Munich et sur place vous serez secondé par deux collaborateurs.

Ingénieur électronicien, Supélec, Télécom..., à 35/45 ans vous possédez une solide expérience dans l'industrie de la Haute Fréquence et vous avez déjà exercé une fonction commerciale. Vous avez une pratique professionnelle de l'allemand et idéalement vous parlez l'anglais. Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation + CV détaillé sous référence 625.01 à

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES

**CE
RA**

CERA,
32, avenue Kléber,
75116 Paris.

Société Internationale
leader dans le monde des
télécommunications.

expert planification marketing

h/f

Au sein de la Division Marketing, dans un contexte international, vous serez chargé de la préparation des prévisions marketing dans le cadre de la planification et du processus budgétaire.

Vous avez un diplôme type "Grande Ecole" (Ingénieur, MBA) et une première expérience en planification marketing ou financière, de préférence dans le secteur des télécommunications ou dans un environnement de services de haute technologie.

Votre esprit d'analyse et de synthèse, votre intérêt pour les prévisions chiffrées seront la clef de votre réussite dans ce poste.

Notre langue de travail étant l'anglais, vous êtes impérativement bilingue. Vous maîtrisez par ailleurs l'utilisation des bases de données et les outils informatiques tels qu'Access, Excel, Powerpoint...

Pour ce poste basé à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature, en précisant sur l'enveloppe la référence 333, à Communiqué, 50/54 rue de Silly, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

Je vis la vie

Service de la presse

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996 / VII

GESTION - FINANCE



VILLE DE ROUEN

Recrute

SON CONTRÔLEUR DE GESTION

Cadre A - Statutaire ou Contractuel

Sous l'autorité directe du Secrétaire Général, en relation avec l'Adjoint chargé des finances, vous aurez pour :

MISSIONS :

- La réalisation d'études organisationnelles et financières des services
- L'assistance des services pour la mise en place de tableaux de bord et, notamment, la définition d'indicateurs pertinents, l'analyse, l'exploitation et la mise à jour des données,
- L'étude de faisabilité d'un système de facturation interne inter-services,
- La définition des procédures internes,
- Le contrôle d'organismes para-municipaux, associations, co-contractants, gestionnaires délégués...

PROFIL :

- Une formation supérieure en contrôle de gestion,
- Une expérience professionnelle de 3 années minimum, une première expérience en collectivité territoriale ou en gestion publique étant particulièrement appréciée,
- Une aisance relationnelle, une capacité d'écoute et d'initiative,
- Une parfaite maîtrise de l'outil informatique,

REMUNERATION : • Statutaire + Prime

Adresser Curriculum Vitae et lettre manuscrite à Monsieur le Maire de Rouen - Hôtel de Ville Place du Général de Gaulle - 76037 ROUEN Cedex



Le contrôle de gestion : Un tremplin pour une carrière opérationnelle

Nous sommes une des sociétés leaders du Groupe Pernod-Ricard (800 personnes, CA : 1,6 Mds de francs). Nous sommes en train de faire évoluer nos structures et dans le cadre d'une refonte de notre système de contrôle de gestion, nous souhaitons intégrer à notre équipe un

CONTRÔLEUR DE GESTION à fort potentiel

Disposant d'une formation HEC, ESSEC, ESCP... désireux de valoriser une expérience de 3 à 5 ans en Contrôle de gestion, acquise au sein d'une société de production et de commercialisation de produits de grande consommation ou en Cabinet d'Audit, vous prendrez en charge le contrôle de gestion de l'ensemble de nos activités commerciales.

Vos capacités de synthèse alliées à votre esprit prospectif vous permettront de dégager des résultats significatifs concernant la rentabilité de nos marques, de nos circuits de distribution ainsi que des actions engagées et d'apprécier la cohérence de notre stratégie.

Au-delà de la rigueur de vos analyses et de la pertinence de vos préconisations, vous vous ferez reconnaître, auprès de l'ensemble des responsables de la société et notamment des commerciaux, par votre ouverture et vos excellentes qualités relationnelles en créant un climat de concertation et en ayant un rôle d'assistance et d'aide à la décision auprès des opérationnels.

Ce poste offre à un candidat de valeur des perspectives d'évolution très ouvertes au sein d'un Groupe en expansion.

Il est basé à Paris.



71, rue d'Auteuil
75016 Paris

PFA

PFA (5 Mds de F de CA en assurance de dommages et 3 Mds de F

de CA en assurance de personnes), filiale du groupe d'assurances ATHENA (17 Mds de F de CA, 7200 personnes), 4^{ème} assureur privé français, recherche pour son siège situé à La Défense un

Adjoint au Responsable des Comptabilités Générales

Diplômé d'une école de commerce et expert comptable (ou équivalent), vous justifiez de 8 à 10 ans d'expérience acquise au sein d'une société d'assurances et/ou en cabinet d'audit, possédez des qualités de management et maîtrisez l'anglais.

Vous assurerez :

- la supervision technique et humaine des équipes,
- la poursuite de la mise en œuvre du NPCA,
- les bilans, déclarations fiscales et réglementaires,
- l'étude de dossiers comptables.

Ce poste concerne les comptabilités des sociétés PFA et de leurs filiales.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions, sous référence 97, à Annie LACOSTE, PFA, DPRH, Cedex 43, 92076 Paris-la-Défense.



Donnez à votre talent la dimension d'une grande entreprise

Soucieux d'apporter constamment
un service de qualité à notre clientèle,
nous recherchons pour la région Ouest

Responsable organisation bancaire

Change de coordonner et d'optimiser des projets transversaux avec pour objectif d'améliorer l'instrument de pilotage de l'entreprise et la fiabilité des flux d'information, vous travaillerez en étroite collaboration avec le Directeur et ses équipes.

Dans ce contexte, vous piloterez l'analyse des besoins utilisateurs, la réalisation de diagnostics, les évolutions de l'organisation et mettez en œuvre les moyens humains, financiers et techniques nécessaires.

De formation supérieure, Ecole de Commerce ou d'Ingénieur, complétée de préférence par un 3^{ème} cycle Systèmes d'Information, vous êtes, à 30/35 ans, un professionnel de l'organisation et avez prouvé vos compétences lors d'une expérience réussie dans un cabinet de conseil, ou dans un établissement financier ou bancaire.

Pragmatique et ouvert, vous êtes doté de solides capacités managériales ainsi que d'une grande aisance relationnelle. (Réf. 351/M1)

Organisateur bancaire senior

Au sein de notre Direction de l'Organisation, vous participez activement à l'évolution des structures de fonctionnement et des moyens informatiques. Vous apportez pour cela, un appui méthodologique et efficace aux utilisateurs.

Responsable de la conduite du projet jusqu'à la réalisation, vous êtes doté

d'une grande rigueur et d'un réel talent de négociateur vis-à-vis des décideurs. A 28/35 ans, de formation Bac + 4/+5, vous maîtrisez les techniques d'informatique bancaire, et avez une parfaite connaissance des circuits et structures d'une banque à réseau. Vous conjuguerez brillamment communication écrite et orale. (Réf. 351/M2)

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et photo), en précisant sur l'enveloppe la référence choisie, à Communiqué, 50/54 rue de Sully, 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.



Le Conseil
Régional

crée le poste

Contrôleur Interne H/F

Vous aurez pour mission première de définir avec les intéressés les objectifs attendus, en particulier en matière de procédures et d'organisation interne et pour l'évaluation des politiques publiques régionales. Vous assurerez quatre fonctions auprès de la Direction (rattachée à la DG) du Contrôle Interne et de l'évaluation des politiques : l'organisation des procédures internes dans tous les domaines permettant d'améliorer et de moderniser les échanges internes/externes de gestion, d'information et de communication ; la définition et l'application de techniques modernes de planification de l'activité du Conseil Régional dans les domaines administratifs, techniques et de gestion ; la définition et le plan d'action du contrôle interne de l'ensemble des activités du Conseil Régional ; l'élaboration et la mise en place progressive des outils de contrôle de gestion et de tableaux de bord, en étroite liaison avec les services utilisateurs.

A 30/35 ans, de formation Bac + 5, vous aurez à votre actif une expérience affirmée dans le domaine du contrôle des procédures administratives et financières ainsi que des connaissances en gestion informatique et documentaire des procédures administratives. Vous bénéficierez également d'une expérience dans les collectivités publiques territoriales.

Ce poste d'Administrateur ou de Directeur Territorial est à pourvoir par mutation d'un fonctionnaire titulaire de la fonction publique territoriale, ou par détachement d'un fonctionnaire d'Etat, ou par un contractuel.

Pour recevoir des informations complémentaires, merci d'adresser avant le 5 avril votre CV accompagné d'une lettre de motivation sous référence 60221 à FC Conseil, 9 rue du Faubourg Saint Honoré 75008 Paris.

Organisme financier de premier plan

recherche, un

Auditeur financier

Au sein de notre Direction des Activités Bancaires et Financières, vous serez intégré à l'équipe de l'Audit Interne (15 personnes).

Vous participerez à des missions d'audit à caractère essentiellement financier mais ponctuellement général, visant à établir des recommandations concrètes d'amélioration, et deviendrez rapidement chef de mission.

Vous contribuerez également au développement des méthodes d'audit. Vous interviendrez auprès de l'ensemble des services de notre direction, et serez en contact avec les clients qui lui sont rattachés.

Vous possédez une formation supérieure, grande école de commerce ou d'ingénieur, et parlez couramment l'anglais et/ou l'allemand. Fort d'une expérience d'au moins 5 à 6 années en audit interne ou externe dans les secteurs bancaires et financiers, vous maîtrisez plus particulièrement l'une des activités suivantes : dépositaire, gestion pour compte de tiers, marché pour compte propre.

Disponible, vous faites preuve de qualités rédactionnelles et relationnelles, et pratiquez la micro-informatique.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre et CV), en précisant sur l'enveloppe la réf. 352, à Communiqué - 50/54 rue de Sully 92513 Boulogne-Billancourt Cedex.

GESTION - FINANCE

CONTRÔLEUR DE GESTION

Importante société de distribution basée dans le Nord, notre notoriété est due à notre savoir-faire et à la qualité de nos prestations. Notre croissance nous conduit à recruter un contrôleur de gestion qui sera amené à exercer de hautes responsabilités, et à participer à la stratégie commerciale de l'entreprise.

Homme d'ouverture, vos compétences en management, tant techniques que stratégiques font de vous un interlocuteur privilégié auprès des décideurs et des opérationnels. Excellent stratège, vous contribuez à élaborer les orientations de la société à moyen et long terme ainsi que le budget annuel, tout en vous assurant à la fois de l'adéquation entre moyens et objectifs, et de la cohérence du plan.

Votre esprit de synthèse et d'analyse vous permet de créer les outils opérationnels d'aide à la décision (tableaux de bord) et d'obtenir une compréhension rapide et précise des principaux facteurs d'évolution de l'entreprise. Véritable architecte, vous mettez en place les outils d'analyse et de suivi efficaces à tous les niveaux de l'organisation. Diplômé, vous êtes doué d'un sens aigu de la communication. Vous motivez et incitez les responsables à être efficaces, et instaurez une veille technologique dans le domaine de la gestion.

A 35 ans environ, de formation supérieure (Bac+4/5 généraliste + spécialisation complémentaire en techniques de gestion), vous avez acquis une expérience préalable concluante dans une fonction de management de haut niveau (direction générale, contrôle de gestion...). Du fait de votre haut potentiel, vous serez rapidement amené à exercer d'importantes responsabilités, dans l'immédiat à un poste de direction sur le plan national.

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous référence 983 à notre conseil :



andrée ruyffelaere et associés
Ressources Humaines
8, Rue J. Rolin - 59800 LILLE



CENTRE NATIONAL
DE LA RECHERCHE
SCIENTIFIQUE

Le CNRS (27000 chercheurs, ingénieurs et techniciens), recherche pour son siège (Service du Personnel), situé à Paris de préférence par voie de mutation ou détachement, un

CHARGÉ D'ÉTUDES (dépenses de personnel)

Collaborateur direct du responsable du bureau emploi, vous serez chargé de :

- la modélisation des prévisions de dépenses appliquées à la préparation du budget et à son suivi.
- l'analyse et le contrôle de l'exécution du budget de personnel dans un contexte déconcentré.
- Les études statistiques et prospectives nécessaires à l'accomplissement de ces missions, impliquant une participation directe à l'élaboration du bilan social, et aux réflexions sur la politique du personnel.

Agé de 30/40 ans, de formation supérieure (comptabilité, gestion...), vous disposez d'une expérience technique confirmée dans le domaine de la gestion budgétaire et financière du personnel, de préférence appliquée au Secteur Public (Fonction Publique, Etablissements Publics).

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous référence VDM1436 à EUROMESSAGES, BP80, 92105 BOULOGNE ou tenez 3615 EUROMES code VDM1436 (1,01 F/mn)

Société spécialisée dans la conception de systèmes d'information pour la banque et l'assurance, pour accompagner notre croissance dans la gestion de portefeuilles et de patrimoine, nous recherchons quatre collaborateurs dont l'ambition se justifie par leurs compétences et leur rigueur. Les postes sont basés à notre siège de Paris et à Sophia-Antipolis dans notre centre de recherche et de développement.

CHEF DE MISSION SENIOR FUTUR RESPONSABLE D'UN CENTRE DE PROFIT

Ingénieur, ou de formation supérieure en informatique, vous possédez une expérience significative dans les domaines de la gestion de patrimoine ou de l'aide à la vente de produits et services financiers. Vous maîtrisez les techniques de modélisation (Maths, OMI). Une bonne connaissance des méthodologies de conduite de projet sera un atout. Réf : SUPCNP

CONSULTANT MIDDLEWARE

De formation ingénieur ou équivalent, vous possédez une expérience de 2 à 3 années en informatique de gestion. Votre capacité à modéliser (Maths) et vos connaissances en finance de marché ou en back-office des OPCVM seront des atouts très appréciés. Réf : SUPCNP

CONCEPTEUR GESTION PATRIMOINE

Ingénieur, ou de formation supérieure en informatique, vous justifiez d'une expérience d'au moins 3 années dans le domaine des produits d'assurance, prévoyance, retraite ou de la gestion de patrimoine. Votre capacité à modéliser (Maths, OMI) sera un atout apprécié. Réf : SUPCNP

CONCEPTEUR GESTION DE PORTEFEUILLE

De formation ingénieur ou équivalent, complétée par un 3 ans cycle de finance, vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 5 ans dans les métiers de back-office ou de front-office de la gestion des marchés de capitaux. Votre capacité à modéliser (Maths, OMI) sera un atout apprécié. Réf : SUPCNP

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo et prétentions sous référence VDM1436 à EUROMESSAGES, BP80, 92105 BOULOGNE ou tenez 3615 EUROMES code VDM1436 (1,01 F/mn)

Nous interrompons le secret bancaire le temps de cette communication.

Aujourd'hui, votre ambition est de pouvoir évoluer dans un environnement valorisant. Vous souhaitez partager un réel esprit d'équipe, car pour vous la convivialité est synonyme d'efficacité. Alors rejoignez-nous !

Crée en 1988, nous sommes aujourd'hui l'une des premières sociétés de conseil en systèmes d'information bancaires. Notre d'assistance à maîtrise d'ouvrage et de projets est reconnue par les banques, françaises et étrangères. Notre stratégie de développement connaît un succès croissant. Elle repose principalement sur des équipes de place tels que TBF, SNP, RCM, etc.

Dans ce contexte, nous souhaitons renforcer notre équipe :

consultants

Vous avez, à 35 ans environ, outre une formation grande école, de solides compétences dans les métiers de la banque et de l'informatique. Une expérience des projets de place actuels serait un atout supplémentaire.

Nous vous remercions d'adresser sous référence C.G.F. lettre, CV, photo et prétentions à Delog Mr. P. SAMSON - 18, rue de la Boétie 75008 Paris.

DELOG

Consultants en systèmes d'information bancaires.

Société du secteur multimédia en forte croissance recherche pour Paris, un

Jeune Directeur Financier

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge de façon opérationnelle le traitement du reporting et la réorganisation des services comptabilité et paie. Vous mettrez en place le développement de notre système de contrôle de gestion afin d'assurer une réelle maîtrise de la croissance. Diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, ESCP...), vous justifiez d'une première expérience (5 ans environ)

en contrôle de gestion acquise dans le secteur informatique. Une première pratique de la supervision du système comptable serait appréciée. Bilingue anglais, vous évoluez avec aisance en environnement international. Vos compétences techniques et vos aptitudes relationnelles permettront la réussite de vos missions et conduiront votre évolution.



Notre conseil vous remercie de lui adresser votre candidature (CV, lettre et prétentions) sous la référence CB/CR à P.M. RESSOURCES HUMAINES 311 bd Saint Denis 92400 Courbevoie.

Communauté Urbaine
de Lille

Rejoindre la Communauté Urbaine de Lille (110 milliers, 2900 pers.), c'est mettre ses compétences au service de la coopération intercommunale (87 communes) pour le développement de la Métropole. Avec un budget de 7 milliards de francs, la Communauté Urbaine de Lille intervient dans le domaine de l'Aménagement et gère les services publics de Transports en Commun, Voirie, Ecologie Urbaine, Lutte contre l'incendie.

Contrôleur de Gestion

Missions : Au sein du service Contrôle de Gestion composé de cinq personnes, vous assurerez plus particulièrement l'analyse comptable et financière de l'activité de la Communauté Urbaine de Lille et de ses structures associées (48 sociétés).

Vous participerez également aux autres activités du service :
- Recommandations en matière organisationnelle, financière, stratégique.
- Assistance aux services communautaires (analyse d'activité, tableaux de bord).

Profil : Après une formation spécialisée en comptabilité et finances (MSTCF, DESCF) vous justifiez d'une première expérience dans un poste similaire.

Merci d'adresser votre candidature par lettre manuscrite avec curriculum vitae et photo sous réf. B6 à Monsieur Le Président de la Communauté Urbaine de Lille - Service développement des Ressources Humaines - 1, rue du Ballon - BP 749 - 59034 LILLE Cedex.

LA METROPOLE DES GRANDS PROJETS

Joyville

سكنا مالا

KAFKULUUN INIEMKIL

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996 / IX

GESTION - FINANCE

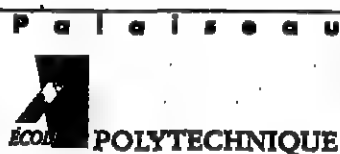


PMI (30 personnes) implantée à proximité d'Evian (74), à caractère familial, nous occupons une place de leader en France sur notre marché : les biens d'équipement en inox. Notre forte croissance nous amène à créer le poste de Contrôleur de gestion.

A 26/30 ans, fédérateur créatif et rigoureux, vous avez une vision claire de l'organisation et la capacité de prendre en charge notre service administratif, comptable et financier. Responsable des budgets et de l'optimisation des performances de notre entreprise et de sa gestion, vous assurez la mise en place d'un management participatif par objectifs. Véritable bras droit du P.-D.G., votre talent à exercer cette fonction clé vous permettra d'évoluer vers les responsabilités de Directeur Administratif et Financier. De formation supérieure (bac + 4), vous bénéficiez d'une expérience réussie en milieu industriel et/ou en consulting. Enthousiaste et passionné, vous faites preuve d'un sens inné du service, d'une disponibilité et d'une implication totales.

Merci d'adresser votre lettre manuscrite, CV et photo, sous référence MF/603, à Paul de Marigny, Abcys, BP 30, 74290 Veyrier-du-Lac.

Contrôleur de gestion



3000 personnes,
50 centres de dépenses

- Recherche
- Enseignement
- Administration
- Services généraux

recherche

CYDIALE Conseil

Adjoint du Chef de Service Financier

« Pilote de la fonction « Gestion de la Dépense »
Vous allez contribuer à créer, au-delà de la simple justification, une véritable gestion dynamique de la dépense. Celle-ci sera traitée dans un esprit responsable visant l'optimisation de chaque budget, dans le respect de l'intérêt général de l'Ecole et du droit public.

A 30/40 ans, de formation Bac + 4, votre expérience dans la fonction marchés/budgets a conforté vos capacités d'animation d'équipes (10 personnes).

« Pilote de la fonction « Gestion de la recette »
Votre gestion des Ressources contribuera à l'élargissement de nos recettes. Votre sens relationnel développé facilitera tous les contacts. A 30/35 ans sachant analyser et innover vous saurez utiliser vos compétences financières et fiscales (Bac + 3/4) pour être une véritable force de propositions pour le Chef de Service (études diverses, tableaux de bord financiers...) dans un climat ouvert et participatif.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions s/réf. 2/E/313 en précisant le poste choisi à : **CYDIALE CONSEIL** - APIS TECHNOLOGY BP 537 - 91946 COURTABOEUF CEDEX.

Au cœur de l'économie
Paris 15
auprès de chaque client

SPECIALISTE DES MOYENS DE PAIEMENT

Au sein de la Direction du Marketing vous aurez pour principales missions de :

- Participer à la création, la définition, le lancement et le suivi des produits : DAV, moyens de paiement, cartes de valeur et services, monnaie unique
- Apporter une bonne connaissance des nouvelles technologies dans ce domaine
- Animer des groupes de travail avec les caisses régionales, filiales et directions du Groupe C.N.C.A.

A 32/35 ans, vous êtes diplômé d'une grande école (ESCP, Sup de Co Lyon) et justifiez d'une expérience similaire de 5 à 6 ans. Une parfaite maîtrise de la micro informatique et de l'anglais est indispensable. Votre sens relationnel est au double d'une grande créativité.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre de motivation) à DRH/CS - sous la référence 96.05 à la Caisse Nationale de Crédit Agricole - 91/95 boulevard Pasteur - 75013 Paris.

L'Imagination dans le bon sens

**CONCRET
RIGoureux,
PASSIONNÉ,**

2 Jeunes potentiels en fiscalité et consolidation

Missions :

Au sein de la direction financière internationale, vous metrez votre compétence au service des responsables financiers des filiales dans la maîtrise de leurs "reporting". Vous êtes garant des règles comptables du Groupe dont vous participerez à l'évolution. Vous assurez la publication des comptes et des documents légaux dans le respect des délais.

Profil :

Agés d'environ 28 ans, de formation comptable supérieure type DEC, DESCF, MSTCF ou équivalent, vous présentez une expérience de 3 années dans un cabinet d'audit anglo-saxon avec une dominante fiscalité ou consolidation. Votre anglais est courant.

Ces 2 postes localisés en **Métropole Rhodane** vous permettront d'évoluer rapidement et d'exercer d'autres responsabilités au sein du groupe en pleine expansion internationale.

Merci de contacter notre conseil Pascal VANCUTSEM ou (1) 47.23.37.00 ou lui envoyer un dossier complet de candidature en mentionnant la référence 2632/PVF à NORMAN PARSONS, 39 avenue Pierre 1er de Serbie, 75008 PARIS.



DECATHLON

TRAITEZ L'EAU, PROTÉGEZ L'ENVIRONNEMENT



4000 personnes,
4,9 milliards
de francs de CA
et 154,5 millions
de francs
de bénéfices net
en 1995),
nous répondons
à un besoin vital
de l'homme
en réservant à
l'eau, partout
dans le monde,
les meilleurs
traitements.

Après une double formation supérieure BAC+4 (droit public et gestion) vous avez acquis une expérience similaire en entreprise (5 ans) au cours de laquelle vous avez été amené à entretenir des relations avec les clients « marché public ».

La parfaite maîtrise de la bureautique (Word, Excel) est indispensable. Votre rigueur, autonomie, goût du travail en équipe, votre réactivité et vos qualités relationnelles vous permettront d'être rapidement opérationnel et de réussir dans ce poste évolutif.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre manuscrite et prétentions) à la Direction des Relations Humaines DEGREMONT, sous la référence GF/PS, 183, avenue du 18 juin 1940, 92508 Rueil-Malmaison cedex.

Degremont



**Le Conseil
Régional**
recrute

Contrôleur de Gestion

Chargé de mission
auprès du Directeur Général

Directement rattaché au Directeur Général, vous aurez pour contribution principale de faire fonctionner de façon optimale, au niveau des services utilisateurs, les instruments de préparation et de suivi (budget, activités, effectifs, déclinaison des politiques sectorielles de chaque Direction...) des activités de chaque service de la Région.

Vous aurez simultanément un rôle de conseil et d'expertise auprès de la Direction Générale des Services sur l'élaboration et la mise en œuvre du schéma directeur du système d'informations de gestion. Par ailleurs, vous contribuerez à la mise en place des systèmes d'informations de gestion et d'aide à la décision. Vous bénéficierez impérativement d'une expérience dans les collectivités publiques territoriales.

Les candidatures (lettre de motivation, CV complet, et rémunération actuelle) sont à adresser avant le 19 avril sous référence 60307M à Madame la Présidente du Conseil Régional Nord-Pas-de-Calais, à l'attention de Monsieur le Directeur Général des Services, BP 2035, Lille cedex.

IMPORTANT ÉTABLISSEMENT FINANCIER

Notre stratégie de développement nous conduit à mettre en place des projets d'envergure exceptionnelle et à intégrer au sein de notre direction de l'organisation et de l'informatique :

ORGANISATEUR BANCAIRE

De formation ingénieur grande école et âgé de 30/35 ans, vous possédez une expérience de 5 à 10 ans des métiers de l'organisation sur d'importants projets dans une banque à réseau. Une bonne connaissance des domaines tenue des comptes clients et référentiels clients serait fortement appréciée. Réf. ORGF 396

DIRECTEUR DE GRANDS PROJETS

De formation bac + 5 et âgé de 40/45 ans, vous avez au moins 15 ans d'expérience en conduite de projets dans le domaine de la banque à réseau en tant que responsable des études informatiques au sein d'une banque ou directeur de grands projets en SSII. Réf. DPF 396

ARCHITECTES DE SYSTEMES D'INFORMATIONS

De formation bac + 5 et âgé de 35/40 ans, vous avez au moins 10 ans d'expérience en conception de systèmes d'informations bancaires (épargne, clients, moyens de paiement, crédit, réseau d'agences...) sur de grands projets transversaux. Réf. ASIF 396

Ces postes basés à Paris présentent de réelles opportunités d'évolution de carrière pour des candidats de haut niveau à très fort degré d'implication.

Nous vous remercions d'adresser, en précisant la référence choisie, lettre de motivation manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle à notre conseil **EUROSERV**, 121, bd Diderot 75012 Paris.

EuroServ

JURISTES - RESSOURCES HUMAINES

Avocat Conseil DROIT SOCIAL - LYON

Notre Cabinet d'Avocats, par son antériorité et sa taille - une trentaine de professionnels - s'est forgé une solide réputation. Nous cultivons de fortes valeurs : rigueur technique, créativité, esprit d'équipe et adaptabilité à la clientèle (grandes entreprises françaises et internationales, PME, PMI). Particulièrement reconnus dans le Droit des Affaires et des Sociétés, nous développons aussi le métier de Conseil en Droit Social.

Aux côtés du responsable de cette activité, vous contribuez par vos missions - Droit du travail individuel et collectif, Droit de la Sécurité Sociale - et par vos contacts professionnels, au développement des prestations du Cabinet et de sa clientèle.

De formation supérieure juridique spécialisée de 3^e cycle (DEA, DJCE, DESS), vous avez environ trois ans d'expérience en Cabinet ou dans le service Juridique et Social d'une grande entreprise. A vos compétences, vous associez votre personnalité et votre projet professionnel, pour construire avec nous dans la durée. Merci d'adresser lettre manuscrite de motivation + CV détaillé sous référence 628.01 à

LES CONSEILS
EN RECRUTEMENT
ASSOCIES



CERA Sud-Est S.A.,
1, av. G. Pompidou,
BP 3211,
69403 Lyon cedex 03.

CLIFFORD CHANCE,
cabinet international d'avocats, recherche un

AVOCAT DROIT SOCIAL

Spécialiste du droit social, vous intervenerez en tant que conseil auprès d'une clientèle tant française qu'étrangère sur des dossiers de droit et de réglementation du travail et de la sécurité sociale. Vous serez également amené à travailler, en coopération avec le département judiciaire sur des dossiers de contentieux prud'homal et de la sécurité sociale.

Avocat ou titulaire du CAPA, doté d'une formation juridique supérieure avec si possible une spécialisation en droit social (DESS, DJCE, DEA), vous possédez une première expérience de 1 à 3 ans dans cette spécialité. Rigoureux et pragmatique, vous avez le sens des contacts humains et le goût du travail en équipe. Maîtrise de l'anglais souhaitée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. ADS2/LM à Clifford Chance, DRH, 112 avenue Kléber, BP 163 Trocadéro, 75770 Paris cedex 16.

CLIFFORD CHANCE

AMSTERDAM BARCELONA BRUXELLES BUDAPEST DUBAI FRANKFURT
HANOI HK KHI RHH CITY HONG KONG LONDRES MADRID MILAN MOSCOW NEW YORK PARIS PRAGUE
ROME SHANGHAI SINGAPOUR TOKYO VARSOVIE BUREAUX ASSOCIES BAHREIN ABU DHABI SAO PAULO

Participez à la rédaction de
certains de nos ouvrages

Les EDITIONS DALLOZ-SIREY
recherchent des

RÉDACTEURS JURIDIQUES DÉBUTANTS H/F

Vous êtes titulaire d'un DEA/DESS Droit des Affaires (réf. B/1157) avec, si possible, une dominante en Droit Commercial ou Droit Economique, ou d'un DEA/DESS Droit Social (réf. B/1158) avec, si possible, une dominante dans les relations collectives du Droit du Travail.

A même de rédiger de façon claire, concise et concrète, vous possédez une bonne approche de l'outil informatique et êtes libre immédiatement.

Nous vous proposons un CDD de 9 mois, éventuellement reconductible.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en notant la réf. choisie sur l'enveloppe, à notre Conseil ORNICAR - 92, rue Joffroy d'Abbas 75017 Paris.

Un important groupe bancaire recherche pour sa
Direction des Ressources Humaines un

Gestionnaire de Ressources Humaines

Au sein d'une équipe de 5 consultants, vous conduisez toutes les actions relatives à l'emploi (mobilité, bilans professionnels, recrutement), pour les unités dont vous avez la charge.

Votre connaissance des hommes et des structures vous permet d'être reconnu par la hiérarchie auprès de qui vous agissez comme conseil, avec le souci de la cohésion des pratiques de gestion.

Une large disponibilité et un réel talent de négociateur sont indispensables pour assumer pleinement les exigences du poste, de même qu'une grande rigueur dans l'organisation personnelle et une bonne capacité à opérer rapidement.

Vous êtes Diplômé d'Etudes Supérieures, vous possédez impérativement une expérience réussie dans cette fonction dans un établissement financier ou une banque durant quelques années, et vous employez l'anglais comme langue de travail.

Ce poste est basé à Paris.

Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions sous la référence 217/M à notre Conseil FINANSEARCH - 48, rue La Fayette - 75009 PARIS.



FINANSEARCH

CIC Paris

RESPONSABLE DE LA FISCALITÉ

Directement rattaché au Directeur des Affaires Juridiques et Fiscales, vous animez, avec une large autonomie, les 6 collaborateurs de la Division Fiscale.

Outre les fonctions classiques d'études et de contrôle, votre division a pour mission l'assistance et le conseil auprès du réseau commercial, de l'ensemble des services du Siège et de la Direction Générale.

Polyvalent, vous intervenez dans tous les domaines de la fiscalité et notamment dans ceux qui relèvent de l'Entreprise en général, de la Banque, des produits bancaires, ainsi que de la fiscalité patrimoniale.



Vous êtes associé à tous les projets et réalisations de l'établissement : transactions immobilières, intégration fiscale au sein du Groupe... Information et formation vous permettent d'améliorer l'environnement contractuel et les procédures.

A 35/38 ans, après une formation fiscale supérieure (DESS, Ecole des Impôts...), vous avez acquis une compétence de fiscaliste très diversifiée, ainsi qu'une expérience d'encadrement, de préférence dans un établissement bancaire ou financier ou éventuellement dans une grande entreprise industrielle.

Merci d'adresser votre candidature sous la référence 6021M à notre conseil : SENANQUE - GROUPE PLEIADE 103, rue La Fayette - 75010 PARIS.

CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES

couplage avec un ou plusieurs des titres suivants

NYR - HANDELSBLAD - EL PAIS - Le Monde - Süddeutsche Zeitung - BERLINGSKE TIDENDE
CORRIERE DELLA SERA - LE SOIR - De Standaard - THE INDEPENDENT - THE IRISH TIMES



Exporter
au Japon ...
et si c'était
possible?

Langue, Culture et Pratiques Commerciales: Les Clefs du Succès

La peur de l'inconnu et le manque de connaissances sur le pays sont les obstacles majeurs que rencontrent les sociétés européennes qui veulent faire des affaires au Japon. En améliorant vos connaissances et en vous familiarisant avec les méthodes de travail japonaises vous surmonterez ces obstacles et serez en position de force pour exploiter les immenses opportunités que présente ce marché.

L'« executive training programme » conçu par la Commission Européenne permet aux entreprises des états membres manifestant une volonté clairement affirmée de développer un courant d'affaires avec le Japon - projets précis, stratégie marketing déjà élaborée - d'envoyer sur place un jeune cadre pour se former et y travailler pendant 18 mois. L'objectif poursuivi est de favoriser les exportations européennes en vue de réduire le déficit commercial avec le Japon. Ce programme donnera à vos cadres la possibilité d'acquiescer les pratiques commerciales et d'acquiescer le bagage linguistique et culturel indispensable pour pouvoir être

des acteurs efficaces. Ce sera aussi pour eux l'occasion unique de nouer un certain nombre de contacts utiles qui se révéleront autant d'atouts décisifs pour votre société.

Contenu et Contexte Financier

Pendant les douze premiers mois, les participants suivront des cours intensifs de langue, visiteront des entreprises, des sites industriels et seront formés aux pratiques commerciales et à la culture japonaise. Les six derniers mois s'effectueront sous forme de stages pratiques au sein de sociétés japonaises. Pour le premier inscrit d'une même société, la Commission Européenne attribue une allocation de l'ordre de 110 000 ECU. Cette somme couvre l'ensemble des frais, à l'exception des voyages, ainsi qu'une indemnité complémentaire tenant compte du coût de la vie.

Public Concerné

La dix septième promotion de ce programme est ouverte à tout collaborateur ou collaboratrice d'entreprises de la Communauté Européenne, quels que soient la taille, le statut ou l'activité, pourvu qu'elles aient déjà des relations commerciales avec le Japon ou à défaut des projets

précis en la matière. Les cadres concernés devront en principe se situer dans la fourchette d'âge 25 - 37 ans, être diplômés d'études supérieures, avoir une parfaite maîtrise de l'anglais et justifier impérativement de deux années d'expérience au sein de la structure qui les parraine. Au delà, il est absolument essentiel qu'en qualité de « parrain » vous fassiez la preuve de votre totale implication au programme en élaborant avec le cadre bénéficiaire un plan d'action solide qui intègre les acquis de sa formation.

Si votre entreprise est concernée et satisfait aux exigences décrites, Emmanuel LANGERON, responsable E.T.P. pour la France, vous invite à prendre contact avec Myriam JONOT qui vous transmettra un dossier complet. Si en tant que cadre susceptible de bénéficier de ce programme vous êtes intéressé par cette offre, n'hésitez pas aussi à vous manifester en nous communiquant le nom et la fonction de la personne qui pourrait parrainer ce projet au sein de votre entreprise.

PA Consulting Group -
114 avenue Charles de Gaulle -
92522 NEUILLY cedex - Tél.
40.88.79.83 - Fax. 47.45.48.65.

PA Consulting
Group
Creating Business Advantage

Executive Training in Japan

Commission Européenne

Service 1150

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996 / XI

CONSEIL ET AUDIT

Consultants en management de projets

DÉPARTEMENT ORGANISATION

Vous serez chargé de développer et de mettre en œuvre les méthodes et les outils nécessaires aux responsables de projets bancaires et à leurs équipes (études d'opportunité, analyse de la valeur, structuration du projet, système d'information et de pilotage...). Ingénieur de formation, vous avez plus de 5 ans d'expérience en gestion de projets et vous maîtrisez les techniques, les méthodes, les outils de planification et de suivi budgétaire. Une expérience dans la mise en place (création, filialisation, fusion...) de structures juridiques sera appréciée. **Réf. CS/MP**

Consultants en organisation

Vous conduirez et encadrerez des missions de réorganisation, d'amélioration de la productivité et des performances dans les directions centrales et leurs filiales. Vous apporterez votre expertise dans la refonte de grands projets transversaux de la Banque. Diplômé d'une grande école de commerce ou d'ingénieurs, vous disposez d'une solide expérience de 5 à 7 ans en organisation, management et négociation, si possible dans les domaines de la logistique, de la distribution et de la qualité. Nous vous offrons l'opportunité de donner une nouvelle dimension à votre carrière. **Réf. CS/ORG**

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous la référence choisie, à Christine Salaf, service du recrutement, Espace 21, 92972 Paris-La Défense Cedex.



CONJUGUONS NOS TALENTS.

Avec 44 000 collaborateurs dans le monde, 2 000 agences en France et plus de 500 implantations dans 70 pays, la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE, groupe international, est active dans tous les métiers de la banque et de la finance.

Avez-vous ce **plus** que nos clients attendent d'un consultant en gestion ?

Leader mondial du Conseil et de l'Audit, le réseau KPMG, présent dans 142 pays, compte plus de 70 000 collaborateurs.

Peat Marwick Consultants, membre de ce réseau, accompagne les grandes entreprises dans les projets de transformation de leur gestion favorisant la création de valeur.

Nos clients nous consultent pour notre connaissance de leur métier et de leurs marchés, ils nous choisissent pour notre savoir-faire et notre personnalité.

Diplômé(e) d'une grande école, bilingue, vous avez une expérience réussie d'environ 10 ans dans une fonction finance-planification-contrôle acquise dans une grande entreprise ou dans un cabinet de Conseil et d'Audit. Vous avez surtout ce plus que nos clients attendent et qui fait la différence entre le bon et l'excellent.

Marie-Odile RIBATTO vous remercie de lui adresser votre candidature, sous réf. 528, à Peat Marwick Consultants Tour Framatome - Cedex 16 - 92084 Paris-La Défense.

Vous cherchez plus de diversité, plus d'envergure dans vos projets, de réelles perspectives d'évolution en France et à l'étranger. Écrivez-nous : le Conseil avec Peat Marwick Consultants, c'est à peu près ce que vous imaginez, en mieux.

KPMG Peat Marwick Consultants

Bernard Krief Management offre en 1996 à 4 cadres supérieurs de devenir

Consultants en Ressources Humaines

Mission : Après formation à nos méthodes, trouver et remplir, avec notre aide, des missions de Consultants en Ressources Humaines dans les grands groupes.

Il est offert : La possibilité de se former à un métier passionnant, dans une entreprise connue pour la rigueur et la créativité de ses approches et ses compétences en sciences humaines appliquées. Bénéficier d'une rémunération directement en rapport avec la réussite.

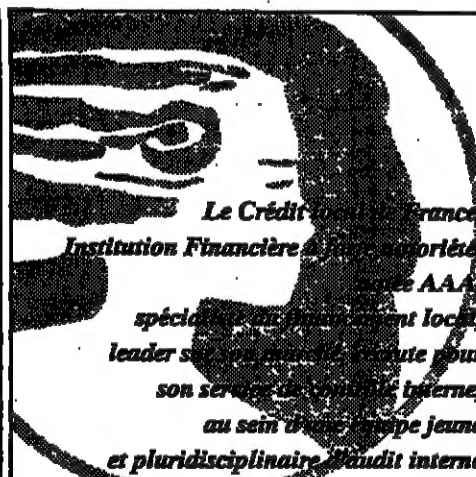
Il est demandé : Un intérêt pour l'approche scientifique dans les sciences sociales, une grande capacité de travail, des talents de communicateur et de rédacteur ; au moins cinq ans de responsabilités ayant nécessité la mise en œuvre de méthodologies solides et ambitieuses. Il faut pouvoir travailler en anglais et justifier d'une formation supérieure, si possible en sciences humaines.

Merci d'envoyer votre candidature à M. Bernard Krief, Président de Bernard Krief Consulting Group, 115 rue du Bac - 75007 Paris, qui traitera les réponses en toute confidentialité.



BERNARD KRIEF RECRUTEMENT

Un département de Bernard Krief Consulting Group



Auditeur Junior

Vous participerez en priorité aux audits concernant les activités de trésorerie et devrez suivre l'activité et la réglementation qui s'y rapportent. Vous participerez également aux audits comptables financiers et d'organisation sur les différentes entités du groupe.

Pour ce poste nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé de formation supérieure type agrégé (ENSAE, ISFA...). Une première expérience dans le secteur de la trésorerie bancaire serait un plus.

Bilingue français/anglais, une deuxième langue étrangère (espagnol ou allemand) serait appréciée.

Des déplacements réguliers en province et à l'étranger sont à prévoir. (**Réf. ENSAE/96**)

Auditeur Informatique

Vous deviendrez notre spécialiste informatique et interviendrez auprès du réseau du siège et des filiales, afin de détecter les éventuels dysfonctionnements et en analyser les causes et leurs solutions.

Vous prendrez en charge, pour la moitié de votre temps, des missions informatiques (fiabilité des systèmes et applications, sécurité des opérations...) l'autre moitié étant consacrée à l'audit des différentes activités du CLF.

Pour ce poste, nous souhaitons rencontrer un auditeur informatique de formation supérieure (MAGE - CISA) ayant 3 à 5 ans d'expérience en cabinet ou en inspection bancaire ou bien un ingénieur informaticien possédant d'excellentes connaissances financières et comptables.

Bilingue français/anglais, une deuxième langue étrangère (espagnol ou allemand) serait appréciée. (**Réf. EC/96**)

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre de motivation et CV) en précisant la référence du poste choisi au : CREDIT LOCAL DE FRANCE - Direction des Ressources Humaines - Gestion des carrières et des compétences 71/1, Quai André Citroën - BP 1002 - 75901 Paris Cedex 15.



Le financier du cadre de vie

L'Entreprise
mode d'emplois.

Cahiers Initiatives,
Lundi et mardi.

Le Monde

Dans le cas d'une annonce domiciliée au « Monde Publicité », il est impératif de faire figurer la référence sur votre enveloppe, afin que l'on puisse transmettre votre dossier dans les meilleurs délais.

CARRIÈRES INTERNATIONALES

Traducteur/Traductrice
allemand-français

Pour renforcer notre équipe de traducteurs à Winterthur, nous cherchons un(e) collaborateur/trice qualifié(e) de langue maternelle française, maîtrisant parfaitement l'allemand et titulaire d'un diplôme universitaire (ETI ou formation équivalente).

Le poste à pourvoir comprend la traduction d'allemand en français de textes variés, tels que conditions générales, manuels, publications, brochures, articles, rapports, etc. Ces textes appartiennent aussi bien au domaine de l'assurance qu'à

celui de l'économie, du droit ou de l'informatique.

Le candidat ou la candidate devra justifier d'une bonne culture générale, d'une grande aisance dans la rédaction ainsi que d'une réelle capacité d'intégration au sein d'une équipe. La préférence sera donnée aux candidats bénéficiant de quelques années d'expérience.

Nous offrons un poste de travail stable, agréable et bien équipé (traitement de texte, banque de données terminologiques), sans oublier tous les avantages d'une

grande société.

Pour tout renseignement complémentaire, veuillez prendre contact avec nous ou nous adresser votre dossier de candidature afin que nous puissions convenir d'un premier entretien.

Winterthur-Assurances

Direction générale
Bettina Meichtry,
Service du personnel
CH-8401 Winterthur/Suisse
Téléfon 052/261 37 72

winterthur

directeur
financier

MONDIAL
SERVICE

GmbH, filiale
allemande du
Groupe
Mondial
Assistance
(65 personnes)
recherche son

Rattaché à la Direction Générale, vous prendrez en charge l'ensemble des aspects financiers et comptables :

- supervision des services comptables et gestion (10 personnes),
- établissement des budgets et des états financiers,
- suivi de la trésorerie,
- création et développement d'un système de suivi des coûts et d'analyse de rentabilité,
- relation avec les auditeurs et les banques.

Pour répondre à cette création de poste, vous serez âgé de 30/35 ans et parfaitement bilingue allemand/français. La pratique de l'anglais serait un plus. Doté d'un diplôme type ESC, vous justifiez d'une expérience de 4 à 5 ans, de préférence en cabinet (big six) et d'une très bonne connaissance dans les domaines financier et comptable allemands.

Le poste sera basé à Wiesbaden et régi par le droit allemand. Les premiers entretiens se dérouleront à Paris.

Si vous êtes intéressé par ce nouveau défi professionnel, merci d'adresser CV et prétentions à Marie BENESSIAH, MONDIAL ASSISTANCE, Direction Internationale, 2 rue Fragonard, 75807 PARIS cedex 17.

MONDIAL ASSISTANCE

LA FÉDÉRATION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS
DE LA CROIX-ROUGE ET DU CROISSANT-ROUGE
recherche pour son Secrétariat à Genève un
DIRECTEUR, DÉPARTEMENT EUROPE

Le Secrétariat de Genève assume la responsabilité de la coordination des interventions lors de catastrophes et des questions statutaires pour le compte des 169 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge membres de la Fédération internationale, et il fournit à ces dernières des conseils et un soutien dans le cadre du développement à long terme de leurs programmes et structures. Le Secrétariat emploie actuellement 250 collaborateurs au siège et quelque 400 délégués sur le terrain, ainsi qu'environ 1.500 employés locaux. En 1995, le Secrétariat de la Fédération internationale a lancé des appels de fonds d'un montant global de 335 millions de francs suisses au bénéfice de programmes de secours et de développement planifiés et mis en œuvre en coopération avec les Sociétés nationales.

Le Département Europe est spécifiquement chargé de la gestion des opérations d'assistance de la Fédération et de la coordination globale des activités entreprises par le Secrétariat dans la région européenne.

Placé sous l'autorité du Sous-Secrétaire général, Division de la coordination des interventions lors de catastrophes, son Directeur supervisera les actions de secours conduites dans la région par l'intermédiaire des chefs des délégations nationales et régionales et des représentants de la Fédération, et il coordonnera les relations du Secrétariat avec les délégations et les Sociétés nationales des pays européens. Cela comportera en particulier de mettre à profit les capacités spécialisées des Sociétés nationales tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de la région, de suivre l'évolution de la situation globale dans la région, de veiller à l'intégration des orientations politiques dans la gestion des opérations, de promouvoir la réponse aux appels afin d'assurer la mobilisation des ressources appropriées et d'établir des directives stratégiques pour les programmes du Secrétariat dans la région, en coopération avec la Division de la coopération et du développement des Sociétés nationales et avec les autres départements intéressés.

Qualifications - Les candidats doivent être titulaires d'un diplôme universitaire et bénéficier de 3 à 5 années d'activité professionnelle dans le domaine du management, ainsi que d'une expérience de travail dans la région Europe, de préférence dans le domaine des secours. Ils seront jugés sur leurs compétences en matière de management, sur leurs aptitudes au travail d'équipe et à la communication, ainsi que sur leur détermination à obtenir des résultats et leur capacité à travailler sous pression. Ils devront maîtriser l'anglais et le français et avoir si possible de bonnes notions d'autres langues.

Le titulaire sera basé à Genève, Suisse, mais il devra être prêt à voyager fréquemment. En tant qu'employeur, la Fédération pratique la politique de l'égalité des chances. Les intéressés sont priés de faire parvenir leur candidature accompagnée de la mention VACANCE DE POSTE N° 95-085 d'ici au 12 avril 1996, à l'adresse suivante :

Fédération internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge
Département des ressources humaines
Case 372 - 1211 Genève 19, Suisse - (fax) (41 22) 733 03 95

Société internationale, leader dans
le monde des télécommunications,
recherche

AUDITEURS
OPÉRATIONNELS

basés à Bruxelles

Mission

Dans le contexte d'un Groupe international en forte croissance, vous participerez aux efforts

- entrepris pour optimiser l'utilisation des ressources, des structures et des procédures par :
- la conduite des études et audits opérationnels dans les différentes entités du Groupe en vue d'identifier les domaines susceptibles d'être améliorés et d'apprécier l'impact économique des mesures proposées,
- la communication du résultat de vos travaux à la Direction du Groupe et l'obtention de l'adhésion de la hiérarchie locale à vos propositions,
- le suivi de la mise en place des changements.

Profil

- Agé de 30 à 35 ans.
- Diplômé d'une grande école scientifique, de préférence en Télécommunications ou Informatique, avec une formation complémentaire de type MBA.
- Vous avez travaillé pendant trois à cinq ans au sein d'un cabinet de conseil international, en tant que consultant auprès des opérateurs de Télécommunications.
- Vous avez acquis une expérience approfondie en matière d'optimisation des ressources et d'amélioration de la productivité.
- Vous possédez une aisance naturelle pour communiquer et un style de travail orienté vers la recherche de solutions pratiques.
- Vous maîtrisez parfaitement l'anglais et vous êtes disponible pour des missions à l'étranger.

Merci de bien vouloir faire parvenir votre CV et vos prétentions en précisant la réf. 362 à Communiqué, 50/54, rue de Sily - 92513 Boulogne-Billancourt Cedex, qui transmettra.

Develop your Japanese Strategy

Business opportunities within a 125 million strong Japanese consumer market and with Japanese companies are immense. Yet to exploit them fully Europeans need to understand the Japanese way of life and business practices. To this end, the European Commission and the Japanese Government have

developed and are funding special training programmes for large, medium-sized and small companies from industry, trade or service sectors throughout the European Union. For participation in this senior management training, they are now looking for

Senior Managers for Japan
Top-Level Management Courses

The next training programmes in Tokyo (HRTIP 19 and 20) will commence in August 1996 and in January 1997 respectively. HRTIP 19 will last 16 weeks, HRTIP 20 will last 11 weeks. It will include training in the Japanese language, business strategy, finance, consumer behaviour and distribution channels as well as specialist options such as robotics, quality control, R&D and value engineering. The training programme provides participants with a cost-effective opportunity to enhance their skills within the most sophisticated market place, Japan.

Candidates must be nationals of an EU Member State and have a good command of English. They should be at least 35 years of age and must be sponsored by their employer. The training programme, tuition and materials as well as field trips are free to participants. Only travel costs and subsistence expenses are to be paid by the sponsoring company. Participants from companies up to 250 employees may be eligible for a scholarship. For further information, interested companies or senior managers should contact: Orgaconseil, 64, rue du Ranelagh, F-75016 Paris, Ms. Müller, Phone: (16) 44547842, between 9-12 am and 3-6 pm.

THE EUROPEAN
INDEPENDENTS

Kienbaum und Partner
Internationale Personal- und Unternehmensberater

Exportez votre talent...

Directeur de filiale
Libreville (Gabon)

Nous sommes un groupe de notoriété mondiale dans le domaine des services et recherchons le directeur de l'une de nos filiales (40 millions de francs de chiffre d'affaires). Dans cet environnement exigeant une logistique et un service client très performants, vous serez responsable de vos résultats et de votre équipe et interviendrez directement dans le suivi et le développement de l'activité commerciale. Enfin, vous serez le garant de l'image de la société auprès des institutions locales. De formation supérieure, 35/40 ans, vous bénéficiez d'une expérience de direction de centre de profit en France ou à l'étranger. Homme de terrain, votre présence, votre rigueur, votre autonomie et votre sens de la diplomatie seront vos atouts pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre candidature, sous la référence 6106, à notre conseil Orion qui vous garantit une totale confidentialité.

Le Quintet B, 4 rue Danjou, 92517 Boulogne

ORION

Service 1500

سكس الاصل

REPRODUCTION INTERDITE

LE MONDE / MERCREDI 20 MARS 1996 / XIII

LE MONDE DES CADRES

CREDOC

- Une longue expérience reconnue dans les disciplines de la statistique et de l'économie appliquées aux sciences humaines et sociales.
- Un statut original : partenariat avec l'Etat pour la recherche et contrat d'études avec les entreprises, les collectivités locales, les Ministères...
- Une pluridisciplinarité réelle.

Nous recherchons un :

Responsable des « études sociales » H/F

La responsabilité de la négociation et de la mise en œuvre des études et de recherches avec les administrations. Vous devrez animer une équipe de 5 chargés d'étude et de recherche. Vous devrez également être en contact avec la Grande Ecole ou Doctorat (avec les méthodes quantitatives), vous justifierez une expérience réussie de 5 ans minimum dans les études sociales, vous aurez géré des contrats avec les entreprises et commerciales, avec des administrations et collectivités locales. Vous serez responsable de l'aise dans la rédaction et la restitution des travaux d'études. Vous serez responsable sur lesquels vous interviendrez concernant les études sociales au sens large : pauvreté, logement, éducation... Une expérience sur ces thèmes est nécessaire.

Envoyer votre dossier de candidature au :
142, rue du Chevaleret - 75013 PARIS,
au Directeur du CREDOC.
Réponse assurée.

Consultants senior « Directeur de Projet »

MISSION :

Vous exercez auprès des clients du CREPAH une activité de conseil en stratégie, organisation, management... Vous êtes responsable du développement et de la qualité auprès d'un segment de clientèle dont vous assurez le suivi commercial et l'accompagnement.

Vous jouez un rôle d'ensemble et de pilotage d'équipes pour des missions faisant intervenir des consultants de diverses spécialités. Vous réalisez vous-même des interventions de conseil auprès de dirigeants et de responsables.

PROFIL :

A 35/45 ans, de formation grande école ou universitaire (3^e cycle), vous avez une expérience confirmée du métier de consultant, de fortes capacités de développement commercial et d'implication, et un intérêt marqué pour les domaines de la ville et de l'habitat.

Vous êtes attiré par un métier passionnant au carrefour du social, de l'économique et de l'urbain, dans un environnement en pleine mutation.

NOUS VOUS PROPOSONS :

- Un poste basé à Paris : mission de développement auprès des collectivités locales (il nécessite une très bonne connaissance de ce secteur, de son environnement et de ses réseaux).
- Plusieurs postes basés à Paris, Lyon, Lille : missions de développement auprès des organismes HLM (ils nécessitent une forte expérience de conseil de haut niveau, adapté à ce domaine particulier d'activité).

Envoyez lettre de motivation, CV détaillé et photo, en précisant votre rémunération actuelle, à : Monsieur le Directeur Général du CREPAH - 4, rue Lord Byron - 75384 PARIS CEDEX 08.

BOSSARD

CONSULTANTS

DEPARTEMENT FORMATION

Bossard Consultants, leader européen du conseil en management (780 consultants, 850 M.F. de CA, 26 bureaux dans 19 pays) recrute un consultant pour son département formation.

Ce département (de 50 consultants) est positionné sur le marché de la formation-accompagnement. Il propose des prestations auprès d'entreprises de tous secteurs (Grande Distribution, Industries, Administrations et Entreprises Publiques).

CONSULTANT SENIOR

Il aura pour missions de :

- concevoir des projets de formation pour accompagner les grands projets de changements de l'entreprise (organisation, systèmes d'information, gestion des hommes),
- animer, chez nos clients, des séminaires de réflexion-action afin d'aider le management opérationnel à mettre en place ses priorités,
- participer au développement commercial du département.

Nous souhaitons rencontrer un professionnel du conseil et de la formation âgé d'environ 30 ans, possédant au moins 3 années d'expérience en cabinet de conseil et une solide formation (Bac + 5).

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV photo) s/réf. BCF0396 à Marine STANDERA Service Recrutement - BOSSARD CONSULTANTS 14, rue Rouget de Lisle - 92441 ISSY-LES-MOULINEAUX Cedex.

UNIGRAINS

"Les produits solution"

Nous sommes une PMI (CA 133 MF - 135 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de consommables chimiques tels que : mastics, colles, produits d'étanchéité. Leader reconnu dans les secteurs sanitaire, chauffage et plomberie, nos produits sont distribués auprès des négociants professionnels, GSB et dans le milieu industriel. Nous recherchons :

Organisateur H/F

Assurer l'interface entre les utilisateurs et le service informatique

Bobigny - 93

- En étroite collaboration avec notre direction et au sein d'une équipe, vous assurez l'interface entre les besoins des utilisateurs (ventes, administration des ventes, finance, production...) et le service informatique, afin de faciliter l'activité de chaque collaborateur dans le cadre du développement de nouveaux outils. A l'écoute de vos « clients » internes, vous participez bien-entendu aux différentes phases des projets : définition du cahier des charges, installation, maintenance...

- La trentaine, de formation ESC / ING / MAGE, vous possédez une expérience commerciale et gestion en entreprise, ainsi qu'un savoir-faire relationnel bien développé.

C'est par votre sens du service et du dialogue lié à vos qualités d'écoute, d'analyse et de pédagogie, que vous serez appréciée(e) des utilisateurs et optimiserez l'efficacité de vos actions pour faire progresser l'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions), sous référence TL 9632 G, à UN des TROIS Ressources Humaines - 101, rue Saint-Hippolyte 75009 Paris.

Conseil en dynamique Humaine

UNIGRAINS est une société financière d'intervention et de développement dans le secteur agro-alimentaire. Depuis sa création, Unigrains a ainsi développé des partenariats avec de nombreuses entreprises dont la plupart sont aujourd'hui leaders dans leur domaine d'activité.

Jeune Chargé d'Etudes

0 à 2 ans d'expérience

Vous intégrez notre Division « Etudes et Prévisions Economiques » dont l'objet est de réaliser des études couvrant les secteurs végétaux et animaux dans une optique d'économie de filière très élargie.

Vous assurerez :

- dans le domaine des grandes cultures : (céréales, maïs, colza, tournesol, betteraves, etc.)
- le suivi des secteurs de production et de transformations
- le suivi et l'analyse de conjoncture et plus particulièrement
- le suivi des débouchés alimentaires et non-alimentaires des céréales.

- dans le secteur porcin :
- le suivi du secteur et le suivi de conjoncture.

H/F

Nous privilégierons une formation supérieure agronomique et/ou économique, la connaissance de l'anglais et une approche informatique.

Vous êtes disponible d'ici mai 1996

Merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo à UNIGRAINS - Direction Administration et Ressources Humaines, BP 397.16 - 75768 Paris Cedex 16.



POUR UNE POLITIQUE RESOLUTIVE TOURISME LE CONSEIL GENERAL DE SEINE-MARITIME

recrute SON DIRECTEUR DU CDT

De formation supérieure, vous devrez mettre en œuvre les moyens d'une politique de développement de l'activité touristique du Département définie en accord avec le Président du CDT :

- Susciter l'intérêt et donner l'envie de faire partager les richesses du patrimoine touristique de la Seine Maritime à un public local, national et étranger.
- Etre apte à faire émerger une offre de produits touristiques et à en développer la commercialisation.
- Associer les différents partenaires privés et institutionnels à une politique cohérente de l'accueil en Seine Maritime.

Vos moyens : une équipe de 9 personnes à motiver et un budget de plus de 5 millions de francs à optimiser. Dans le cadre de cette mission vous travaillerez en liaison étroite avec le Conseil Général et ses services.

- ANGLAIS courant indispensable
- Une autre langue serait souhaitée

Envoyer lettre manuscrite et CV à :

Richard Lewy Consultant - FORMEL - 17, rue Saint Jacques - 10160 MARAYE EN OTHE

recrute

un ENSEIGNANT-CHERCHEUR contractuel

« FIABILITE ET QUALITE »

Vous avez : de très bonnes compétences scientifiques en :

- gestion de la qualité,
- maîtrise des outils mathématiques et statistiques,
- sûreté de fonctionnement,

l'expérience du milieu industriel :

Nous vous proposons : de rejoindre notre Département Génie Mécanique avec une double activité d'enseignement et de recherche.

Envoyez CV et lettre de motivation manuscrite avant le 29 Mars

UTC - Division du personnel - BP 649 - 60206 COMPIEGNE CEDEX



LE MONDE DES CADRES

FUTURS MANAGERS INTERNATIONAUX

Le Groupe Heineken vous donne rendez-vous
du 1^{er} au 6 septembre à Amsterdam



Pour la seconde année consécutive, Heineken - deuxième groupe brassicole mondial - organise un séminaire international destiné à recruter ses futurs managers.

- De formation initiale grandes écoles de commerce ou d'ingénieurs complétée par un MBA ou équivalent et/ou par des stages significatifs à l'étranger, vous êtes débutant(e) ou avez une première expérience.
- Comme nous, vous êtes convaincu(e) que le management dépasse les frontières et les cultures. Votre goût prononcé pour la

gestion et la finance, votre parfaite maîtrise de la langue anglaise, l'ensemble de vos compétences et notamment votre tempérament de leader feront la différence lors du séminaire.

- A l'issue de cette semaine de réflexion et d'échanges sur l'évolution du management mais aussi de votre participation à des jeux de stratégie d'entreprise avec des professionnels européens, des opportunités de carrière pourront vous être proposées dans un premier temps... en France...

Pour relever ce challenge, appelez le
01 47 37 10 10
toute la semaine du lundi au vendredi, en précisant la référence 276

BRASSERIES
HEINEKEN

AGENCE DE COMMUNICATION FINANCIERE

recherche
responsable de studio

- 3 ans minimum d'expérience similaire en agence.
- Parfaite maîtrise de la chaîne graphique en presse et en édition.
- Gestion du travail d'une équipe de 4 personnes, suivi et contrôle de l'exécution, devis, facturation.
- Disponible immédiatement pour un contrat à durée déterminée de 5 mois.

Merci de nous envoyer un CV et vos prétentions par fax au 44 40 09 65 à l'attention de Sylvie Fayette



Consultant senior H/F

Dirigez votre structure en créant dans votre région votre cabinet Abcys, conseil en recrutement, spécialiste des PME. En réseau, la réussite est plus rapide et la synergie plus stimulante.

Le recrutement est un secteur d'activité qui vous passionne. Diplômé de l'enseignement supérieur, à plus d'expérience significative, acquise dans la formation et le commercial, complétez par une bonne maîtrise de l'outil informatique, vous êtes prêt à relever le challenge, ambition sont les qualités indispensables pour permettre de créer et de manager votre structure en toute autonomie. La pratique de l'outil informatique est un plus. Nous vous apportons une identité, une stratégie, une charte de qualité et une assistance (méthodologie et outils) qui assureront votre réussite dans le cadre d'un projet innovant.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre, CV, photo), sous réf. PM/504M, à Paul de Marigny, ABCYS, BP 30, 74200 Veyrier-du-Lac, qui vous répondra personnellement.

Abcys

GROUPE INFOGRAMMES

Leader européen :
Conception,
Production
Diffusion
de produits
Multimédia
Grand public
Interactifs.

LE MULTIMEDIA POUR TOUS

Nous recherchons des **CHARGES DE PRODUCTION** : cela vous intéresse ?

Alors, rejoignez-nous et devenez responsables de la gestion complète de projets (vidéiques, éducatifs ou culturels).

Vos atouts : de formation supérieure, vous êtes bilingue anglais et vous bénéficiez d'une première expérience dans la gestion de projets multimédias.

Postes basés sur LYON et sur PARIS.

Merci d'envoyer votre candidature sous la référence CPM/03/96 à :
• Infogrammes Entertainment - 84 rue du 1er Mars 1943 - 69628 Villeurbanne Cédex.
• Adresse e-mail : drh@infogrammes.fr



Organisme pluridisciplinaire internationalement reconnu avec 650 personnes à la pointe des nouvelles technologies, notre vocation est d'améliorer la compétitivité des entreprises de la mécanique. En partenariat avec elles, nous intervenons dans 3 activités complémentaires : l'analyse des besoins, la recherche et le développement, le transfert des connaissances.

Responsable

des Actions de Formation et
Journées d'Information

Pour assurer le transfert des connaissances, nous proposons à nos clients différentes approches : conseil, essais sur site ou en laboratoire, progiciels, publications et formation.

C'est pour développer très fortement notre secteur formation (CA. 1995 = 23,5 M.F.) que nous recherchons notre futur Responsable des Actions de Formation et Journées d'Information.

Professionnel de la formation ayant occupé plusieurs des postes liés à ce domaine d'activité : animateur de stages, chargé d'affaire en clientèle, responsable d'un centre de formation..., il est directement rattaché au Directeur Commercial et assiste celui-ci dans la mise en oeuvre de la politique de transfert de notre Centre.

Poste basé à SENLIS (40 km Nord de Paris).

Merci d'adresser CV, photo et prétentions à CETIM
Gestion des Ressources Humaines - BP 67 - 60304 SENLIS Cedex.



CENTRE NATIONAL
DE LA FONCTION
PUBLIQUE TERRITORIALE

ETABLISSEMENT
PUBLIC DE
FORMATION

L'Institut d'Etudes Supérieures de la
Fonction Publique Territoriale -
Fontainebleau
recrute

RESPONSABLE DU CENTRE DE RESSOURCE MEDIATHEQUE

Réf 96-1589

En liaison avec la direction de l'Institut, vous serez chargé de :

- concevoir et mettre en place le Centre de Ressources et la Médiathèque de l'Institut,
- élaborer et réaliser les outils d'information et de diffusion de l'Institut en direction des élèves, des agents et du milieu professionnel,
- participer aux projets de communication externe et interne en liaison avec la direction de la communication.

Conservateur de Bibliothèque ou Bibliothécaire titulaire ou inscrit sur liste d'aptitude, vous connaissez les applications des technologies nouvelles dans le domaine de la documentation et de la diffusion.

CADRE PEDAGOGIQUE

Réf 96-1588

Vous prendrez en charge le secteur des formations initiales des cadres d'emplois supérieurs de la filière Culturelle en liaison avec les Ecoles de l'Etat concernées (conservateur du patrimoine, conservateur des bibliothèques, directeur d'établissement d'enseignement artistique).

Cadre A titulaire ou inscrit sur une liste d'aptitude, vous avez une bonne connaissance des politiques culturelles locales et une expérience de la formation.

Merci d'adresser candidature manuscrite et CV, sous la référence choisie, à M. le Président du CNFPT, Direction des Ressources Humaines, 3 villa Thoréon, 75736 Paris cedex 15

Pour gérer sa base de données (20 000 dossiers),
Cabinet de Conseil recherche saison

Responsable Base de Données

Votre mission sera :

- gérer la documentation qui permet de l'alimenter,
- organiser les informations et assurer leur mise à jour (collecte, saisie et revue périodique),
- exploiter les informations en faisant des extractions ciblées,
- travailler avec la SSI pour l'évolution et la maintenance du logiciel.

Vous avez 25 ans minimum, êtes titulaire d'une maîtrise ou d'un DESS. Vous avez une pratique courante de l'anglais, de la micro-informatique et des techniques de documentation.

Après une expérience d'au moins deux ans en entreprise, où vous avez déjà pratiqué la gestion de bases de données, vous souhaitez prendre une responsabilité très opérationnelle vers laquelle votre capacité d'anticipation et de réalisation, votre curiosité, votre souplesse d'adaptation vous poussent naturellement.

Merci d'envoyer votre dossier (lettre + CV + prêt.) sous référence A 500, à

COR'EX
CONSEIL EN RECRUTEMENT

11, avenue Myron Herick - 75008 Paris

Service 1550